This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

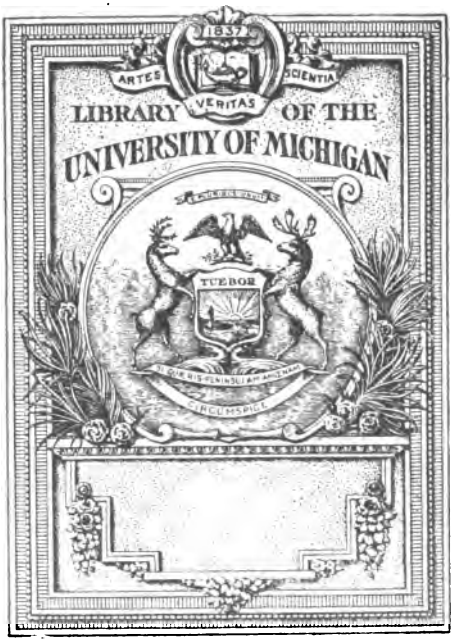
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

595
O992d

DERNIÈRES ÉTUDES

HISTORIQUES

ET

LITTÉRAIRES

DU MÊME AUTEUR

Format grand in-18

PORTRAITS POLITIQUES ET RÉVOLUTIONNAIRES

(DEUXIÈME ÉDITION)

Deux volumes.

ÉTUDES HISTORIQUES ET LITTÉRAIRES

Deux volumes.

NOUVELLES ÉTUDES HISTORIQUES ET LITTÉRAIRES

Un volume.

VOYAGES ET VOYAGEURS

Un volume.

PARIS — IMP. SIM N RAÇON ET C MP., RUE D'ERFURTH, 1.

DERNIÈRES ÉTUDES

HISTORIQUES

ET

LITTÉRAIRES

PAR

CUVILLIER-FLEURY,

TOME SECOND

PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS
1859

Reproduction et traduction réservées.

DERNIÈRES ÉTUDES
HISTORIQUES
ET
LITTÉRAIRES

QUATRIÈME PARTIE

M. Thiers historien de l'empereur Napoléon

I

LA PRÉFACE DU DOUZIÈME VOLUME
DE L'HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE.

— 9 DÉCEMBRE 1855. —

Le douzième volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*[1], publié par M. Thiers après une interruption de quatre ans dans la suite de son ouvrage, n'était pas seulement l'objet d'une très-légitime attente de la part des admirateurs de son

[1] Paris, 1855. *Le blocus continental*, — *Torrès Vedras*, — *Fuentès-d'Onoro* (Avril 1810. — Mai 1811.)

395068

talent. Il y a souvent bien de la malice dans la curiosité publique. Comment M. Thiers parlerait-il de l'Empereur après le rétablissement de l'Empire? Quelle impression, quelle optique nouvelle aurait-il rapportée de ces récentes épreuves de sa vie? Comment se traduirait dans la suite un moment brisée de son œuvre, l'inspiration du sens personnel? Aurait-il bien la hardiesse de blâmer son héros, ou le courage plus difficile peut-être de le glorifier, en présence non-seulement de sa statue relevée (M. Thiers y avait, je crois, mis la main), mais de son trône rétabli et restauré? En un mot, comment le douzième volume sortirait-il de ces loisirs forcés de l'homme d'État? Quel genre de capitulation la conscience de l'historien avait-elle accordée aux regrets et aux affections de l'homme politique?... On se faisait tout bas ces questions; et je dis que c'est la malicieuse impatience du public qui les faisait, tandis que les esprits équitables attendaient avec confiance que M. Thiers lui-même y répondît. Et ils avaient raison. A ceux qui s'attendaient à trouver dans son nouveau livre le spectacle toujours attrayant pour la malignité humaine des faiblesses d'un puissant esprit, M. Thiers a répondu en ne changeant rien ni à son point de vue ni à sa méthode, suivant sa voie libre et droite entre le dénigrement et l'idolâtrie, jugeant l'homme, admirant le héros, ayant, comme il le dit quelque part, *cette sensibilité aux grandes choses* qui n'exclut pas l'indépendance du jugement, s'y laissant aller plutôt par le sentiment qui aide à les comprendre que par la passion qui les exalte et les amplifie. C'est ainsi que l'historien du Consulat et de l'Empire a écrit, même après 1852, son douzième volume.

Le douzième volume procède de tous les autres; il n'a de date que par l'époque de sa publication, il n'en a pas par son esprit. La pensée qui l'inspire est en germe dans les volumes précédents; et, si elle se développe dans celui-ci, c'est que la situation elle-même s'est aggravée. L'auteur n'y

ajoute rien par malveillance ou par injustice. Bien avant les désastres et les fautes de l'invasion d'Espagne, M. Thiers avait signalé l'entraînement fatal dont son nouveau volume nous fait apercevoir déjà les conséquences dernières et inévitables, puisque, commençant après le mariage de l'Empereur avec Marie-Louise (avril 1810), il nous laisse au milieu des préparatifs de la campagne de Russie. Mais, dès Austerlitz, M. Thiers avait signalé ce défaut de la politique impériale. Dès Austerlitz, il avait marqué l'écueil où elle devait un jour se briser. « ..... Avec le génie de Napoléon, écrivait-il (tome VI, p. 466), en transportant dans la politique la prudence qu'il déployait à la guerre, avec un très-long règne, cette conception (d'un vaste empire français appuyé sur des royautés vassales) *n'était peut-être pas impossible à réaliser*. Mais cette nature des choses, qui se venge toujours cruellement de ceux qui la méconnaissent, était follement violentée lorsque, dans son ambition, Napoléon cessait de respecter la limite du Rhin, lorsqu'il voulait réunir des Germains à des Gaulois, soumettre des peuples du Nord à des peuples du Midi, placer des princes français en Allemagne, malgré d invincibles antipathies de mœurs; et il faisait apparaître alors à tous les yeux le fantôme de cette monarchie universelle que l'Europe redoute et déteste, qu'elle a combattue, qu'elle fera bien de combattre sans cesse... » Voilà ce que M. Thiers écrivait au lendemain d'Austerlitz! Pourtant personne n'avait jamais fait une plus large part à l'éblouissante gloire de ce grand jour. Et de même, après la bataille d'Eylau, sur une pente déjà plus rapide : « L'âme de ses soldats, dit l'auteur (tome VII, p. 399), s'était montrée dans cette journée aussi forte que la sienne. Assurément il pouvait être fier de cette épreuve... Mais il devait sentir en ce moment ce que c'était que la puissance du climat, du sol, des distances; car, possédant plus de trois cent mille hommes en Allemagne, il n'avait pas pu en réunir plus de

cinquante-quatre mille sur le lieu de l'action décisive. Il devait, après cette victoire, faire de graves réflexions, compter davantage avec les éléments et la fortune, et *moins entreprendre à l'avenir sur l'invincible nature des choses*... Ces réflexions, il les fit... Plût au ciel qu'elles fussent restées pour toujours gravées dans sa mémoire!... » — « Ne devançons pas la justice du temps, écrit ailleurs M. Thiers (tome VIII, p. 658) à propos de l'usurpation du trône d'Espagne. Les récits qui vont suivre montreront bientôt cette justice redoutable, sortant des événements eux-mêmes et punissant le génie, *qui n'est pas plus dispensé que la médiocrité elle-même de loyauté et de bon sens*... » Et enfin, dans le volume qui précédait de quatre ans celui que M. Thiers publie aujourd'hui, et à propos de cette détestable tentative d'assassinat faite à Schœnbrunn (octobre 1809) sur la personne de Napoléon : « ..... Une réflexion le préoccupa beaucoup, écrit M. Thiers (tome XI, p. 296), c'est que ce n'était plus la Révolution française, mais lui, lui seul, qui devenait l'objet de la haine universelle, comme l'auteur unique des maux du siècle, comme la cause de l'agitation incessante et terrible du monde. *Déjà l'Europe ne nommait plus que lui dans ses douleurs*. Que ne tirait-il de la bouche de ce fanatique une leçon profonde et durable, au lieu d'une impression passagère, mêlée d'une certaine pitié pour son assassin et de quelque tristesse pour lui-même!... »

J'ai insisté sur ce mérite de l'impartialité dans l'histoire de M. Thiers, en choisissant, dans des volumes publiés depuis longtemps, les preuves qui l'établissent sans réplique. M. Thiers est impartial quand il juge sévèrement l'empereur Napoléon, car il l'admire et il l'aime; et il n'est pas toujours éloigné, comme on a pu le voir par la première des citations qui précèdent, de s'associer même aux chimères de ce grand esprit. Il ne lui demande que le calme dans la conception et la prudence dans la conduite, c'est-à-dire ce qu'un tel génie

ne peut pas donner. Quoi qu'il en soit, j'ai tenu à marquer la date certaine de cette justice souvent sévère avec laquelle M. Thiers a jugé son héros. La sévérité de l'historien de l'Empire pour Napoléon n'a pas commencé le jour des adversités et des mécomptes politiques de M. Thiers; elle a commencé le jour de la première faute de l'Empereur.

Il faut donc, en dépit de l'attente un peu sceptique qu'il a excitée et de la sensation extraordinaire qui l'a accueilli, remettre à son rang, dans l'*Histoire de l'Empire*, ce douzième volume de M. Thiers; il faut le replacer dans cette série qu'il a si habilement liée, et dont toutes les parties sont unies ensemble par un ciment si indestructible. C'est une pierre de ce monument [1] que M. Thiers a voulu élever à une des plus grandes époques de notre histoire, et dont il sera bien permis de dire un jour ce que le poëte Horace disait lui-même, et dans un langage presque napoléonien, du recueil de ses odes: *Situ Pyramidum altius!* car, dans un pareil travail, l'auteur et le héros concourent également au succès de l'œuvre, à sa popularité et à sa durée.

C'est une époque particulièrement curieuse, celle que comprend le douzième volume de M. Thiers, entre les suites fatales de la journée de Talavera et la bataille de Fuentès-d'Onoro, entre le règlement de la paix de Vienne et les préparatifs de la campagne de 1812, entre le mariage de Napoléon avec une archiduchesse et la naissance du roi de Rome; singulière époque, où l'Empereur semble se reposer sinon de la politique, car son génie n'a jamais été plus entreprenant ni plus actif, du moins de la guerre, qu'il abandonne à ses lieutenants sur le terrain même où sa présence serait le plus nécessaire; époque de fiscalité qui aboutit à l'abdication du magnanime Louis de Hollande, — de diplomatie avortée que signale la mission clandestine de M. de

[1] C'est aussi le mot dont se sert M. Sainte-Beuve dans un article qu'il a récemment consacré au livre de M. Thiers. (*Athenæum* du 24 novembre.)

Labouchère à Londres, — de tentatives impuissantes pour la création d'une papauté vassale et subordonnée ; car c'est le moment où l'Empereur rêve un établissement pontifical à Saint-Denis, un sacré collége à Notre-Dame; et M. Thiers racontant « *ces choses*, nous dit-il, *se croit placé sous l'illusion d'un songe;* » — époque toujours grande malgré tout, mais dont toute la grandeur se résume plus que jamais dans un seul homme. La France se taisait et observait. On était arrivé à ce moment du règne où, n'ayant pas encore perdu confiance dans celui qui jouait cette périlleuse partie de la monarchie universelle, on commençait pourtant à suivre le jeu avec une préoccupation inquiète. « On ne regarde pas s'ils sont justes, écrivait la Fontaine, parlant de César et d'Alexandre, on regarde s'ils sont habiles, c'est assez même qu'ils soient heureux... » Et ainsi le monde, à l'époque dont nous parlons, avait pris son parti de bien des injustices ; il croyait encore à l'habileté. Seulement, dans les ravins de l'Estramadure ou dans les gorges de l'Alentejo, quelques paysans résistaient. Derrière des lignes formidables, appuyée à une escadre invincible, entre un grand fleuve et la mer, une armée anglaise se ralliait, conduite, dirai-je par un grand homme? j'aime mieux le mot de M. John Lemoinne, conduite par un *grand Anglais* qui n'avait d'autre génie que la prudence, mais à qui cette supériorité suffisait devant l'aveuglement du génie... Telle est cette époque, sorte de halte à laquelle se condamne un instant, dans les premières joies du mariage autrichien, l'activité guerrière du vainqueur de Wagram; mais où se trahit déjà, dans la soumission universelle, je ne sais quelle attente pleine d'anxiété. Nous aurons tout à l'heure à la caractériser plus en détail. Je veux seulement relever en ce moment l'art prodigieux avec lequel M. Thiers l'a fait revivre, et dire un mot, puisqu'il nous y provoque, des qualités si diverses de son esprit et de son talent.

Ah ! M. Thiers est un grand ennemi de lui-même ! Dans une vive *préface* qui sert d'introduction à son douzième volume, il fait la théorie du style historique ; et, à l'en croire, moins on mettrait de style dans l'histoire, plus on approcherait de la perfection du genre. Le spirituel auteur, pour défendre son système, prodigue les comparaisons et les métaphores. Tantôt la Muse de l'histoire, « cette muse fière, clairvoyante et modeste, a besoin surtout d'être vêtue sans apprêt, » nous dit-il. N'est-ce pas Fénelon qui avait dit : « La pensée se sert du style comme un honnête homme de son manteau, pour se couvrir ? » Une autre fois, l'histoire, « c'est le père de famille instruisant ses enfants, » Walter Scott peut-être racontant l'Écosse à ses petits-fils. Tantôt enfin l'illustre écrivain pousse le goût du naturel, la passion de la transparence, et, comme il l'a dit lui-même, le *fanatisme de la simplicité*, jusqu'à comparer le style de l'histoire à cette grande glace sans tain que nous avons tous vue au palais de l'Industrie ; glace merveilleuse « à travers laquelle on aperçoit, dit M. Thiers, sans la moindre atténuation de contour ou de couleur, les innombrables objets que renferme le palais de l'Exposition universelle... »

Telle est la théorie ; c'en est le fond, si ce n'est la forme. Le fond, c'est que l'intelligence est tout, qu'il suffit d'ouvrir les yeux et de bien voir, et, quand on a bien vu, de raconter avec exactitude (« *n'ayez qu'un souci, celui d'être exact* ») ; et puis après, *un certain talent d'écrire* ne vous est pas absolument défendu ; mais n'en abusez pas. « Le meilleur style est celui qui n'est ni aperçu ni senti. »

Si nous n'admirions pas sincèrement le talent de M. Thiers, si nous n'aimions pas sa personne, si nous pouvions descendre à une querelle de scoliastes quand il s'agit de juger un écrivain si substantiel et si sérieux ; en un mot, si nous étions dupe de sa théorie, qui n'est peut-être que

l'agréable fantaisie d'un brillant esprit, comme nous triompherions contre lui de sa théorie même ! comme nous lui montrerions, s'il ne le savait mieux que nous, que ce style à la glace, cette exactitude à outrance, ce réalisme de la grande histoire emprunté à la petite littérature et à la petite peinture, ne suffisent ni à la morale, ni à la justice, ni à la vérité ! Comme nous lui prouverions, s'il avait besoin d'être convaincu, que cet art de la forme dont il marque si étroitement la limite, ce don de peindre, ce talent d'émouvoir, ce soin d'attacher par l'élévation et l'élégance, la concision et la souplesse, la dignité et la vivacité du langage, que toutes ces qualités de l'intelligence en sont le développement naturel et nécessaire à qui se donne mission d'écrire l'histoire, c'est-à dire de créer une seconde fois, après Dieu, les générations éteintes, les glorieux trépassés, et de rendre à la vie humaine, ensevelie dans la poussière des archives plus profondément peut-être que dans celle des tombeaux, la vérité et la ressemblance ! Créer après Dieu, croyez-vous donc qu'il n'y faut que le mérite du laminoir sous lequel a passé ce morceau de verre plus ou moins *incolore* que vous admirez ?

Mais pourquoi prouver tout cela à M. Thiers ? Sa théorie le nie, son livre le démontre. Sa poétique est d'un rêveur spirituel ; son œuvre est d'un maître. Tout ce qu'il refuse à l'historien, son histoire le donne. Qu'importe qu'il exagère comme critique le mérite de la facilité, s'il est difficile à lui-même comme écrivain, et s'il est convaincu, comme il l'écrit, « que les plus beaux vers, les plus travaillés, ne coûtent pas plus de peine qu'une modeste phrase de récit par laquelle il faut rendre un détail technique sans être ni vulgaire ni choquant ? » La Bruyère avait dit cela avant M. Thiers : « Un bon auteur, et qui écrit avec soin, éprouve souvent que l'expression qu'il cherchait depuis longtemps sans la connaître et qu'il a enfin trouvée, est celle qui était

la plus simple, la plus naturelle, qui semblait devoir se présenter d'abord et sans efforts [1]... » N'en demandons pas davantage. Ce soin que M. Thiers met à rendre un détail technique, il le prendra bien sans doute quand il s'agira de rendre une pensée forte, un sentiment élevé, de reproduire une grande scène de l'histoire, ou de montrer au fond d'une âme humaine un de ces drames qui s'y jouent parfois en silence, dans la solitude de la réflexion, témoin cet admirable chapitre que l'historien de l'Empire a consacré (tome VIII) aux irrésolutions et aux angoisses de l'Empereur avant qu'il fût décidé sans retour à l'usurpation du trône d'Espagne, — témoin aussi cet autre chapitre dont l'expédition projetée à Boulogne (tome IV) est l'objet, et où l'intérêt merveilleusement suspendu jusqu'au dénoûment de ce glorieux rêve l'égale aux plus attachantes conceptions du roman et du théâtre ; — témoin encore, dans ce douzième volume récemment publié, ce récit de l'expédition de Portugal qui va échouer devant les silencieuses lignes de Torrès-Vedras, et plus tard dans les ravins de Fuentès d'Onoro ; pathétique odyssée d'une armée française qui semble perdue au milieu d'un pays hostile, sans vivres, sans munitions, sans souliers, courant les montagnes, fouillant les bois, ne vivant plus que de maraude, ayant laissé couper sa ligne de communication, ne pouvant ni donner des nouvelles de sa détresse ni en recevoir de la patrie, et réduite enfin aux ressources que les hommes trouvent quelquefois dans leur énergie et leur désespoir...

Tel est le récit de cette expédition de Portugal. Je ne voudrais pas répondre qu'il en existe un plus beau dans aucune histoire de ce genre. M. Thiers excelle dans ces parties que j'appellerais volontiers divines de la composition historique : j'entends ce don de ranimer, soit ces grands

[1] *Caractères*, ch. Ier.

hommes dont l'action résume toute une époque, soit ces personnages multiples, une flotte, une armée, un parlement, une cour, un état-major dont les passions diverses ont besoin d'être résumées et ravivées dans une puissante unité. Et maintenant M. Thiers croit-il qu'il suffise de l'intelligence toute seule, de l'intelligence *prise*, comme il le dit, *dans son acception vulgaire*, c'est-à-dire de la simple faculté de comprendre, pour composer ces chefs-d'œuvre de l'exposition et de la création historique? Si M. Thiers croit cela, c'est alors qu'il est encore plus modeste que nous ne le pensons.

N'insistons pas; après avoir dit que M. Thiers possède au plus haut degré ce don supérieur qui fait les grands historiens, j'entends le talent de faire revivre sous les yeux du lecteur les événements et les hommes, ne serait-il pas puéril de demander si M. Thiers a du style? Personne assurément ne conteste à l'historien de l'Empire le mérite d'un inimitable conteur. Est-ce que le talent d'écrire peut être séparé du talent de raconter? Choisissez en fait de style parmi les définitions que nous fournissent les maîtres de la langue et du goût : dans presque toutes nous retrouvons M. Thiers. « Le style est l'homme; » ce mot semble fait pour lui. Buffon dit encore : « *Le style n'est que l'ordre et le mouvement qu'on met dans ses pensées.* » Est-il possible de mieux rendre l'impression que produit sur l'esprit du lecteur ce grand ouvrage de M. Thiers, d'un enchaînement si rigoureux et d'un entrain si rapide, même dans son ampleur? J'aime encore ce que Marmontel écrit de la diversité du style suivant le génie des auteurs : « Le caractère de l'écrivain, dit-il, se communique aussi à ses écrits : ses pensées en sont imbues, son expression en est teinte; et l'énergie ou la faiblesse, la hardiesse ou la timidité, la langueur ou la véhémence du style *dépendent plus des qualités de l'âme* que des facultés de l'esprit..... » Qui ne voit de

même que cette vivacité et cette raison, cette hardiesse et ce naturel, cette décision un peu tranchante et ce bon sens presque toujours équitable, qui sont le fond du caractère de l'historien de l'Empire, sont aussi parmi les marques les plus distinctives de son style, de sa méthode et de sa manière?

L'*intelligence*, c'est tout, ou c'est bien peu. C'est bien peu si vous voulez dire que l'intelligence est la condition indispensable et la matière première, en quelque sorte, de tout ouvrage de l'esprit. C'est tout, si c'est le don de pénétrer, comme l'a fait M. Thiers, dans les arcanes les plus obscurs de l'administration, de l'économie politique, de la marine et de la guerre; c'est tout, si c'est la faculté de débrouiller avec la finesse d'un vieux diplomate les subtilités des chancelleries européennes; c'est tout, si c'est le pouvoir de trouver sa voie dans le dédale des papiers d'État, des mémoires secrets, des correspondances de famille, et d'y porter la lumière et la vie. L'intelligence est tout quand elle fait cela, et quand la clairvoyance de l'historien se traduit en émotion pour le lecteur. M. Thiers est quelquefois long; il n'est jamais froid. Il a le culte, parfois le fanatisme de ce qui est grand, non sans y mêler par instants une tristesse morale et prophétique. A défaut de profondeur, il a l'étendue; et, si son récit ne vous frappe pas du premier coup, il vous gagne avec lenteur, vous atteint sûrement, et finalement vous entraîne. Il y a là, au lieu de jets de flamme qui vous éblouissent, comme un foyer secret qui brûle toujours. *Spiritus intus alit.* Il y a surtout je ne sais quelle affinité secrète entre l'esprit de l'auteur et son sujet, entre cette merveilleuse aptitude à tout comprendre et cette indéfinissable diversité des éléments qui composent l'histoire du génie et de l'ascendant de Napoléon.

Je sais qu'à ce propos on reproche à M. Thiers d'abuser de la stratégie, comme si, dans une histoire de l'empire

français, la stratégie n'était pas une condition inévitable de l'information historique. Et aussi bien ce n'est pas M. Thiers qui a mis, le premier, la stratégie dans l'histoire. Elle y était bien avant lui. Thucydide, Xénophon, Polybe, en sont pleins, et pour cause. Salluste en a le goût. Tacite lui-même ne la dédaigne pas. Germanicus, Corbulon, Drusus, Ségeste, Arminius, Tacfarinas, quelle diversion brillante aux tristesses et aux ignominies de l'empire romain! Quelle histoire que celle des légions romaines en Germanie! Nous ne parlons pas de César : il a écrit la guerre en maître, comme il l'avait faite. Mais, pour moi, si j'avais le goût de quereller M. Thiers sur ses plans de campagne, j'aurais une critique plus délicate peut-être à lui soumettre. A force d'étudier la guerre dans les livres et d'en chercher le secret dans les leçons de l'histoire, dans l'étude des maîtres et dans les confidences des hommes du métier, l'éminent historien est parvenu à se faire une sorte d'expérience militaire toute personnelle qui mêle un peu d'intolérance à beaucoup d'autorité; et peut-être, dans le récit des succès et des revers de nos armées, ne fait-il pas toujours une part assez égale à la fortune, aux obstacles naturels et aux faiblesses inséparables du cœur humain. Cet involontaire oubli ou ce dédain un peu héroïque des chances de la guerre l'entraîne parfois dans des appréciations où ne se retrouve pas toujours la saine modération de son jugement; et, par exemple, quand il s'agit d'un des plus illustres lieutenants de l'Empereur en Espagne, sa critique ne va-t-elle pas souvent jusqu'à une exagération de rigueur qui tourne en défaut littéraire, dans une œuvre où il y en a si peu de ce genre? M. Thiers veut toujours être juste; il est parfois malveillant. Il a de ces antipathies irrésistibles qui échappent à son impartialité d'historien; mais il a beau faire : « Nous croyons être véridique et juste, écrit-il quelque part, la postérité pèsera nos torts à tous dans des balances plus sûres que les nô-

tres : — plus sûres, nous en convenons, parce qu'elle les tiendra *d'une main froide et insensible.* »

M. Thiers n'est jamais froid, et il est presque toujours équitable. Contre les rares injustices de sa plume, cet appel à l'avenir nous suffit...

II

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE

— 20 DÉCEMBRE 1855. —

L'époque à laquelle est consacré le douzième volume de M. Thiers est marquée, dans l'histoire de l'empereur Napoléon, par un contraste qui paraît d'abord bien extraordinaire.

C'est l'époque de sa plus grande puissance. Il vient de signer la paix de Vienne après Wagram. Il a épousé une archiduchesse d'Autriche. Son empire s'étend, sur une base de quarante-deux millions d'âmes, du Simplon au Trasimène, des bouches de la Meuse à celles de l'Elbe, du Zuyderzée au Weser. Amsterdam, la Haye, Osnabruck, Hambourg, Rome elle-même, sont les chefs-lieux de départements français. Le pape est à Savone, en attendant que la papauté soit à Saint-Denis. L'empereur a une armée qui assiége Cadix, une autre en Aragon, une autre devant Lisbonne, des troupes d'occupation en Hollande, en Italie, dans les villes hanséantiques. Maître ou arbitre du monde entier, excepté sur un point, ne comptant plus que des alliés depuis les Pyrénées jusqu'au pôle nord, on peut croire qu'il ne combat plus, comme il le dit lui-même, que pour « conquérir la paix générale, » celle de ses conquêtes qu'il a toujours le

moins gardée; — et, en attendant, cette sorte de trêve qu'il a signée à Schœnbrunn est signalée, dans l'intérieur de l'Empire, par un immense développement de l'industrie nationale. De 1810 à 1812, Napoléon consacre plus de trois cents millions à des travaux d'utilité publique. Il fait creuser le port d'Anvers. Le Code pénal est achevé. Cuvier, Thénard, Gay-Lussac, publient leurs découvertes scientifiques. Chateaubriand donne la première édition des *Martyrs*. L'exposition de 1810 étale d'éclatants chefs-d'œuvre, et les noms de David, de Gros, de Gérard, sont dans toutes les bouches. Telle est la prospérité de l'Empire entre la paix de 1809 et la campagne de 1812, pendant l'époque que nous raconte aujourd'hui M. Thiers; et il semble en vérité que rien ne manque à la grandeur de l'État, pas même l'avenir, puisque le roi de Rome vient de naître.

Et pourtant ce moment marqué par une réunion si extraordinaire de circonstances favorables, ce comble de la prospérité, de la victoire et de la fortune sans précédent chez aucun peuple, cet « apogée » (le mot est fait pour lui) du grand homme qui domine l'Europe, — c'est le moment que Dieu choisit pour jeter la confusion dans ses desseins, la discorde parmi ses lieutenants, la défiance chez ses alliés, un indomptable esprit de persévérance au cœur de ses ennemis. Faire jouer un rôle à Dieu dans une pareille histoire, où il semble que, toutes les proportions humaines étant dépassées et la nature elle-même mise au défi, c'est à la puissance divine toute seule qu'il appartient de rétablir l'équilibre, — invoquer Dieu pour expliquer l'énigme cachée dans ces événements mémorables, il n'y a pas là un bien grand effort d'humilité chrétienne ni une prétention bien étrange de philosophie historique;

Regum timendorum in proprios greges,
Reges in ipsos imperium est Jovis
Cuncta supercilio moventis.....

Quoi qu'il en soit, restons sur terre, et cherchons les causes purement humaines de cet immense déclin dont le livre de M. Thiers marque si clairement les premiers symptômes, le développement rapide et l'inévitable avenir.

M. Thiers n'a pas inventé la philosophie de l'histoire de Napoléon. C'est une vérité vieille comme le monde que tous les pouvoirs périssent par l'exagération de leur principe. La fable des Titans n'est pas d'hier. Cette lutte du génie humain contre l'impossible a été sévèrement qualifiée par tous les moralistes dans tous les temps; et, sous l'Empire même, un de ces correspondants secrets que Napoléon s'était ménagés pour apprendre d'eux, sans trop de péril pour son inviolabilité ou son orgueil, la vérité sur toute chose, Fiévée, lui écrivait : « ..... Le monde peut à la rigueur devenir la conquête d'une nation (on le dit des Romains) ; mais *il ne peut pas être la conquête d'un homme ;* il n'y en a pas d'exemple. » Et, un jour même que l'Empereur causait familièrement avec lui : « Sire, lui dit Fiévée, une qualité particulière de votre esprit, c'est qu'il est impossible de vous offrir une idée qui vous soit nouvelle, sans qu'aussitôt vous n'en tiriez plus de conséquences que ne pourrait le faire celui qui vous l'a présentée. — Est-ce tout? reprit l'Empereur en souriant. — On pourrait remarquer que Votre Majesté commence toujours par les conséquences justes ; *mais quelquefois elle ne s'arrête pas.* — Et à quoi pensez-vous que cela tienne ? — Si Bossuet répondait à Votre Majesté, il répéterait ce qu'il a dit sur l'importance d'avoir des principes arrêtés ; qu'autrement, dans les questions effrayantes par tout ce qu'elles embrassent, *plus on a d'esprit, plus aisément on s'égare*[1]..... » L'auteur de la *Dot de Suzette* s'était fait, ce jour-là, le commentateur

[1] *Correspondance et relations de Fiévée avec Bonaparte, Premier Consul et Empereur*, t. III, p. 18 et 19.

Masséna, qui ne pouvait plus correspondre, depuis qu'il avait quitté les frontières d'Espagne, ni avec ses magasins, ni avec ses dépôts, ni avec son gouvernement? C'était la faute de la guerre, et non la sienne. La marche d'un navire sur le passage duquel les flots se referment, après qu'il a tracé son sillage, est une image vraie de cette guerre, où on avait à combattre l'insurrection d'un peuple plus que son armée; et le roi Joseph était encore plus près de la vérité quand il écrivait (août 1810) : « On ne connaît pas cette nation. Oui, c'est un lion que la raison conduira avec un fil de soie, qu'un million de soldats ne réduiront pas par la force militaire... Il n'y a pas un doublon exporté qui ne coûte une tête française. » Telle était cette guerre. Les instructions de Paris n'y pouvaient rien. Les ordres de Napoléon étaient admirables; il y mettait toute son attention et toute son ardeur. Quoique la guerre d'Espagne fatiguât sa pensée, déroutât sa prévoyance, et qu'il eût fini par s'y résigner, dit spirituellement M. Thiers, « comme à un de ces maux graves qu'on supporte grâce à une forte constitution, et avec lesquels on vit en se faisant illusion sur leur gravité, » — malgré tout, il n'avait pas cessé de s'en préoccuper : c'est le calomnier que de croire qu'il eût abandonné à sa mauvaise fortune cette belle armée qu'il avait envoyée si imprudemment en Portugal. Le livre si équitable de M. Thiers et la correspondance de Napoléon à cette époque témoignent surabondamment du contraire. J'ajoute que, si l'on veut étudier à fond ce grand art de la guerre offensive, connaître les conditions du succès et les devoirs du commandement pendant les expéditions lointaines, ce n'est pas seulement dans le célèbre traité du général Rogniat ou dans le beau commentaire du général Marbot qu'il faut les chercher, mais dans cette correspondance de Napoléon, qui fut inutile. Si complètes qu'elles fussent en effet, ces instructions avaient un grand défaut : elles arrivaient toujours trop tard, quand

elles arrivaient; aussi agissait-on comme si elles n'avaient pas dû venir. Trop souvent même, et quand elles contenaient quelque blâme auquel l'événement enlevait toute autorité, « *il n'y avait plus qu'à sourire,* écrit M. Thiers, à sourire tristement, il est vrai, en voyant les erreurs dans lesquelles Napoléon s'obstinait. » On souriait donc des critiques de Napoléon absent, dans cette armée que sa présence eût électrisée. Ajoutons que l'Empereur avait fini par se tromper lui-même. Tout le monde connaît sa théorie de l'exagération des chiffres quand il s'agissait de ses armées :

« Monsieur le général Clarke, écrit-il au ministre de la guerre, le 10 octobre 1809, je désire que vous écriviez au roi d'Espagne pour lui faire comprendre que rien n'est plus contraire aux règles militaires que de faire connaître la force de son armée, soit dans des ordres du jour, soit dans des proclamations, soit dans des gazettes; que, lorsqu'on est induit à parler de ses forces, on doit les exagérer et les rendre redoutables, en en doublant ou en en triplant le nombre; et qu'au contraire, lorsqu'on parle de la force de l'ennemi, on doit la diminuer de la moitié ou du tiers; qu'à la guerre tout est moral... que donner la force morale à l'ennemi est se l'ôter à soi-même, car il est dans l'esprit de l'homme de croire qu'à la longue le petit nombre doit être battu par le plus grand[1]..., etc., etc. »

Ainsi raisonnait Napoléon; mais, à force d'exagérer le chiffre de ses troupes disponibles, il avait fini par croire, on le dirait, non plus à leur effectif réel, mais à celui qu'il imaginait pour dérouter l'ennemi; et c'est ainsi qu'à toutes les demandes de Masséna, qui voyait fondre sa belle armée dans ses mains et qui réclamait des renforts, l'Empereur

[1] *Mémoires de Joseph*, t. VII, p. 39.

répondait invariablement par la supériorité numérique de ses troupes sur celles de lord Wellington. Napoléon, du haut de son trône et dans toute la clairvoyance de son grand esprit, n'avait pu se défendre de l'illusion même qu'il avait créée pour tromper les autres.

Mais n'insistons pas sur ces erreurs du génie. Nous ne faisons pas le procès à cette grande mémoire; nous aurions plutôt à nous défendre nous-même contre l'entraînement d'une admiration que toute la sévérité de l'historien de l'Empire ne saurait refouler ni dans son cœur ni dans le nôtre. Et aussi nous serions bien peu digne de servir de guide à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas lu le livre de M. Thiers, si nous traduisions en dénigrement systématique l'équitable jugement qu'il a porté, si nous descendions, contre notre gré, de la hauteur de son point de vue historique dans les chicanes d'une contradiction passionnée. Mais il y a deux choses dans les erreurs de ce grand homme : il y a son génie même, et aussi son pouvoir. Le génie, quand il atteint de certaines proportions inaccessibles au commun des mortels, est bien capable de s'égarer à lui tout seul par cette sorte d'idolâtrie qui lui est propre, et il ne faut pas toujours chercher bien loin les causes qui perdent les hommes trop supérieurs à leurs semblables : elles sont en eux.

> L'ambition déplaît quand elle est assouvie;
> D'une contraire ardeur son ardeur est suivie.

Napoléon avait au plus haut degré l'ambition que rien ne rebute, l'imagination qui se nourrit de ses rêves, l'ardeur qui ne s'arrête jamais. Il s'animait au jeu pour ainsi dire, et c'est peut-être ce qu'il voulait exprimer quand il disait à Rœderer, à l'époque même qui nous occupe aujourd'hui : « J'aime le pouvoir, moi; mais c'est en artiste que je

l'aime .. Je l'aime comme un musicien aime son violon; je l'aime pour en tirer des sons, des accords, de l'harmonie[1]... » Oui, si étrange que soit la forme de cet aveu, cela était vrai. Mais le pouvoir que Napoléon aimait en artiste, il voulait l'exploiter en maître; il voulait être souverain dans son art, et tenir l'archet d'une main redoutée. Est-ce le calomnier que de dire qu'il était né pour le pouvoir absolu et qu'il n'en aurait pas voulu d'autre? L'écueil était là, non pas seulement ces défauts de l'omnipotence, son fol engouement, son entêtement fatal, son insouciance de l'opinion, son ivresse,

Et des lâches flatteurs la voix enchanteresse;

le véritable écueil de Napoléon, celui que M. Thiers fait admirablement ressortir, c'est l'emploi de la force, d'abord mise au service de la pensée, puis ne comptant plus que sur elle-même; c'est, après les grands succès d'opinion et de sympathie publique qui avaient signalé le premier élan de sa fortune, l'habitude chaque jour croissante et finalement invétérée de ne plus demander qu'aux moyens violents le triomphe de ses desseins et de s'y reposer avec une sorte de confiance imperturbable. Cet emploi exclusif de la force finit par reléguer insensiblement le génie lui-même sur le second plan. Tout aboutit à des *états de situation*. Le maître les lit, il l'a dit lui-même, avec autant de plaisir qu'une jeune fille dévore un roman nouveau. Des soldats, des brigades, des canons, des munitions ! on dirait qu'il y a là réponse à tout, et c'est ainsi que nous arrivons, non plus seulement à cette lutte des bataillons contre la force des choses qui est le signe caractéristique du règne à son déclin, mais à une sorte de résistance toute en paroles contre des obstacles trop réels. Nous arrivons aussi à l'indifférence fataliste

[1] Cité par M. Sainte-Beuve, *Athenæum* du 24 novembre.

dans le choix des généraux destinés à la périlleuse tâche de remplacer Napoléon.

Ceci nous conduirait à une question délicate et que nous ne voulons qu'effleurer en finissant. Quelle a été la part des lieutenants de Napoléon dans les fautes et dans les malheurs du commandement en Espagne et en Portugal, de la fin de 1809 à 1812, de la bataille d'Ocaña à celle de Fuentès-d'Onoro? La part de Napoléon, tout le monde peut la voir et la mesurer. C'est l'homme politique qui s'est trompé encore plus que l'homme de guerre. Quant à ses lieutenants, engagés dans cette aventure désastreuse où ils ne sont dès l'abord que les instruments de sa pensée, même quand la gravité des circonstances et le défaut de communications les condamnent à une action isolée et à une responsabilité périlleuse; les lieutenants de l'Empereur, pour les juger, il faudrait pouvoir parler de la guerre comme ceux qui l'ont écrite après l'avoir faite, comme Jourdan, Soult, Masséna, Suchet, Wellington, Napoléon tout des premiers; ou comme ceux qui, sans l'avoir faite, se sont approprié, par une longue étude, une inquisition infatigable et un bon sens supérieur, l'expérience des hommes du métier. M. Thiers est le premier parmi ceux-là. Il est le plus habile des hommes de guerre parmi les écrivains, comme César et Napoléon sont les plus grands des écrivains parmi les hommes de guerre. Mais faut-il approuver M. Thiers sans restriction et croire à lui sans examen comme on croit à Dieu? Faut-il accorder, je ne dis pas à sa sincérité, qui est hors de doute, mais à son autorité, si grande qu'elle soit, plus qu'on n'accorde aux écrivains militaires eux-mêmes, qui, presque tous, après avoir fait la guerre ensemble, se combattent dans leurs écrits? Faut-il croire qu'il y ait, sur des événements si éloignés de nous, si difficiles à saisir même sur le terrain, si mêlés aux passions des hommes, à leurs préjugés, à leurs intérêts, à leurs rancunes; qu'il y ait, dis-je, une vérité

absolue, et que M. Thiers l'ait atteinte du premier coup? Je pose cette question. On est bien tenté de la résoudre en faveur de M. Thiers après avoir lu son livre, tant l'affirmation a chez lui le caractère de la franchise, tant la lucidité y ressemble à la lumière, tant ses récits ont l'accent et le ton de la vraisemblance!

Il y a pourtant une réflexion qui nous frappe. M. Thiers juge sévèrement, Suchet excepté, la plupart des généraux qui ont fait la guerre en Espagne et en Portugal entre 1809 et 1812. Il aime Masséna, sans trop le ménager. Il ne dissimule ni ses incertitudes, ni ses faiblesses, ni les fautes de son commandement, ni les taches trop peu secrètes de sa vie privée. Il est loin pourtant d'attribuer à ces tristes entraînements de sa vieillesse toute la portée que la tradition leur impute, notamment le matin de la bataille de Fuentès d'Onoro; il aime au contraire à le montrer au feu, devant l'ennemi, ou dans la détresse d'une retraite précipitée, reprenant l'énergie et l'élan de son jeune âge.

> Le sang remonte à son front qui grisonne :
> Le vieux coursier a senti l'aiguillon.

Masséna, « l'enfant chéri de la victoire, » est visiblement le favori de M. Thiers. Au contraire, il nous montre sans cesse Ney, si admirable quand le canon gronde, partout ailleurs indocile et intraitable; Soult, le glorieux soldat d'Austerlitz, le véritable vainqueur d'Ocaña, Soult envieux et insuffisant[1]; Junot irrésolu; Bessières incapable d'action, prodigue de paroles; Loison déconcerté par la dé-

[1] « Soult avait bien aussi ses défauts et ses qualités; toute sa campagne du midi de la France est très-belle, disait Napoléon à Saint-Hélène..... Quand j'appris à Dresde la défaite de Vitoria (1813) et la perte de toute l'Espagne *due à ce pauvre Joseph*, je cherchai quelqu'un propre à réparer tant de désastres, je jetai les yeux sur Soult... »

(*Mémorial*, t. III, p. 322.)

fiance de ses troupes. Il dit de Régnier « qu'il n'avait pas l'âme montée à la hauteur d'un grand événement. » Il montre Drouet puérilement possédé du désir de regagner la frontière. Et que sais-je?

Il faut s'entendre pourtant : les généraux que M. Thiers met en scène avaient leurs défauts, et ils ont certainement fait des fautes; ils avaient leurs passions, et, en l'absence du maître, ils se livraient à toute l'aigreur des rivalités militaires. La situation était rude; elle demandait une patience qui n'était pas encore une qualité bien française, même dans les chefs. Quelques-uns même, en voyant leur glorieux Empereur engagé presque sans retour dans une lutte désespérée avec l'impossible, rêvant la conquête de la Russie quand celle de l'Espagne était à refaire tous les jours, et décidément compromis avec la *force des choses*, quelques-uns voulaient sans doute se ménager avec elle. *Quis enim invitum servare laboret?*... Quoi qu'il en soit, s'il y a une moralité dans le livre de M. Thiers, c'est celle-ci : L'Empereur, après la folie de la guerre d'Espagne, en avait commis une autre, la folie de vouloir tout conduire sans mettre dans l'enjeu sa personne, sa présence, son autorité, son génie. Il n'y fallait pas moins pour réussir. Cette prétention de tout diriger de loin n'avait pas seulement montré la limite où s'arrêtait la puissance du génie lui-même; elle avait neutralisé les chefs illustres qui étaient sur le terrain. La faiblesse du commandement en Espagne a tenu à cette cause plus qu'à toute autre; et le pouvoir absolu a reçu là, dans les circonstances mêmes où il s'exerce d'ordinaire avec le plus d'avantage, de précision et de succès, une éclatante et douloureuse leçon. N'est-ce pas là ce que M. Thiers a voulu dire? et avons-nous le droit de finir ce chapitre autrement qu'il ne finit son livre? « ... Masséna (disgracié) avait mérité une partie de ce châtiment, non pour quelques fautes légères, mais pour avoir consenti à exécuter ce que

son bon sens lui faisait désapprouver. Mais tel est l'ordinaire inconvénient du pouvoir illimité et non contredit : par l'habitude de la soumission, il supprime jusqu'à la pensée de la résistance, même chez les esprits les plus éclairés et les plus fermes... »

Cette sérieuse réflexion qui nous ramène si tristement à notre point de départ, à ce contraste entre une puissance illimitée, un génie admirable et le déclin résultant de son excès, — cette réflexion, M. Thiers ne l'a pas réservée seulement pour en faire la conclusion morale de son douzième volume. Elle est le résumé de toute son histoire. Elle est l'âme même de ce grand récit.

III

LA CAMPAGNE DE 1812[1]

I

— 14 SEPTEMBRE 1856. —

Le quatorzième volume de M. Thiers a sept cents pages et n'a que deux chapitres (*Moscou*, la *Bérésina*). Il semble l'histoire d'un monde, et il n'a qu'un intérêt, la campagne de Russie. M. Thiers a tout concentré dans cette grande émotion publique de l'an 1812, qui aujourd'hui même, après un demi-siècle, ne saurait être divisée, et il a rejeté hors de son récit tous les événements qui ne s'y rattachent pas rigoureusement. Et aussi bien il semble que le monde s'arrête pendant que Napoléon marche, dans un

[1] *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIII et XIV. Paris, 1856.

appareil oriental et avec une de ces armées qui sont des nations, à ces dernières et sanglantes étapes de sa fortune conquérante. L'Europe entière est représentée dans ces bataillons de l'Empereur, et elle semble attendre, de ce côté-ci du Niémen, le dénoûment de la pièce où elle joue, par ses généraux, par ses soldats et même par ses princes, un rôle si chèrement payé par elle et si peu de son goût.

On est parfois porté à abuser, comme je le fais peut-être en ce moment, quand on étudie cette *Histoire de l'Empire*, de certaines expressions qui semblent plutôt du ressort de la critique dramatique. C'est qu'il est impossible de n'être pas très-frappé, au fur et à mesure qu'on avance dans cette étude, d'une qualité que M. Thiers n'a sans doute jamais songé à mettre en relief, à laquelle il n'a fait aucun sacrifice de la vérité ni de l'équité, mais qui me paraît être pourtant une des principales de son talent d'écrivain, une de celles qui l'entraînent le plus volontiers et qui lui tiennent le plus heureusement lieu des qualités qu'on lui conteste. S'il n'a ni l'éclat, ni la profondeur peut-être, il a un singulier mérite dans un historien : il a le don de vie. Il « dramatise » puissamment les hommes et les choses. Personne ne fait mieux mouvoir, agir, parler ses personnages; personne ne traduit dans un langage plus saisissant et plus palpable les pensées, les projets et les calculs de leur politique : témoin ces admirables résumés des conversations tantôt de l'empereur Alexandre avec M. de Lauriston avant la guerre, tantôt de Napoléon lui-même avec le prince Kourakin. Ce qui est l'action, personne ne le sait mieux que M. Thiers et n'en donne mieux l'idée; et la minutie souvent critiquée de son enquête, comme celle de ses explications, tient surtout à ce besoin de son esprit de reproduire dans toutes ses nuances pour le lecteur ce reflet de la *vérité vraie* qu'il recherche incessamment pour lui-même. Or la vie est là.

Mais ce n'est pas tout de donner la vie à ses personnages. Il y a, même ailleurs que dans un pays libre, un certain mouvement des passions humaines, le jeu des intrigues, la complication des intérêts, le conflit des ambitions même subordonnées ; puis, cette diplomatie des cabinets intimidés ou asservis, d'autant plus active que leur apparence est plus calme ; il y a surtout, dans l'âme d'un grand homme tel que Napoléon, une abondance de pensées, d'espérances, d'aspirations, qui tantôt se combattent, tantôt s'accordent, et ne se reposent jamais ; — il y a enfin, sous la main de Dieu, cette génération de l'effet dans sa cause, de l'événement dans son germe, de la conséquence dans son principe, « cette logique divine » dont M. Thiers a l'intelligence à un si haut degré, quoiqu'il n'en parle que rarement la langue. Qu'importe, s'il en sait le jeu, s'il en montre l'action tantôt lente comme ce châtiment boiteux dont parle le poëte, tantôt rapide comme la flamme qui brûla Moscou, et si, au lieu d'en faire le commentaire, il excelle à en tirer la leçon? C'est là ce que j'appelle le drame de l'histoire. C'est toute cette vie intime et cachée dont il faut pénétrer le secret, retrouver les acteurs et ranimer la scène; ce sont tous ces ressorts et toutes ces ruses du génie qu'il faut découvrir, en montrant ce que l'esprit humain y peut mettre de prestige pour faire illusion à la terre, ce que Dieu y mêle de fragilité pour les confondre. Quand l'action se passe ainsi entre l'homme et Dieu, comme au dénoûment de cette histoire, où Napoléon ne trouve plus à la fin, en face de lui, que l'impossible, — c'est alors qu'on peut répéter avec Balzac dans ce passage si connu du *Socrate chrétien :* « Dieu est le poëte, les hommes ne sont que les acteurs. Ces grandes pièces qui se jouent sur la terre ont été composées dans le ciel... » M. Thiers aime à reproduire, sans en rien omettre, tout l'appareil de ces grands drames et à reconstruire minutieusement, pièce à pièce, le vaste théâtre où l'action se passe. N'eût-il que

ce talent, le mérite serait grand. M. Thiers y joint l'art profond qui sait préparer, suspendre, développer et compliquer une action jusqu'au moment où, après toutes sortes de ménagements habiles, de lenteurs calculées et de savantes péripéties, l'action se dèbrouille et s'épanouit dans un lumineux dénoûment. Cet art, qui est d'un maître, n'éclate nulle part avec une simplicité plus étudiée et plus vigoureuse que dans les deux derniers volumes publiés par M. Thiers.

Le treizième volume (le *Concile*, *Tarragone*, le *Passage du Niémen*) semble l'histoire des avertissements que la Providence ne cesse de donner à l'Empereur, avant la campagne de Russie, dans cette lente transition de son apogée à son déclin. La prudence humaine avertit quelquefois les grands hommes ; le ciel ne se lasse de les avertir que quand la mesure de leur orgueil est comble, comme si, après les avoir formés avec une prédilection manifeste, la Providence leur devait aussi une protection particulière. Cette assistance providentielle que Napoléon appelait son « étoile, » elle ne lui avait manqué nulle part, dans les circonstances périlleuses ou décisives ; elle l'avait suivi partout, prenant, pour le protéger, toutes les formes ; et c'est notamment à l'époque où nous sommes arrivés, à cette aurore de 1811, si éblouissante et si trompeuse, que son intervention dans la destinée du héros devient chaque jour plus active et moins contestable. Napoléon, il est vrai, n'a pas dans son brillant entourage un ami qui l'avertisse, pas une bouche humaine qui lui dise la vérité ; ni un homme, ni une institution qui fasse obstacle à cette volonté impétueuse. Tout au plus est-ce le *silence qui parle*, comme dans cette séance du conseil d'État où fut chassé M. de Portalis par l'impatiente voix du maître, et dont M. Thiers dit si justement : « Bien que dans tous les temps la méchanceté humaine éprouve une secrète satisfaction au spectacle des disgrâces éclatantes, ce ne fut point le sentiment éveillé en

cette circonstance. La pitié, la dignité blessée, l'emportèrent dans le conseil d'État, qui fut offensé d'une telle scène, *et qui manifesta ce qu'il sentait, non par des murmures, mais par une attitude glaciale...* » Quoi qu'il en soit, cette prétendue leçon du silence fut perdue. Napoléon en tint peu de compte. Je le répète : non, dans cette grande épreuve de sa destinée, à la veille de ces témérités funestes qui se préparent, pas une voix humaine qui l'avertisse du danger, pas même dans ces entretiens confidentiels naguère révélés par un livre supérieur [1], et où la franchise, inspirée par le dévouement, finit toujours par prendre les formes et le ton de l'adulation. Non, personne ne conseille l'Empereur, mais tout l'avertit.

Le treizième volume commence par une de ces bénédictions que la Providence n'a refusées depuis cinquante ans à aucune des dynasties qui ont successivement régné sur la France. L'Empire avait un héritier. « Napoléon pouvait dire avec orgueil, écrit M. Thiers, que la Providence lui accordait tout ce qu'il désirait *avec la cordialité d'une puissance soumise.* » Mais tout aussitôt, dans cette bénédiction même, Napoléon put trouver un avertissement du ciel, s'il le voulut bien. M. Thiers remarque en effet que, dès cette époque et en dépit de ce gage de perpétuité donné à son nom et à sa race, « de sombres appréhensions, inspirées par ce génie immodéré, avaient refroidi l'affection, troublé la quiétude et alarmé la prévoyance. » Mais c'étaient là de vagues symptômes dont l'altière confiance du grand Empereur pouvait ne tenir aucun compte. D'autres avertissements parlaient plus haut. Partout, dans l'étendue de ce vaste empire, et notamment dans les provinces françaises de l'ouest, du centre et du midi, les rigueurs de la conscription multipliaient et envenimaient la résistance des réfractaires, contre lesquels il avait

[1] *Souvenirs contemporains*, par M. Villemain.

fallu organiser des colonnes mobiles, effroi des campagnes. D'un autre côté, une crise commerciale et industrielle des plus graves affligeait les villes ; et c'était bien le cas de rappeler ce qu'écrivait la Bruyère dans des circonstances non moins sérieuses pour la France, et avec une singulière prévision des malheurs qu'entraîne l'esprit de conquête : « Que sert au bien des peuples et à la douceur de leurs jours que le prince place les bornes de son empire au delà des terres de ses ennemis, qu'il fasse de leurs souverainetés des provinces de son royaume... si, triste et inquiet, je vis dans l'oppression et dans l'indigence ?... » Aux conséquences de la crise commerciale s'était ajouté le péril des folles spéculations, des entreprises démesurées, des fortunes rapides impudemment affichées, des banqueroutes foudroyantes, des marchandises sans emploi et des ouvriers sans ouvrage. « A Lyon, dit M. Thiers, sur quatorze mille métiers, sept mille cessèrent de fabriquer... » Tel était le bilan de l'industrie française au moment de la naissance du roi de Rome. « Napoléon, ajoute l'historien, fort affligé de ces ruines accumulées, et plus particulièrement de ces souffrances populaires, voulait y pourvoir à tout prix, craignant l'effet qu'elles pouvaient produire au moment des fêtes... » Était-ce assez de contradictions fatales, en présence de cette subordination universelle? La force des choses commençait-elle à parler un langage assez significatif, dans ce silence du monde entier?

Puis vient cette grande comédie du concile de Paris, où M. Thiers a naturellement donné carrière à sa malice, sans rien y ôter à la vérité; — comédie si l'on veut, car elle est remplie des mécomptes les plus étranges et souvent les plus burlesques, non-seulement pour l'imprévoyant génie qui a imaginé la pièce, écrit le *scenario*, rédigé le règlement, et qui, une fois le rideau levé, n'est plus maître de ses acteurs; — mais comédie pleine de mécomptes aussi pour les saints personnages qui y jouent un rôle : car ils ne voulaient que

sauver le pape sans inquiéter l'Empereur; et voilà qu'une fois réunis en assemblée délibérante, l'entraînement de la parole, la confiance du nombre, la hardiesse naturelle à l'irresponsabilité, que sais-je? tout les exalte et les jette hors de ces voies paisibles où le clergé est toujours puissant ou du moins respectable, s'il sait y rester. Tout au contraire, parmi ces prélats du concile, on dirait un vertige qui les pousse à abuser de cette liberté d'une heure qu'on leur a donnée. Cette publicité de passage les affole et les étourdit; ce grand jour les grise... Et il arrive un moment où, pour faire finir le bruit, Napoléon est obligé d'envoyer le commissaire sous la figure du duc de Rovigo, cet inévitable « *Deus ex machinâ* » de la police impériale. Rovigo, homme d'esprit, n'a pas de peine à avoir raison de cette émeute de quelques évêques. On les prend un à un pour en venir à bout. « Excellent vin, dit le cardinal Maury, mais meilleur en bouteilles qu'en tonneaux... » — « Bedeaux de l'Église romaine plus que ses princes, » dit Napoléon. « Convention de dévots, commérage de prêtres, » dit-il ailleurs, suivant le diapason de son humeur ou de sa colère. En résumé pourtant, si le dénoûment du concile de Paris, brusquement dissous, puis rappelé aussi brusquement et votant en fin de compte à l'unanimité, moins trois de ses membres incarcérés, le décret impérial qui contenait la volonté du maître, — si ce dénoûment paraît comiquement plat, — Napoléon, comme le remarque M. Thiers, n'en était pas moins « battu moralement. » Au fond, il venait de recevoir et sous la forme la plus sérieuse, en dépit de certains détails un peu gais, un nouvel avertissement. Car mettons de côté tout ce qui est de la comédie pure dans cet *imbroglio*, les éclats de voix suivis de retraites prudentes, les fausses entrées, les brusques sorties, le président de l'assemblée, le cardinal Fesch, tremblant de peur entre ses collègues révoltés et son terrible neveu; mettons de côté tout ce que

M. Thiers a mis en relief avec une finesse d'épigramme toute française et une verve méridionale, et jugeons le concile de Paris par les symptômes dont il dut laisser l'impression aux esprits réfléchis : cette levée de boucliers des évêques, provoquée par Napoléon lui-même, c'était le premier signe qui lui eût été donné d'une opposition quelconque dans la France asservie. C'était la première fois que, dans sa capitale même, et au moment où se préparait une expédition formidable bien plus contre ce qui restait de liberté en Europe que contre la problématique ambition de l'empereur Alexandre, — c'était la première fois que des voix libres se faisaient entendre et que l'esprit public essayait d'entrer par cette porte entre-bâillée d'une église. Napoléon le comprit, quoiqu'il n'en profitât pas; et M. Thiers dit avec raison, résumant avec sa sagacité ordinaire ce curieux épisode de son histoire : « ..... Napoléon n'avait pu réunir quelques hommes, quelques vieux prêtres tremblants, étrangers à tout dessein politique, sans qu'ils fussent amenés, une fois réunis, à éclater et à prononcer contre ses actes une énergique réprobation ! Assurément, il y avait des préjugés, de petites vues, de mesquines doctrines théologiques, des faiblesses enfin chez les membres de ce concile; — mais leur émotion était honorable, et elle décelait un grand fait, la liberté renaissant sans le vouloir, sans le savoir, et, *ce qui était plus extraordinaire, renaissant chez de vieux prêtres, victimes et ennemis pour la plupart de la Révolution française et n'ayant aucune intention d'en reproduire les désordres !...* »

Ainsi le concile, quelle qu'eût été son issue, avait averti Napoléon. L'Espagne aussi continuait à l'avertir; mais l'Espagne est la Cassandre de l'épopée impériale : on ne l'écoute plus en 1811, bien qu'elle parle par la voix de nos soldats, qui périssent par milliers; de nos maréchaux, dont les querelles retentissent jusqu'à Paris; du roi Joseph, dont la plainte impuissante va se perdre dans le portefeuille du major gé-

néral. Dans l'Espagne, Napoléon n'entend que la voix de son canon, quand, après deux ou trois mois de siége, une place forte tombe sous l'effort de ses armes, comme Valence, Sagonte ou Tarragone. Pour tout le reste, on dirait qu'une sorte de dégoût saisit sa pensée lorsqu'il s'agit de cette énorme guerre où son destin est engagé, et comme si la monotonie de cette résistance insurmontable avait fini par endormir son esprit. « La guerre d'Espagne l'ennuyait, » dit M. Thiers. Cela est vrai : Napoléon oubliait l'Espagne. Étrange faculté que l'Empereur avait à cette époque, celle d'oublier ! Si une affaire traîne en longueur, il finit par n'y plus songer. Il ne tient plus compte que de ce qui réussit. L'Espagne l'importunait. J'ai cité ailleurs ce mot singulier que Napoléon disait à M. Rœderer, et je le reproduis aujourd'hui, parce qu'il donne un sens à cet indéfinissable ennui que M. Thiers remarque dans l'Empereur à propos de la guerre d'Espagne : « J'aime le pouvoir et la guerre, disait-il, *mais en artiste.* » Artiste en effet, il a besoin de succès, d'applaudissements, et, s'ils lui manquent sur un point, il va les chercher ailleurs. La guerre au Nord n'est qu'une revanche du Midi. Aussi ne suis-je pas de l'avis de M. Thiers, qui dit que Napoléon « se décida à faire la guerre à la Russie par ambition beaucoup plus que par goût. » Le goût y était; il y fut toujours, même dans ces suprêmes et sanglantes campagnes de France, où tant d'amertume se mêlait à tant de gloire, et où l'artiste, comme Napoléon s'appelait lui-même, égala le patriote et le héros.

« J'ai trop aimé la guerre, » disait en mourant Louis XIV. On ne risque rien, je crois, à faire le même reproche à Napoléon. Comment douter en effet que cette passion de la guerre, — noble passion après tout, puisque l'humanité n'a rien trouvé, depuis qu'elle existe, qui lui ait paru plus digne de son admiration et de ses hommages, — comment douter que ce goût de la guerre ait été en partie l'inspira-

tion de la campagne de Russie, quand on vient de lire le merveilleux chapitre que M. Thiers a consacré aux préparatifs de cette expédition gigantesque, sous ce titre qui les résume tous, le *Passage du Niémen?* Ah! disons-le, jamais rien, dans l'histoire de Napoléon, ne nous a donné une plus haute idée de son génie comme organisateur; jamais non plus un plus grand et plus magnifique spectacle de la puissance humaine n'avait été étalé sous nos yeux. Mais, en même temps, jamais le sacrifice de toute équité, de tout bon sens, de tout intérêt, de tout calcul raisonnable à une passion dominante ne nous avait paru plus manifeste que dans ce dernier récit. Napoléon cède visiblement à son goût pour cette guerre que depuis deux ans il médite, pour cette difficile partie qu'il veut jouer, pour ce jeu terrible où il engage une dernière fois tout son destin. Il cède, non en politique et en ambitieux seulement, mais en capitaine. Que conseillait la prudence à l'ambition de l'Empereur? M. Thiers le répète vingt fois dans ce volume : l'ambition, même à cette hauteur périlleuse où la fortune l'avait fait monter et d'où il ne pouvait plus descendre sans tomber, l'ambition lui disait de terminer la guerre d'Espagne à tout prix, de porter là à l'Angleterre le coup le plus rude que cette égoïste nation pût recevoir, et, après l'avoir chassée de la Péninsule, de lui mettre sur les bras une nouvelle guerre d'Amérique : les fautes de la politique anglaise dans la question des neutres rendaient, on le sait, cette perspective plus que vraisemblable à la fin de 1811. Voilà ce que conseillait à Napoléon une ambition même excessive. La politique l'appelait en Espagne, d'où l'éloignait le dégoût d'une guerre sans nouveauté. La passion de l'imprévu, du nouveau, le poussait au Nord. Il aimait cette guerre, ai-je dit; il la couvait dans sa pensée depuis longtemps. Elle lui plaisait par son « étrangeté, » par ses hasards, par ce besoin d'y déployer une force inusitée, par cette chance unique d'y me-

ner l'Europe à sa suite; elle lui plaisait, pour tout dire, par ce prestige de l'inconnu, si puissant sur les imaginations ardentes, par cette lutte avec la nature qu'il fallait bien prévoir, la seule peut-être où il ne se fût pas essayé, ayant été vainqueur dans toutes les autres. Voilà ce qui, dans cette expédition projetée vers le Nord, sollicitait et entretenait son ardeur. Aussi avec quel soin il la prépare! comme il la ménage, pour ainsi dire! avec quel art insidieux il écarte toutes les chances de paix qui traversent sa longue attente entre le moment où la guerre est résolue dans son esprit, « plutôt fatalement décidé que moralement convaincu, » écrit M. Thiers, et celui où la guerre pourra commencer avec succès! Que de ruses! que de subterfuges! que de tromperies indignes, hélas! de sa grandeur et de son génie! On n'avait jamais vu ainsi deux gouvernements, deux empereurs, moralement en guerre, du moins dans la pensée de l'un d'eux, tandis que leurs ambassadeurs continuent à résider dans les capitales; on n'avait jamais vu les armées si près de s'entre-détruire et les chancelleries si occupées à se caresser; tant d'ouvertures pacifiques et tant de résolutions belliqueuses; tant de courriers, tant de dépêches, tant de discours pour accréditer dans l'esprit d'un adversaire l'idée précisément contraire à celle qu'on avait au fond du cœur, et le tromper par des atermoiements sur des intentions irrévocables. En vain Lauriston écrit de Saint-Pétersbourg : « J'ai vu l'empereur Alexandre. Je le connais bien. Il est sincère. Rien de ce qui vous divise ne vaut la guerre que vous allez faire... La Russie s'y résigne. Elle n'en veut pas... » En vain Napoléon, sourd à ce langage, laisse derrière lui une France qui veut encore moins de la guerre que la Russie; une France où il a laissé le chômage, la disette, la conscription, la levée extraordinaire des gardes nationales, la menace du *maximum*, et un mécontentement que le peuple ne prend même plus la peine de dissimu-

ler[1]. N'importe! son goût le décide, sa passion l'aveugle, son destin l'entraîne. Cette guerre l'attirait par une de ces amorces secrètes que jette souvent, au fond des cœurs héroïques, la perspective des grandes aventures; et il se livrait à cet entraînement, non pas, comme avant Austerlitz ou Iéna, par une de ces saillies qui caractérisent, dans la bouche de Bossuet, l'impétueuse valeur d'un Condé, — mais « petit à petit, sans éclat, sans rupture, » avec une dissimulation profonde, une habileté cauteleuse et une perfidie imperturbable, ne voulant, n'osant peut-être avouer cette guerre que quand le premier coup de canon tiré au delà du Niémen aurait appris à l'Europe qu'il venait, lui aussi, comme l'écrit M. Thiers, « de passer le Rubicon. »

Mais, s'il est permis de juger diversement les motifs qui ont entraîné l'empereur Napoléon à la guerre de Russie, comment refuser son admiration au génie qui avait préparé les éléments de la lutte avec tant de persévérance et de passion, de hardiesse et de calcul? Au bord du Niémen, s'il y a le politique qui se fourvoie, il y a aussi le grand capitaine sous la main duquel se rassemble la plus nombreuse armée qui ait jamais, comme dans le vieil Homère, « partagé les dieux. » Et c'est dans le long travail qui a préludé à la réunion de ce terrible appareil de la force humaine qu'il faut étudier le secret de cette puissante intelligence. C'est là surtout qu'il faut chercher, en dépit d'assertions contraires, tout ce que sa vigoureuse maturité, s'il eût été capable de la contenir, promettait d'avenir à son règne et à son pays.

[1] « .... Napoléon se transporta ensuite à Saint-Cloud avec toute sa cour, bien que la saison fût encore rigoureuse, car on était à la fin de mars. Il s'y transporta par un motif qui, au milieu de sa toute-puissance, doit paraître bien étrange : *c'était pour se dérober aux murmures du peuple*, qu'il n'avait pas essuyés encore, mais qui se faisaient entendre de toutes parts et menaçaient d'éclater même en sa présence... » (Liv. XLIII, p. 447-448.)

M. Thiers n'a pas manqué cette occasion si légitime de se livrer à son goût pour les informations techniques, pour les minutieuses enquêtes; et il a parfois élevé, par la force même du sujet, jusqu'à une sorte de lyrisme historique le récit de ces détails infinis. L'historien est digne du héros. Napoléon n'oublie rien; M. Thiers n'omet rien. Mais, en entrant ainsi, avec l'illustre écrivain, dans le secret de cette prévoyance infatigable, en la suivant dans ces précautions sans fin où on dirait qu'elle s'abaisse quelquefois si elle n'en sortait toujours plus forte et plus rayonnante, on ne peut se défendre de cette pensée, sur laquelle j'insiste, que Napoléon croyait engagés, dans la partie qu'il allait jouer, non-seulement l'intérêt de sa politique et l'avenir de son pouvoir, mais l'honneur de son art. « Napoléon, dit M. Thiers, était à la veille ou du triomphe suprême de son art ou de la confusion de cet art poussé à l'excès... » Tel est l'incomparable intérêt de ces détails, dont le récit nous fait assister à la lente organisation de la Grande Armée sous la main de Napoléon. A le voir en effet rapprocher d'abord par une insensible agrégation tous les fragments dispersés de cette masse formidable, les réunir de tous les coins de l'Europe, former son armée des éléments les plus disparates et les ajuster pourtant avec un art si prodigieux, qu'il semble qu'aucun n'échappe à cette assimilation puissante; à le voir encore, pendant qu'il forge d'une main le réseau de fer sous lequel il va envelopper l'Europe, de l'autre composer les liens qui doivent, par des traités secrets, fixer les volontés flottantes; marcher au Nord avec des allures de négociateur mêlées à des préparatifs de conquête; porter la guerre à la Russie d'un front qui semble ne respirer que la conciliation, et se donner à Dresde la récréation d'une cour où les courtisans sont des rois, tandis que la Grande Armée continue à dérouler lentement et mystérieusement ses irrésistibles anneaux jusqu'au rivage qui doit les rassembler et

les retenir un instant sous la main du maître; à le voir enfin, à jour fixe, de sa personne, sur le Niémen, ayant tout calculé et pourvu à tout, et rien ne manquant aux prévisions et aux espérances de son génie, pas même ce présage, si familier à sa fortune, d'un beau temps et d'un soleil resplendissant; à contempler ce spectacle tel que M. Thiers l'a décrit avec une « minutie » supérieure, — qui peut douter de l'immense et secrète joie que fit pénétrer dans l'âme de Napoléon cette première réussite de tous ses plans, cette première victoire de son grand art?...

Arrêtons-nous : nous passerons assez tôt le Niémen! Nous échapperons assez tôt à ce mirage où notre patriotisme se réjouit, où notre admiration se complaît!

II

— 23 SEPTEMBRE 1856. —

Si sévère que puisse être la critique quand il s'agit de juger la campagne de 1812, elle ne le sera jamais autant que l'histoire. Dans la campagne de 1812, l'historien de l'Empire blâme tout, la pensée et l'exécution, la politique et la stratégie, le but et les moyens, le langage et les actes; et, s'il persiste à défendre par une contradiction apparente le génie de Napoléon, s'il le montre, en 1812, aussi grand dans la guerre qu'il l'avait jamais été à aucune autre époque de son histoire, c'est pour l'humilier ensuite dans la confusion même de ses desseins. La belle leçon, en effet, si la Providence n'avait frappé, dans le conquérant de l'Europe, qu'une intelligence déchue, un corps invalide, une santé détruite, un cœur au-dessous de sa fortune! La belle morale, si elle se résume dans un certificat de médecin! si

« cette âme guerrière, comme dit Bossuet, n'est plus maîtresse du corps qu'elle anime! »

Napoléon, quand il organisa l'expédition de Russie, était à peine arrivé à la seconde moitié de la carrière que son énergique nature pouvait raisonnablement lui promettre. Il jouissait de toutes ses facultés avec plénitude, avec excès. Sa constitution physique était excellente, et la désastreuse retraite dont il supporta les souffrances presque jusqu'au bout, dans les conditions les plus rigoureuses, prouve assez que sa santé ne fut pas sérieusement atteinte à cette époque. C'est donc le grand homme tout entier qui avait passé le Niémen; c'est la toute-puissance humaine, celle qui s'appuie non-seulement sur un déploiement inusité de la force matérielle, mais sur les ressources d'un génie incomparable, — c'est elle qui a échoué tout entière en Russie. Tout le livre de M. Thiers se résume dans ce rapprochement : un pouvoir immense aboutissant à un échec sans issue, un grand esprit vaincu par son excès même, la force brisée dans son élan le plus terrible, l'orgueil abattu dans son triomphe le moins contesté, — après le mariage autrichien et les fêtes de Dresde. Supprimez dans cette lutte suprême du génie un seul des éléments accoutumés de son action, mettez sur la route du conquérant un seul obstacle que sa fougueuse ardeur n'ait pas aggravé, fût-ce même « ce grain de sable » de Pascal, — la leçon est toujours grande; elle a un autre caractère. Napoléon, vaincu par les frimas ou dompté par la maladie, n'est plus qu'une victime de la fatalité. Tombé par sa faute, vaincu dans l'excès même et dans l'emportement de sa toute-puissance, il tombe tout entier, comme si Dieu avait voulu frapper en lui moins le despote que le despotisme. « ..... Pour être vrai, pour être utile, écrit M. Thiers, il ne faut donc pas rabaisser Napoléon; car c'est abaisser la nature humaine que d'abaisser le génie. Il faut le juger, le montrer à l'univers avec les véri-

tables causes de ses erreurs, le donner en enseignement aux nations, aux chefs d'empire, aux chefs d'armée, en faisant voir ce que devient le génie livré à lui-même, le génie entraîné, égaré par la toute-puissance. Il ne faut pas vouloir tirer un autre enseignement de cette épouvantable catastrophe. Il faut laisser à celui qui se trompe si désastreusement sa grandeur, qui ajoute à la grandeur de la leçon, et qui, pour les victimes, laisse au moins le dédommagement de la gloire..... »

M. Thiers était bien l'homme qui pouvait le mieux tirer de cette histoire du génie, fourvoyé dans l'impossible, la moralité qu'elle contient. Son bon sens le servait supérieurement dans une pareille tâche. Non que l'historien de l'Empire soit un adversaire violent du pouvoir, même absolu. Si ses antécédents politiques et ses convictions fidèles ne l'entraînent guère vers cette forme de gouvernement, un certain goût du grand, du beau, de l'imprévu, de l'aventureux peut-être, le dispose à l'indulgence pour les témérités heureuses du génie; et on a pu voir, dans le cours même de cette histoire qu'il a si sincèrement écrite, jusqu'où pouvait aller parfois son admiration pour une autocratie glorieuse et redoutée. Mais là s'arrête la complaisance de M. Thiers pour le pouvoir sans contre-poids et sans contrôle; elle s'arrête au succès, et avec raison. C'est bien le moins, en effet, qu'on puisse demander à l'omnipotence que de réussir. Quand la toute-puissance humaine ne réussit pas, c'est qu'elle a doublement tort. M. Thiers lui accorde beaucoup, mais non pas le droit de se tromper toujours et impunément. C'est là que son bon sens attend le génie. C'est quand le pouvoir commence à être atteint de cette étrange maladie que M. Villemain a spirituellement nommée le *malaise de la réalité*[1], quand on le voit livré aux espérances sans limite

[1] *Souvenirs contemporains*, t. Ier, p. 206.

et aux convoitises démesurées, quand la confiance de son infaillibilité tourne au vertige, — c'est à ce moment que M. Thiers l'avertit. Son instinct pratique se révolte Son antagonisme éclate. Le quatorzième volume de l'*Histoire de l'Empire* est né tout entier de cette disposition de M. Thiers à se faire le redresseur des torts du génie égaré et le vengeur de la réalité méconnue. C'est par là que ce volume est non-seulement un chef-d'œuvre de raison et un monument d'équité, mais un livre original sur un sujet peu nouveau.

Dans la campagne de 1812, Napoléon n'a qu'un tort, suivant M. Thiers, c'est de l'avoir faite. « La faute essentielle, dit-il, fut l'entreprise elle-même. » Cela semble, au premier abord, une vérité plus que démontrée. Mais entendons-nous : ce que M. Thiers reproche à Napoléon comme sa faute unique est une faute d'une complexité infinie; car elle consiste précisément à avoir fait l'expédition de Russie sans nécessité, sans provocation, en laissant derrière soi l'Europe inquiète, l'Allemagne frémissante, la France alarmée, sans véritables alliances, sans souci du temps, de la distance et des nationalités. Avoir cru qu'on pouvait faire une pointe sur Moscou comme on l'avait faite sur Vienne dans la campagne d'Austerlitz, sur Berlin après Iéna, sur Madrid après la Sommo-Sierra, où on enlevait une redoute avec un escadron de cavalerie légère, — avoir cru cela, c'était une grande faute; mais, suivant M. Thiers, c'est la seule vraiment sérieuse qui ait signalé la campagne de 1812 : toutes les erreurs de détail ne sont que des conséquences de l'erreur principale. Soit! nous ne discuterons pas avec M. Thiers une question de stratégie. Il en sait plus que nous sur ce point et sur bien d'autres. Nous tenons pour vrai ce qu'il affirme, et nous aimons à mettre sous la garantie de sa science militaire, si peu sujette à se tromper, la moralité même de son récit. Oui, le tort de Napoléon, ce fut d'avoir

voulu, à lui tout seul, l'expédition de Russie. Une fois en Russie, il est resté grand. Le génie ne lui a pas manqué, ni même la fortune. On a dit que Napoléon avait eu les éléments contre lui, que l'hiver avait été le vrai général de l'armée russe. L'hiver de 1812 ne commença à se faire sentir avec âpreté que vers le milieu de novembre, à une journée de Smolensk. Était-ce le fait d'une fatalité exceptionnelle? Et de même est-ce une médiocre faveur de la fortune que l'Empereur ait pu repasser, même en fugitif, après tant d'effroyables épreuves, ce Niémen qu'il avait traversé six mois auparavant en vainqueur? Ne déprécions pas ce grand homme; c'est peut-être le moyen de le justifier. Une fois sur le sol russe, rien ne lui a manqué de ce qui dépendait de lui : —ni le génie de la guerre, car ses manœuvres pour tourner Barclay de Tolly sur le Dnieper, et son plan de retraite offensive tantôt vers le nord par Veliki-Luki, tantôt vers le sud par Kalouga, sont parmi les plus belles conceptions de cette grande intelligence; ni l'audace, car sa marche sur Moscou n'avait pu être inspirée que par une âme intrépide; ni la prévoyance, car il avait su attendre dix-huit jours à Wilna, douze jours à Witebsk pour rallier ses soldats dispersés; ni la victoire, car elle lui avait été fidèle jusque dans les plus calamiteuses extrémités, et il avait gagné une bataille contre trois armées sur les rives mêmes de la Bérésina; ni le prestige de son nom enfin, car Kutusof avait pu l'accabler vingt fois, et toujours il s'était arrêté, de crainte et de respect, à portée de canon, devant cette poignée d'hommes qui escortaient fièrement le quartier général de leur empereur.

Rien ne manquait à Napoléon, avons-nous dit. Une chose pourtant : avoir pu comprendre et respecter l'impossible. Lui, dont le regard infaillible s'étendait sur le dernier conscrit de ses armées, il n'avait pu discerner, dans l'éblouissement de son orgueil, la fabuleuse impossibilité de

sa tentative. C'est là le caractère vraiment tragique et fatal de cette histoire : un grand homme qui a conservé toutes ses facultés, et les plus hautes, hormis une seule, la clairvoyance devant l'abîme où il va volontairement se jeter et où il entraîne un monde avec lui; — le maître de l'Europe courant, non pas après le mirage d'une victoire insaisissable, comme on l'a dit, car il est partout vainqueur, mais après une soumission qui fuit devant lui, après une paix dont il escompte tristement l'espoir dans Moscou, désert et incendié; — pour tout dire, le héros de vingt batailles ramené d'étape en étape pendant une retraite sans fin, par une armée moralement battue, à travers ces espaces dont madame de Staël disait quelques mois auparavant, allant en chaise de poste de Kiew à Saint-Pétersbourg : « Il me semblait que ce pays était l'image de l'espace infini et qu'il fallait l'éternité pour le traverser [1]... » Une fois commencée, l'expédition de Russie est en effet bien moins l'histoire des fautes de Napoléon que de ses mécomptes. Plus il avance, plus les mécomptes se multiplient, plus l'erreur s'aggrave, plus le grand homme est dupe de ses illusions; car personne ne le trompe que lui-même, et ses ennemis mêmes semblent l'avertir en lui échappant. Pour faire la paix, il faut être deux, dit-on. Pour faire la guerre en Russie en 1812, il suffit d'être seul dans les premiers temps, car les Russes ne sont nulle part, et M. Thiers a pu dire justement que « de leur côté la campagne s'était faite presque toute seule. » Tout le monde savait en Europe ce que l'empereur Alexandre avait dit au prince de Suède dans la conférence d'Abo : « Pétersbourg serait pris que je me retirerais en Sibérie. J'y reprendrai nos anciennes coutumes, et, comme nos ancêtres à longues barbes, nous reviendrons de nouveau conquérir l'empire... » Tout le monde

[1] *Dix années d'exil*, p. 289. Paris, Charpentier, 1843.

savait cela en Europe. Seul, Napoléon l'ignore ou il n'y croit pas; et il avance, non pas avec la fougue téméraire de Charles XII, quand ce héros étourdi va chercher une défaite à Pultava; Napoléon est un génie sérieux, et qui reste sérieux en dépit du sort, même quand par aventure la fortune l'avertit par la voix de ses lieutenants, avec une ironie et un sourire; — témoin ce jour où, comme il entrait pour la première fois dans Smolensk et traversait les remparts de cette place, le comte de Lobau s'écria : « *Voilà une belle tête de cantonnement!* » Le conseil était peut-être bon à suivre, même donné sous cette forme un peu caustique. Napoléon n'y répondit que par un regard sévère.

J'emprunte cette anecdote à un livre qui a été justement célèbre et qui a conservé une sérieuse autorité, l'*Histoire de Napoléon et de la Grande Armée pendant l'année* 1812, par M. le général comte de Ségur. Je trouve aussi dans ce livre des traces nombreuses de l'impression qui a motivé le jugement final de M. Thiers, et j'en veux relever quelques-unes, non pour en tirer un rapprochement quelconque entre deux ouvrages si dissemblables, mais parce que cette impression me semble la même chez les deux écrivains, l'un qui l'a puisée dans une expérience personnelle et qui l'a reproduite en témoin loyal et convaincu, l'autre qui l'a trouvée dans l'étude et qui l'a traduite en grand historien. L'impression dont je parle, c'est celle de la disproportion qui éclate, dès le premier pas que l'empereur Napoléon fait au delà du Niémen, entre son entreprise et son génie. Le génie est le plus grand du monde; l'entreprise le dépasse. Dès le début, le grand homme a donné sa mesure dans cette lutte impossible où il s'essaye. Ses armements sont formidables, et à force de s'étendre ils s'épuisent, ou à force de se concentrer ils se neutralisent. Les approvisionnements ont été faits sur une échelle immense : ils restent entassés, faute de transports, dans les magasins. L'organi-

sation des équipages militaires a été admirablement conçue : on n'était pas à Wilna qu'on avait perdu plus de la moitié des voitures, plus du tiers des chevaux et des conducteurs. « ... Aux voitures qui restaient ainsi sans attelages, écrit M. Thiers, l'Empereur ordonna d'atteler des bœufs... Malheureusement ces ordres étaient plus faciles à donner qu'à exécuter ; car il n'était pas aisé de se procurer des jougs pour atteler les bœufs, des fers pour garantir leurs pieds, des bouviers pour les conduire... » On en était là en juillet 1812 ! M. de Ségur écrit de son côté : « La totalité des vivres distribués dans cette étendue (entre Wilna, Minsk et Smolensk) était incommensurable ; les efforts pour les y transporter gigantesques, et le résultat presque nul. *Ils étaient insuffisants dans cette immensité.* » Et M. Thiers écrit à son tour : « Napoléon n'avait jamais été ni mieux inspiré ni plus soudain dans ses conceptions, et il y avait pour celle-ci (le mouvement sur Kalouga) de nombreuses chances de succès, sauf toutefois une difficulté qui, depuis un certain temps, devenait l'écueil ordinaire de tous ses plans, — celle de manœuvrer avec de telles masses d'hommes et de bagages. Le grand art de la guerre ne perdait rien par ses combinaisons, mais perdait tous les jours par ses entreprises, *grâce à la proportion démesurée qu'il avait donnée à toutes choses...* » Ainsi ses entreprises étaient sans limites et par cela même sans issue ; ses moyens d'action démesurés et par cela même, s'il est permis de le dire, insuffisants. C'était après avoir tout prévu qu'il ne tenait plus compte de rien. « Qu'ignorait-il ? se demande M. de Ségur. Tous ses préparatifs n'avaient-ils pas été dictés par la prudence la plus clairvoyante ? Que pouvait-on lui dire qu'il n'eût dit, qu'il n'eût écrit cent fois ? C'était après avoir prévu jusqu'aux moindres détails, s'être préparé contre tous les inconvénients, avoir tout disposé pour une guerre lente et méthodique, qu'il se dépouillait de toutes ses pré-

cautions, qu'il abandonnait tous ses préparatifs, et *se laissait emporter par l'habitude, par la nécessité des guerres courtes, des victoires rapides et des paix subites...* » M. Thiers remarque aussi (page 173) que ce besoin de se soutenir, « à force de coups d'éclat, » contre la malveillance croissante de l'opinion publique, le poussait aux témérités et aux aventures. « Avec de tels moyens, avait dit Napoléon, *nous dévorerons tous les obstacles!* » Mais, pour dévorer l'espace, comme le coursier de Job, il fallait laisser derrière soi ses magasins, ses vivres, ses munitions, ses transports, ses blessés, renoncer à faire la guerre dans les seules conditions où elle pouvait réussir sur le terrain où on l'avait portée; — il fallait, en un mot, vivre d'illusions, quand on n'avait pas autre chose. A ses généraux qui demandaient des renforts Napoléon répondait par des raisonnements « qui ne valaient pas quelques régiments de plus, » dit M. Thiers. Et M. de Ségur remarque aussi qu'il relevait à plaisir les fautes des généraux russes, s'acharnant en paroles contre l'armée ennemie, « comme s'il eût pu la détruire par ses raisonnements... » — « Ce pouvoir d'imposer aux autres dont il savait faire un si puissant usage, ajoute le même auteur, *on crut qu'il le tournait alors contre lui-même...* » M. Thiers aussi, à propos de la manœuvre dirigée contre l'armée de Bagration et qu'une prévention de l'Empereur fit échouer, M. Thiers lui reproche de n'avoir pas tenu assez de compte du possible : « Voilà ce que Napoléon ne se dit point, et ce qui révèle chez lui, non pas une déchéance de son esprit, qui était tout aussi vaste, tout aussi prompt, tout aussi fertile qu'à aucune autre époque, mais les progrès de cette humeur despotique, fantasque et intempérante qui ne tient pas plus compte des caractères que des éléments, qui traite les hommes, la nature, la fortune, comme des sujets trop heureux de lui obéir, bien impertinents de ne le pas faire toujours, — humeur fatale et pué-

rile tout à la fois, prenant même chez les hommes du plus grand génie quelque chose de l'enfant qui désire tout ce qu'il voit, veut tout ce qu'il désire, le veut sur-le-champ, sans admettre un délai ni un obstacle, et crie, commande, s'emporte ou pleure quand il ne l'obtient pas. C'est là bien plus que la déchéance de l'esprit, c'est celle du caractère, gâté par le despotisme, et c'est la vraie cause qu'on verra dominer d'une manière désastreuse dans les événements qui vont suivre... »

J'ai insisté sur ces rapprochements. Ils sont curieux et décisifs. La vérité en sort sans qu'il soit possible de la nier. Les deux écrivains se rapprochent sans se ressembler. Ils concourent au même but avec des moyens différents. L'un a écrit sous l'impression de souvenirs douloureux et récents; l'autre, subjugué par la force de la vérité laborieusement recueillie; mais tous deux s'accordent sur le point capital de cette histoire : l'infériorité du grand homme lui-même vis-à-vis de la tâche qu'il s'était imposée. Seulement, dans cette conclusion, M. de Ségur fait une plus large part à la fragilité du génie et M. Thiers aux illusions de la toute-puissance. L'un tient plus de compte des incidents et l'autre des causes générales. L'un recueille plus de réminiscences personnelles et sème plus d'émotions sur cette longue route sillonnée par nos désastres; l'autre s'attache davantage à relever, pour la science de la guerre et pour l'honneur de nos armes, cette stratégie héroïquement désespérée de la retraite. C'est par là que l'*Histoire de la Grande Armée* est par instants plus pathétique, et celle de l'*Empire* plus instructive; qu'il y a dans le livre de M. de Ségur plus d'éloquence et plus de drame, et dans celui de M. Thiers plus d'unité, plus d'ensemble, peut-être plus de grandeur.

Je n'ai voulu relever, dans le quatorzième volume de M. Thiers, que la leçon qu'il s'est visiblement proposé de

tirer de son récit. Le récit lui-même, je n'en veux rien dire. Comment analyser en quelques lignes cette prodigieuse narration qui a su mener de front, avec un talent si naturel, une simplicité si lucide et un intérêt si soutenu, les marches et les contre-marches de six ou sept corps d'armée se disputant pied à pied, et même en fuyant, cet immense espace? Comment reproduire ce qui n'a de mérite que par le détail: le mouvement, la vie, l'ordre, la continuité, tant d'évolutions savantes sur le terrain et sur le papier, tant d'habiles descriptions, tant de portraits tracés de main de maître? Tout le monde a apprécié l'art puissant qui a rendu pour un moment la vie à toutes ces armées, dont la plus belle, hélas! et la plus nombreuse est restée ensevelie sous la neige. Tout le monde a admiré comment le même esprit qui a ranimé toute cette stratégie a su retrouver aussi le secret des cours caché au fond des poudreuses archives, ressusciter la diplomatie comme la guerre, écrire l'histoire des Russes comme celle des Français, pénétrer dans le quartier général de Kutusof comme sous la tente du roi Murat, faire parler Alexandre et Napoléon, peindre le portrait du sombre Rostopchin avec la même exactitude et le même relief que celui de l'héroïque Ney. C'est là le mérite du quatorzième volume, sur lequel tout le monde doit s'entendre, quand il ne s'agit que d'apprécier sa valeur littéraire. Peut-être sera-t-on moins d'accord sur la leçon que l'illustre écrivain en a tirée et sur le jugement qu'il a rendu. Quant à moi, je ne reconnais pas à M. Thiers un plus grand mérite que celui-là, d'être allé droit au cœur de son glorieux héros, et d'y avoir courageusement étudié, dans les suggestions fatales de la toute-puissance, la cause de toutes les erreurs qui l'ont perdu. Est-ce donc l'homme de guerre tout seul, en effet, que l'expédition de Russie condamne? Est-ce l'ambitieux? Est-ce le conquérant? Ah! c'est aussi le dépositaire irresponsable d'un pouvoir immense! C'est le pouvoir lui-même avec

ses volontés absolues, ses illusions funestes, son aveuglement et son ivresse !.....

Un jour, à quelques lieues de Smolensk, à Dorogobouge, un des plus tristes bivacs de cette éternelle retraite, et alors que les nouvelles les plus alarmantes arrivaient au quartier général de tous les points de la longue route qui restait à parcourir, — un jour Napoléon reçut le courrier qui apportait le récit de la conspiration de Mallet, cette tentative d'un fou contre la puissance colossale que son génie avait fondée. Malgré tout, l'Empereur ressentit l'atteinte que cette main débile lui avait portée de si loin, au siége même de son pouvoir, et dont le contre-coup le faisait tressaillir au bout du monde..... « Mais quoi ! — s'écria-t-il à plusieurs reprises, en pensant à cette facilité avec laquelle les principales autorités de Paris avaient obéi au premier venu ; — mais quoi ! on ne songeait donc pas à mon fils, à ma femme, aux institutions de l'Empire ! » — « Et, chaque fois qu'il avait poussé cette exclamation de surprise, écrit M. Thiers, il retombait dans ses sombres réflexions, dont on pouvait juger l'amertume à la morne expression de son visage... »

Peut-être en ce moment le grand homme se rappela-t-il ce que le plus ingénieux et parfois le plus hardi de ses correspondants secrets, ce que Fiévée lui écrivait très-peu de jours avant son départ pour l'expédition de Russie : « Pour connaître la force réelle de ce qu'il a créé, *l'Empereur n'a qu'à se demander ce qu'il lui en coûterait pour le détruire.....* » Napoléon, en passant le Niémen, avait bien volontairement mis la main, lui tout seul et le premier, à cette inévitable destruction.

IV

LA FRANCE ET L'EMPEREUR EN 1813.

I

— 10 MAI 1857. —

Le quinzième volume[1] de M. Thiers est l'histoire de l'Empire pendant les six premiers mois de 1813, depuis le retour de Moscou jusqu'à l'armistice conclu à Pleiswitz quelques jours après la bataille de Bautzen. Ce volume se compose de trois livres, dont le premier complète l'histoire de l'année précédente par le récit des événements survenus en Espagne pendant l'expédition de Russie. Le second comprend l'exposé des grandes mesures ordonnées par l'Empereur pendant son séjour à Paris jusqu'au 15 avril, date de son départ pour l'armée. Le troisième est intitulé : *Lutzen et Bautzen*. Ces deux noms disent tout. Le livre finit au moment où se termine, le 4 juin, la première période de la campagne de Saxe.

On sait que cette campagne fut reprise deux mois plus tard, après la clôture du Congrès de Prague et la rupture des négociations. Le volume publié par M. Thiers ne présente donc qu'une des faces du grand tableau final qu'il a entrepris de peindre. Il nous arrête à un des moments les plus décisifs de notre histoire contemporaine, dans une de ces crises suprêmes entre la bonne et la mauvaise fortune où un pays peut croire qu'il va tout perdre ou tout gagner.

[1] *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XV. Paris, 1857.

Certes, l'attente est pénible au moment de cet armistice qui laissait suspendue sur l'Empire une véritable question de vie ou de mort. Mais on aime, dans l'ouvrage de M. Thiers, cette habile division de son sujet qui assure à chacun de ses volumes l'intérêt d'une saisissante unité. Depuis son retour à Paris jusqu'à l'armistice du 4 juin, Napoléon ne cesse de remonter, au pas de course, pour ainsi dire, la pente qu'il avait descendue depuis Moscou. « Il était dans son caractère de se roidir contre la mauvaise fortune[1]. » On dirait en effet que son génie, provoqué par cette rigueur inattendue de sa destinée, essaye de reprendre alors, par un surcroît de vigueur, ce que la campagne de 1812 lui a fait perdre du côté du prestige. C'est l'unité de cette période si courte et si remplie. L'action est plus énergique, la décision plus prompte, le langage plus simple. On est si pressé ! « Vérité, simplicité, voilà ce qu'il faut aujourd'hui, » écrivait l'Empereur au duc de Rovigo le matin même de la bataille de Lutzen. Après douze ans d'un gouvernement absolu, le programme était difficile à suivre. Napoléon, qui donnait la règle, ne donnait pas toujours l'exemple, témoin ce discours par lequel il ouvrit la session législative de 1813. Malgré tout, cette époque du règne de Napoléon est une des plus remarquables de sa vie. Ces six mois, qui vont du départ de Smorgoni au Congrès de Prague, sont remplis de prodiges, et ils méritent bien le développement extraordinaire que M. Thiers leur a donné. Administration, finances, diplomatie, règlement des questions religieuses, réorganisation de l'armée, création de ressources en tout genre, conceptions stratégiques, marche des troupes, manœuvres de guerre, maniement de la force sur une immense échelle, nous retrouvons là les matériaux ordinaires de cette grande

[1] *Souvenirs du lieutenant général comte Mathieu Dumas*, t. III, p. 525. Paris, 1839.

histoire, disposés dans cet ordre merveilleux, avec cette netteté supérieure, cette vivacité, cette sincérité et cet entrain qui caractérisent à un si haut point les récits de M. Thiers.

J'ai entendu dire que le quinzième volume est le chef-d'œuvre de M. Thiers. C'est bien possible; mais je n'en sais rien. Il est difficile de dire si l'illustre historien a mis plus d'art à raconter la bataille de Lutzen que celle de Wagram, à commenter la prose des chancelleries et à débrouiller leurs énigmes en 1813 qu'en 1808, à peindre le grand organisateur après le désastre de Moscou qu'après la paix d'Amiens. L'art est le même, la méthode n'a pas changé. Si M. Thiers a fait des progrès, c'est parce qu'il est encore dans l'âge où un vigoureux esprit en fait chaque jour par la réflexion, l'étude et l'expérience; mais le vrai progrès de M. Thiers, c'est celui de son sujet. Il en est de la campagne de 1813 comme du quatrième acte d'un drame bien conçu, quand les incidents s'accumulent pour aboutir à un dénoûment. Ce que M. Thiers donne à son histoire, ce n'est pas seulement l'intérêt, la variété, le drame, l'attente inquiète et passionnée. Tout cela est le sujet même. M. Thiers ne l'invente pas. Ce qu'il donne à l'histoire de l'Empire, c'est son intelligence pour le juger, son bon sens pour dominer les fautes du génie, son invariable clarté pour y faire pénétrer après lui l'œil du public. Cette transparence de son récit est arrivée, dans le volume que j'étudie, jusqu'à une sorte de perfection; et, pour ne parler que de la diplomatie, il est bien vrai qu'on pourrait croire que M. Thiers la dénature à force de la faire comprendre. Quand Napoléon recommande au duc de Rovigo, du bivac de Lutzen, de ne dire que la vérité, il veut parler des communications à faire au public français. En effet, Napoléon dit volontiers la vérité quand il est vainqueur. Mais la diplomatie reste, en 1813, ce qu'elle a toujours été, une science difficile et embrouillée, une langue peu sincère, pleine de sous-enten-

dus, de piéges et de mystères. M. Thiers la rend accessible à tout le monde. Grâce à lui, l'Autriche est percée à jour; M. de Metternich lui-même ne peut plus tromper personne.

Au fait, M. de Metternich voulait-il tromper l'Empereur avant le Congrès de Prague? Et cette lumière jetée à flots sur les secrets de la politique autrichienne en 1813 fait-elle éclater sa duplicité ou ses bonnes intentions, sa perfidie ou sa faiblesse? Il est impossible de conserver aucun doute sur ce point après avoir lu M. Thiers. L'Autriche voulait profiter de l'affaiblissement de son redoutable allié après les désastres de 1812. Qui en doute et qui oserait la blâmer? Mais, en conseillant la paix au vainqueur de Lutzen à des conditions qui pouvaient blesser son orgueil, non son honneur, l'Autriche lui donnait un bon conseil. M. Thiers a mis hors de doute ce fait historique avec une abondance de développements qu'on pourrait croire excessive, s'il était possible de trop prouver contre le génie qui s'exalte et contre l'orgueil qui n'écoute rien. Par malheur, cette belle démonstration de M. Thiers ne servira qu'à l'instruction de la postérité et des hommes de génie à venir, si même elle y sert; mais elle comptera du moins dans l'estime des politiques et des lettrés comme un chef-d'œuvre de sagacité historique, d'exposition lumineuse et d'argumentation sans réplique.

« ..... M. de Metternich, écrit M. Thiers (je prends ce passage entre beaucoup d'autres non moins concluants), M. de Metternich, pour se faire pardonner de ne pas apporter immédiatement à nos ennemis toutes les forces de l'Autriche, de ne pas adopter toutes leurs conditions de paix, n'hésitait pas, quand il était en tête-à-tête avec eux, à se dire contraint dans sa conduite par le traité d'alliance du 14 mars 1812, par le mariage de Marie-Louise, par le danger d'une

guerre avec la France, par l'inachèvement des préparatifs de l'Autriche, et manifestait, quand il le pouvait en sûreté, des préférences de cœur pour la coalition. Qu'il en fût ainsi, et même plus, on devait, sans avoir lu une seule des dépêches de la diplomatie étrangère, en être convaicu, ne pas s'en étonner, ne pas s'en émouvoir, et accepter comme vrai tout ce que disait M. de Metternich, qui disait vrai en effet lorsqu'il affirmait qu'à certaines conditions il se rangerait de notre côté. Il fallait comprendre que M. de Metternich, étant Allemand, ne pouvait et ne devait pas nous aimer, et que, s'il nous ménageait, c'était par politique et uniquement pour ne pas compromettre étourdiment son pays avec nous; il fallait profiter de sa prudence même pour en tirer tout le parti possible, mais rien que le parti possible. A la vérité, nous raisonnons ici comme la politique, dont l'art consiste à comprendre toutes les situations, à les ménager et à s'en servir, *et Napoléon raisonnait comme raisonnent l'orgueil, la victoire et le despotisme.* Ces soudaines révélations l'irritèrent, comme si, avec son esprit, qui était tout lumière dans le calme des passions, tout flamme et fumée dans l'emportement de ces passions funestes, il n'avait pas dû les prévoir. Un détail, notamment, l'exaspéra plus que tout le reste... (M. Thiers raconte ici quelques faits particuliers qui étaient de nature à exciter la défiance de Napoléon.)

« ..... Tout cela, rapproché, exagéré, apprécié par la colère, parut une trahison complète, tandis que ce n'était que le labeur d'une prudence embarrassée, cherchant à passer à travers mille écueils. Encore une fois, *il fallait profiter des conseils que M. de Metternich nous donnait à nous-mêmes*; et de la crainte que nous n'avions pas cessé de lui inspirer, pour sortir de cette situation en faisant le moins de sacrifices possible, et, comme il ne s'agissait de sacrifier que ce qui touchait à la vanité et rien de ce qui appartenait à la puissance réelle, il fallait se soumettre, de bonne ou de mau-

vaise grâce, mais se soumettre : — *il fallait bien, après tout, payer de quelque chose le désastre de Moscou !* trop heureux de ne pas le payer de l'existence elle-même [1] !... »

Payer le désastre de Moscou ! M. Thiers en parle bien à son aise. Voilà ce que Napoléon ne voulait pas, non-seulement après la victoire de Lutzen, mais au moment même où il était arrivé de Russie, où la plaie saignait encore, où l'émotion de l'Europe touchait à une défection universelle, et avant qu'il eût opéré le miracle de cette création d'une nouvelle armée de quatre cent mille hommes destinée à une destruction non moins rapide. Même à ce moment, Napoléon s'obstinait à ne tenir aucun compte diplomatique du désastre de Moscou. Il refusait, comme l'écrit Fiévée, « de faire la part du feu. » Revenu à Paris, il affecte de ne parler que des affaires intérieures, glissant sur l'anéantissement de son armée avec cette confiance du despotisme qui lui fait croire qu'on peut effacer dans la conscience du genre humain ce qu'on supprime dans une dépêche, et qu'il est aussi facile, comme le dit Tacite, d'oublier que de se taire. « ... Il reçut, écrit M. Thiers, les personnages composant sa cour et son gouvernement avec une extrême hauteur, conservant une attitude tranquille, mais sévère, semblant attendre des explications au lieu d'en apporter, traitant les affaires du dehors comme les moindres, celles de l'intérieur comme les plus graves, voulant qu'on éclaircît ces dernières, questionnant, en un mot, pour n'être pas questionné... » Le tableau est de main de maître ! Il y avait cependant autre chose que l'engouement du despote aveuglé par l'orgueil dans cette dissimulation hautaine et calme d'un désastre public et en apparence irréparable. Il y avait le calcul profond d'un politique qui a senti trembler sous ses

[1] Pages 521 et suivantes.

pas un des fondements de sa puissance, et qui fait mine de résister par la fermeté de son attitude à l'ébranlement qui compromet tout. Le pouvoir de Napoléon reposait sur le succès de deux idées dont une seule aurait suffi à l'illustration de son nom, et qui, appuyées l'une à l'autre, lui avaient assuré une grandeur sans égale et sans précédent. Ces idées remontaient aux premiers temps de sa carrière politique. Il avait vu l'anarchie maîtresse de l'État, et il avait conçu la pensée d'être plus fort qu'elle dans le temps même où elle régnait constitutionnellement, en quelque sorte, avec un Directoire et deux Assemblées. Les peuples aiment ce qui les sauve. Je n'ai pas besoin de dire, c'est un fait trop connu, par quelle unanime adhésion la France s'était associée à cette première idée de Napoléon. Mais il en avait eu une autre : il avait vu la France révolutionnaire, déconsidérée et suspecte au dehors, et il avait voulu qu'elle devînt la maîtresse du monde.

L'idée était, à ce moment, d'une audace étrange. Son mérite politique, en dépit de son exagération même, c'est qu'elle pouvait contribuer à sauver l'État. Sa gloire, c'est qu'elle ne fut pas d'abord le produit d'un calcul égoïste..... Ce n'était qu'en se répandant par la guerre que la Révolution française pouvait vivre. Au dedans, elle étouffait. Élargir sa base, reculer ses limites, étendre son action civilisatrice, l'arracher aux dissensions qui déshonoraient son règne ; et, pendant qu'on la disciplinerait au dedans par l'énergie de la volonté, la rendre respectable en Europe par l'ascendant de la victoire, telle fut l'idée qui sortit de la tête de Napoléon.

Avec cette idée, on était arrivé à l'année 1813... Si l'empereur Napoléon n'était pas en 1812 et 1813, à la Moskowa et à Lutzen, ce qu'on l'avait vu à Austerlitz et à Wagram, l'idolâtre d'une grande pensée, le champion fataliste d'une prééminence nationale qu'il fallait faire immense d'abord (il le croyait) pour avoir le droit de la conserver grande ;

s'il n'était qu'un ambitieux qui avait sacrifié à un intérêt égoïste près d'un million de créatures humaines en moins de quinze mois, il n'était que le plus insensé des mortels, le fou le plus détestable qui eût jamais porté une couronne. L'histoire n'avait qu'une chose à faire pour le juger : constater la démence; et le mot du ministre Decrès répondait à tout : « L'Empereur est fou, tout à fait fou, disait-il au duc de Raguse (en 1810), et nous jettera tous tant que nous sommes cul pa-rdessus tête [1]... » Le duc de Raguse lui-même, trois ans plus tard, semble aussi donner le mot de la situation, quand il dit de l'Empereur : « *Un feu intérieur le brûlait;* un instinct aveugle l'entraînait... » Dans un souverain qui a charge d'âmes, qui n'est plus jeune, que la Providence a tant de fois averti, que la paix provoque par toutes les voix, amies ou ennemies, dont l'écho peut arriver jusqu'à ses oreilles, « ce feu intérieur, » c'est la folie furieuse, et je n'y vois de remède qu'à Bedlam ou à Charenton.

Était-ce la vérité?

On oublie une chose : la France ne s'était pas seulement associée par son adhésion à l'héroïque sauveur de l'ordre public. Orgueil ou complaisance, dans Napoléon elle soutenait le conquérant. Tranquille sur ses affaires intérieures, elle aimait à répandre au dehors cette force exubérante que l'apaisement des discordes civiles avait fait naître au dedans. La gloire lui plaisait, non-seulement pour ce qu'elle a d'irrésistibles amorces, mais pour son côté utile, comme un bon calcul de politique révolutionnaire. C'est ainsi que l'idée de Napoléon, l'idée conquérante, était devenue depuis le commencement du siècle, et à travers des vicissitudes bien diverses, celle de la France. La fortune a eu beau faire, l'idée a survécu longtemps à la chute de l'Empire. Elle a causé l'impopularité de la Restauration, en dépit de ses

[1] *Mémoires du duc de Raguse*, t. III, p. 537.

bienfaits. Elle a balancé par de vagues souffrances, fatalement entretenues, la sage politique du gouvernement de Juillet. Elle a fait, au 10 décembre 1848, le succès d'un nom dont elle avait fait la grandeur quarante ans plus tôt. Elle a associé aux gloires récentes de l'expédition de Crimée l'orgueil d'une revanche nationale. Toujours, depuis un demi-siècle, la France révolutionnaire a voulu la prééminence de ses armées, comme une sauvegarde de ses principes. Ses conquêtes à l'étranger n'étaient que des garanties et en quelque sorte des places de sûreté pour ses réformes. Mais elle a voulu la domination comme les peuples veulent toute chose, confusément, sans trop regarder aux moyens ni aux conséquences, avec l'entraînement et quelquefois l'étourderie des passions politiques, tantôt prosternée devant l'idée napoléonienne quand la fortune lui donnait le soleil d'Austerlitz, tantôt la détestant, ne s'en détachant jamais, passant ainsi par toutes les phases qui séparent l'ardeur belliqueuse de 1804 de l'épuisement patriotique des derniers jours. Dans Napoléon au contraire l'idée s'était faite homme; elle s'était personnifiée et armée. Elle avait eu la suite, la persévérance, l'audace, la foi, l'endurcissement obstiné et fanatique. Elle avait donné à son génie la force que le génie seul n'expliquerait pas, et elle l'avait soutenu dans des épreuves où son courage avait pris des proportions surhumaines. « ... Eh bien, que disent-ils de Bautzen ? demandait Napoléon à M. de Narbonne. — Ah ! Sire, les uns disent que vous êtes un dieu, les autres que vous êtes un diable ; mais tout le monde convient que *vous êtes plus qu'un homme* [1]. » M. de Narbonne disait vrai : telle était l'opinion de l'Allemagne en 1813, au moment même où de toutes parts le sol germanique s'ébranlait sous les pieds du vainqueur de Bautzen et où les défections meurtrières écla-

[1] Villemain, *Souvenirs contemporains*, t. Ier, p. 321.

taient sur tous les points; telle était aussi l'opinion des généraux ennemis et des souverains confédérés, dont toute la tactique consistait, on le sait, à éviter les approches de Napoléon. Telle était enfin l'opinion de la France, dominée, jusqu'au désastre de Leipsick, par l'ascendant de cette supériorité qui pourtant ne fut si puissante encore, au dernier moment, que par le dévouement du pays. « C'est pour les revers, s'il en arrive, qu'il faut me garder votre zèle, » disait Napoléon à ses serviteurs empressés, au temps des grandes victoires. L'Empereur doutait de ces dévouements qu'il payait si cher. Mais la masse du pays tint ferme. C'est la vraie gloire de ce déclin qui en compromit tant d'autres.

La part que l'éminent historien de l'Empire a faite au génie de Napoléon, dans les efforts de cette lutte suprême, a donné lieu de croire à quelques lecteurs qu'il avait voulu diminuer celle de la France. On l'a mal compris. M. Thiers ne sait pas toujours ménager, cela est vrai, l'admiration qu'il a naturellement pour les grandes choses. Mais, s'il n'est pas facile de marquer avec netteté le rôle de l'opinion dans un pays où, comme le disait Fiévée, « l'opinion, c'est ce qui ne se dit pas ; » s'il est moins facile encore de mesurer la part de tout le monde dans une histoire où, à la première vue, un seul homme est tout, — si cette difficulté est sérieuse quand il s'agit de Napoléon, M. Thiers l'a presque toujours surmontée. Je ne parle pas seulement de ces rapports de la police impériale qu'il a consultés et qui lui ont révélé l'agitation douloureuse des classes populaires au cœur même de Prris. Je ne relève pas davantage, dans les correspondances des généraux qu'il a citées, les plaintes amères qu'inspire aux débris mutilés de la Grande Armée, sur toutes les routes de l'Allemagne, le ressentiment de cet immense désastre. En dehors de ces mécontentements trop réels, il y avait une France qui soutenait l'Empereur, qui l'assistait dans son dernier effort, qui l'aidait non-seulement

pour la défense de son territoire déjà menacé, mais pour le triomphe, s'il était possible encore, de cette prééminence nationale dont sa révolution avait besoin. Voilà, si j'ai bien compris le livre de M. Thiers, ce qui explique, encore mieux que le génie de Napoléon, la merveille de ces armées improvisées en deux mois, et cette soudaine création de ressources de tout genre, et l'incomparable vigueur de cette guerre défensive qui a tout l'entrain d'une conquête. Voilà ce qui fait comprendre pourquoi la France vit sans regret, et à coup sûr sans frayeur, le retour de Napoléon sur le théâtre de ses grandes victoires. Elle l'aimait mieux, même alors, sur l'Elbe que sur le Rhin. Elle avait raison. Je ne dis pas qu'elle n'eût pas voulu faire la paix après Bautzen; peut-être ne l'eût-elle pas faite volontiers auparavant.

« ..... Cette nation prompte, intelligente et héroïque qui, depuis les premiers temps de son histoire, n'a cessé d'être en guerre avec l'Europe, qui pendant vingt-deux ans de révolution, de 1792 à 1815, ne s'est pas reposée un jour, tandis que les nations avec lesquelles elle était successivement aux prises se reposaient tour à tour, *est la seule peut-être au monde dont on puisse, en trois mois, convertir les enfants en soldats.* En 1813, la chose était plus facile que jamais. Napoléon possédait des sous-officiers, des officiers et des généraux consommés, qui avaient pratiqué vingt ans la guerre, qui avaient en eux-mêmes et en lui une confiance sans bornes, qui, tout en lui gardant rancune du désastre de Moscou, voulaient réparer ce désastre, et il ne leur fallait pas beaucoup de temps pour s'emparer de cette jeunesse française et la remplir de tous les sentiments dont ils étaient animés. Avec de tels éléments, on pouvait encore accomplir des prodiges. Il ne restait qu'un vœu à former, c'est que tout ce sang généreux ne fût pas versé uniquement pour ajouter un nouvel éclat à une gloire déjà bien assez

éclatante, et qu'il servit aussi à *sauver notre grandeur*..... cette grandeur raisonnable, qui consistait à nous asseoir définitivement dans les limites que la nature nous a tracées et que notre Révolution de 1789, joignant à la promulgation de principes immortels l'*achèvement de notre territoire national*, nous avait glorieusement conquises..... »

Ainsi parle M. Thiers. Le duc de Raguse n'est pas moins explicite. Il signale avec admiration « ces levées extraordinaires que les efforts si honorables du peuple français faisaient de bonne grâce et avec empressement. » M. Mollien dit la même chose dans ses curieux Mémoires :

« ..... Ce fut un grand spectacle que de voir la France, fatiguée des derniers efforts que lui avait coûté sa domination sur le continent, épuisée dans ses ressources, trompée dans ses traités qui devaient bientôt n'avoir d'autres résultats que de lui montrer armés contre elle tous les alliés qui avaient marché sous ses drapeaux, — *résister cependant quinze mois encore aux attaques et à l'invasion de toute l'Europe*..... Ce qui peut surprendre, c'est comment la France, qui venait de voir se dissoudre, à la fin de 1812, sans laisser presque aucun débris, la plus nombreuse et la plus puissante armée qu'elle eût jamais formée, put, au printemps de 1813, mettre en campagne une nouvelle armée presque aussi forte sans affaiblir les garnisons des diverses places qu'elle occupait en Allemagne, sans rappeler les vieilles troupes qui disputaient encore l'Espagne aux Espagnols, aux Portugais et aux Anglais réunis..... La France avait trop de fois éprouvé, depuis 1789, la perfidie des suggestions étrangères; — *celle d'abandonner Napoléon à sa mauvaise fortune venait en partie de cette source : elle la repoussait*. Il suffisait que ses frontières fussent en danger, pour que tous les Français qui pouvaient porter les armes

fussent prêts à marcher contre ceux qui les menaçaient, quels qu'ils fussent, et sans compter leur nombre. Et ce fut contre ce sentiment unanime que les tentatives de renouveler les discordes civiles échouèrent, dans les provinces mêmes qu'on y supposait le plus disposées..... Aussi, dit ailleurs M. Mollien, au milieu de ce deuil qui dans chaque village atteignait plusieurs familles, *les nouvelles levées de soldats n'offraient-elles ni retard ni résistance.* Jamais plus de conscrits ne se trouvèrent plus promptement réunis aux divers corps auxquels ils devaient être attachés... Les difficultés étaient grandes, mais moins dans les hommes que dans les choses [1]... »

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance d'un pareil témoignage : le comte Mollien était un esprit sérieux et ferme. Il avait beaucoup de zèle et peu d'illusions. Il savait résister, comme ministre du Trésor public, aux exigences financières de l'Empereur. Il aimait et redoutait son génie. Quoi qu'il en soit, c'est ainsi qu'il parlait de la France de 1813. Après ce jugement d'un esprit si calme, en voulez-vous un autre, écrit d'un tout autre style, et daté cette fois du champ de bataille? C'est le maréchal Ney qui parle au général Mathieu Dumas : « ..... Je n'avais que des bataillons de conscrits, et j'ai lieu de m'en féliciter. Je doute que j'eusse pu faire la même chose avec les vieux grenadiers de la garde. J'avais devant moi les meilleures troupes des ennemis, toute la garde prussienne. Nos plus braves grenadiers, après avoir échoué deux fois, n'auraient peut-être pas emporté le village (à Lutzen); mais j'y ai ramené cinq fois ces braves enfants, dont la docilité et peut-être l'inexpérience m'ont mieux servi que des courages éprouvés; l'in-

[1] *Mémoires d'un ministre au Trésor public*, t. IV, p. 1, 5, 7, 10, 11 et 12. (Paris, 1845, non publié.)

fanterie française n'est jamais trop jeune [1]... » — « Les jeunes soldats, dit aussi M. Thiers, montraient une ardeur singulière et poussaient le cri de *Vive l'Empereur !* chaque fois qu'ils apercevaient Napoléon, — Napoléon, l'auteur des guerres sanglantes dans lesquelles ils allaient tous périr, l'auteur détesté par leurs familles, naguère encore détesté par eux-mêmes, et tous les jours blâmé hautement dans les bivacs et les états-majors : noble et touchante inconséquence du patriotisme au désespoir ! »

Comprend-on maintenant pourquoi Napoléon ne voulut pas, avant Bautzen, payer le désastre de Moscou, et pourquoi il le voulut encore moins après? Il comptait sur la France pour le soutenir. Il avait raison. Mais la même force qui le soutenait lui inspirait une confiance trompeuse. Il croyait la France inépuisable au moment où elle prodiguait ses dernières ressources. Il mesurait sa sympathie à son dévouement et son enthousiasme à son héroïsme. Entre elle et lui il y avait donc, en 1813, un malentendu. Il ne la comprenait plus, et il continuait à la pousser devant lui. Elle le servait encore. Elle n'était plus à sa discrétion. C'est là le caractère singulier de cette période que M. Thiers a si supérieurement marqué : du côté de Napoléon, une confiance sans limites, « une confiance immense en lui-même, » (c'est le mot de M. Thiers); du côté de la France, un énergique appui, l'or et le sang prodigués à flots; et puis, le doute qui commence à germer dans tous les cœurs, non sur le génie de l'homme de guerre, mais sur sa puissance. Le doute commençait, en 1813, sur la valeur de l'idée conquérante. C'était bien tard. Déjà la France portait la peine d'avoir attendu si longtemps. Elle avait laissé pousser à bout l'idée d'ordre jusqu'à un despotisme sans frein, l'idée de prééminence nationale jusqu'à la conquête illimitée. C'était se re-

[1] *Souvenirs du lieutenant général comte Mathieu Dumas*, t. III, p. 499

pentir bien tard d'avoir obéi, quand on n'avait gardé, comme le dit énergiquement M. Villemain, « d'autre liberté que celle de mourir. » C'était se repentir bien tard aussi d'avoir savouré jusqu'à l'ivresse les séductions de la victoire, quand on était vaincu. La France avait beau croire qu'elle n'avait fait la guerre que pour garantir sa révolution au dehors, et non pour grandir un seul homme. On lui répondait, comme au temps de Louis XIV : « L'État, c'est moi. » On le disait en 1813 avant Lutzen; on le répétait, même après Leipsick, quand on avait à répondre « à ce premier cri légal de doléance publique [1] » que fit entendre une commission du Corps législatif. On le disait encore à Sainte Hélène : « ... *La France avait plus besoin de moi que moi d'elle;* on ne vit qu'un excès de vanité dans ce qui était pourtant une vérité profonde; et vous le voyez : ici, mon cher, je peux me passer de tous, et, s'il ne s'agissait que de souffrir, mes peines ne sauraient être longues; mon existence est courte, mais celle de la France [2]!... »

L'Empereur prononçait ces paroles pendant son dernier exil, au moment où la France, renaissant à l'ombre d'une monarchie constitutionnelle, dans un fécond essai de liberté, réparait ses forces, rétablissait ses ressources, relevait son crédit, croissait en population, et préludait de si loin et avec tant de cœur à cette prospérité inouïe dans son histoire où nous l'avons vue la veille de la Révolution de 1848. En 1813, la France périssait. Elle périssait faute d'une contradiction sérieuse et d'un conseil écouté. Ah ! ce livre de M. Thiers, auquel on reproche quelquefois si injustement de n'être que la volumineuse biographie d'un grand homme, si ce livre est une œuvre vraiment *nationale*, c'est parce qu'au tableau des prodiges créés par le

[1] Villemain, *Souvenirs contemporains*, t. Ier, p. 380.
[2] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VI (septembre 1816).

génie il mêle sans cesse la critique des fautes et des excès commis par le despotisme, c'est-à-dire par cette forme de gouvernement qui est la plus antipathique au caractère français. Et tenez, nulle part plus que dans son quinzième volume, M. Thiers n'a paru frappé des miracles d'organisation et de stratégie qu'enfante le génie de Napoléon; et partout cependant, dans cette histoire de 1813, on sent ce défaut d'un contre-poids qui eût balancé, par l'autorité du bon sens national, l'action solitaire de ce grand et fatal esprit. On suit ce courant rapide qui entraîne tout, même l'historien. On s'oublie au milieu de ces merveilleux récits où tout s'enchaîne dans l'habile exposition de l'auteur comme dans la tête puissante de son héros : la politique, la guerre, la diplomatie, les affaires religieuses, les conceptions financières. On revit dans ces souvenirs héroïques... Malgré tout, dans cette immense création de matériel, parmi ce bruit d'armes, d'hommes et de chevaux, une certaine gêne mêlée de mécompte, quelque chose de terne, de monotone et de profondément triste, domine l'impression du lecteur. Il manque à l'essor du pays une voix libre, une seule, pour donner le caractère d'un mouvement national à ce qui ne semble que l'effet mécanique d'une grande impulsion administrative.

« ... Il était impossible, dit M. Thiers, de ne pas accueillir ces mesures (la disponibilité des cohortes, un appel de cent mille hommes et la levée immédiate de la conscription de 1814, en janvier 1813). Elles furent votées avec soumission par le Sénat. *Elles l'auraient été avec chaleur par une Assemblée libre*, et avec des manifestations de sentiments qui auraient exercé sur l'esprit du pays la plus heureuse influence... » M. Thiers a raison : la liberté, qui est bonne dans tous les temps, a surtout une puissance d'action admirable dans les temps de crise. « ... Les pays libres se passionnent et s'aveuglent comme les autres, écrit

M. Thiers; seulement on peut dire que la liberté est encore, de tous les remèdes contre l'aveuglement des passions, *le plus sûr et le plus prompt...*, » Napoléon en voulut un autre. Dans cette balance où allait se décider le destin du monde, la liberté eût mis le poids d'une nation; il y mit celui de son épée. Il ne voulut qu'une armée où il fallait un peuple. L'armée fut admirable : elle gagna trois grandes batailles. La voix du peuple français se serait fait respecter peut-être au Congrès de Prague, et elle aurait prévenu les désastres qui succédèrent à la première période de la campagne de 1813. La France libre aurait pu faire la paix sans s'humilier. L'Empereur le pouvait-il?

II

— 11 OCTOBRE 1857. —

L'empereur Napoléon pouvait-il faire la paix avec l'Europe en 1813? Cette question sort toute vive du seizième volume de M. Thiers[1]. Nous voulons l'étudier avec lui.

Le seizième volume est l'histoire de la seconde campagne de 1813, celle qui commence après la rupture des négociations de Prague et qui finit par le désastre de Leipsick. C'est là encore un volume tout rempli du fracas des armes et de la fumée du canon. Le sol allemand s'ébranle sous le poids d'un million de soldats. Quatre grandes nations, alliées pour la vengeance, marchent en même temps et d'un même élan vers le même champ de bataille. A l'énergique entrain qui les anime, comme à la vigueur désespérée qui leur résiste, on sent que cette lutte est la dernière. Si elle

[1] *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XVI. Paris, 1857.

ne finit pas la guerre, elle décide du sort des combattants. Tel est le grand drame militaire qui remplit ce seizième volume presque entier : le plus vaste déploiement de la force matérielle que l'Europe ait jamais vu ; le plus terrible emploi du génie humain appliqué à la destruction des hommes ; plus de combats, plus de combinaisons stratégiques, plus de périls bravés, plus de sang versé dans cette lutte de trois mois que dans le cours des plus longues guerres ; la diplomatie elle-même devenue un terrain d'hostilité, couvrant des ressentiments mortels ou des prétentions inconciliables ; les négociations toutes pleines d'embûches ; les armistices servant de prélude ou de préparation à des massacres.

Étonnante destinée du héros de M. Thiers ! près d'un demi-siècle après sa mort, quand tous ses grands contemporains ont disparu, quand ses conscrits de 1813 sont devenus des vieillards, tout à coup le bruit de sa chute retentit de nouveau dans le monde, et le monde s'y passionne comme au premier jour. On s'arrache le livre qui raconte cette grande aventure comme autrefois les bulletins datés de Moscou ou de Leipsick. Est-ce le mérite de l'historien qui explique ce prodigieux succès ? Oui, certes, et rien n'y manque de ce que l'esprit, l'étude et le talent peuvent y mettre. Est-ce aussi le succès du héros ? Qui peut en douter ?

Disons ici, avant d'arriver aux dures vérités, l'impression qui résulte pour nous de la lecture de ce dernier volume. C'est, au premier abord, et quoi que je fasse pour la préciser, une impression pleine de contrastes, d'incertitude et de confusion. La clarté dans le récit et la netteté du trait, ce sont des qualités que personne ne conteste à l'historien de l'Empereur, et nous moins que personne ; mais, dans cette complication d'événements qui signalent le déclin de Napoléon, et dans ce tumulte des passions qui s'agitent en lui et autour de lui, où trouver la vérité ? Comment sonder

cet abîme? Plus le héros du livre est vrai, plus la peinture est fidèle, et plus cette nature insaisissable semble défier, dans les consciences les plus affermies, le sang-froid et le bon jugement. Ah! je le sais, il est facile de glorifier l'empereur Napoléon, plus facile encore de le condamner. Les mauvais instincts se confondent en lui avec les bons dans une proportion effrayante. Le mépris de la vie humaine, la haine de la liberté, l'orgueil irascible, la domination insatiable, le ressentiment aveugle, la violence sans frein, la ruse sans scrupule, se disputent le cœur du héros; — mais c'est un héros! Le génie de l'homme, je ne dis pas couvre tout, mais relève tout. Je comprends donc M. Thiers, qui tant de fois dans le cours de son récit s'arrête, comme saisi d'admiration, pour nous faire remarquer des plans de campagne conçus par le grand capitaine dans la confiance d'une fortune longtemps fidèle, et que le sort des armes fait alors tristement avorter. Le nombre est considérable de ces mécomptes de Napoléon en 1813. Telle est pourtant la magie qu'une situation dominante prête aux conceptions d'un grand esprit : ses œuvres, même incomplètes, ont un cachet qui les illustre; ses ébauches, même stériles, ont un caractère de grandeur qui vous séduit. On a beau sonder le vide de ces projets gigantesques et détester ces magnifiques chimères, ballons perdus qui crèvent dans des flots de sang. Même condamnés par la raison et la fortune, un certain prestige leur reste, et on ne s'étonne plus que, quarante ans après l'événement, M. Thiers nous dise à propos d'un projet que Napoléon fut obligé d'abandonner quelques heures après l'avoir conçu : « ..... Il imagina tout à coup l'un des projets les plus audacieux, les plus savants que jamais capitaine eût conçus, et qui recevait de la proportion des forces avec lesquelles il allait être tenté une grandeur inouïe..... » La vraie grandeur, on aurait pu croire, avant d'avoir lu cette histoire de Napoléon, qu'elle est in-

séparable d'une certaine sagesse, et condamnée, comme les plus humbles vertus, à une certaine prévoyance; mais M. Thiers a raison : c'est le caractère du génie de Napoléon de répandre un éclat éblouissant même sur ses fautes et de mêler je ne sais quelle splendeur épique à ses imprudences les plus manifestes.

Il y a d'ailleurs autre chose encore qu'une stratégie admirable dans cette histoire des deux campagnes de 1813. Si l'esprit est fécond en ressources, si le génie est plus ferme que jamais, l'âme est imperturbable, le cœur ne fléchit pas. Ce conquérant jusque-là invincible, arrêté tout à coup dans le cours de sa destinée triomphale, qui seul, au centre d'une contrée hostile, investi par trois grandes armées, pense, médite, gouverne, organise, raffine sur le détail en dirigeant l'ensemble, mène de front les négociations et la guerre, combine des plans d'attaque et des ruses diplomatiques, se montre partout, suffit à tout, même à ces causeries dont M. Thiers nous donne, et toujours à propos, des fragments si authentiques et si curieux; — ce spectacle d'une âme maîtresse d'elle-même, non pas comme celle des sages, dans le calme de leur raison et dans la conscience de leur droit, mais comme celle de Napoléon, dans l'ardeur même de sa convoitise et dans le sentiment de ses fautes, — c'est ce spectacle, quel qu'il soit, qui produit l'incomparable intérêt de cette histoire. Mais de là résulte aussi la difficulté que nous éprouvons à la juger.

Nous sommes, il faut bien le dire, une génération d'esprits à la fois sceptiques et tranchants. Nous décidons de tout en doutant de tout. La foi aveugle nous répugne. L'examen nous fatigue. L'abaissement des grandes renommées, facile à notre insouciance, est commode à notre orgueil. Nous rêvons l'égalité devant l'histoire comme devant la loi. Parce que la Révolution de 1848 nous a enlevé nos illusions de liberté, nous ne croyons non plus ni à la gloire ni au

génie. Le duc de Raguse, quand il écrivait ses Mémoires, il y a vingt ans, et quand il faisait litière à sa vanité de toutes les renommées militaires et politiques de notre époque, n'avait pas trop mal calculé l'effet de ses exécutions posthumes. Son livre répondait jusqu'à un certain point à ce goût de rapetissement rétrospectif particulier à notre nation. Étrange pénitence que notre humilité s'inflige aux dépens des autres! Comment Napoléon aurait-il échappé à cette réaction de dénigrement systématique qui n'a épargné aucun de ses lieutenants? Je sais qu'il a eu ses adorateurs assez longtemps pour avoir aujourd'hui ses juges. Mais pourquoi ne pas placer cette grande figure à son véritable point de vue? Pourquoi lui ôter ses horizons immenses et son piédestal de bronze? Pourquoi justifier dans une certaine mesure, par l'injurieuse âpreté des critiques, l'idolâtrie des thuriféraires? M. Thiers a bien fait de glorifier Napoléon même en le jugeant. Dans la dégradation historique de l'empereur, c'est toute une nation qu'on dégrade. Était-ce un peuple de courtisans que celui qui, après les désastres de Russie, donnait encore, pour prolonger une lutte d'opinion et d'honneur, des trésors et une armée? Était-ce une armée de prétoriens que celle qui triomphait à Bautzen et qui mourait à Leipzig?

J'avais à cœur de caractériser et jusqu'à un certain point d'absoudre, devant les sceptiques qui nous lisent, cette impression de grandeur éclatante et confuse que laisse après elle la figure de Napoléon, telle que M. Thiers l'a si admirablement peinte, dans cette suprême angoisse de sa destinée. M. Thiers a trop vécu avec son héros, il le connaît trop, il a vu de trop près cette grande nature pour la surfaire. Il en a donné la mesure exacte, mais il l'a donnée. Son admiration a élevé une statue, sans créer un fétiche. Partout où son enthousiasme naturel pour les grandes choses menaçait de l'entraîner hors de sa voie, partout où l'éclat,

peut-être le goût des aventures pouvait lui en dérober le péril, son bon sens l'a retenu, éclairé et calmé. Le succès de son livre est un succès de bon sens comme de bon aloi. Plus on avance et plus ce succès profite à la vérité, à la saine politique, à la morale. Si M. Thiers a eu autrefois des adversaires dans la vie publique, son livre les rapproche et les concilie [1]. Quand l'ouvrage sera terminé, on pourra dire qu'il est non-seulement l'histoire d'un grand homme ambitieux, mais la leçon et le châtiment de l'ambition. Non que M. Thiers ait voulu prendre rang à la suite des moralistes qui ont écrit ou déclamé contre ce redoutable vice de l'âme humaine. La moralité dans ses livres, c'est le récit même. Elle en jaillit, pour ainsi dire, avec ce caractère usuel et saisissable que lui communique un esprit pratique. M. Thiers, la plume à la main, est le moins déclamateur des hommes. Il a, le dirai-je? une heureuse impuissance de généralisation. Les esprits philosophiques se plaisent à l'abstraction, et ils en tirent, en même temps que des pensées qui profitent à l'expérience du genre humain, d'admirables effets de style, charme et soutien des lettrés sérieux, aux époques d'abaissement littéraire. M. Thiers va plus droit aux faits. C'est là qu'il est vraiment maître et maître sans rival. L'erreur de nos jugements historiques tient presque toujours à ce que les faits nous sont incomplétement connus ou mal présentés. L'esprit humain, si enclin qu'il soit au sophisme, ne se joue guère de la vérité évidente et palpable. M. Thiers est passionné pour ce genre de mérite. Il veut être vrai jusqu'à l'évidence. Il y sacrifie souvent la concision, jamais l'intérêt. Sa prolixité est vivante et vigoureuse, et s'il s'accuse parfois d'une redite, comme en maint endroit de son dernier volume, c'est le moins humblement du monde et

[1] Le plus illustre de tous disait à M. Thiers, il y a quelque temps : « Plus vous avancez dans le cours de votre histoire, et plus je suis de votre avis. Nous serions tout à fait d'accord au vingtième volume .. »

en homme qui sait le parti que la vérité peut tirer même de ses défauts.

Dans le volume qui nous occupe, M. Thiers a accordé toute la place à deux classes de faits qu'on serait tenté de confondre, tant ils se ressemblent dans l'altière pensée qui les dirige et qui les domine : je veux parler de la diplomatie et de la guerre. La guerre, l'éminent historien tient beaucoup à prouver que jamais l'Empereur ne l'a si bien faite. M. Thiers, lui du moins, ne l'a jamais mieux racontée. On sait que ses récits de bataille sont des chefs-d'œuvre. Dresde et Leipzig, ces combats de géants, comme on les a nommés, sont cette fois encore parmi les pages les plus remarquables qui soient sorties de sa plume. Mais l'information supérieure qui lui a permis de sonder jusqu'au fond les secrets et les mobiles d'une grande âme, d'exposer et de juger tout à la fois les plans de Napoléon, de suivre sa pensée jour par jour, étape par étape, en quelque sorte, sur ce vaste terrain dont elle recule sans cesse et imprudemment les limites, — cette recherche infatigable qui pénètre au cœur des événements par l'étude de leurs causes inconnues et de leurs mystérieux ressorts, ce sont là des mérites qui l'emportent de beaucoup sur les plus belles descriptions, et qui sont bien mi[illegible] le fait de l'histoire. M. Thiers les réunit tous. Il a, quelques-uns le lui reprochent, longuement analysé les conceptions du grand capitaine. Un officier d'état-major n'aurait pas mieux exposé la topographie de cette guerre, un intendant ses ressources, un manœuvrier de profession ses évolutions et ses marches; Napoléon lui-même ne connaissait pas mieux ses états de situation; un peintre n'aurait pas mieux décrit ces champs de bataille célèbres où s'est décidé le destin du monde. Mais, après avoir fait cette large part à la stratégie de l'homme de guerre et payé ce tribut au génie qui illustra son déclin, — qui mieux que M. Thiers aurait pénétré l'homme dans le héros? qui aurait mis à nu d'une

main plus sûre les incurables travers de ce grand cœur?

S'il fallait en croire quelques révélations fort curieuses de M. Thiers, qu'il est loin de donner d'ailleurs comme une explication suffisante de la conduite de Napoléon en 1813, Napoléon n'aurait fait ces campagnes de Saxe, et celle d'automne surtout, que comme un joueur qui aime à risquer une grosse partie, ou comme « un artiste » amorcé par la perspective d'une belle œuvre et d'un brillant succès. L'exagération de ses plans pendant cette guerre, leur diversité, leur profondeur et leur audace, semblent au premier abord donner raison à ce système. « ..... *La secrète joie* qu'éprouve Sa Majesté de se trouver dans une circonstance difficile, mais digne de son génie, n'a point échappé à M. de Bubna, écrivait le duc de Bassano; Sa Majesté, qui se fie à la Providence, *entrevoit les grands desseins qu'elle a fondés sur elle...* » C'est de ce style que le complaisant ministre, avec moins de spontanéité sans doute que d'obéissance, écrivait au plénipotentiaire de l'Empereur, quelques jours avant la rupture des négociations de Prague (août 1813). « Une sorte de chaleur d'âme, dit à ce propos M. Thiers, animait toute sa personne, éclatait dans ses yeux et lui donnait l'aspect du contentement, de l'espérance et de l'audace. » Plus tard, vers la fin de septembre, quand arrive la nouvelle de la défaite du prince de la Moskowa à Dennewitz, complément malheureux de cette série de disgrâces qui avaient suivi la glorieuse et stérile bataille de Dresde, toujours même audace du génie sûr de son infaillibilité, même entrain d'artiste inspiré. « ..... Après une nouvelle si terrible, écrit l'historien, Napoléon, entraîné par le feu de la conversation, dans laquelle il était éblouissant quand il s'y livrait, *passa la soirée à disserter sur son art* et à charmer ses auditeurs, qui n'étaient pourtant pas tous bienveillants... » C'est plus tard encore, quelques jours avant le désastre de Leipzig, qu'il faut placer l'entretien esthétique de Düben,

que les Mémoires du duc de Raguse ont rendu si célèbre. « L'Empereur, écrit M. Thiers, passa ainsi cette nuit, parlant de toutes choses, même de littérature et de sciences, laissant le maréchal Marmont épuisé de fatigue, et ne paraissant en éprouver aucune... » Enfin, quand l'Empereur est en pleine retraite sur la Saale, entre Leipzig et Hanau, quand tout va finir pour le dominateur de l'Europe sur la rive droite du Rhin, et quand, sur l'autre rive, la patrie l'attend, sombre, inquiète, apauvrie et démantelée[1] : « ... Ce n'est pas plus ici qu'à Moscou, dit M. Thiers, dans l'affaiblissement des talents du capitaine qu'il faut chercher la cause de si déplorables résultats; car le capitaine ne fut jamais ni plus fécond, ni plus audacieux, ni plus tenace, ni plus soldat, mais dans les illusions de l'orgueil, dans le besoin de regagner d'un coup une immense fortune perdue, dans la difficulté de s'avouer assez vite sa défaite, dans tous les vices en un mot qu'on aperçoit en petit et en laid chez le joueur ordinaire, risquant follement des richesses follement acquises, et qu'on retrouve en grand et en horrible chez ce joueur gigantesque qui joue avec le sang des hommes comme d'autres avec leur argent... »

Napoléon jouait-il un jeu exécrable en 1813? ou bien cédait-il, comme nous l'avons remarqué en 1812, à une de ces secrètes amorces que jette parfois, au fond des cœurs héroïques, la perspective d'une grande aventure? ou bien enfin obéissait-il fatalement et stoïquement aux conditions de cette grandeur qu'il avait élevée si haut et aux exigences de ce prestige qu'il avait répandu si loin? « Si ma puissance matérielle était grande, ma puissance d'opinion l'était bien davantage encore. *Elle allait jusqu'à la magie*. Or il s'agis-

[1] ..... Napoléon avait tant songé à la conquête et si peu à la défense, que le sol de l'empire se trouvait *presque entièrement découvert*... Le long de cette frontière (du Rhin), qui aurait dû être le premier objet de nos soins, *tout était dans un état déplorable*... (Tome XVI, p. 652.)

sait de ne pas la perdre. » Napoléon disait-il vrai quand il caractérisait ainsi, à Sainte-Hélène, les causes de sa résistance désespérée en 1813? Avait-il été sincère quand il avait tenu à peu près le même langage à M. de Metternich dans la célèbre entrevue que M. Thiers a fait connaître? C'est cette question qu'il nous reste à étudier. Mais nous voulions d'abord mettre au-dessus de toute contestation, comme l'a fait l'historien lui-même, la grandeur du héros et l'inaltérable génie de l'homme de guerre. Peut-être, en effet, cette leçon que l'histoire donne ici au génie nous paraîtra-t-elle d'autant plus haute, que nous l'aurons moins rabaissé. Si Napoléon n'était qu'un joueur ou un fou, où serait l'intérêt de ce récit? Quelle leçon, au contraire, si nous prouvons que l'exercice d'une autorité absolue a pu perdre, dans la plénitude de sa raison et de sa force, le plus grand esprit des temps modernes! Quelle leçon, si nous montrons, dans l'abus de ces facultés supérieures que la Providence accorde quelquefois aux hommes, et dans l'excès et la corruption d'un pouvoir illimité, l'entraînement irrésistible et la ruine inévitable!

III

— 25 OCTOBRE 1857. —

> . . . . . PARMÉNION : J'accepterais si j'étais Alexandre.
>
> ALEXANDRE : Et moi aussi, si j'étais Parménion.
>
> ARRIEN, liv. II, ch. XXV.

S'il est vrai, comme on l'a dit, que « la haute politique n'est que le bon sens appliqué à de grandes choses, » M. Thiers aurait été, en 1813, un plus grand politique que Napoléon. Avec son bon sens, il aurait évité les fautes que

Napoléon fit avec son génie. Jugées de sang-froid, ces fautes ne laissent aucun doute dans un esprit sain; elles ont la clarté de l'évidence. Avoir accordé l'armistice de Pleiswitz, quand on pouvait continuer la guerre avec avantage; puis refuser la paix à Prague après avoir donné l'armistice, la refuser à la Prusse et à la Russie coalisées, à l'Allemagne insurgée ou menaçante, à l'Autriche infidèle, à la France refroidie et découragée, — la refuser quand on conservait au prix de cette paix nécessaire les neuf dixièmes de ses conquêtes, — ce sont là des fautes que le simple bon sens ne fait pas. Encore une fois, ni M. Thiers ni aucun des hommes d'État formés à l'école du gouvernement représentatif n'eussent mis en balance, dans cette crise de 1813, les intérêts de leur grandeur personnelle avec les besoins trop manifestes de l'humanité et de la patrie. Napoléon seul l'a fait et le pouvait faire.

Pourquoi l'a-t-il fait?

Non-seulement sa supériorité l'élevait au-dessus de ses contemporains, mais son génie l'isolait. Ce génie est à la fois plein de grandeur et de mystère. Alexandre, César, Charlemagne, Charles-Quint, Frédéric, ont tous, dans la mémoire des hommes, une physionomie précise, arrêtée, traditionnelle. Celle de Napoléon, si grande qu'elle soit, flotte encore pour nous dans le nuage d'une auréole. Son histoire populaire est une légende. Son histoire sérieuse tourne par instant au poëme épique. Est-il seulement un homme de guerre, un politique, un législateur, un conquérant? Il est aussi un poëte. On doute, à l'entendre mêler sans cesse un accent lyrique à ses conceptions les plus sérieuses, s'il n'est pas plus grand par l'imagination que par la raison. Ce reflet du soleil d'Orient qu'il est allé chercher au loin avant de songer à dicter des codes, à fonder un État, à remanier la carte de l'Europe, ce rayon qui brille sur sa jeunesse s'étend sur sa vie entière, jusqu'à ce jour même où elle s'éteint

sur un rocher battu par la plainte éternelle de l'Océan. Tel est le prestige de l'homme, le règne à part. Je n'insiste pas. Tout le monde a dit cela, et mieux que moi.

Un autre attribut de ce génie extraordinaire, c'est ce besoin de tout grandir en lui et autour de lui, qui n'est pas l'ambition toute seule, mais un impérieux instinct de sa nature. Il lui faut l'espace. Il rêve une Europe française. Il recule sans cesse par la pensée les limites de cette France imaginaire qui chaque jour lui semblent plus étroites. Hambourg et Dantzig au nord, Rome et Cadix au midi, c'est trop peu et c'est trop près. « *Je trouverai en Espagne les colonnes d'Hercule*, écrit-il à son frère Joseph en 1808, *mais non les limites de mon pouvoir !...* » On dirait que dans ce vaste empire l'air lui manque comme à ce héros de Macédoine dont Juvénal a dit « qu'il étouffait dans le vieux monde. » Chose singulière ! jamais ce besoin de se sentir à l'aise dans l'Europe conquise et de s'y donner carrière n'a plus dominé Napoléon que pendant cette épreuve de 1813, alors que la prudence la plus ordinaire lui conseillait de concentrer ses forces sur quelques points déterminés. M. Thiers, qui voit si nettement l'abîme au bout de cette politique, répète à chaque page que l'Empereur va périr, que c'est tout perdre que vouloir tout sauver... C'est le cri du bon sens. D'autres l'avaient poussé avant lui. M. Villemain nous a raconté la noble conduite de M. de Narbonne. M. Thiers n'a pas fait un moins beau rôle au duc de Vicence. Il cite une courageuse démarche du duc de Rovigo. Fouché lui-même essaye un moment de dire la vérité. La vérité? Il n'y a qu'un homme qui la dise en ce moment pour Napoléon, c'est le duc de Bassano, parce qu'il est l'écho complaisant du maître. Au fait, Napoléon n'a qu'un bon conseiller, c'est lui-même. Lui seul avait le secret de cette grandeur exceptionnelle que lui seul avait créée, que lui seul pouvait défendre. « ..... Qu'on suppose, écrit M. Thiers, un général

moins grand, mais placé dans une situation simple, n'ayant ni toute une fortune prodigieuse à refaire d'un seul coup, ni cent motifs d'orgueil pour se dissimuler la vérité, n'étant pas non plus habitué à chercher dans des combinaisons hardies et compliquées des résultats extraordinaires, *et il eût certainement agi autrement;* et très-probablement, s'il n'avait pas obtenu d'éclatants succès, il aurait au moins évité un désastre... » Tout cela est vrai; seulement, la supposition est impossible quand il s'agit de juger l'empereur Napoléon. Son génie le condamne à l'excès, sa grandeur à l'imprudence. « Un coup de tonnerre seul aurait pu nous sauver, » disait-il plus tard. Un de ses correspondants secrets lui écrivait, en mars 1813, avec plus de vérité et moins d'emphase : « L'Empereur seul peut se demander s'il est possible de redevenir prudent, quand on a tenté et manqué la conquête du monde[1]... » Fiévée avait raison : dans ce monde rempli de ses ennemis ou de ses soldats, Napoléon était seul, seul pour le conseil et pour l'action, isolé par son génie comme par sa fortune.

Son empire avait été fait à l'image de son génie. Il était sans limites dans l'espace comme dans le temps. Il embrassait le monde, il empiétait sur l'avenir. La France s'était laissé entraîner sur cette pente des grandes choses avec plus d'enthousiasme que de sécurité, avec plus de goût pour le spectacle que de confiance dans le dénoûment. « A peine si elle s'était rendu compte du but où on la conduisait, écrit un juge excellent de cette époque, et à son insu elle avait obéi plus encore à son imagination qu'à sa raison. Elle était heureuse alors, parce qu'elle se sentait la première puissance du monde[2]. » De cet accord si habilement défini entre la

[1] *Correspondance avec Bonaparte, Premier Consul et Empereur* (1802-1813), par Fiévée, t. III, p, 323.

[2] *Soulèvement de l'Allemagne après la guerre de Russie*, par M. Armand Lefebvre. (*Revue des Deux Mondes* du 1er janvier 1857, p. 56.)

vanité de la nation et l'ambition de son chef, il était résulté un état de choses dont on peut dire que le prestige était l'unique ressort, comme Montesquieu le disait « de l'honneur dans les monarchies, de la vertu dans les républiques. » A quelle condition se conserve le prestige, surtout à ce degré d'éblouissement où l'Empereur l'avait porté? On ne le sait que trop. La baguette magique était une épée invincible. Napoléon n'avait jamais été vaincu. A Leipzig même il abandonna le champ de bataille qu'il avait défendu trois jours, en assiégé à bout de ressources plus qu'en vaincu. La première défaite sérieuse de ses armes, c'est Waterloo. En 1813, après Bautzen, son prestige subsistait encore. Il s'agissait, comme il le disait lui-même, « de ne pas le perdre. » On avait établi le trône de France sur un de ces sommets olympiens qu'entourent les abîmes : il fallait s'y tenir. On avait fait un défi à la force des choses : il fallait le gagner. On s'acharnait à l'impossible : il fallait « pouvoir » à tout prix.

Au fond, on savait bien que la France avait plus besoin d'être ménagée dans son orgueil depuis la révolution de 89 qu'à aucune autre époque de son histoire. Austerlitz avait une autre signification que Fontenoy. Moscou demandait une autre revanche que Malplaquet. Napoléon le savait trop. Il le disait au prince de Metternich dans ce célèbre entretien que M. Thiers nous a si heureusement rendu, et qui résume la politique et la passion du maître. Dans cette âme, telle que Dieu l'avait créée, les passions, même les mauvaises, étaient autant de moyens d'action. Napoléon n'était pas grand d'une autre manière. Quoi! vous demandez le calme à sa conduite et à son langage? C'est la seule chose que ce génie extraordinaire ne puisse vous donner. Otez-lui l'orgueil, l'audace, le mépris de la vie humaine, le culte de la force, les vastes desseins, la confiance sans bornes dans la supériorité de ses conceptions, — la diplo-

matie devient facile en 1813, je le sais; mais vous n'avez plus l'Empereur, et votre histoire elle-même est à refaire. Né pour la lutte et possédé du besoin de l'ordre, créateur avec d'impitoyables instincts de destruction, généreux avec une ambition sans scrupule, esprit de premier mouvement avec un regard à longue portée, nous l'avons déjà dit : tous les contrastes se rencontrent dans cette grande figure, toutes les passions sont au service de cette destinée. Aussi, quand l'Empereur, poussé à bout par les tergiversations de l'Autriche, se trouve, après sa victorieuse campagne de l'été, en présence de l'homme qui semble résumer en lui, malgré sa loyauté personnelle, l'équivoque politique de son gouvernement, ce n'est pas le secret de M. de Metternich que Napoléon veut surprendre; il n'y met aucune finesse, cela est vrai; il ne le sait que trop d'ailleurs, le secret de l'Autriche; — c'est le sien qu'il veut donner: c'est « sa passion, dit excellemment M. Thiers, qu'il veut épancher, » c'est son âme qu'il veut mettre à nu, comme pour la soulager, et comme pour absoudre sa politique en la découvrant cette fois tout entière.

« Napoléon dit à M. de Metternich que, s'il ne s'agissait que de l'abandon de quelques territoires, il pourrait bien céder; mais qu'on s'était coalisé pour lui dicter la loi, pour le contraindre à céder, pour lui ôter son prestige; et, *avec une naïveté d'orgueil singulière*, il laissa voir que ce qui le touchait sensiblement ici, c'étaient moins les sacrifices exigés de lui *que l'humiliation de recevoir la loi après l'avoir toujours faite*. Puis, avec une fierté de soldat qui lui allait si bien :

« — Vos souverains, dit-il à M. de Metternich, vos souverains nés sur le trône ne peuvent comprendre les sentiments qui m'animent. Ils rentrent battus dans leurs capitales, et pour eux il n'en est ni plus ni moins. Moi, je suis

un soldat. *J'ai besoin d'honneur, de gloire, je ne puis pas reparaître amoindri au milieu de mon peuple : il faut que je reste grand, glorieux, admiré !...*

« — Quand donc finira cet état de choses, répliqua M. de Metternich, si les défaites comme les victoires sont un égal motif de continuer ces guerres désolantes?... Victorieux, vous voulez tirer les conséquences de vos victoires; vaincu, vous voulez vous relever ! Sire, nous serons donc toujours les armes à la main, dépendant éternellement, vous comme nous, du hasard des batailles?...

« — Mais, reprit Napoléon, je ne suis pas à moi, je suis à cette brave nation qui vient à ma voix de verser son sang le plus généreux. A tant de dévouement je ne dois pas répondre par des calculs personnels, par de la faiblesse ; *je dois lui conserver tout entière la grandeur* qu'elle a achetée par de si héroïques efforts.

« — Mais, Sire, reprit à son tour M. de Metternich, cette brave nation, dont tout le monde admire le courage, a elle-même besoin de repos. Je viens de traverser vos régiments ; vos soldats sont des enfants. Vous avez fait des levées anticipées, et appelé une génération à peine formée. Cette génération une fois détruite par la guerre actuelle, anticiperez-vous de nouveau ? En appellerez-vous une plus jeune encore?... »

« Ces paroles, qui touchaient au reproche le plus souvent reproduit par les ennemis de Napoléon, le piquèrent au vif. Il pâlit de colère, son visage se décomposa ; et, n'étant plus maître de lui, il jeta ou laissa tomber à terre son chapeau, que M. de Metternich ne ramassa pas ; et, allant droit à celui-ci, il lui dit :

« — Vous n'êtes pas militaire, monsieur ; vous n'avez pas, comme moi, l'âme d'un soldat ; vous n'avez pas vécu dans les camps ; vous n'avez pas appris à mépriser la vie d'autrui et la vôtre, quand il le faut... Que me font à moi deux cent mille hommes !... »

« Ces paroles, dont nous ne reproduisons pas la familiarité soldatesque, émurent profondément M. de Metternich.

« — Ouvrons, s'écria le ministre autrichien, ouvrons, Sire, les portes et les fenêtres ! Que l'Europe entière vous entende, et la cause que je viens défendre auprès de vous n'y perdra point !... »

M. Thiers a raison : c'était là une noble réponse ; mais on aurait eu beau ouvrir les portes et les fenêtres du palais de Dresde, l'Europe n'eût rien appris qu'elle ne sût aussi bien, à ce moment-là, que le prince de Metternich lui-même à qui Napoléon le disait. C'est parce que l'Europe le savait qu'elle faisait à l'Empereur une guerre d'extermination. C'est parce que l'Empereur savait ces dispositions de l'Europe qu'il refusait une paix punique et des conditions fallacieuses. M. de Metternich raconte qu'en sortant du cabinet de Napoléon, et passant au milieu des habitués de l'antichambre impériale, il leur dit : « *Votre maître est fou !* » L'Empereur n'était pas fou, n'en déplaise à M. de Metternich. Il n'avait péché que par excès de franchise. C'est peut-être cette franchise que l'habile diplomate appelait « une folie. » Au fait, en montrant la secrète faiblesse de sa grandeur, condamnée au perpétuel miracle de son génie, Napoléon n'avait dit que la vérité.

« De nos jours, disait encore Fiévée, ce sont les victoires qui font la diplomatie. Il n'y a pas de diplomatie quand c'est une seule nation contre toutes, *ou toutes les nations contre une seule.* Nous sortons de la première position pour entrer dans la seconde. » Rien n'était plus vrai. En 1813, personne ne fit de diplomatie, ni Napoléon qui « mettait tant d'art, suivant la remarque de M. Thiers, à bien employer son temps en fait de préparatifs militaires, et à le perdre en fait de négociations, » — ni les coalisés dont tous les actes secrets, aujourd'hui connus, étaient le dé-

menti de leurs déclarations publiques. Le congrès de Prague n'était en réalité, comme M. Villemain l'a dit, « qu'une halte perfide entre deux batailles. » On s'arrêtait pour reprendre des forces. On négociait par pudeur. On se disait pacifique par respect humain. On l'était peut-être, mais à condition d'écraser son ennemi.

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer...

Au fait, on s'embrassait peu. Des deux côtés de l'Elbe on voulait la guerre, et on continuait à la faire en négociant. Était-ce la paix ou la guerre, cette violation du traité d'alliance qui tournait l'Autriche contre l'Empereur, précisément à l'heure où l'alliance pouvait le sauver? Était-ce la paix ou la guerre, cette retraite des vaincus de Bautzen vers la Haute-Silésie, sous la protection de Schwarzenberg? Et ce traité de Reichenbach qui, au moment même où la médiation autrichienne était acceptée par la Russie et la Prusse, mettait ces deux puissances à la discrétion de l'Angleterre? Et cet article 7 du même traité, qui contenait l'engagement de ne pas négocier séparément avec la France? Et ce grand conseil de guerre de Trachenberg, postérieur de neuf jours à la convention par laquelle Napoléon avait accepté la médiation de l'Autriche, et dans lequel figuraient le général Wacquand et le comte de Latour, deux généraux autrichiens?... Était-ce la paix ou la guerre, ce refus répété de recevoir le duc de Vicence au quartier général de l'empereur Alexandre? Et ce choix d'un ancien émigré français, nationalisé Russe, pour représenter le czar au congrès de Prague? « Les Russes, dit un historien de ce congrès, s'y firent remarquer par un manque d'urbanité qui ne leur était pas habituel. » Enfin, était-ce la paix ou la guerre, ces passions populaires partout excitées dans le nord de l'Allemagne, en attendant les défections du Midi, ces cris féroces poussés par des gouverneurs de provinces ou des généraux

sous les armes, commandant des armées régulières au cœur de l'Europe chrétienne et civilisée : « *Nous affrontons l'enfer et ses alliés,* » disaient-ils; et ils prêchaient la levée en masse, la destruction des vivres, des moulins, des sources, le massacre des soldats égarés, l'emploi des faux et des fourches[1]... — « J'ai accepté l'armistice, disait le roi de Prusse à ses sujets, afin que la force nationale, que mon peuple a si glorieusement montrée, puisse se développer entièrement... » De son côté, M. de Metternich comparait « *à des comités de salut public* » les conseils de l'empereur Alexandre et du roi Guillaume. Était-ce assez clair?

Tout cela, de la part des coalisés, était de droit strict, nous dit-on. C'était le cas de légitime défense sur une vaste échelle. Qui le nie? Mais comprenez-vous une négociation sur un pareil terrain, dans de pareils termes, dans cet incendie qui gagne insensiblement l'Allemagne, dans cette émotion des peuples et des rois associés pour la même œuvre, les rois disant aux peuples : Abolition des priviléges, égalité civile, liberté politique, mort à la féodalité et à l'étranger ! Et les peuples, les paysans, trouvant qu'il y avait pour eux, à cet instant, comme on l'a dit, « plus de profit à prendre des fourches pour tuer des Français que pour remuer du fumier? » Comprenez-vous la diplomatie pendant cet armistice dérisoire, quand les épées frémissaient dans les fourreaux, quand les canons partaient tout seuls? Napoléon, lui, ne s'y était pas trompé. Son instinct lui disait que cette paix si violemment offerte n'était pas sincère, que ces conférences couvraient mille embûches, que ces conditions en apparence honorables n'étaient qu'une amorce tendue à sa détresse..... « Quand tout le monde parlait de la paix, dit le duc de Raguse, *personne n'en voulait.* Tout le monde

[1] M. Armand Lefebvre, *Revue des Deux Mondes*, janvier et février 1857, *passim*.

était de mauvaise foi[1]. » — « Il n'est pas douteux, écrit M. Villemain, que du côté de l'Empereur il y avait autant d'aversion pour les grands sacrifices, seule chance de paix, qu'il y avait *peu de bonne foi et de confiance* dans ceux qui les demandaient[2]. » En bonne conscience, était-ce là une paix, je ne dis pas glorieuse, mais sérieuse ? L'Empereur signant la paix à Prague, au mois d'août, savait qu'il aurait à recommencer la guerre au printemps prochain. N'était-il pas plus sage (j'entends cette sagesse relative des situations extraordinaires) de la terminer en automne par un coup d'éclat ?

L'Europe faisait la guerre à l'Empereur ; elle se vengeait, elle avait raison. Elle faisait aussi la guerre à la France. Ses Manifestes disaient le contraire, mais ne trompaient personne. C'était bien tard pour accuser le despotisme. C'était trop tôt pour la trahison. On savait d'ailleurs jusqu'à quel excès était portée la haine de la domination française, non-seulement dans l'Allemagne insurgée, mais à Vienne, d'où M. de Narbonne écrivait à l'Empereur (1er avril) : « ..... Partout ici, dans les cafés, sur les murs, dans les cris du peuple, éclate l'*horreur du nom français*. Tous les malheurs qui affligent ce pays, la cherté des vivres, la disette de l'argent, c'est à la France qu'on les attribue. La haine des salons contre nous *tient du délire*... » Ainsi on s'attaquait à la domination de la France : on en voulait aussi à ses idées, au moment même où on s'en faisait une arme révolutionnaire contre Napoléon. «..... Lui-même, au milieu des vieux empires, disait Chateaubriand en 1824, était une étonnante nouveauté ; et, s'il gênait par son despotisme le développement des idées, *il favorisait par son côté extraordinaire ce qu'il y avait de grand et d'inconnu dans l'esprit du temps*... » Voilà ce qu'on allait attaquer sur l'Elbe et sur

[1] *Mémoires*, t. V, p. 128.
[2] *Souvenirs contemporains*, t. Ier, p. 343.

l'Elster en 1813, la France de la Révolution sous la France de l'Empire, le parvenu sous l'Emperenr, les idées démocratiques sous cet uniforme de cour ou de bataille impuissant à les déguiser. Depuis longtemps Napoléon ne représentait plus en France les idées libérales ; il représentait encore les souvenirs et les principes révolutionnaires. Il était encore le plus héroïque fils de 92, le plus glorieux défenseur de l'unité française fondée sur les ruines de l'ancien régime. C'est là ce que la France défendait une dernière fois avec tout le sang de ses veines. J'ai cité, dans mon étude sur le quinzième volume de M. Thiers, ce que le plus sage des ministres de l'Empereur écrivait, plus de trente ans après, de cette solidarité résignée, mais héroïque, de notre nation dans les épreuves de 1813. « ..... Ce qui est digne d'être remarqué, ajoute M. Mollien (tome IV, page 110 de ses *Mémoires*), c'est que, dans cette combinaison d'attaque générale dont l'Angleterre était l'âme, cette puissance n'avait pas essayé de retrouver sur nos frontières de l'ouest ses anciens auxiliaires ; et, comme on ne pouvait la supposer retenue par aucun scrupule, son inaction à cet égard devenait une preuve de plus de la *volonté de la France, encore à cette époque, de conserver son gouvernement et son chef*. Rien n'était tenté, parce que rien n'aurait réussi... »

Résumons-nous : un génie sans mesure, un empire sans limites, une grandeur sans précédents, une guerre sans pitié, une coalition sans merci, une France désaffectionnée, mais fidèle, l'antagonisme de l'ancien régime et du nouveau : tels sont les éléments du problème que le seizième volume de M. Thiers laisse à résoudre. Récits de guerre supérieurs, vaste information, exposition lumineuse de cette grande comédie diplomatique dont les acteurs étaient des empereurs et des rois, haute intelligence des secrets et des procédés du génie, analyse de ses ressources, appréciation de ses

fautes, ce volume de l'illustre historien ne laisse rien à désirer aux plus difficiles. Ses conclusions seules seraient contestables ; mais ses conclusions même sont d'un ferme esprit. Ah ! certes, si M. Thiers avait pu être le conseiller de Napoléon à Dresde, son conseiller écouté, il l'aurait sauvé, sauvé en le diminuant, et pour un temps qu'auraient à l'envi abrégé l'ambition du héros et la haine de l'Europe. C'est contre cette fatalité de sa situation que l'Empereur a lutté avec plus de logique que de sagesse, avec plus d'orgueil que de raison. Ses raisons à lui, il les a données à M. de Metternich le jour de cette célèbre entrevue que nous avons rapportée ; il les avait données à M. Mollien, quand il lui disait : « Une paix imposée n'est qu'une suspension d'armes ; » — à l'empereur, son beau-père, quand il lui écrivait (mai 1813) : « Si Votre Majesté prend quelque intérêt à mon bonheur, *qu'elle soigne mon honneur !* » — à l'Impératrice, sa femme, quand il lui prescrivait de dire au Sénat « qu'associé aux pensées les plus intimes de son époux, elle avait entrevu de quels sentiments il serait agité *sur un trône flétri et sous une couronne sans gloire.* » Enfin, il donnait encore, six ans plus tard, les mêmes raisons de sa conduite de 1813 à ses compagnons d'exil, quand il leur disait : « Il valait cent fois mieux périr sous la violence de la victoire ; car les défaites même laissent après elles le respect de l'adversité, quand elles s'associent à une magnanime constance. Je préférai donc de combattre... » Voilà les raisons de Napoléon pour ne pas céder. Cherchez-en de meilleures ! Sa situation n'en comportait pas d'autres. L'excès de sa puissance n'admettait pas de faiblesse. La violence de ses ennemis ne lui permettait aucune concession. Sa gloire l'obligeait. Il était rivé, s'il est permis de le dire, à ce sommet fatal qui excédait toutes les proportions humaines et où sa destinée l'enchaînait. Céder ! oui, certes, il le pouvait, et il l'aurait dû, s'il avait été, comme Charles-Quint ou

comme Frédéric, un prince de vieille race, né dans un palais, au pied d'un trône héréditaire. Et encore, qui ne se souvient de cette belle réponse de Frédéric, au moment où il traitait de la paix après sa seconde campagne de Silésie? « ... Voilà mes conditions ; je périrai avec mon armée plutôt que d'en rien rabattre ; et, si l'impératrice ne les accepte pas, je hausserai mes prétentions.... » C'est ainsi, et plus fièrement encore, que le général Bonaparte parlait aux plénipotentiaires de l'Autriche, en 1797, après sa première campagne d'Italie. Étrange destinée qui le condamnait, quinze ans plus tard, à tenir le même langage dans des circonstances si différentes ! Ne disait-il pas en effet à M. de Metternich dans cette conférence de Dresde : « ... Les Russes et les Prussiens, malgré de cruelles expériences, ont osé, enhardis par les succès du dernier hiver, venir à ma rencontre ; et je les ai battus, bien battus... Vous voulez donc, vous aussi, avoir votre tour? Eh bien, soit! vous l'aurez... Je vous donne rendez-vous à Vienne, en octobre. »

En octobre, c'était Leipzig !

Leipzig est la dernière grande bataille de l'Empire. Après Leipzig, l'Empire, tel que Napoléon l'a conçu, l'Empire universel est fini. Il y a encore, Dieu merci! une France dont les derniers soldats disputeront pied à pied à l'invasion le sol sacré de la patrie. Il y a encore le héros d'Austerlitz et de Wagram à qui ces suprêmes épreuves rendront toute l'énergie et toute l'ardeur de sa première jeunesse. Le maître de l'Europe n'est plus. Napoléon a joué l'Empire à Leipzig, et il l'a perdu. L'Empire n'avait pas dix ans de date. Pour être si vaste, il était trop nouveau. La France restait réduite à ses frontières naturelles. Pour Napoléon, c'était trop peu. Ses armes n'étaient pas seulement vaincues, mais ses idées. Du Niémen, la monarchie napoléonienne avait reculé jusqu'au Rhin. L'Empereur était moralement détrôné. Il pouvait se battre encore et abdiquer, après avoir jeté sur sa

défaite, par une défense héroïque, l'éclat de ses plus beaux jours. Mais céder?... « Quand on est monté au faîte de la gloire, en descendre volontairement, ne fût-ce que d'un degré, n'est-ce pas tomber en souscrivant à sa chute[1]? »

Céder! Napoléon ne le pouvait plus. Et, si on y regarde de près, toute la morale de cette grande histoire est là. *Quomodo cecidit potens?* Il est tombé par les causes mêmes qui l'avaient élevé si haut. N'ayant pas voulu grandir avec prudence, il ne pouvait tomber sagement. La cause de sa chute n'est pas dans les fautes plus ou moins contestables de son déclin, mais dans l'excès même de sa puissance. Il est tombé comme tombe un colosse quand sa base est ébranlée, tout d'un coup et tout d'une pièce. Sérieuse leçon que donne ici la Providence aux nations qui se laissent séduire par le dangereux éclat d'une grandeur injuste et d'une fortune exceptionnelle! La grandeur est comme la liberté, dont Montesquieu a dit « qu'il faut bien en payer le prix. » Seulement, quand les peuples ont la liberté, ils ont quelque chose, pour peu qu'ils soient sages. Quand ils ont la grandeur sans la mesure, ils n'ont rien. Aucun des grands empires qu'a fondés la conquête, avec une prétention de monarchie universelle, n'a duré plus que son fondateur.

Mais n'y a-t-il donc ni retour ni repentir permis au génie entraîné par l'exaltation du sens personnel, à l'orgueil en-

[1] J'emprunte cette phrase à un très-bel article que mon confrère et ami, M. de Sacy, consacrait, il y a trois ans, au premier volume des *Souvenirs contemporains* et à cette même campagne de 1813. L'article est du 7 janvier 1854. La thèse que je soutiens n'est donc pas un paradoxe, du moins au *Journal des Débats*. « Combien Napoléon paraît grand malgré ses fautes! disait encore M. de Sacy; comme le lion blessé se retourne contre la multitude de ses assaillants! quels bonds rapides et impétueux! quelle journée que celle de Dresde!... Quel cœur français ne saigne pas de douleur et d'admiration au spectacle de cette défense suprême du génie écrasé sous le nombre!... » On le voit, mon admiration pour le génie n'était pas non plus, au *Journal des Débats*, une nouveauté.

têté dans le despotisme, à l'ambition acharnée à la poursuite de l'impossible?... M. Thiers croit que Napoléon pouvait s'arrêter et qu'il pouvait être sauvé. Nous nous en tenons à son récit, qui montre si admirablement comment il s'est perdu. Le récit restera, même pour ceux qui n'accepteront pas cette fois les conclusions.

CINQUIÈME PARTIE

PORTRAITS DIVERS

I

Le général Bonaparte et le Directoire.

I

— 11 SEPTEMBRE 1855. —

Il y a une justice qu'il est impossible de ne pas rendre, par le souvenir, au Directoire de la République française, c'est qu'il a été le gouvernement le plus méprisé que notre pays ait jamais eu, et, d'un autre côté, qu'il n'en est aucun, depuis l'origine de la monarchie, qui ait été, en tant que gouvernement, l'agent responsable et l'ordonnateur officiel de plus grandes choses, faites avec le génie, le courage, les ressources et le sang de la France. Le Consulat est une plus sérieuse époque : c'est la période d'organisation et d'arrangement intérieur; la guerre y a plus de portée immédiate, plus d'utilité réelle; elle a déjà moins d'éclat. Le Directoire est l'âge héroïque de la révolution. C'est l'époque des premières campagnes d'Italie et de l'expédition d'Égypte, de la pacification de la Vendée et de la fondation des républiques

italiennes, sœurs de la nôtre, — l'époque des batailles homériques et des traités écrits avec la pointe de l'épée. S'il y a eu un moment où la Révolution française ait touché à la poésie et qui voudrait être chanté par des rapsodes, c'est celui-là. Et le contraste est étrange, il faut le dire, de ce gouvernement que la France n'a jamais pu ni aimer, ni estimer, ni prendre au sérieux, ni croire durable, de cette coterie anarchique de gouvernants jaloux et personnels, de ces *porte-toques* ridicules, suppôts d'intrigues, d'illégalité et de coups d'État, — avec ce poëme épique de la guerre qui se fait à Montenotte, à Arcole, aux Pyramides et à Zurich, avec ces fastes glorieux de la diplomatie qui se fait à Léoben et à Campo-Formio.

Ce contraste que nous signalons, il est écrit à chaque page de cette histoire si dramatique que M. de Barante vient de publier [1]. On est parfois tenté, en lisant les ouvrages historiques, de passer les récits purement militaires, de sauter par-dessus les champs de bataille et de fausser compagnie aux hommes de guerre. Dans le livre de M. de Barante, on y court. C'est la guerre qui vous relève des mécomptes et des dégoûts de la politique intérieure. C'est à la frontière qu'on respire, au milieu des soldats de Marceau, de Masséna et de Bonaparte. Quand Bonaparte est en scène, l'attention est profonde, l'émotion extrême; le cœur vous bat d'instinct, et les yeux dévorent le livre. Quand il n'y est plus, quand on n'y rencontre que les vieux directeurs, affublés de leurs oripeaux, on éprouve quelque chose comme à la représentation d'une tragédie classique, quand la tragédienne en renom est dans la coulisse. L'intérêt languit, et l'ennui vous prendrait si l'auteur n'y mettait bon ordre. Quoi qu'il en soit, dans cette période de notre histoire qui

[1] *Histoire du Directoire de la République française.* Trois volumes in-8°. Paris, 1855.

s'appelle le Directoire exécutif de la République française, il y a toute une fastidieuse comédie d'intrigue politique que joue le gouvernement, et tout à côté un drame héroïque que jouent les soldats, et qui vous passionne, bien qu'il soit écrit avec des bulletins de campagne et des ordres du jour. D'où vient ce contraste? Est-ce seulement parce que les hommes qui gouvernent la France à l'intérieur, sous le nom de Directoire, sont médiocres, et parce que ceux qui font la guerre au dehors ont du génie? Il y aurait là plus qu'il n'en faut assurément pour expliquer la différence. Mais elle tient encore à d'autres causes.

Quand le général Bonaparte revint à Paris (décembre 1797) après la signature du traité de Campo-Formio, il fut présenté au Directoire, en séance solennelle, par le ministre des relations extérieures. Ce ministre était un homme spirituel et sensé, et il caractérisa avec beaucoup de finesse et de vérité la mission que le général en chef de l'armée d'Italie venait de remplir si glorieusement : « ..... Tous les Français, lui dit-il, ont vaincu avec vous. Votre gloire appartient à la Révolution... elle est la propriété de tous; il n'est pas un républicain qui ne puisse en revendiquer sa part... » C'était habilement dit. Barras, au contraire, ne sut que récriminer contre les factions royalistes, et son discours parut emprunté aux plus fâcheuses traditions de l'éloquence démagogique. Mais Barras avait été fidèle à son rôle; M. de Talleyrand avait très-exactement défini celui du général Bonaparte. Barras représentait au vrai les passions, les préjugés, toute la politique du Directoire, c'est-à-dire la mauvaise queue de la Révolution française. Le général Bonaparte, à la tête de ses armées, en avait personnifié la force expansive, la grandeur imposante, la puissance civilisatrice. Chose singulière! c'était lui, le sabre au poing, qui avait représenté ce qu'on est convenu d'appeler aujourd'hui « la philosophie » de la Révolution dont le Directoire personni-

fiait, sous la toge, le matérialisme vulgaire, l'esprit de faction aveugle, imprévoyant et passionné.

Aussi, quand je dis que le Directoire était méprisé comme gouvernement, je n'entends pas dire que tous ceux qui siégèrent pendant quatre ans sous ce titre, au palais du Luxembourg, fussent des hommes personnellement déconsidérés. On sait le contraire. Je n'entends pas dire non plus que, de cet éclat immense que le génie de la guerre avait répandu sur le drapeau de la République française, il ne rejaillissait rien, aux yeux des étrangers, sur les représentants officiels du pouvoir. C'était le temps où, après la pacification de l'Ouest, Thibaudeau disait : « La république marche à pleines voiles; tout s'y rallie et suit sa fortune; » où, après la fondation de la république ligurienne, Mallet du Pan écrivait : « La moitié de l'Europe *est aux genoux de ce divan* et marchande l'honneur de devenir son tributaire!... » Enfin c'était le temps dont M. Mignet a dit (au moment où l'Autriche vient d'accepter les préliminaires de Léoben) : « La coalition devait être peu disposée à assaillir de nouveau une Révolution dont tous les gouvernements étaient victorieux, et l'anarchie après le 10 août, et la dictature après le 31 mai, *et l'autorité légale sous le Directoire;* une Révolution qui, à chaque hostilité nouvelle, s'avançait un peu plus loin sur le territoire européen[1]... » Oui, cela est vrai; le Directoire attirait à lui dans une certaine mesure les rayons de cette grande gloire dont le foyer était ailleurs; mais ni sa considération politique, ni sa puissance sur l'opinion, ni sa force d'action au milieu des partis, ni son avenir n'y gagnaient rien; et la raison en est simple, c'est que, si la Révolution avait besoin d'être bravement représentée au dehors, au dedans elle était faite, et elle n'avait plus besoin que d'y être réglée. Le Directoire gouverna la France comme si la

[1] *Histoire de la Révolution française*, t. II, p. 213.

Révolution eût été à faire. Il s'attela pour ainsi dire à reculons à ce char qu'il était chargé de pousser en avant. C'était faire reculer la Révolution que de la perpétuer dans ses exclusions, dans son intolérance et dans ses rigueurs; c'était la trahir que de la venger quand personne ne l'attaquait. Le Directoire, tant qu'il a vécu, n'a su que crier à la conspiration du royalisme réactionnaire; et ses mesures politiques, à lui, n'ont été qu'une série de réactions contre le véritable esprit de la France, qui tendait alors à la règle, à l'ordre, à la légalité et à l'unité.

Par le vice même de son institution, le Directoire était, je le sais, condamné à l'anarchie intérieure et à la discorde domestique; naturellement, et comme le disait Rœderer, il n'était qu'un *nid de factions*. Mais les hommes étaient encore plus mauvais que la chose. Le Directoire n'a su ni faire bon ménage avec la légalité, ni vivre en paix avec la loi. Il s'est sans cesse brouillé avec elle par intempérance d'humeur, par incompatibilité, par passion, par étourderie, avec un emportement tour à tour féroce et puéril, tantôt inventant les cages de fer (renouvelées de Louis XI) pour ses victimes, tantôt confisquant des procès-verbaux d'élection, tour à tour violent ou sophiste, proscripteur ou espion; tout lui était bon contre la loi! C'est là surtout ce qui a jeté sur lui cette déconsidération qui l'a tué et qui s'attache encore à son souvenir. Lui, le premier pouvoir véritablement né de la loi depuis le commencement de la Révolution française, — car ses prédécesseurs étaient tous nés au milieu des tempêtes, et ils avaient gardé la marque de cette origine, — né de la loi, il s'est joué de la loi. C'est à ce signe-là surtout qu'il est reconnaissable, en dépit de l'insignifiance de sa physionomie et de la médiocrité de ses œuvres. Le Directoire a été le plus grand violateur de lois que la France ait jamais eu, le plus infatigable artisan d'illégalité qui ait jamais manié le pouvoir, n'ayant respecté ni sa propre orga-

nisation, car fructidor renversa deux directeurs, — ni celle du pouvoir législatif, car la minorité des deux Conseils fut déportée ou chassée, — ni le droit électoral, car la loi du 22 floréal en était la violation impudente; n'ayant en un mot rien respecté de ce qu'il avait à défendre, et ayant gaspillé, pour satisfaire une manie de proscription, cette force légale qui seule pouvait lui tenir lieu du génie politique qu'il n'avait pas! Ainsi vécut le Directoire. Aussi est-il mort comme il avait vécu, en prêtant la main à la plus audacieuse de toutes ces violations, celle qui, à la vérité, avait un mérite que les précédentes n'avaient pas eu, et qui contribua sans doute à sa popularité et à son succès, le mérite de tuer du même coup la légalité et le Directoire.

Je ne crois pas qu'on ait jamais mieux marqué que ne l'a fait M. de Barante ce caractère particulier de la période de notre histoire révolutionnaire à laquelle il vient de consacrer trois nouveaux volumes. Je ne crois pas qu'on ait jamais mis dans un relief plus saisissant les fautes de ce gouvernement, qui semblait avoir apporté en naissant précisément le vice le plus contraire à la mission qu'il avait à remplir. La France, tout le monde le sait, était à ce moment-là affamée de légalité et de repos. Elle sortait de la Terreur. Elle avait échappé aux abîmes. Le gouvernement nouveau qu'elle avait imprudemment construit avec les débris de son naufrage, elle lui demandait la sécurité, elle lui donnait en retour sa soumission. Tous les historiens de cette époque s'accordent à faire ressortir en effet le calme profond qui, après les tentatives jacobines de prairial et l'avortement de la conspiration de Babeuf, avait succédé aux agitations de la période précédente.

« La masse de la population se détacha de la politique, » écrit M. Thiers... — « On voulait du repos comme une nouveauté, » dit à son tour M. Mignet. Les pièces placardées sur les murs de Paris par ordre du Directoire pour

soulever contre les royalistes l'animosité des masses, « ces pièces, écrit M. de Barante, étaient lues froidement et mises en doute dans les groupes qui se formaient devant les affiches, *avec un calme inconnu jusqu'alors dans les jours de révolution...* » Mais, si le calme était peu à peu rentré dans les esprits et descendait jusque dans les derniers rangs du peuple, hier encore si troublé, la passion était restée au sommet. La ville était tranquille; le gouvernement était plein de contentions et d'intrigues. L'ordre régnait dans les rues, le trouble au Luxembourg. Et on eut ce singulier spectacle d'un pouvoir exécutif s'appliquant à remuer un pays qui s'obstinait à rester calme, d'un gouvernement essayant de faire violence par un étalage de tyrannie à l'insouciance politique des gouvernés, cherchant une diversion dans une illégalité monstrueuse, et violant la loi comme pour se procurer une émotion en dépit de l'indifférence publique.

Oh ! personne n'écrirait plus aujourd'hui, — car peut-être à force d'avoir souffert avons-nous appris ce que vaut la loi, — personne n'écrirait plus aujourd'hui « qu'en apportant la conviction morale, les pièces (saisies dans la correspondance des royalistes de fructidor) prouvaient *l'impossibilité d'employer les voies judiciaires par l'insuffisance des témoignages directs et positifs...* » Personne n'écrirait que le Directoire, en cassant arbitrairement les élections de quarante-huit départements, en livrant sans jugement une cinquantaine de députés et autant d'écrivains et de journalistes à une déportation meurtrière, que le Directoire, en agissant ainsi, « subit une triste mais inévitable nécessité, *et que la légalité était une illusion* à la suite d'une révolution comme la nôtre... » Et pourquoi donc nos pères avaient-ils fait une révolution, je le demande, si ce n'était pour faire de cette illusion une réalité ? Mais n'insistons pas ; personne n'écrirait plus cela aujourd'hui ; car les plus grands esprits seraient-ils donc les moins perfectibles?

Les plus nobles cœurs seraient-ils les plus rebelles aux leçons de l'histoire et aux rudes enseignements de l'expérience?

M. de Barante a jugé le 18 fructidor (et le 18 fructidor c'est le Directoire tout entier) avec une impartialité supérieure, quoique d'un point de vue différent; et il a atteint, suivant moi, cette mesure de vérité, il a trouvé ce sage équilibre qui, après tant de jugements contradictoires et de querelles passionnées, est le repos et la justice de l'histoire. Non pas que l'illustre auteur dissimule aucune des fautes du parti qui rêvait alors la restauration de l'ancien régime, ni l'imprudence de ceux que leurs illusions engageaient plus ou moins dans des intrigues et des correspondances coupables : « parti dénué d'ensemble et de discipline, écrit M. de Barante, qui irritait ses ennemis *et ne savait pas user du pouvoir que lui donnait la Constitution.* » Quoi qu'il en soit, il fallait juger les royalistes conspirateurs, non les proscrire. On avait bien condamné Babeuf; pourquoi n'aurait-on pas jugé Pichegru? Mais c'est que sur les listes de fructidor, les royalistes conspirateurs n'étaient que l'appoint ; les constitutionnels modérés étaient le principal. Et cela est si vrai, que M. Rœderer raconte dans ses Mémoires [1] que M. de Talleyrand ayant fait rayer son nom (à lui Rœderer) parmi ceux des écrivains déportés, le ministre de la police s'en plaignit au Directoire, prétendant qu'on lui avait *dérangé sa liste :* « Je n'ai plus mon compte, » disait-il. Le vrai compte des proscripteurs de fructidor, c'étaient les modérés, des hommes comme Barthélemy, Rœderer, Laffont-Ladébat, Matthieu Dumas, Barbé-Marbois, Tronson-Ducoudray, c'est-à-dire l'honneur, l'expérience, les lumières, l'esprit, le courage, le dévouement, le patriotisme, — tout cela, il est vrai, associé à un vilain défaut en temps de

[1] Cités par M. Sainte-Beuve dans ses *Causeries*, t. VIII, p. 288.

révolution, la modération des désirs, des regrets et des espérances.

Les proscrits de fructidor, M. de Barante l'a victorieusement prouvé, ne voulaient pas le rétablissement de l'ancien régime. L'eussent-ils voulu, c'eût été là de leur part une opinion qu'il ne faudrait pas juger, après plus de cinquante ans écoulés, avec nos idées du jour. Nous jugeons les partisans de l'ancien régime, tels qu'ils pouvaient exister en l'an VI de la République, avec l'expérience chèrement achetée que nous avons aujourd'hui. C'est une erreur, je dirais presque une faute de perspective. Aujourd'hui une réaction semblable à celle que pouvaient rêver La Villeheurnois ou l'abbé Brottier serait tout simplement stupide. Il n'y faudrait pas seulement le déplacement de quelques pouvoirs et la substitution de quelques noms propres, mais le bouleversement du sol français lui-même. Il faudrait arracher des entrailles de la terre de France les racines que les principes de la Révolution y ont si profondément jetées ; et les don Quichotte de l'absolutisme royal, si par impossible il en existe encore, n'ont pas cette puissance-là. En 1797, un abbé Brottier pouvait être un personnage ridicule par lui-même, ses opinions ne l'étaient pas. L'ancien régime était d'hier. La société nouvelle n'était qu'ébauchée. On sait quelle était la stabilité des lois, et le Directoire avait mis bon ordre à ce que la France eût foi dans son avenir. Comment s'étonner qu'elle regardât par instants à son passé ; qu'elle recherchât dans ce qui lui restait encore, du moins par le souvenir, ce qu'elle pouvait conserver ; qu'elle essayât de se rattacher, sinon à ses institutions politiques d'autrefois, trop visiblement abolies, du moins à ses mœurs nationales, à ses usages, à ses croyances, à sa littérature, à sa vieille langue, à son calendrier, pour tout dire ? On appelait cela une réaction. Est-ce que tout n'était pas successivement action et réaction en France depuis l'Assemblée des Nota-

bles ! Est-ce que rien ressemblait moins à ce qui avait été fait en 89 que ce qui s'était fait en 93 ? Aller de Mirabeau à Collot-d'Herbois, ou de Barnave à Fouquier-Tinville, était-ce là ce qu'on appelait le progrès ? et le Directoire lui-même, comme je l'ai fait remarquer tout à l'heure, n'était-il pas en pleine réaction contre l'esprit du moment ? l'horloge du Luxembourg ne retardait-elle pas sur celle du Corps-Législatif, qui seule, en 1797, marquait la véritable heure de la France ? Oui, tout était réaction alors de la part du Directoire exécutif de la République française ; et les gens qui auraient voulu voir Louis XVIII à Versailles et M. de Dreux-Brézé à l'Œil-de-Bœuf n'étaient pas plus déraisonnables (ils l'étaient moins) que ceux qui regrettaient Robespierre aux Tuileries. C'est donc parce que le Directoire ne voulut pas donner satisfaction, je ne dis pas à ces velléités de restauration royaliste, — il avait cent fois raison d'y résister, et tous les tribunaux du pays lui auraient fait gagner son procès contre Pichegru, — mais c'est parce qu'il ne voulut pas donner une satisfaction légitime à ce qui s'agitait en France de désirs raisonnables, de regrets honnêtes, d'aspirations paisibles vers un état de choses plus régulier et plus durable, c'est pour cela que le Directoire exécutif fut acculé aux coups d'État, et aussi parce qu'il en avait le goût et qu'il était parfaitement incapable de faire autre chose.

« ..... Ce n'était point un complot que le Directoire avait voulu prévenir, écrit M. de Barante ; ce n'étaient pas des conspirateurs qu'il avait voulu punir. Le danger qu'il cherchait à conjurer, c'*était l'opinion publique*. La France usait de sa liberté constitutionnelle pour se rapprocher de ses anciennes mœurs, de sa religion, de l'amour de la justice. Son mépris et son aversion pour les maîtres que lui avait imposés la Révolution croissaient de jour en jour. Elle ne regrettait sûrement pas l'aristocratie de l'ancien régime ; sa

volonté d'établir l'égalité devant la loi n'avait pas diminué: peut-être même ne demandait-elle pas une restauration de la royauté; mais il était manifeste qu'elle n'aimait pas la république directoriale et qu'elle ne croyait pas à sa durée... *Il s'agissait donc de dompter les sentiments de la nation* et de lui imposer la soumission et le respect pour un gouvernement qui ne lui convenait pas. Le Directoire et les hommes politiques révolutionnaires se proposaient la même tâche que Robespierre, Saint-Just ou Chaumette : *ils voulaient faire non pas une république pour le peuple, mais un peuple pour la république*[1]... »

Que pourrions-nous ajouter à ces paroles d'un si grand sens, où l'émotion de l'écrivain s'allie si bien à l'autorité du juge, et qui résument si complétement d'ailleurs nos impressions personnelles sur cette période de notre révolution? On sait que l'éminent auteur de l'*Histoire des ducs de Bourgogne* n'abuse guère de ce droit de justice distributive qui est un des privilége de l'historien. Il en use pourtant, et avec vigueur, en racontant les faits et gestes du Directoire. Dans l'*Histoire de la Convention*, M. de Barante laissait une plus large part aux réflexions du lecteur, parce qu'il ne s'en défiait pas. La terreur parlait assez haut pour être comprise, même de notre temps. Sa voix sinistre et monotone, prodiguant les sophismes et les proscriptions, la fausse rhétorique et les votes homicides, — la conscience politique condamnée au silence, l'échafaud devenu « un instrument de règne » et fonctionnant avec l'exactitude d'une institution régulière, le bourreau seul en vue et seul en nom, pour ainsi dire, planant au-dessus de cette cohue anarchique qui tremble sous « un gouvernement anonyme » (c'est le mot de M. de Barante) : voilà ce que l'historien de

[1] Tome II, p. 427.

la Convention a voulu peindre; et tel est l'effet que produit son livre, sobre de réflexions, riche de détails et d'informations de tout genre, comme si l'auteur avait compris qu'il n'était pas besoin de juger le gouvernement de la Terreur, qu'il suffisait de l'appeler par son nom et de le montrer au monde tel qu'il fut. Jamais, en effet, un tableau plus exact et plus complet n'avait été tracé de cette affreuse époque.

Arrivé à des temps plus calmes et d'une liberté renaissante, ayant à juger désormais des actes discutables, et à apprécier des événements auxquels il semble que l'histoire n'ait encore prêté qu'une clarté équivoque; ayant à pénétrer dans le secret des partis et à porter la lumière dans les intrigues d'un gouvernement à la fois violent et astucieux; M. de Barante n'a pas reculé devant cette tâche difficile. Ce que l'expérience déjà longue des hommes et des affaires a donné de maturité à sa raison, ce que l'étude a communiqué de puissance à son esprit, il l'a appliqué à son œuvre. A tout l'attrait sérieux d'une narration supérieure, son livre joint le mérite d'un arrêt définitif, rendu en bonne forme par une autorité compétente.

Mais nous n'avons encore touché qu'à un des côtés de ce contraste que nous signalions, en commençant, entre ce gouvernement méprisé et cette atmosphère de gloire où les victoires de ses généraux le font vivre. Parmi les causes de ce mépris, la principale était peut-être cette gloire même dont il escomptait le profit sans en avoir le mérite. C'est une erreur de croire que la guerre, même bien faite, profite toujours, en temps de révolution, à la bonne renommée et à la puissance des gouvernements qui l'ont entreprise. La dictature de César était en germe dans la guerre des Gaules. Le 18 brumaire était dans les plis de ces drapeaux, déchirés et vaincus, que le Directoire recevait, en séance solennelle et en plein Luxembourg, avec une joie si bruyante, si emphatique et si peu sincère.

II

— 20 SEPTEMBRE 1855. —

En regard de ces hontes de la politique intérieure, M. de Barante met partout, dans son histoire, les prodiges inespérés de la guerre et de la conquête. La guerre et la conquête, de 1796 à 1800, un nom surtout les résume dans ce qu'elles ont de plus imprévu et de plus éblouissant, c'est le nom du général Bonaparte.

Quand Bonaparte est seul dominant en France, comme après le 18 brumaire, ou tout-puissant déjà en Europe, comme après le 2 décembre 1804, — quand il est, à lui seul, un système politique et un gouvernement, — son rôle est plus facile à juger peut-être; car son action est partout et s'applique à tout sans contradiction. Sous le Directoire exécutif de la République française, le général Bonaparte est un agent du pouvoir. Il est un sujet de la loi. Il a ses attributions, « sa province, » comme on disait à Rome. Il obéit. S'il n'obéissait pas, il ne serait rien. Comment son génie s'arrange-t-il de cette dépendance? Comment fait-il sortir de cette apparence de subordination militaire la sujétion politique du gouvernement qui l'emploie? Comment l'efface-t-il avant de le remplacer? Comment, dans ces relations délicates des chefs au subordonné, Bonaparte garde-t-il pour lui la gloire de son rôle, en laissant au Directoire la déconsidération du sien? Et comment le fait-il vivre pourtant des reliefs de cette gloire, tout le temps qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de ses desseins? Voilà ce que M. de Barante nous fait très-bien voir, avec son exactitude scrupuleuse et sa véracité pénétrante. Il raconte, il expose:

il cite tout au long ces correspondances célèbres de Bonaparte avec le Directoire, qui mettent à nu cette âme profonde et qui contiennent tout le secret, cent fois divulgué et toujours nouveau, de ces curieuses relations.

Mais il y a un autre côté par où le rôle du général Bonaparte est également curieux à étudier pendant cette période. Il n'est pas encore parvenu à ce degré de prédominance souveraine où l'armée française, entre ses mains, ne sera plus qu'un instrument de règne. Il domine l'armée en s'y confondant. Il a son esprit, il a ses passions, il sait parler son langage. Il y a encore en lui du républicain de vendémiaire et du patriote de Sambre-et-Meuse. Le style est à l'avenant : « ..... Je suis soldat, enfant de la Révolution, sorti du sein du peuple, dit-il un jour à Rœderer. *Je ne souffrirai pas qu'on m'insulte comme un roi...* » En un mot, il commence alors comme ont commencé toutes les illustrations militaires de cette époque, et avec plus de franchise et d'abandon qu'on ne lui en suppose d'ordinaire : il commence par être un soldat du pays et un serviteur de la Révolution.

Il y avait bien des manières de servir encore la Révolution française au dedans, pendant ces quatre années qui séparent le règne de la Convention de l'établissement du Consulat. J'ai montré comment le Directoire les avait manquées toutes. Au dehors, il n'y avait qu'une manière de servir la Révolution, c'était de gagner des batailles. On disait bien que la République française était comme le soleil, qu'elle n'avait pas besoin d'être reconnue, et que les aveugles seuls ne la voyaient pas; mais cela se disait un jour de victoire. En fait, c'est l'épée à la main que la République française pouvait se faire reconnaître. La toque de Barras n'y suffisait plus. En France, la Révolution avait partout son nouvel état civil écrit dans les institutions, dans les lois, et bien plus encore dans les ruines irréparables qu'elle avait faites. En Europe, il fallait des victoires à cette légitimité contestée

qui en avait remplacé tant d'autres. C'est là ce qui fait la grandeur et l'éclat de ces campagnes de nos armées, de 1796 à 1800. La guerre n'est plus seulement défensive, et elle ne tend pas encore à être conquérante. Ce qui pousse en avant nos intrépides demi-brigades, c'est plutôt un besoin d'expansion pour les idées et les sentiments français qu'une ambition d'agrandissement territorial. Il y a une France morale que nos soldats veulent étendre au dehors plus qu'ils ne songent à reculer ses frontières matérielles. Tel est le caractère des expéditions françaises à cette époque. Hoche, Marceau, Jourdan, Joubert, Kléber, Desaix, Soult, Masséna lui-même, ont cet esprit-là. Ce fut aussi la suprême beauté du rôle de Bonaparte pendant cette première période de sa destinée.

Il n'est pas juste, en effet, de représenter le général Bonaparte, dès ce début de sa carrière, comme invariablement engagé dans une ligne d'ambition personnelle. Moralement, c'est rabaisser l'homme. C'est être injuste aussi pour la cause de la Révolution que de croire qu'elle ne put, un seul instant, inspirer au héros d'Arcole et de Lodi un dévouement plus désintéressé. Je sais qu'en jugeant ainsi le futur dominateur de l'Europe on a du premier coup un homme plus complet, et que semble grandir cette précocité même de ses défauts qui donne à tous les hasards de sa destinée un air de préméditation et de calcul. M. de Barante lui-même ne semble pas avoir complétement résisté à cette tentation, quand il dit du général Bonaparte, dans la très-remarquable introduction de son livre, que dès les premiers temps du Directoire « il se manifesta tel qu'il fut depuis durant sa merveilleuse carrière. » — « Sa pensée et son génie, ajoute l'auteur, se portent déjà *au sommet de la destinée qu'il devait atteindre;* le germe de tout ce qu'il a accompli, et en même temps *les causes et le présage de sa chute, peuvent être aperçus dans ses premiers succès.* La

grandeur de ses triomphes et de sa puissance, la profondeur de sa rapide décadence, *se révèlent déjà* par le déploiement de son caractère et presque par ses propres paroles. On reconnaît quelle unité préside à l'épopée de sa vie, combien sa conduite fut toujours calculée sur les circonstances, avec quelle sagacité il savait prévoir les chances diverses, avec quelle habileté il en tirait tout l'avantage possible... » Tout cela est bien dit et sera vrai quelques années plus tard; mais aujourd'hui, à l'époque dont nous parlons, en l'an VI ou VII de la République, c'est trop ou trop peu. C'est surfaire l'ambition du général Bonaparte, ou c'est méconnaître son premier élan; c'est baisser le niveau de son âme pour élever celui de son esprit. Je crois que c'est à tort. *Cette épopée de sa vie*, comme on l'appelle, n'est complétement héroïque qu'à ce premier début; mais à ce moment l'héroïsme déborde, l'exaltation naturelle abonde et la poésie est partout, dans l'attitude, dans le geste, dans le regard, dans cette simplicité si antique, dans ces proclamations si éloquentes, dans ces alternatives si vraies d'enthousiasme et de colère, de confiance et de découragement, qui donnent à la correspondance du général Bonaparte avec le Directoire tout l'intérêt d'un drame pathétique; — quand, par exemple, la veille d'une bataille, le général écrit : « ... La saison est mauvaise. L'armée est excédée de fatigue et n'a point de souliers... Tous nos généraux d'élite sont hors de combat... Les héros de Lodi, de Castiglione, de Bassano, sont morts pour la patrie ou sont à l'hôpital. Les corps n'ont plus que leur réputation et leur orgueil. Nous sommes abandonnés au fond de l'Italie... » et quand, le lendemain de cette lettre, il gagne la bataille d'Arcole; — ou bien ailleurs, quand il sauve au vieux général Wurmser l'humiliation de rendre son épée, ou quand il fait respecter à Florence les princes de la maison d'Autriche, ou quand il protége les prêtres français émigrés à Notre-Dame-de-Lorette... Et que sais-je?

Ce sont là, si vous le voulez, de simples détails comme il s'en trouve dans toutes les histoires des hommes de guerre; tous les généraux du monde ont, plus ou moins, de ces traits de générosité dans leurs états de services; et ils ne sont pas d'hier, ces poétiques amants de la renommée, qui savourent si passionnément et d'une bouche si avide

Le plaisir et la gloire
Que donne aux jeunes cœurs la première victoire !

Mais ce qui relève, dans le général Bonaparte, ces nobles élans d'une nature magnanime, c'est le pays qu'il sert, c'est la cause qu'il défend. L'historien le plus célèbre de la Révolution française dit très-bien quelque part, parlant de cette héroïque aurore de nos grandes guerres qui fut si brillante et qui dura si peu : « ..... *Ce ne fut là qu'un moment, mais il n'y a que des moments dans la vie des peuples comme dans celle des individus*..... » J'aime à me figurer aussi que le général Bonaparte, jeune comme il était, commandant une armée de « paysans, fils de la République, » comme dit Béranger, représentant une révolution émancipatrice, né sous un ciel libre et nourri de patriotiques leçons, — j'aime à me figurer qu'il fut, pendant un de ces moments dont parle M. Thiers, un ami sincère et désintéressé de la liberté. Comment ne pas l'être, ne fût-ce que pendant cet instant rapide. quand la liberté vous faisait si grand? Et si on l'était, comment ne pas l'être avec ardeur, loyauté et passion, pendant ce premier élan si naturel? J'ai essayé de marquer ailleurs [1] le moment précis où il m'a semblé que l'empereur Napoléon, emporté par sa fortune, commençait cette lutte trop inégale où son génie devait

[1] En rendant compte des *Mémoires du roi Joseph* (*Nouvelles Études historiques et littéraires*, p. 245 et suivantes).

succomber devant l'impossible. C'était au lendemain d'Austerlitz. Il serait facile de marquer ainsi, dans toute la vie de ce grand homme, les diverses étapes de sa destinée; et, par exemple, de le montrer révolutionnaire et conventionnel jusqu'après vendémiaire; encore libéral en Italie; puis, au retour d'Égypte et à la vue des désastres accumulés par l'impéritie du Directoire, renonçant à des illusions devenues importunes à son bon sens et à son ambition, et ne donnant toutefois, pendant le Consulat, qu'une demi-satisfaction à son génie despotique qu'il déploiera plus tard tout entier. Ces gradations de sa fortune et ces tempéraments successifs de son caractère s'accordent mieux, d'un côté, avec ce que nous savons de la nature humaine en général (*morum quoque tempora illi diversa*, dit Tacite), et ils s'ajustent mieux aussi aux diverses époques qui forment l'ensemble de sa vie et en particulier à celle que nous étudions. Bonaparte, uniquement préoccupé de sa gloire personnelle et déjà engagé par un calcul à longue portée dans les voies de son ambition à venir, n'aurait été que la moitié d'un héros; et il est impossible pourtant de ne pas reconnaître en lui, dès ce début de sa carrière, un héros tout entier, quelque chose qui le fait marcher de pair avec les plus grands noms de la Grèce antique et de Rome républicaine, avec tous ces héros libérateurs, les Thémistocle, les Scipion, les Miltiade, que le patriotisme faisait si grands et qui rendaient si largement à la liberté de leur pays la puissance qu'ils en recevaient. « *Je n'ose plus affronter la mort,* » écrit quelque part le général Bonaparte, dans un moment de détresse pour ses soldats. — « *Je n'ose plus affronter la mort;* elle serait un sujet de découragement et de malheur pour l'armée, objet de mes sollicitudes... » Certes, ou il faut dire que tout est mensonge et comédie dans la vie des grands hommes, ou il y a dans ce regret sublime, si simplement exprimé, un accent d'héroïsme admirable. C'est bien là le

dévouement d'un patriotisme désintéressé! C'est le cri du cœur d'un héros !

Je sais qu'il reste à expliquer la conduite politique du général Bonaparte sous le Directoire, et à juger la profonde habileté qu'il déploya dans ses rapports avec ce gouvernement astucieux et jaloux qu'il faisait vivre du reflet de sa gloire, et qu'il nourrissait plus substantiellement encore avec les millions envoyés d'Italie. Quoi qu'il en soit, pourquoi conclure de cette conduite si habile du général Bonaparte que son génie n'eut pas de jeunesse? Il y a l'habileté des prudents, toute de calcul et de prévoyance. Il y a aussi celle des héros, toute d'entraînement et d'inspiration. Pendant ces premiers pas de sa carrière, Bonaparte n'eut que celle-là; il l'eut, il faut bien le dire, avec tous les défauts et tous les inconvéniens des jeunes sagesses; il l'eut avec ses illuminations et ses éclipses, avec son heureuse audace et ses inconséquences trop manifestes; et c'est surtout sa correspondance avec le Directoire qui révèle en lui ces alternatives d'une raison si haute et d'une jeunesse si bouillante, d'une précocité si sérieuse et d'une ardeur si emportée. Ainsi tantôt, aux approches de fructidor, il écrit au Directoire : « ... Le club de Clichy *veut marcher sur mon cadavre* pour arriver à la destruction de la République. N'est-il donc plus en France de républicain?... Si vous avez besoin de force, appelez les armées. *Faites briser les presses des journalistes* vendus à l'Angleterre... » Tantôt, lorsqu'il s'était aperçu du mauvais effet produit sur les honnêtes gens par les Adresses démagogiques rédigées dans ses bivouacs, « il avait écrit, raconte M. de Barante, de manière à faire savoir, *parmi les modérés*, que lui-même les avait blâmées et n'avait pu les empêcher. » Tantôt encore, il laisse partir Augereau, comme pour mettre une épée sans scrupule au service du coup d'État qui se prépare et à la discrétion des proscripteurs; — et puis il envoie à

Paris un jeune et intelligent officier, M. de Lavalette, pour contre-miner Augereau : « ... Augereau se rend à Paris, écrit-il à son aide de camp, *ne vous livrez pas à lui*; il a jeté le désordre dans l'armée : *c'est un factieux...* » Et il n'y a pas là, ne le croyez pas, un double jeu joué par un ambitieux dans un intérêt qu'il n'ose pas avouer; non, il y a la naturelle incertitude et l'inévitable fluctuation d'un très-jeune esprit, et beaucoup moins d'habileté que de passion.

Ce n'est pas que le général Bonaparte ait jamais éprouvé, et même à cette époque d'innocence relative, une très-grande horreur pour l'emploi des moyens violents à l'appui des résolutions illégales; et il était sincère en offrant ses soldats pour briser les presses des journalistes. Il ne l'était pas moins quand il disait à M. de Lavalette, après le 18 fructidor, ce mot profond qui était la critique de ce coup d'État : « *Quand on est le maître, la justice vaut mieux.* » C'était là le fond de sa pensée; et c'est ainsi qu'il organise l'Italie, avec un mélange de mépris pour les vaincus et de confiance libérale dans la vitalité d'une constitution libre; écrivant aujourd'hui au Directoire : « ..... Vous connaissez peu ces peuples; ils ne méritent pas que l'on fasse tuer quarante mille Français pour eux..... Je vois par vos lettres que vous partez toujours d'une fausse hypothèse; vous vous imaginez que la liberté fait faire de grandes choses *à un peuple mou, superstitieux, pantalon et lâche...* Vous désirez que je fasse des miracles, je n'en sais pas faire. Je n'ai pas à mon armée un seul Italien, excepté *quinze cents polissons*, ramassés dans les rues des différentes villes d'Italie, *qui pillent et ne sont bons à rien...* » — Et quelques jours plus tard il disait aux Italiens de la République cisalpine : « Vous êtes le premier exemple dans l'histoire d'un peuple qui devient libre sans passions, sans déchirements, sans révolution... *Votre position vous appelle à jouer un grand rôle*

dans les affaires de l'Europe... » Je n'insiste pas; les preuves abondent; et, sans parler même de ces concessions faites à l'Autriche par les préliminaires de Léoben, concessions qui succédaient à ce plan d'opérations gigantesques qui avaient si justement effrayé Carnot, — sans parler de cette proclamation qu'il adresse à son armée avant de partir pour l'Égypte, et dont le *Moniteur* publie, quelques jours plus tard, une édition corrigée par le Directoire; — sans parler de tous ces faits et de bien d'autres, il y avait donc bien de l'inconséquence quelquefois dans ce jeune sage de vingt-sept ans ! Il était donc moins maître de lui, moins profond, moins calculateur, et je l'en honore, que plusieurs de ses historiens ne l'ont supposé, — hormis sur un point pourtant, la guerre, où du premier coup il est passé maître, comme l'avaient été avant lui Alexandre, César et Condé. Sur le champ de bataille il est maître, et le premier jour; et il l'est encore dans toutes les théories du métier; il l'est encore en dépit des délicatesses de sa position, quand il défend, auprès du Directoire, dans une admirable lettre que M. de Barante a citée tout entière (14 mai 1796), l'indépendance et les priviléges du commandement. « ..... Il faut pour cela, dit-il (il s'agissait d'une expédition sur Rome), non-seulement un seul général, mais encore que rien ne le gêne dans sa marche et dans ses opérations. J'ai fait la campagne sans consulter personne; je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me concilier avec la manière de voir d'un autre. *J'ai remporté quelques avantages* sur des forces supérieures, et dans un dénûment absolu de tout, parce que, persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma pensée. Si vous m'imposez des entraves de toute espèce, s'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement, s'ils ont droit de changer mes mouvements, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. Si

vous affaiblissez vos moyens en partageant mes forces, si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire, je vous le dis avec douleur, vous avez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie... Je sens qu'il faut beaucoup de courage pour vous écrire cette lettre. Il serait facile de m'accuser d'ambition et d'orgueil! Mais je vous dois l'expression de tous mes sentiments, à vous qui m'avez donné, dans tous les temps, des témoignages d'estime que je ne dois pas oublier... » Je le répète : Si jeune que fût alors le général Bonaparte, c'était là parler en maître et donner la leçon à qui méritait de la recevoir. Et comme on aime à saisir, sous ces formes d'une subordination extérieure, ces premiers éclairs de son indépendance et de sa volonté!

L'expédition d'Égypte passe aussi pour un des profonds calculs de l'ambition de Bonaparte. Si c'était un calcul, c'était le plus déraisonnable et le moins patriotique qu'un homme de guerre eût jamais fait; car Bonaparte quittait la France au moment où la paix conclue à Campo-Formio commençait à être menacée de toutes parts, et ce départ enlevait au pays son meilleur général et sa meilleure armée, à la veille d'une coalition formidable. Ce qui était raisonnable et patriotique à ce moment-là, c'était de rester. Est-ce le Directoire qui, dans son inepte imprévoyance des périls qu'il allait courir, ordonna au général Bonaparte de partir, comme le curieux récit de M. de Barante le laisserait croire? Est-ce Bonaparte qui força la main au Directoire, comme l'insinue M. Thiers? Peu importe; car il est bien certain que le projet de l'expédition d'Égypte était sorti tout armé, on peut bien le dire, du cerveau de Bonaparte, et que le Directoire l'avait adopté comme un moyen tout à la fois de complaire à son redoutable rival et de l'écarter. Mieux inspiré, le général Bonaparte serait resté à son poste, à portée des événements, et la France n'eût pas été obligée peut-être de se défendre contre les Anglais, en Hollande, ni de repousser une inva-

sion russe en Suisse, ni de reconquérir l'Italie pied à pied. Et qui sait? le général Bonaparte aurait fait peut-être son 18 brumaire deux ans plus tôt... Mais il n'aurait pas fait le beau rêve des Pyramides, du Mont Thabor et d'Aboukir. Il n'eût pas ajouté au poëme héroïque de ses débuts militaires ce brillant épisode, la page la plus épique de son histoire. Il n'eût pas donné à sa jeunesse ardente et à sa passion de gloire cette dernière satisfaction qu'il était venu chercher si loin; et je dis que c'était la dernière, car n'écrivait-il pas du Caire à son frère Joseph : « ... Les grandeurs m'ennuient. Le sentiment est desséché. *La gloire est fade à vingt-neuf ans*. J'ai tout épuisé. Il ne me reste plus qu'à devenir bien vraiment égoïste... » L'égoïsme, c'était l'empire, c'était le pouvoir absolu. L'Égypte, c'était le rêve héroïque d'un amant de la renommée qui avait pu dire, comme Vauvenargues, au moment où le vaisseau l'*Orient* emportait le généralissime de l'armée française vers le pays des éblouissants mirages : « Les feux de l'aurore ne sont pas si doux que les premiers regards de la gloire. »

C'est ainsi que j'ai toujours compris l'expédition d'Égypte, — et ce n'est pas le livre de M. de Barante qui m'aurait fait changer d'idée; car jamais cette brillante campagne n'a été mieux racontée, et jamais le côté merveilleux de cette fantaisie de gloire et d'aventure n'a été plus exactement et plus authentiquement révélé. Mais, ce qui a trompé beaucoup d'écrivains et de lecteurs sur le caractère véritable de l'expédition d'Égypte, c'est qu'elle a beau être un rêve, le général Bonaparte la conduit comme un projet sérieux. Il avait, comme M. de Barante le remarque très-bien à plusieurs reprises, il avait ce don prodigieux de mettre un esprit pratique et une précision minutieuse au service d'une imagination trop souvent emportée par son ardeur. Il avait la pensée hardie et l'action prudente, un mélange de mobilité et de profondeur, de témérité et de prévoyance, de froid calcul et

d'entraînement. C'est ainsi que l'expédition d'Égypte fut conçue, et c'est ainsi qu'elle fut conduite, ayant mis la politique française sur la voie des plus grands désastres, et devenue pourtant, dans l'histoire militaire, une des plus belles écoles de la guerre étrangère et lointaine qui aient été offertes à l'instruction des hommes du métier et à l'étonnement du monde.

Le général Bonaparte revint en France avec le prestige d'un nom qu'avaient répété à l'Europe, comme l'a dit M. Thiers, tous les échos de l'Orient. Était-ce son calcul? ce fut du moins son succès. Il retrouva défaillant ce Directoire qu'il avait laissé caduc, et il fit ce coup d'État dont M. Rœderer avait dit, un jour que le général Bonaparte se montrait préoccupé des difficultés de l'exécution : « Ce que je crois difficile, c'est que la chose ne se fasse pas, car elle est faite... » Quoi qu'il en soit, le général qui avait à exécuter le coup d'État que M. Rœderer n'avait que la peine de conseiller parut hésiter un moment. Il n'y a pas de plus ou de moins dans la violation des lois; et, devant la légalité proprement dite, brumaire vaut fructidor. Répétons pourtant que le général Bonaparte, qui n'avait jamais laissé soupçonner sa fermeté sur aucun champ de bataille ni dans aucune des rencontres périlleuses de sa vie déjà si éprouvée, — disons qu'il hésita ce jour-là; que, devant le Conseil des Anciens, il parut incertain; qu'il fut visiblement troublé devant le Conseil des Cinq-Cents... La timidité d'un pareil homme était une sorte d'hommage que le citoyen rendait à la loi, tout en la violant; mais c'était le dernier.

Et maintenant, ai-je dénaturé la physionomie du général Bonaparte, en attribuant à la jeunesse, à l'entraînement, à de généreux mobiles, à un élan de patriotisme encore libéral, à une passion de gloire encore désintéressée, ce que d'autres, dans ces brillants débuts de sa vie politique et militaire, ont voulu mettre sur le compte d'une préméditation ambitieuse

et d'un calcul froidement prévoyant? Je l'ignore; mais, si je me suis trompé, ce n'est pas seulement parce que j'ai mal caractérisé l'homme, c'est parce que j'ai mal jugé l'époque. Suivant moi, et en dépit de tout, l'époque était grande, et elle avait de plus une incomparable beauté. Le Directoire était un triste gouvernement; mais la Révolution, mal comprise et pitoyablement gouvernée au dedans, prenait une glorieuse revanche au dehors. Elle avait commencé à sortir de ses frontières, à se montrer, à se répandre, et elle se faisait accepter par les peuples; elle traitait avec les rois. Au dedans, beaucoup d'intrigues et de misères sous un pouvoir qui s'obstinait dans ses préjugés et dans ses défiances; au dehors, un immense éclat sous des généraux qui avaient tous « *cette plus qu'humaine confiance de leur fortune* » que Montaigne admire dans Alexandre et dans César. Le Directoire faisait un procès à l'abbé Brottier, le général Bonaparte fondait la république Cisalpine; le Directoire promulguait la honteuse loi du 22 floréal, le général Bonaparte gagnait la bataille des Pyramides ; il était l'épée tutélaire de cette Révolution dont les directeurs s'obstinaient à être les geôliers haineux et tremblants. En lui se confondirent un moment, pendant cette immortelle période des premières conquêtes révolutionnaires, la grandeur de la cause et celle de l'homme, — moment unique dans notre histoire contemporaine, et qui, après avoir été mis en lumière autrefois par de jeunes écrivains d'un talent entraînant, dans des livres d'une popularité durable, méritait d'obtenir encore ce sérieux hommage que lui rendent aujourd'hui, par la plume de M. de Barante, la froide raison, la sévère impartialité, le talent grandi par la réflexion et fécondé par l'expérience.

II

Le duc de Raguse.

I

— 22 DÉCEMBRE 1856. —

Eugène Delacroix, qui est un homme d'un grand sens en même temps qu'un grand peintre, disait un jour devant moi, et je pensais alors comme lui : « Il ne faut jamais dire de soi ni bien ni mal : — le bien, on n'y croit pas ; — le mal, on vous prend au mot. » Je viens de lire les trois premiers volumes des *Mémoires du duc de Raguse*[1], et j'ai changé d'opinion : je crois qu'il est fort utile de parler de soi. L'éloge de soi-même a souvent même fortune que le dénigrement appliqué aux autres. Calomniez ! il en reste toujours quelque chose ; vantez-vous bien, avec audace, vigueur et persévérance ! le monde finira par être, bon gré, mal gré, de votre avis.

Je demande pardon au lecteur de commencer par une exposition de principes si extraordinaire l'étude que j'entreprends ; mais j'ai besoin de dire avant tout l'impression pleine d'embarras et de confusion que m'a laissée la lecture des *Mémoires du duc de Raguse*. Ce livre est un monument élevé à la glorification du maréchal Marmont par lui-même. Certes, personne n'est obligé de traiter le public

[1] *Mémoires du duc de Raguse*, de 1792 à 1832. (Les trois premiers volumes. Paris, 1856.)

comme un confesseur et de lui tout dire, comme l'a fait Jean-Jacques Rousseau, avec plus d'orgueil au fond que d'humilité. Il existe un milieu entre cette impudeur de sincérité qui fait tomber tous les voiles dont notre faiblesse se couvre et cette intrépidité d'orgueil avec laquelle nous dressons, de nos propres mains, le piédestal de nos perfections. Faire cela de son vivant, Eugène Delacroix a peut-être raison, c'est prêter au ridicule. Après sa mort, et si on a d'ailleurs occupé un rang élevé dans le monde, si on a mis la main dans les grandes affaires, si même on a eu moins de bonheur qu'on n'en méritait, — se vanter beaucoup dans une œuvre posthume et se vanter aux dépens du genre humain tout entier, je n'ose dire que c'est le procédé d'un philosophe ou le fait d'un esprit délicat : c'est le calcul d'un amour-propre avisé. Le lecteur, révolté d'abord, insensiblement s'y laisse prendre; et, quant à moi, j'avais contre le maréchal Marmont bon nombre de préventions plus ou moins fondées ; après avoir lu son livre, il me serait impossible de contester désormais que ce ne fût là un homme d'un rare esprit, d'une immense valeur, une forte nature, pleine d'élan, un caractère vigoureusement trempé, avec toute sorte d'aptitudes supérieures et de qualités originales, — le tout dans une mesure qui dépasse de beaucoup le niveau de la considération qu'on était habitué à lui accorder pendant sa vie. Chose singulière! cette âpreté imperturbable de l'amour-propre dans le duc de Raguse, elle vous fait cabrer et elle vous subjugue; elle vous apporte l'irritation et la conviction; elle a un défaut énorme et elle réussit. On voudrait qu'un auteur si rempli de lui-même ne fût qu'un plat écrivain, et c'est un conteur saisissant, — qu'un homme si vain ne fût qu'un sot, et c'est un maître homme. Les *Mémoires du duc de Raguse* ne sont pas seulement le monument de l'orgueil, c'en est le triomphe ; et je ne sais rien de plus déconcertant pour la sagesse humaine, de plus décourageant

pour la modestie, de plus corrupteur et de plus amusant qu'un pareil livre.

Je ne veux ni analyser les souvenirs de Marmont ni raconter sa vie. Sa vie, tout le monde la connaît : elle a été mêlée avec éclat, pendant quarante ans, à l'histoire publique de notre pays. Les trois premiers volumes de ses *Mémoires* le prennent au berceau, en 1774, et le conduisent jusqu'en 1811, au moment de son départ pour le Portugal, en passant par le siége de Toulon, l'Italie, l'Égypte, le camp d'Utrecht, l'occupation de Raguse, Austerlitz, Wagram, l'Illyrie. Telles sont les premières et rapides étapes de cette vie si remplie : on voit que c'est l'histoire de la France elle-même. Je cherche autre chose dans ces *Mémoires :* j'y cherche un homme. Marmont se livre à nous : je veux le juger. Il a dressé sa statue sur la pierre de son tombeau, à une hauteur où notre faible vue a peine à l'atteindre ; j'en veux donner le dessin réduit et, si je le peux, ressemblant. Le premier trait qui nous frappe dans cette physionomie à l'aspect un peu sombre, mais dont insensiblement la vivacité vous gagne et la fermeté vous saisit, le premier trait, c'est l'orgueil. Marmont est un glorieux : il l'est en naissant, s'il est permis de le dire.

Jadis Caton enfant fut un boudeur sublime...

Marmont est un héros dans les bras de sa nourrice : « Cet amour de la gloire était bien dans mon essence, écrit-il, car il s'est développé pour ainsi dire à ma naissance. *Je n'avais que trois ans* lorsque le récit d'une action d'éclat, dont les circonstances sont encore présentes à ma mémoire, fit naître en moi les émotions qui caractérisent l'enthousiasme... » Plus tard, Marmont s'habillait en Charles XII, et, monté sur un petit cheval, l'épée au poing, l'éperon à la botte, il paradait dans le parc de Châtillon. « Je me croyais invincible, » écrit-il : il avait treize ans. A dix-sept ans, il

eut une grande peur... il s'agissait d'un examen d'admission à l'École d'artillerie : Marmont tremblait devant l'habit noir, les manchettes d'effilé et le garde-vue de M. la Place. Mais il s'empresse d'ajouter, après avoir raconté cette anecdote, que, « dans le cours de sa carrière, il a été mis à de bien autres épreuves, et que *jamais* ses facultés n'en ont été altérées : au contraire, les dangers ou l'importance des choses leur ont plus habituellement donné *un plus haut degré d'énergie...* » Ce fut à cette époque que, reçu à l'École de Châlons, il se fit faire un cachet où trois couronnes étaient entrelacées, une de lierre, une de laurier, une de myrte, avec cette devise : *Je veux les mériter*. La devise était modeste, l'emblème ne l'était guère.

Ces trois couronnes présageaient alors, elles résument aujourd'hui la destinée de Marmont. Le lierre, c'était le savant, le chimiste, le membre de l'Institut, l'organisateur. *Doctarum hederæ præmia frontium !....* Le laurier, c'était le maréchal d'Empire. Le myrte... on n'est pas glorieux devant le canon, sans l'être un peu auprès des femmes. Marmont fut heureux en amour. Il s'en vante, sans rien oublier. Quand il fallut quitter l'École d'artillerie pour se rendre à l'armée, une femme qui l'adorait vint se jeter aux pieds de son père, au milieu de la foule, dans la cour de la diligence : « Au nom du ciel, monsieur, ne me l'enlevez pas !... » Mais le père tint bon ; Marmont partit emportant un chagrin amer et « une horrible jaunisse. » Plus tard, à Rome (1797), le jeune officier trouve un mari comme il n'en manque jamais en Italie, qui lui enseigne à distinguer « entre la possession et le sentiment, » ajoutant que le sentiment seul avait du prix à ses yeux. Marmont le prit au mot, et il lui prit aussi sa femme. « Il fut très-bien traité par la belle société de Rome, » écrit-il, si bien traité qu'après quinze jours il en partit malade et qu'il arriva dans un état pitoyable à Florence ; mais il n'en mourut pas.

A Milan, l'amour faillit lui porter un préjudice plus sérieux. Marmont arrivait, et très-attendu, avec des dépêches importantes pour le général Bonaparte. L'amour le retint vingt-quatre heures en cette ville, ses dépêches en poche, à quelques lieues seulement du quartier général. Bonaparte le sut : il entra dans une grande colère. La faute était sans exemple. Marmont s'en confesse, non sans ajouter qu'il n'y comprend rien, lui qui n'avait jamais manqué une seule fois à son devoir « depuis sa plus tendre jeunesse; » — heureux homme, dont les fautes même, sous sa plume complaisante, profitent à sa bonne renommée.

Je ne reproche pas à Marmont, brillant officier, emporté dans un tourbillon de gloire, les amours de sa jeunesse ni même celles de son âge mûr. Je l'absous de ses nuits à Rome, de ses étourderies à Milan , et même de ses visites à la femme du provéditeur de Zara, « cette charmante personne » qui le rend si patient pour les impertinences de son mari. Oui, je l'absous de tout mon cœur. L'amour en Italie, et même en Dalmatie, est le plus rachetable des péchés véniels, et Marmont est toujours prêt à payer de son sang ces peccadilles où l'entraînent tour à tour la passion ou l'occasion. Mais, puisqu'il nous raconte si complaisamment ses amours, j'aurais voulu que cette branche de myrte qu'il a mise dans ses armoiries eût servi à protéger, contre des souvenirs moins doux et moins indulgents, un nom de femme qui aurait dû être sacré pour lui, puisque ce nom était le sien. Chose triste à dire ! Marmont, si avide de renommée, si amoureux de gloire, si délicat et si pointilleux sur l'honneur de ce nom qu'il a illustré, Marmont ne sait pas le respecter dans la femme qui le porte ! Du fond de sa tombe il lui jette, avec ce facile courage des accusations posthumes, l'outrage et l'indignité !... Non que je prétende me faire juge ici d'une querelle de ménage. Je n'ai rien à juger, comme critique, que le procédé de l'écrivain. Le maréchal raconte

quelque part « qu'élevé dans l'habitude de la bonne compagnie, en ayant le goût, il fut admis partout dans les meilleures maisons. » Soit. Dans les bonnes maisons, on vit quelquefois mal avec sa femme, et on plaide au besoin contre elle. Entre la femme et le mari, devant la justice, les armes sont égales ; contre la diffamation sortie du tombeau, quel est le recours ? Un livre d'histoire ne devrait pas être un mémoire sur procès.....

Je reviendrai tout à l'heure, à propos des compagnons d'armes du duc de Raguse, sur cette question de la médisance posthume. Suivons pour le moment la marche indiquée à cette étude par le triple emblème qu'avait adopté le maréchal.

Le lierre, après le myrte. Après les succès de l'amour, et avant ceux de l'épée peut-être, ceux de l'esprit. Le duc de Raguse, qui parle de ce genre de succès avec une apparence de mépris et qui le laisserait volontiers aux avocats et aux professeurs, y est au fond très-sensible, et il a raison. Il avait beauconp d'esprit. Il dit bien quelque part : « Mes premières études se bornèrent, suivant l'usage, au latin dans lequel je n'ai jamais été très-fort, et à l'étude des mathématiques et des sciences exactes pour lesquelles j'ai eu toujours beaucoup de facilité et un goût prononcé... » Cela veut dire que le duc de Raguse n'a jamais poussé très-loin ses humanités, et je le regrette pour lui. Qui sait? avec un peu plus de goût pour le latin, un peu plus de lectures dans Cicéron, Térence et Virgile, un peu plus de délicatesse dans la pensée et dans le style, le général Marmont n'aurait peut-être pas fait ces deux ou trois « plaisanteries de jeunesse » qu'il nous raconte si crûment aujourd'hui, ou, s'il les eût faites, à coup sûr il ne les aurait pas racontées :

« ..... Ce jour-là, dit-il, nous fîmes, moi et ceux qui m'entouraient, *une petite plaisanterie qui tenait à notre âge.* Nous avions remarqué, sur la rive gauche de l'Adige, une

très-belle et très-grande maison. Une garde d'honneur et deux factionnaires nous indiquaient qu'elle était occupée par un lieutenant général. L'élévation de la rive droite empêchait de voir les manœuvres qui s'y opéraient. Nous étions au premier de l'an 1801, et nous pensâmes qu'il était convenable de souhaiter la bonne année au général autrichien en lui envoyant les premières dragées. En conséquence, à la petite pointe du jour, six pièces de douze lancèrent à la fois leurs boulets sur la maison, où tout fut immédiatement dans un grand désordre. *Ce spectacle nous amusa beaucoup....* »

Ce que Marmont fit ce jour-là était le droit de la guerre ; mais il fallait être bien *jeune*, en effet, — il avait vingt-six ans, — ou avoir le cœur bien cuirassé d'airain pour y trouver matière à divertissement. Mais passons : des succès d'esprit moins contestables, le duc de Ragusé en a partout pendant sa longue carrière, parce qu'il est un causeur aimable, un écrivain vif et précis, un conseiller plein de ressources, et aussi parce qu'il a un génie d'homme de guerre à la fois inventif et organisateur, et qu'il attache son nom à quelques-unes des principales fondations militaires de l'Empire : l'artillerie qu'il réforme entièrement ; le train des équipages qu'il relie à la discipline et à l'honneur de l'armée elle-même ; Alexandrie qu'il met sur un pied de défense respectable entre la croisière anglaise et l'invasion turque ; tout le système des routes stratégiques de l'Illyrie qu'il exécute avec vigueur, l'épée dans une main, la pioche dans l'autre ; le camp d'Utrecht, d'où sortent des régiments admirables, et notamment ce 84e de ligne qui portait écrit sur son aigle, en lettres d'or : *Un contre dix !* Tous ces travaux, et combien d'autres, — succès d'esprit plus que de métier, — le duc de Raguse a le droit de les raconter lui-même. Mais pourquoi mêler à ces récits très-curieux l'emphase et la fanfare d'un amour-propre presque risible ? Pour-

quoi dire, le jour où on fait passer son artillerie sous le fort de Bard : « J'eus l'idée *la plus hardie*, *la plus audacieuse*, et sur-le-champ j'en entrepris l'exécution... Le sort de la campagne était là. *Sans cela elle avortait....* » Pourquoi dire des travaux qu'on a fait exécuter sur les routes de la Dalmatie : « Certes, les Romains n'ont rien fait de plus beau, de plus difficile et de plus admirable... Les Dalmates disaient: Les Autrichiens pendant huit ans ont discuté des plans de routes sans les exécuter ; *Marmont est monté à cheval*, *et*, *quand il en est descendu*, *elles étaient terminées...* » Pourquoi se comparer à Charlemagne à propos d'une expédition projetée dans le Montenegro ? Et l'étrange idée que celle de déporter quelques milliers de ces montagnards pour les grouper dans un champ de bruyères de la Néerlande, autour d'une pyramide abandonnée ! Cette pyramide, il est vrai, haute de 80 pieds, avait été élevée par l'ordre de Marmont lui-même sur l'emplacement du camp qu'il avait autrefois commandé dans les pleines de Zeist, et elle portait son nom : *Marmont-Berg*. Le duc de Raguse parle de sa pyramide comme le poëte Horace du recueil de ses odes. « Cette construction est à l'abri des ravages du temps, » dit-il. *Monumentum exegi ! !* Je doute pourtant qu'elle dure autant que « la consolation à Virgile » ou « l'éloge de Régulus. »

Une des prétentions du duc de Raguse, c'est l'universalité. Il raconte quelque part assez plaisamment l'histoire d'une grande découverte... qu'il ne fit pas, et pour laquelle il avait réuni les premiers chimistes de Paris. L'auteur cette fois s'exécute sans trop de compliments. Il est de moins facile composition quand il s'agit de marine. L'idée lui vient un jour de se croire capable de commander une escadre parce qu'il a fait autrefois l'expédition d'Égypte. « ... J'en étais venu, dit-il, au point de faire manœuvrer l'escadre dans la rade du Texel, et l'escadre légère en dehors de la passe et à l'entrée de la mer du Nord, sans trouver, de la

part de l'amiral de Vinter ni observation ni résistance... » Je le crois bien ! Marmont oublie que, dix lignes plus haut, il dit de cet amiral si complaisant : « Je l'avais amené en peu de temps *à une obéissance passive*... » Même confiance de la part du duc de Raguse s'il s'agit de discuter des intérêts civils dans un conseil d'hommes spéciaux, de parler politique, administration ou jurisprudence. C'était en 1811. Il arrivait d'Illyrie et il allait partir pour le Portugal. Une commission est nommée pour l'entendre sur l'organisation des provinces illyriennes. « *Deux séances suffirent* pour tout expliquer, tout faire comprendre, tout terminer. On adopta sans restriction *toutes mes idées*. . Dans la discussion de tous ces intérêts, on vanta peut-être avec excès mes connaissances en législation, en administration et en politique... » Voilà un récit bien modeste; mais nous savons le nom de cette modestie: La Bruyère le donne. « La fausse modestie, dit-il, est le dernier raffinement de la vanité. » Rassurons-nous pourtant; le duc de Raguse tombe bien rarement dans ce travers de la modestie, même fausse. Ajoutons que le mot de « vanité » n'est pas fait pour lui, quoiqu'il dise quelque part, à propos de son goût pour la représentation : « *J'ai toujours eu une manière de magnificence*... » Non, Marmont n'a pas de vanité, il a de l'orgueil, un orgueil quelquefois bien placé, mais qui a toujours le ton haut, décidé, souvent amer et provocant. C'est par là que son livre déplaît, et par là peut-être qu'il réussit. Les qualités et les défauts de l'homme ont passé dans son style. Cela est net, précis, effilé, tranchant comme la lame d'une épée. Cela donne aussi, à certains moments, l'idée de ces pièces de douze que l'auteur avait fait placer, s'il vous en souvient, sur la rive droite de l'Adige. Le duc de Raguse, ainsi embusqué derrière un tombeau, envoie « ses dragées » à ses anciens camarades, — tireur habile, s'attaquant aux réputations les mieux établies, visant au cœur et couvrant

le terrain de ses victimes. Il y a là une question d'honneur et de délicatesse posthume qu'il n'est pas très-facile de résoudre en faveur du maréchal. Mais attendons. Après avoir ainsi fait table rase tout autour de lui, Marmont se trouve à la fin tout seul et comme face à face avec Napoléon. C'est dans cette moisson de renommées contemporaines et dans ce vis-à-vis formidable avec le grand Empereur que nous voulons étudier maintenant l'auteur de ces *Mémoires*, et que nous essayerons de le peindre, cette fois, sa couronne de laurier à la main.

II

— 4 JANVIER 1857. —

Quelqu'un disait : « La publication des *Mémoires* du duc de Raguse eût été impossible, s'il avait eu un fils. » Cela est vrai. Laisser à un fils le soin de publier ces *Mémoires*, c'était lui léguer autant de querelles que l'ouvrage a de chapitres. Et peut-être n'est-ce pas assez dire.

Marmont, disions-nous, Marmont est un glorieux, mais un glorieux exclusif et intolérant. L'orgueil est sa foi et son culte. C'est un amoureux de lui-même tourné en misanthrope. C'est un idolâtre, briseur d'images. L'orgueil, chez quelques-uns, se sert volontiers du mérite d'autrui, s'y ajuste et s'en accommode. Chez le duc de Raguse, il s'en effarouche et s'en irrite.

Je sais que Marmont passait pour un homme aimable. Il raconte bien que, dans la Croatie turque, quand une mère voulait faire peur à son enfant, elle lui disait : « *Tais-toi! Marmont va venir;* » mais ce renom de croquemitaine s'appliquait au commandant militaire; l'homme privé était moins

terrible. Ceux qui l'ont connu dans l'intimité lui rendent à l'envi ce témoignage. Ses subordonnés l'aimaient; ses officiers lui ont gardé un souvenir fidèle. Le comte Lavalette, condamné à mort en 1815 et qui dut la vie au dévouement de sa femme, trouva l'amitié de Marmont aussi courageuse que secourable [1]. Quand vinrent les mauvais jours pour Marmont lui-même, pendant cet exil volontaire qu'il s'imposa jusqu'à sa mort, un de nos amis, M. Saint-Marc Girardin, le vit à Vienne, et il fut frappé de son amabilité, de sa bonne grâce, du charme piquant et sérieux de son entretien [2]. De son côté, M. Sainte-Beuve, qui avait lu le manuscrit des *Mémoires*, il y a quatre ans, en avait tiré cette impression sur le compte du duc de Raguse, que c'était « une nature vive, mobile, sincère, intelligente, bien française, un peu glorieuse, mais pleine de générosité et même de *candeur*. » — « Le mot est d'un bon juge, dit-il, et je le reproduis. » Nous trouverons aussi à le placer nous-même, comme on le verra, dans la suite de cette étude.

Comment le duc de Raguse, en dépit de ces dehors agréables, avait-il gardé au fond de son âme, sans en laisser rien paraître, ce fiel qu'il a distillé goutte à goutte dans un écrit destiné à une publication posthume, fiel qui déborde aujourd'hui dans son livre en flots d'amertume et de médisance? Cela vaut la peine d'être recherché.

Grave question, celle des Mémoires posthumes! On se moque, justement peut-être, de ceux qui publient de leur vivant « l'histoire de leur vie, » et qui aiment à dresser leur statue dans la boutique d'un libraire, sur un piédestal d'*in-octavos*. Est-on plus en règle avec la décence publique quand on attend, pour juger de si haut ses contemporains, que la mort vous ait soustrait à tout appel? Qu'importe que

[1] *Mémoires et Souvenirs du comte Lavalette*, t. II, p. 265.
[2] *Souvenirs de voyages et d'études*, p. 148 et suiv.

le juge soit mort, si les justiciables sont vivants? Mieux vaut, tout compte fait, celui qui affronte à visage découvert la responsabilité d'un arrêt discutable que celui qui la brave derrière un tombeau. Non que je prétende tracer aucune règle en ce genre à la fantaisie ou à la passion. C'est question d'honneur, non d'esthétique. Le public n'est jamais dégoûté de scandale : il est du parti des médisants. Si vous ne visez qu'au succès, ne ménagez rien, n'épargnez personne, et pressez-vous, le calcul est bon; mais, si vous êtes plus calme, si vous voulez passer pour un conteur sérieux et pour un témoin équitable, ne permettez pas que vos confidences posthumes s'attaquent à toute une génération de vos compatriotes, avant que le temps l'ait fait disparaître, et, avec elle, ceux de ses héritiers immédiats que les alliances, les liens du sang, la solidarité du nom, engagent inévitablement dans la même cause. Voilà la règle, si une règle est possible. Autre chose est l'histoire, si difficile qu'elle soit à écrire par la plume d'un contemporain; — autre chose ces révélations d'une personnalité agressive dont l'irresponsable malignité s'attaque aux survivants sans défense. Faites donc le procès à une calomnie posthume! demandez donc des dommages-intérêts à la mort! discutez donc avec le tombeau !

Ces réflexions, je les ai faites presque à chaque page de cet écrit du duc de Raguse. Elles ne m'entraîneront pas à être injuste envers sa mémoire. Il est absurde de supposer, en effet, que ce vieillard illustre n'ait pris la plume, quand il s'est résigné à écrire, que pour jeter le mépris à ses anciens compagnons d'armes, sans autre but que de leur nuire. Je crois plutôt qu'en repassant sa longue histoire il a trouvé que la fortune ne l'avait pas toujours traité selon son mérite, et qu'il a voulu regagner après sa mort, aux dépens de tous, et à une hauteur que sa renommée n'avait pu atteindre, ce niveau vainement cherché pendant sa vie. « Une

grande âme est au-dessus de l'injure, de l'injustice, de la douleur, de la moquerie, et elle serait invulnérable si elle ne souffrait par la compassion. » Le maréchal Marmont, si résigné qu'il ait pu paraître à M. Saint-Marc Girardin en 1837, ressemble bien peu à cette « grande âme » que peint La Bruyère. Il est à la fois plein de ressentiment contre la fortune et de jalousie contre les hommes. Il a beaucoup d'orgueil et peu de pitié. C'est par là, et non par une rage posthume de diffamation, que s'explique ce dénigrement infatigable qui, dans ses premiers volumes, s'applique presque indifféremment à tous les hommes qui ont eu des rapports de service avec lui, à ses égaux, à ses supérieurs, et, parmi ces derniers, au plus grand de tous.

On est habitué à ne voir dans le duc de Raguse qu'une triste victime de la fatalité qui se plaint justement des rigueurs du sort. Je vois plutôt en lui un grand ambitieux qui croit avoir manqué son but. Et c'est bien le cas de faire ici justice, une fois pour toutes, de ces reproches qu'on adresse depuis si longtemps à la fortune à propos de lui. Marmont a eu tous les bonheurs qu'on peut souhaiter sur la terre, un seul excepté : il n'a jamais été le premier; il n'a pas régné. Né en 1774, âgé de seize ans au moment où la Révolution commençait, jeune, bien fait, vigoureux, alerte, d'un esprit vif et prompt, d'un courage à l'épreuve, assez désintéressé (il le dit trop souvent) pour figurer en héros dans cette Iliade révolutionnaire des premiers temps, — je cherche une qualité, un don de la nature, une faveur du sort qui lui ait manqué parmi celles qui assurent le succès des hommes de guerre. Quoi! voilà un petit cadet de Bourgogne qui eût été peut-être capitaine toute sa vie, comme son respectable père, dans le régiment de Hainault, le voilà qui débute par l'intimité avec le plus grand homme du siècle, qui fait à ses côtés, comme apprentissage du métier des armes, trois campagnes admirables, qui est nommé général à vingt-quatre

ans, duc et maréchal d'Empire à trente-cinq, qui commande des armées, remporte des victoires (Gospich, 1809), gouverne et administre des provinces, — et on parle de fatalité ! Il est blessé grièvement en 1812, à la bataille de Salamanque : heureuse blessure qui écarte de lui la responsabilité d'une défaite. On le voit reparaître bientôt après, dans la campagne de 1813, sur des champs de bataille plus disputés, et il a cette fois un grand bonheur : il est blessé, sans être mis hors de combat, en repoussant l'invasion étrangère.

Nous arrivons ainsi à 1814, puis à 1830, ces deux dates critiques dans la carrière du duc de Raguse. En 1814, Marmont abandonnait-il volontairement devant l'ennemi une cause que, dans les chapitres déjà publiés de son livre, il ne s'applique que trop à déconsidérer et à flétrir ? En 1830, défendait-il un parti qui n'était pas le sien ? Ne préjugeons pas ces graves questions. Attendons les volumes qui nous sont promis. Nous y verrons ce qui, dans ces événements mémorables, doit être imputé à la fatalité ou à la faiblesse humaine, ce qui est le compte de l'homme ou celui de Dieu... Mais bien des indices déjà nous mettent sur la voie de la vérité, et il ne tiendrait qu'à nous de conclure dès aujourd'hui, si nous étions aussi pressé de condamner Marmont qu'il semble l'être de se justifier. « ... J'avais, dit-il au début de son livre, j'avais pour la personne du roi (en 1792) un sentiment difficile à définir et dont j'ai retrouvé la trace et en quelque sorte la puissance *vingt-deux ans plus tard :* un sentiment de dévouement avec un caractère presque religieux, un respect inné, comme *dû à un être d'un ordre supérieur.* » Marmont s'est souvenu à propos, en 1814, de ces sentiments qu'il professait vingt-deux ans plus tôt. Ne les discutons pas. Il nous suffit de les croire sincères ; mais nous nous en souviendrons aussi, quand il le faudra. Plus tard, en tirant l'épée pour soutenir le droit de

la prérogative royale, égarée dans une fatale interprétation de « l'article 14, » Marmont faisait-il violence à ses affections et à ses principes? C'est une autre étude à faire, et dans laquelle les premiers volumes de ses Mémoires ne seront pas moins utilement consultés que ceux qui vont suivre. « ... Un journal du gouvernement, dit-il quelque part, traduit en quatre langues, fut publié à Sebenico (Dalmatie), *et j'établis une censure pour les livres*. Cette mesure, commandée par les besoins de la société, était plus particulièrement en harmonie avec le mode de gouvernement d'alors et les mœurs de cette époque; *et on a payé cher depuis la fantaisie d'y renoncer...* » Est-ce là le langage d'un adversaire bien décidé des ordonnances de juillet? et, quand le tour de service du duc de Raguse, comme un des majors généraux de la garde royale, s'accordait si visiblement avec son inclination secrète, peut-on dire qu'il n'obéissait qu'à la discipline? Était-il une victime de la fortune? Croire, comme on l'a dit, que Marmont a écrit ses Mémoires uniquement pour déplorer ces rigueurs du sort, semblable à ces victimes de la fatalité antique dont la plainte retentit encore dans des œuvres immortelles, — croire cela, c'est bien peu comprendre cette énergique et présomptueuse nature. « J'avais compté, disait-il en 1801, que ma belle artillerie *ferait un bruit retentissant en Europe...* » Voilà bien Marmont. Il lui faut le bruit de son nom dans le monde, comme celui de son canon. Oh! qu'il songe peu à se plaindre et à s'humilier! Cette médisance systématique qui remplit son livre, ce n'est pas un besoin de représailles posthumes qui l'inspire; c'est calcul d'orgueil et prétention de prééminence. Il ne se venge pas, il se compare. Il ne voudrait pas calomnier ses compagnons d'armes, mais les annuler; plus intolérant que méchant, moins diffamateur qu'égoïste, ayant plus de mépris pour ses rivaux que de haine pour ses ennemis. Il dit quelque part, avec une naïveté singulière, racontant

une de ses nombreuses querelles avec le maréchal Brune : « *Je jurai de ne jamais oublier* ce qui s'était passé... » Marmont n'oublie jamais ce qui peut nuire à un adversaire ou écarter un concurrent. Ainsi jugé, tout s'explique dans ses Mémoires; et, au lieu d'un triste pamphlet inspiré par une manie de récrimination impuissante, nous avons un livre, très-étudié pour le fond, habilement conçu, provocant et dangereux, un livre dont le but manifeste est de rétablir à l'honneur du duc de Raguse la vraie mesure de sa supériorité, en lui rendant son rang véritable dans la grande époque, à une distance énorme de ses compagnons, le plus près possible de son glorieux maître.

Le procédé d'élimination que le duc de Raguse applique à ses compagnons d'armes pour déblayer le terrain sur lequel il veut dresser, comme au camp d'Utrecht, sa pyramide orgueilleuse et solitaire, ce procédé est le plus simple du monde. Marmont n'y met dans la forme aucun art, aucune malice; tant il est naturellement plein de lui-même! La « naïveté » tranchante de ses jugements, ce ton décidé, calme et péremptoire dont il formule ses arrêts, tout ce procédé de justice sommaire qui lui est familier, exclut l'idée d'une recherche quelconque; et aussi Marmont est-il le moins déclamateur des hommes. Il affirme; qui pourrait douter? Lisez-le. Tel passait pour un héros parmi les premiers lieutenants de l'Empire, qui n'était qu'un lâche. Tel autre dont la capacité justement célèbre a suffi à la conquête et à l'administration de vastes provinces n'était qu'un pauvre esprit, sans valeur et sans portée. Celui-ci (c'était Murat) se cache derrière un mur, pendant que Marmont franchit une rivière en passant sur des poutres, au milieu des coups de fusil [1]..... Celui-là donne à l'armée la comédie d'un duel fantastique où les combattants se tirent

[1] Tome Ier, p. 219.

« des balles de cire noircies à la poudre et rendues brillantes par le frottement. » Un autre encore, parlant de son dévouement, fait un jour cette confidence à Marmont lui-même : « ..... Si l'Empereur nous disait à tous deux (à moi et au duc de Bassano) : « Il importe aux intérêts de ma « politique de détruire Paris sans que personne en sorte, » Maret garderait le secret, mais il ferait sortir sa famille; *moi, j'y laisserais ma femme et mes enfants.....* » Tels sont les compagnons du duc de Raguse. Faut-il tout dire? Foy est un ambitieux, Menou un extravagant, Davoust un bas flatteur [1], Moncey un incapable, Sébastiani *un bon Corse*, Eugène *un bon jeune homme*. « Le choix de Bessières comme maréchal de France, écrit Marmont, autorisait les prétentions de tout le monde. » Lannes, Jourdan, Soult, Bernadotte, Masséna, Brune, Augereau... les uns manquent d'esprit, les autres de conscience, plusieurs de courage. Le courage militaire! on dirait que la France de la République et de l'Empire n'en avait pas assez pour en donner à tous ses enfants! Le duc de Raguse s'égaye beaucoup sur le « drapeau d'Arcole, » parce qu'en effet Augereau, accueilli par une terrible fusillade en tête d'un pont qu'il voulait franchir, saisit un drapeau, s'élança en avant, essaya d'enlever les troupes et ne réussit pas. Le général Bonaparte répéta cet acte d'héroïsme quelques heures plus tard, et ne fut pas plus heureux. Le souvenir d'Arcole en mérite-t-il moins le respect de l'histoire? Il est un des rares faits d'armes qui sont restés célèbres, sans avoir réussi. M. Thiers en donne une idée plus sérieuse et plus juste. Singulier contraste! M. Thiers, un ami du gouvernement libre, élève un

[1] M. Thiers l'a mieux jugé. « Le maréchal Davoust, dit-il, quoique façonné à l'obéissance du temps, avait un orgueil qu'aucune autorité ne pouvait faire fléchir. Il défendit avec amertume devant l'Empereur (novembre 1812) l'honneur du 1er corps... » (*Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIV, p. 510.)

monument à la gloire de l'Empire. Le maréchal Marmont lui dresse un gibet. Je sais qu'on m'opposera plus d'un passage de ses Mémoires où il la traite moins durement. Qu'importe qu'il l'exalte dans l'ensemble s'il l'exécute en détail? Qu'est-ce que l'Empire sans les hommes de guerre qui l'ont servi? Qu'est-ce que la gloire, ainsi reléguée dans ce temple vide où Marmont l'enferme, entre ciel et terrre? Qu'est-ce que le Dieu sans les fidèles?

Demanderez-vous maintenant ce qu'il reste de cette époque brillante dont le duc de Raguse a fait ainsi table rase, en abattant toutes les têtes qui pouvaient dominer la sienne? Il reste le duc de Raguse. « Moi, dis-je, et c'est assez! » Marmont voulait être le premier ; le voilà sûr de son fait : il est tout seul. Je me trompe, sur le terrain ainsi déblayé, Marmont s'arrange avec Bonaparte ; le maréchal laisse une place à l'Empereur. Mais à quel prix? Le duc de Raguse est un homme d'un esprit trop avisé pour confondre son glorieux général dans l'immense hécatombe de victimes humaines qu'il a sacrifiées à son orgueil. Il laisse l'Empereur debout sur son piédestal et ne lui refuse, dans l'occasion, ni son estime ni ses hommages. Mais une secrète envie perce dans son langage et se mêle à ses jugements.

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer!

Nous avons tous ainsi, plus ou moins, un rival qui nous gêne, dont le succès fait ombre sur notre mérite et arrête l'essor de notre destinée. On a dit que l'homme qui gênait le général Bonaparte avant qu'il eût pris résolûment la première place, c'était Kléber. L'homme qui gêne Marmont, c'est Bonaparte ; il l'a gêné toute sa vie. Aussi ne cherchez plus la cause de cette irritation posthume qui remplit les Mémoires du duc de Raguse. La fatalité, j'en ai fait justice. La gloire de ses égaux, maréchaux d'Empire ou généraux d'armée, nous avons vu comment Marmont lui-même en fait

litière. Mais la gloire de l'Empereur, on était bien obligé de compter un peu avec elle. C'est ce compte à faire qui était difficile, quand on voulait s'y donner la meilleure part...,

> Car dans ce différend, à tous les deux fatal,
> L'un ne veut point de maître et l'autre point d'égal [1].

Marmont voudrait bien n'être l'égal de personne, pas même de Napoléon. Mais comment s'y prendre ? On n'aborde pas un pareil obstacle comme la grande redoute de Borodino, à force ouverte et à pleine volée de canon. Il y faut plutôt ce génie de stratagème qui fit passer un jour, sous le fort de Bard, l'artillerie de Marmont, « avec les roues, les chaînes et toutes les parties sonnantes des voitures enveloppées de foin tordu... » C'est ainsi que sans bruit, sans éclat de voix, sans faire crier ses roues, sans démasquer son but, par une insinuation habile et infatigable, Marmont arrive à diminuer peu à peu le grand homme qui lui fait obstacle ; et ce qu'il enlève au compte de Napoléon, il l'ajoute au sien. Napoléon a-t-il plus de qualités militaires que le duc de Raguse ? A-t-il mieux fait la guerre, mieux négocié la paix ? A-t-il eu plus d'idées, plus d'audace, plus d'ascendant, plus de génie, en un mot ? On se fait ces questions singulières en lisant les Mémoires de Marmont, et il semble que Marmont vous réponde : « Il a été plus heureux que moi. »

On pourrait établir ici un curieux parallèle entre le grand général et son aide de camp, entre l'Empereur et le maréchal, entre le protecteur et le protégé, et aussi entre le génie et le talent, les grandes vues et les aptitudes subordonnées, l'immense conception qui embrasse le gouvernement d'un monde et la capacité qui suffit au commande-

[1] Je demande pardon de la variante légère que j'ai introduite dans ces deux vers.

ment d'un corps d'armée. Certes, Marmont est un homme tout à fait supérieur sur le second plan. Il a, comme je l'ai déjà dit, une valeur considérable et fort au-dessus de sa renommée. Il n'a pas la vraie grandeur.

Ce qui élève l'Empereur au-dessus du duc de Raguse dans ce parallèle impossible où, malgré nous, sa prétention nous engage, c'est cet instinct, ce goût, cette passion du grand qui partout préoccupe visiblement Napoléon, qui le détermine et l'entraîne même sur la route qui conduit aux abîmes. « De nos jours, disait-il à Marmont (1797), personne n'a rien conçu de grand ; c'est à moi d'en donner l'exemple..... » Et en Russie même, parmi ces désastres sans nom qui signalèrent la retraite de son armée, il vise encore au grand ; il dit au général Jomini, au moment de passer la Beresina : « Quand on n'a jamais eu de revers, *on doit les avoir grands comme sa fortune !* » Marmont est plus sage. Il est plus maître de lui. Son tort est de prendre pour un signe de supériorité sur l'Empereur le don qu'il a de juger, sainement quelquefois, les fautes de sa stratégie. Marmont ressemble à ces généraux autrichiens qui disaient : « Ce Bonaparte nous a battus contre toutes les règles. » Personne n'a plus sévèrement relevé, au point de vue de l'art, les parties défectueuses de ces plans de campagne que couronnaient des victoires. Personne n'a fait plus petite la part du génie dans ces terribles « jeux de la force et du hasard. » Cherchez, par exemple, comment le duc de Raguse résume son impression personnelle sur la première campagne d'Italie, et lisez ce qu'il dit de la bataille d'Austerlitz : « N'ayant pas assisté à cette bataille, je n'en ferai pas la description. Tout le monde en connaît les résultats. L'affaire fut courte. Les Russes s'y battirent avec courage, mais sans intelligence, et nous fîmes vingt mille prisonniers... » Ne parler que de ce qu'on a vu, c'est un bon principe quand on écrit ses Mémoires, mais il n'en faut pas abuser. Quand Marmont

n'est pas là, on dirait qu'il ne se fait rien de grand. S'il est quelque part, c'est lui qui fait tout. C'est lui qui a rendu possible le passage du Grand-Saint-Bernard : Bonaparte s'était trompé de route. Il ignorait qu'un autre défilé fût praticable aux voitures, et « dans une circonstance aussi importante, dit l'auteur, c'était une chose impardonnable. » Par bonheur, Marmont était là. A Marengo aussi l'imprévoyance du général en chef fut suppléée par la décision de son lieutenant. On sait que la bataille de Marengo a été successivement gagnée par Desaix, par Kellermann, et même par le général Bonaparte. Aujourd'hui c'est Marmont qui s'inscrit à son tour en tête de cette glorieuse liste. C'est son canon qui a rétabli l'affaire quand elle était perdue, rendu possible la charge de Kellermann et décidé de la victoire ; et, quand le premier Consul, après avoir raconté à Mathieu Dumas cette courte et brillante campagne, disait en finissant : « Vous voyez qu'il y a eu deux batailles dans la même journée : j'ai perdu la première, j'ai gagné la seconde ; c'était la bonne [1] ; » — quand il disait cela, Bonaparte volait Marmont.

Il me serait facile de suivre le duc de Raguse dans cet antagonisme invraisemblable, et de multiplier, son livre à la main, les preuves de cette jalousie qui lui inspire un dénigrement si hardi ; non que ces preuves soient très-apparentes ; mais avec un peu d'attention et de curiosité on les découvre. Marmont, encore une fois, n'est pas si malavisé que de s'attaquer de front à cette colossale grandeur. Il la mine plus qu'il ne l'affronte. Il la chicane plus qu'il ne la combat. Il aime aussi, en jugeant l'Empereur, à nous faire prendre le change sur ses mérites incontestables en louant avec hyperbole celles de ses qualités qui le sont moins. C'est ainsi qu'il relève avec affectation tous les indices de *sensi-*

[1] *Souvenirs du lieutenant général comte Mathieu Dumas.* (Paris. 1839. t. III, p. 182.)

bilité que laisse échapper cette puissante et énergique nature. On loue volontiers dans ses rivaux les moindres de leurs vertus, sauf à rabaisser les plus grandes. Disons de plus que Marmont ne nous donne pas l'idée d'un très-bon juge en matière de sensibilité. Sa correspondance de famille, dont il a extrait, j'ignore dans quelle intention, quelques pages fort insignifiantes, est sous ce rapport d'une sécheresse sans égale. Quand il apprend, en 1806, la mort de son père : « La certitude de ne jamais revoir un être que l'on aime beaucoup, dit-il, est sans doute ce qui rappelle le plus péniblement à notre esprit *la faiblesse de notre nature et le vague de notre avenir*..... » Ces retours personnels sur la fragilité humaine, la mort des indifférents peut nous les inspirer quelquefois. Les vraies douleurs sont moins égoïstes.

III

— 5 MARS 1857. —

Quelques personnes m'ont reproché de n'avoir pris dans les *Mémoires du duc de Raguse* que ce qui le noircit, et d'avoir négligé tout ce qui pourrait présenter sous un jour plus favorable ce célèbre lieutenant de Napoléon. Mais, comme, d'un autre côté, on m'adresse un reproche tout contraire, comme on trouve que j'ai trop épargné celui qui n'a épargné personne, je conclus de cette double accusation si contradictoire que je suis sans doute resté dans un milieu équitable entre une apologie impossible et un dénigrement systématique. Le duc de Raguse se vante beaucoup; je n'en conclus pas qu'il ait toujours tort de se défendre; — il ac-

cuse tout le monde; je ne crois pas pour cela que tout le monde ait raison contre lui.

J'ai été à ce propos l'objet d'honorables démarches dont je veux dire un mot, parce que c'est là un moyen pour moi d'établir en même temps les droits de la critique, sa limite et son impuissance. La critique a le droit de juger un livre, dès qu'il est publié, cela va sans dire. Si, de plus, un auteur se donne la satisfaction de livrer sa vie elle-même à la curiosité du public, le public a le droit de juger en lui, et aussi loin que son enquête peut s'étendre, non-seulement l'écrivain, mais l'homme. Cette prérogative de la critique, nous l'avons appliquée même à des femmes qui n'avaient pas attendu, aussi patiemment que le duc de Raguse, cette lente justice de l'avenir, et qui ont voulu l'escompter de leur vivant. Mais là se borne notre pouvoir. Si on nous demande de relever dans un livre toutes les erreurs historiques, toutes les iniquités personnelles, toutes les inexactitudes de détail que la passion ou l'erreur ont pu mêler au récit des événements; si on veut que nous prenions fait et cause pour toutes les rancunes, même légitimes, des individus et des familles, et que nous tenions registre des réclamations qu'à tort ou à raison ces ressentiments inspirent, si on nous demande cela, nous nous récusons. Notre zèle ferait défaut à une pareille tâche, et toutes les pages de ce livre n'y suffiraient pas.

J'aurais pu, c'était mon droit, donner raison, sous ma responsabilité, aux affirmations du duc de Raguse. Acteur éminent ou témoin considérable dans les événements qu'il raconte, j'aurais pu chercher dans des causes générales l'inspiration des jugements plus que sévères qu'il a portés sur presque tous les héros de cette brillante époque, et me demander si le despotisme, ce corrupteur de la gloire, n'était pas le seul coupable des abaissements qu'il signale. Nous avions beau jeu, le livre de Marmont à la main. Mais Mar-

mont n'était pas l'homme qui pouvait nous assister dans cette recherche. Son indépendance posthume nous rassurait trop peu. Son orgueil lui-même nous inspirait trop peu de confiance dans sa sincérité. On peut triompher en secret du despotisme en méditant les écrits d'un Vauban ou les paroles d'un Catinat, celles, par exemple, que Saint-Simon met dans la bouche de cet honnête homme de guerre[1]. Avec le livre de Marmont, l'illusion même n'est pas permise. L'ambition mécontente perce trop visiblement dans le libre esprit. L'égoïsme y paraît avec trop d'éclat. La haine, le dépit, le ressentiment des injures, y prennent trop violemment les formes de l'intérêt public. Je me défie d'une morale si bruyante, d'une misanthropie si intéressée, d'un patriotisme si mêlé d'idolâtrie personnelle. « Le monde, dit La Bruyère, est plein de gens qui, faisant extérieurement et par habitude la comparaison d'eux-mêmes avec les autres, décident toujours en faveur de leur propre mérite... » Si commun que soit un pareil défaut, on le supporte à peine dans un salon : il est odieux dans un livre. Voilà ce que j'ai ressenti en lisant les *Mémoires du duc de Raguse;* voilà ce que j'ai dit de toutes les manières. Avais-je un autre moyen d'infirmer l'autorité de son jugement et de diminuer, dans les victimes de sa rigueur, l'effet des cruelles blessures qu'elles ont reçues? Devais-je entreprendre le redressement de tous les torts que le duc de Raguse s'est si libéralement donnés, refaire tous les procès qu'il a jugés, venger tous les noms qu'il a flétris, relever toutes les statues qu'il a renversées? C'est l'affaire de l'histoire, non de la critique.

[1] « ..... Catinat déplorait les fautes signalées qu'il voyait se succéder sans cesse : l'extinction suivie de toute émulation, le luxe, le vide, l'ignorance, la confusion des états, l'inquisition mise à la place de la police ; il voyait tous les signes de destruction, et il disait qu'il n'y avait qu'un comble très-dangereux de désordre qui pût enfin rappeler l'ordre dans ce royaume... » (*Mémoires de Saint-Simon*, ch. CCCXXI.)

C'est donc à l'histoire impartiale que nous renvoyons tous ceux que l'auteur des *Mémoires* a si profondément blessés dans l'honneur de leur nom, les héritiers de ces grands parvenus auxquels l'Empereur disait : « Vous êtes des ancêtres ! » Certes je ne nie pas que ces *Mémoires* ne renferment bon nombre de pages excellentes dont l'expérience historique de notre pays peut profiter; mais, s'il faut classer littérairement cet étrange livre, je le dis la main sur la conscience, par le ton et par l'intention c'est un pamphlet. La longueur de l'œuvre n'y fait rien. Les œuvres de l'esprit se classent par l'inspiration qui les fait naître et par l'accent qui s'y produit, non par l'épaisseur du volume. La brochure qui parut en 1814 sous ce titre célèbre : *De Buonaparte et des Bourbons*, avait cinquante pages à peine. L'*Histoire de dix ans* de M. Louis Blanc a cinq volumes. Ce sont deux pamphlets. Louis XVIII disait à Chateaubriand : « Votre écrit me vaut une armée. » Tel est le caractère du pamphlet : quelque chose d'agressif, de guerroyant, le venin dans la pensée, l'excès dans la forme, l'amertume dans le langage, la plume s'abandonnant, dans une intention quelconque, quelquefois bonne, à un dénigrement systématique. L'intention du duc de Raguse est aujourd'hui bien connue : tout diminuer au profit de sa grandeur personnelle, s'exalter dans l'abaissement d'autrui, se justifier aux dépens de tous, même dans les fautes où il a mis le plus du sien, comme nous le verrons plus tard à Essonne. Est-ce assez dire que, si son livre a justement captivé la curiosité malicieuse du public, ce livre n'obtiendra jamais l'autorité d'un témoignage désintéressé ? Quoi qu'il en soit, nous ne dirons rien de plus sur une question qui risquerait de nous devenir trop personnelle, et nous continuerons, en le reprenant au point où nous l'avons laissé à la fin de notre dernier chapitre, l'examen des *Mémoires du duc de Raguse*.

On sait ce que nous y cherchons : les éléments et les matériaux d'un portrait historique, non l'occasion d'un récit stratégique ou le prétexte d'une analyse. Et aussi n'insisterons-nous pas longtemps sur les quatrième et cinquième volumes [1], dans lesquels le duc de Raguse raconte l'histoire de son commandement en Espagne et la part, d'ailleurs si glorieuse, qu'il prit à la campagne de 1813. Quelque importants que ces volumes puissent paraître par le récit d'événements si graves, ils ne font que confirmer, le cinquième surtout, ce que nous avons dit de l'impitoyable souvenir que Marmont gardait à ses compagnons d'armes, et de cet inflexible orgueil qui dictait tous ses jugements. Aux illustres victimes tombées sous les coups de sa plume vindicative dans les tomes précédents, il faut ajouter encore, dans le cinquième, Oudinot, Macdonald, Trévise, le prince de la Moskowa [2]. Le héros de la retraite de Russie! écrire de lui à l'Empereur : « ..... Sire, *après l'humiliation et le danger plus grand encore d'être sous les ordres d'un homme tel que le prince de la Moskowa*, je ne vois rien de pire que de se voir aussi complétement oublié en pareille circonstance [3]; » — écrire cela le 20 octobre, un an à peine après la bataille qui avait donné son nom à l'héroïque Ney, et mettre sur une pareille lettre l'adresse de la postérité, pour ainsi dire, en la destinant à être imprimée quarante ans plus tard à la suite de Mémoires historiques, n'était-ce pas combler la mesure de « *cette intestine aspreté qui naist de l'intérest et passion privée*, » suivant le mot de Montaigne, et se montrer aussi opiniâtre dans la jalousie que dans l'in-

[1] *Mémoires du duc de Raguse*, de 1792 à 1852, t. IV, V et VI. (Paris, 1857.)

[2] Tome V, p. 237, 245, 266, 355, 387 *et passim ;* t. VI, p. 221, 232.

[3] L'Empereur avait attribué au maréchal Ney, dans son bulletin du 19 octobre 1813, tout le mérite de la périlleuse défense de Schœnfeld, soutenue par le duc de Raguse en personne, sous une mitraille qui avait duré dix heures. (*Mémoires*, t. V, p. 386.)

sensibilité? Marmont, eût-il épargné tous ses autres compagnons de guerre, Marmont se reconnaîtrait à ce trait-là, et c'est pourquoi nous l'avons relevé entre tant d'autres.

Mais n'insistons pas : nous savons surabondamment, par les premiers volumes des *Mémoires*, ce que coûte la camaraderie du duc de Raguse et ce que vaut son amitié; la campagne d'Espagne en 1812 ni celle d'Allemagne en 1813 ne nous apprendraient rien de nouveau sur ce point. Sur le fait des hommes, nous nous défions du jugement de Marmont; sur les événements, l'auteur se défend, en maint endroit de son livre, de raconter ce qu'il n'a pas vu : c'est une justice que nous lui rendons volontiers et qu'il mériterait plus complète encore, si, en s'abstenant de raconter les faits de guerre où il n'a joué aucun rôle, il s'interdisait aussi de les juger avec une rigueur outrée, peut-être parce qu'il n'y était pas. Dans ce qu'il a vu de ses yeux ou fait par lui-même, le duc de Raguse étale amoureusement sa personnalité, exagère son importance, ramène tout à son unité, subordonne tout à son action. Insensiblement, cette armée multiple qui s'étend de Hambourg à Cadix et du Niémen au Tibre se réduit aux proportions du seul corps que Marmont commande, comme si l'Empire entier gravitait autour de ce point unique par l'effet d'une inévitable attraction. Partout où les troupes de Marmont figurent, ces troupes sont tout; les autres, nous l'avons déjà remarqué ailleurs, fussent-elles commandées par Napoléon en personne, ne semblent compter que pour mémoire. « .... Cette petite armée (la sienne), prise dans les hôpitaux, et, si j'ose le dire, dans les charniers de la Dalmatie, était devenue une troupe d'élite... Au surplus, je puis, sans m'écarter de la vérité, dire ici que toutes les troupes que j'ai commandées, même à la fin de nos désastres, ont toujours été bonnes. Pour les rendre telles en France, il faut seulement s'en occuper, et, dans les circonstances difficiles, montrer l'exemple... » Cela est

vrai ; mais, si autorisé qu'on soit à parler un tel langage, et tout reproche de vanité à part, n'est-ce pas un défaut grave, dans un chef de corps, que ce penchant à s'adorer dévotement dans les soldats qu'on a formés? « .... Cette organisation (son armée-frontière d'Illyrie), dit-il quelque part, *véritable chef-d'œuvre*, mérite d'être connue... » A force de s'admirer ainsi soi-même dans son œuvre, ne tombe-t-on pas quelque jour dans le péril de l'isolement? Et le duc de Raguse est-il bien sûr que, s'il avait moins compté sur l'infaillibilité de son génie militaire et sur la supériorité de ses troupes abandonnées à elles-mêmes, il aurait manqué l'occasion de couper l'armée autrichienne à Znaïm en 1809, et livré la bataille des Arapiles deux jours trop tôt, en 1812;— la première fois pour n'avoir pas voulu demander un renfort à Davoust, la seconde pour n'avoir pas attendu le roi Joseph? « .... Il y a, écrivait l'Empereur au duc de Feltre, le 2 septembre 1812, à propos de cette malencontreuse bataille du 22 juillet, il y a là un cas d'insubordination qui est la cause de tous les malheurs de cette affaire... En faisant coïncider ces deux circonstances, d'avoir pris l'offensive sans les ordres de son général en chef (le roi d'Espagne), et de n'avoir pas retardé la bataille de deux jours..., on est fondé à penser que le duc de Raguse *a craint que le roi ne participe* (*sic*) *au succès*, et *qu'il a sacrifié à la vanité la gloire de la patrie et l'avantage de mon service...* » Le duc de Raguse ne cite pas, dans son ouvrage, cette lettre de l'Empereur, qui se trouve *in extenso* dans le tome IX, p. 82, des *Mémoires du roi Joseph*. C'est donc ainsi que Napoléon qualifiait la conduite de Marmont le jour de la bataille des Arapiles. Naturellement, Marmont se jugeait avec plus d'indulgence, et il n'y a guère qu'un homme du métier qui puisse dire s'il avait raison. Ce qui est certain, c'est que l'Empereur, par un retour de bienveillance qui ne lui était que trop familier quand il s'agissait du duc de Raguse,

voulut que la justification de son lieutenant fût insérée au *Moniteur*[1].

On peut l'affirmer pourtant : dans toutes ces rencontres plus ou moins malheureuses où les amis du maréchal n'accusent que sa destinée, ce n'est pas précisément la fortune qui manque à Marmont; c'est plutôt Marmont qui veut pousser à bout sa fortune avec cette confiance un peu fanfaronne que n'excusaient plus, comme au temps d'Arcole et des Pyramides, ni sa situation ni son âge. Marmont a beaucoup d'esprit : il conçoit bien, il a des idées sur tout, des précédents à citer à l'appui de toutes ses idées : une bibliothèque de campagne, composée de livres de choix, le suit en tout lieu, mêlée à son bagage de guerre. Mais, quelle que soit la valeur de son esprit quand il s'agit d'arrêter un plan, il s'abuse sur sa supériorité dans l'exécution. S'il ne faut que mettre le sabre à la main, Marmont est le plus héroïque des hommes ; il l'a bien prouvé, soit dans la retraite de Leipsick, soit pendant cette bataille de Paris, où nous le verrons combattre toute une journée, le bras droit en écharpe, tenant son épée entre les trois doigts restés libres de sa main gauche. Oui, Marmont est un héros dans ces combats d'homme à homme, pour ainsi dire, un héros à la taille de ceux d'Homère. Mais, s'il s'agit d'une grande manœuvre à débrouiller sur un terrain disputé; s'il faut prévoir, combiner, correspondre, s'appuyer ou se rallier, opérer par détachements ou par masse; dans cette stratégie complexe du commandement en chef où Napoléon est un maître, le duc de Raguse n'est souvent qu'un héroïque écolier. Il hésite, soit crainte de la responsabilité, soit incertitude d'esprit, après s'être engagé par entraînement d'orgueil, de courage ou d'insubordination; tantôt emporté par sa confiante ardeur, qui s'obstine à ne consulter qu'elle-même, tantôt flottant

[1] *Mémoires de Joseph*, t, IX, p. 85.

entre toutes les solutions que sa féconde imagination lui suggère. « .... Avec cette manière de faire la guerre, lui écrit l'Empereur (16 octobre 1813, après l'affaire d'Hanicher), il est impossible de rien apprendre... Vous n'employez aucune des précautions dont on se sert à la guerre. Comment, depuis deux jours, avec trente mille hommes, n'avez-vous fait aucun prisonnier? Le fait est que votre corps est un des plus beaux de l'armée, *qu'il est en bataille contre rien*, et que vous manœuvrez comme si vous aviez, à une lieue et demie de vous, une armée campée, tandis qu'il est clair qu'avant-hier et hier vous n'avez vu personne[1]... » On ne pouvait caractériser avec une précision plus pittoresque ce hardi courage réduit à cette sorte d'impuissance agitée qui naît de l'hésitation. Masséna, vieilli, froid à concevoir, inhabile à dresser un plan, mais toujours si vif, si net et si décidé dans l'exécution, n'avait-il pas laissé, même en Espagne, où le duc de Raguse l'avait remplacé, des traditions de guerre et des exemples que son successeur aurait pu suivre? Les hommes spéciaux en décideront. Un d'eux, esprit ferme et précis, me disait récemment : « Le maréchal Marmont exécutait mal ce qu'il avait supérieurement conçu, au contraire de Masséna, qui était admirable dans l'exécution de plans imparfaits. » Quoi qu'il en soit, il était de quelque intérêt de relever ce trait singulier dans la physionomie militaire du duc de Raguse : l'incertitude d'un brillant esprit et l'impuissance d'un bouillant courage. Napoléon le connaissait donc bien, quand il lui écrivait de Schœnbrunn, le 28 juin 1809 (neuf heures du matin) : « Monsieur le duc de Raguse, le 27, vous n'étiez pas à Gratz ! Vous avez fait la plus grande faute militaire qu'un général puisse faire... Vous avez dix mille hommes à commander, et vous ne savez pas vous faire obéir... Que serait-ce, si vous com-

[1] Tome V, p. 377.

mandiez cent vingt mille hommes?... Marmont, vous avez les meilleurs corps de mon armée. Je désire que vous soyez à une bataille que je veux donner, et vous me retardez de bien des jours. *Il faut plus d'activité et plus de mouvement qu'il ne paraît que vous vous en donnez pour faire la guerre...* » Le mot était dur. Appliqué à la circonstance, il était peut-être injuste ; l'ennemi n'était qu'à deux jours de Gratz quand Marmont, comme il l'écrit lui-même à Berthier, en était éloigné de six marches, et il avait fait des étapes de douze heures par jour. Mais l'Empereur frappait juste en signalant dans son lieutenant favori ce défaut de décision qui s'alliait si étrangement en lui à la plus impétueuse ardeur.

Ajoutons encore un trait à cette ébauche. L'Empereur, qui est parfois si dur envers Marmont, ne laisse pas de le consulter pourtant avec une déférence significative, notamment dans cette suprême campagne de 1813, où s'agite le destin du monde. « ..... Mon cousin, voici le parti que j'ai pris (Dresde, 13 août, soir). Si vous avez quelques observations à me faire, *je vous prie de me les faire librement...* » Consulté, Marmont répond par des lettres qui sont des chefs-d'œuvre pour la forme et pour le fond (tome V, p. 208 et suiv.). Mais ces lettres ne changent rien aux desseins du maître, qui semble n'avoir provoqué une contradiction que pour mettre sa conscience en repos. Et, chose étrange! à tous les chagrins et à tous les mécomptes qui signalent cette époque de sa vie, le duc de Raguse joint le désagrément de se voir, vers le déclin de l'Empire, « la Cassandre » du règne; *ora dei jussu non unquam credita!* On le consulte, on l'encourage à parler, et on ne l'écoute pas. On le flatte dans l'orgueil de sa sagesse et de sa prévoyance, et on ne fait rien de ce qu'il conseille. Aussi Marmont a-t-il pu croire, en repassant dans sa pensée les causes de ces grands désastres, que la campagne de 1813 n'avait abouti à une

catastrophe que parce qu'il n'avait pas eu en main la conduite des affaires. Il l'a cru, il le laisse entendre; nous le reconnaissons à ce trait. Il y a là, même à travers les angoisses du patriote, de quoi flatter et consoler peut-être l'orgueil du soldat. Au fait, le duc de Raguse se livre à une critique admirable des plans de l'Empereur. Comment aurait-il exécuté ceux qu'il avait conçus lui-même? Il est permis de conserver sur ce point plus d'incertitude qu'il n'en laisse voir. Ajoutons que le conseil était devenu facile sur cette pente qui entraînait tout. Quand un pouvoir est arrivé à ce point de décadence volontaire où on peut dire de lui ce que le duc de Raguse écrivait de Napoléon : « Il a mis une plus grande et une plus constante énergie à se détruire qu'à s'élever, et jamais on n'a pu faire une application plus juste qu'à lui de cette observation, — que les gouvernements établis ne peuvent tomber que par leur faute *et meurent toujours par une espèce de suicide...* » — quand, dis-je, un pouvoir en est là, le monde entier voit ce qui le perd : lui seul ne voit rien. Marmont voyait, en 1813, ce que le ministre Decrès, qui à la vérité s'était bien pressé, voyait déjà et prédisait dès 1810, dans un entretien confidentiel avec le maréchal arrivant de Wagram : « Eh bien, Marmont, vous voilà bien content, parce que vous venez d'être fait maréchal (Marmont n'était content qu'à moitié, n'ayant pas été fait prince). Vous voyez tout en beau. Voulez-vous que moi je vous dise la vérité, que je vous dévoile l'avenir? L'Empereur est fou, tout à fait fou, et nous jettera, tous tant que nous sommes, cul par-dessus tête; et tout cela finira par une épouvantable catastrophe... » — Je reculai de deux pas et lui répondis : « Êtes-vous fou vous-même de parler ainsi, et est-ce une épreuve que vous voulez me faire subir?... » Malgré tout, cette prédiction du ministre Decrès revint souvent depuis cette époque à la pensée du duc de Raguse, jusqu'au moment où elle s'accomplit.

Nous arrivons ainsi à l'année 1814 et au sixième volume des *Mémoires*. Le grand intérêt du sixième volume, c'est l'histoire et l'apologie de la défection d'Essonne.

IV

LA DÉFECTION D'ESSONNE

— 15 MARS 1857. —

I

Nous ne raconterons pas la défection d'Essonne. Tout le monde connaît ce triste et dernier incident de la campagne de France. S'il ne s'agit que du fait lui-même, tout le monde sait que, le 5 avril 1814, le lendemain de l'abdication de l'Empereur, et au moment même où ses plénipotentiaires venaient d'arriver à Paris pour traiter des conditions de sa retraite, — le 6e corps, commandé par le duc de Raguse, et qui formait, à Essonne, l'avant-garde de l'armée de Napoléon cantonnée autour de Fontainebleau, quitta subitement cette position importante, sans ordre du quartier général, et prit la route de Versailles par Fromenteau et la Belle-Épine, passant entre les deux lignes de l'armée ennemie, et reçue partout comme une troupe qui vient de se rendre avec les honneurs de la guerre.

Ce mouvement du 6e corps découvrait la position occupée par l'Empereur, désarmait la négociation commencée dans son intérêt, et ne compromettait pas moins l'intérêt public en augmentant les exigences de l'étranger. On a beau dire que la défection du 6e corps profitait au gouvernement provisoire, né de la capitulation de Paris; — toute troupe qui,

à ce moment, abandonnait l'Empereur était perdue pour lui sans profiter à la France. En effet, lorsque quelques jours plus tard le duc de Raguse, dans un des conseils de l'hôtel Talleyrand, insistait sur l'urgence des mesures à prendre pour la conservation du petit nombre de troupes qui restaient encore : « Monsieur le maréchal, lui dit le baron Louis, nous manquons d'argent pour payer les troupes; ainsi nous avons plus de soldats qu'il ne nous en faut. . » Et comme le duc insistait : « Je vous répète, monsieur le maréchal, que nous avons trop de troupes, puisque nous n'avons pas d'argent, et d'ailleurs qu'elles nous sont fort inutiles... » Le baron Louis disait vrai : il ne s'agissait plus de combattre, mais de céder; le 6e corps venait de donner l'exemple : par sa défection il avait enlevé à la négociation sa garantie, à l'Empereur sa sûreté, au gouvernement provisoire lui-même le seul poids considérable qu'il pût mettre dans la balance de l'étranger. Réunies à l'armée de Fontainebleau, appuyées à la Seine, solides comme elles l'étaient et bien commandées, les troupes du 6e corps n'étaient plus une force; c'était encore une menace. Séparées et débandées, elles ne servaient plus à rien ni à personne.

Je n'ai pas besoin d'insister sur ces conséquences du mouvement d'Essonne. Elles sont plus claires que le jour. L'histoire les a recueillies. Le duc de Raguse lui-même, qui avait un intérêt si personnel à les contester, ne rend-il pas un hommage involontaire à la vérité quand, racontant les concessions de tout genre qui signalèrent cette fatale époque, il dit quelque part (t. VII, p. 15) : « La réduction du royaume au territoire de l'ancienne France devait être pénible pour tout le monde. Il eût été habile de garder *comme gage pendant la négociation* ce qu'on tenait à l'étranger. C'était un moyen d'obtenir peut-être de meilleures conditions... » Si les places fortes que les Français occupaient à quelques centaines de lieues de la frontière étaient un

gage qu'il fallait ménager, qu'était-ce donc que la présence d'une armée française à une marche de l'ennemi, bien réduite il est vrai, mais encore respectable par le souvenir de victoires si récentes et par le prestige encore vivant d'un grand nom? Mais n'insistons pas. Ce n'est pas sérieusement qu'on invoque, pour justifier la défection du 6e corps, cette problématique excuse de l'intérêt public. Il faudra bien lui trouver une autre cause.

Qui avait ordonné le mouvement d'Essonne? Le duc de Raguse dit bravement : « Ce n'est pas moi ! » Il l'avait dit à Gand, le 1er avril 1815, dans sa réponse imprimée à la proclamation impériale du golfe de Juan. Il le répète dans les sixième et septième volumes de ses *Mémoires*[1]. Mais alors tout est dit. Pourquoi se défendre? Pourquoi plaider les circonstances atténuantes? Pourquoi tant de bruit, un tel étalage de sentimentalité et de rhétorique, si ce n'est pas Marmont qui a ordonné le mouvement d'Essonne, si ceux qui l'ont ordonné sont connus, s'il les nomme en toutes lettres, s'ils s'appellent Souham, Compans, Bordesoulle; s'il peut citer leurs aveux consignés dans leur correspondance; s'il peut invoquer le témoignage d'un homme devenu célèbre, de Fabvier, son aide de camp, témoin indigné d'abord, puis redresseur impuissant de la défection? Encore une fois, si le duc de Raguse n'est pas « coupable, » c'est le mot qu'il emploie en qualifiant la conduite de ses généraux, — pourquoi cette longue apologie? Un mot suffisait.

Au fait, que s'était-il passé entre ses généraux et lui? Dès les premiers jours d'avril, et par des raisons dont nous apprécierons plus tard la moralité, le maréchal s'était décidé à traiter avec le prince de Schwartzenberg, commandant en chef les armées alliées, à l'insu de Napoléon, et il avait communiqué sa décision aux généraux du 6e corps.

[1] *Mémoires du duc de Raguse*, de 1792 à 1832. Tome VII. (Paris, 1857.)

Le 4 avril, apprenant l'abdication de l'Empereur, Marmont a l'idée de se joindre aux plénipotentiaires envoyés à Paris pour le règlement des conditions de ce grand acte, et il quitte son poste, laissant aux généraux l'ordre de suspendre le mouvement projeté. Quelle était la valeur de cet ordre laissé à des chefs de corps qu'on avait compromis dans une démarche équivoque, et qu'on semblait abandonner, au moment d'une crise, pour s'assurer une issue qu'on leur fermait? Un pareil ordre pouvait-il arrêter court l'impulsion déjà donnée en sens contraire? Marmont, au moment où il pratiquait si ostensiblement l'insubordination, pouvait-il compter sur l'obéissance? Comment ne pas prévoir que les généraux s'empresseraient d'exécuter, au premier souçon venu de Fontainebleau, le mouvement que les instructions du duc de Raguse avaient seulement suspendu, comme cela résulte de la lettre même du comte Bordesoulle, sur laquelle repose toute la défense du maréchal? C'est ce qui arriva. Le mouvement reprit son cours dès que les embarras des généraux parurent le justifier. Le comte Bordesoulle parle de la défection d'Essonne comme d'une chose prévue dans les conjonctures où on était placé. Il ne se défend pas, il accuse encore moins : il raconte. « ... M. le colonel Fabvier, écrit-il de Versailles le 5 avril, a dû dire à Votre Excellence les motifs qui nous ont *engagés* à exécuter le mouvement que nous étions convenus de *suspendre* jusqu'au retour de MM. le prince de la Moskowa, les ducs de Tarente et de Vicence... » Ces motifs, si faciles à prévoir, étaient en même temps une explication si naturelle de la conduite des généraux, instruments d'une défection dont le duc de Raguse avait été l'âme, et ils parurent si concluants à Marmont lui-même, que, quelques jours après, le *Moniteur* inséra, en le datant du 4 avril, le traité passé entre le maréchal commandant le 6e corps et le prince de Schwartzenberg, « dans le but, dit l'auteur des *Mémoires*, de cacher

la confusion qui avait existé et de donner une apparence de régularité à ce qu'avaient produit la peur et le désordre, » mais en réalité parce que la publication officielle de ce traité mettait le négociateur français dans la situation où il convenait à son intérêt d'être placé.

La publication du traité du 4 avril, que le duc de Raguse présente aujourd'hui comme un acte de générosité envers ses généraux « coupables, » donnait au mouvement d'Essonne son véritable caractère. Elle mettait la défection à sa charge, cela est vrai, mais elle lui en assurait le bénéfice, comme nous le verrons. En 1814, il faut bien le dire, la défection du 6e corps n'était pas un embarras pour le duc de Raguse ; il s'en prévalait plutôt et ne songeait à en accuser personne. La preuve, c'est qu'il mettait au *Moniteur* son traité secret. C'est plus tard, quand fut passée cette fièvre de défaillance dont la fidélité de Marmont fut atteinte une des premières, qu'il eut le sentiment de l'impopularité profonde de l'acte trop célèbre auquel il avait attaché son nom ; et c'est alors qu'il eut recours à ce jeu double qui caractérise encore aujourd'hui sa défense. A ceux qu'indignait la défection Marmont disait : « Le mouvement d'Essonne *ne m'appartient pas.* » (Tome VII, page 59.) A ceux qui applaudissaient à la transaction du 4 avril, comme à la cause déterminante de la chute de l'Empire, Marmont disait : « Voyez le *Moniteur !* » Aux bonapartistes, on livrait Souham et Bordesoulle. Devant les royalistes on se vantait d'avoir sauvé la France. « ..... Tout bon Français, de quelque manière qu'il fût placé, ne devait-il pas *concourir à un changement* qui sauvait la patrie et la délivrait d'une croisade de l'Europe entière armée contre elle ?..... » Voilà ce que Marmont écrivait à Gand, en 1815. Comment aurait-il concouru à ce changement qui avait sauvé la patrie en 1814, si ce n'était par la capitulation du 6e corps ? « ..... Je ne me suis *éloigné de Napoléon* que pour sauver

la France, écrit-il ailleurs, à la même date, et lorsqu'un pas de plus *allait la précipiter dans l'abîme qu'il avait ouvert...* » Quel était cet abîme, si ce n'était une nouvelle bataille que Napoléon aurait pu livrer et perdre entre Paris et Fontainebleau, si le duc de Raguse ne lui eût rendu le service de l'abandonner à Essonne? « ..... *J'ai voulu sauver la France de la destruction*, dit-il encore, j'ai voulu la préserver des combinaisons qui devaient entraîner sa ruine, de ces combinaisons si funestes, fruit des plus étranges illusions de l'orgueil, si souvent renouvelées en Espagne, en Russie et en Allemagne, et qui promettaient une épouvantable catastrophe *qu'il fallait s'empresser de prévenir...* » Voilà, encore une fois, ce que le duc de Raguse écrivait à Gand, après le 20 mars, sous les yeux mêmes de ces princes dont il nous dit, en commençant le septième volume de ses *Mémoires :* « On a vu par quel enchaînement de circonstances *je me suis trouvé lié d'une manière toute particulière à la Restauration...* » Voilà ce qu'il écrivait. Était-il possible de faire un aveu plus explicite du rôle principal qu'il avait joué dans les événements d'Essonne? Quoi! vous avez sauvé la France? Qu'est-ce à dire? Est-ce par la capitulation de Paris du 31 mars? Vous l'avez signée, et personne ne vous le reproche, pas même Napoléon, car vous aviez gagné par une résistance héroïque le droit d'y mettre votre nom, alors sans tache. Mais est-ce le 31 mars que vous avez sauvé la France? Non, car, après avoir signé l'armistice, vous alliez rejoindre l'Empereur à Fontainebleau, et c'est dans cet intervalle, entre votre sortie de Paris et l'abdication, que la France, d'après vos explications mêmes, a couru le risque « d'être entraînée aux abîmes. » C'est donc à Essonne que vous l'avez sauvée, vous tout seul, par la défection du 6e corps. Alors, point d'équivoque. Subissez l'impopularité de ce mouvement, dont vous vous attribuez le mérite et dont vous glorifiez les con-

séquences. Sauveur du pays, dites-vous, par une défection qui a réussi, n'en rejetez pas l'odieux sur la tête de vos subordonnés. La responsabilité est sur vous. L'histoire dira, après avoir apprécié vos moyens de défense, si elle consent à la partager. En attendant, et en ne jugeant que sur votre plaidoyer même, c'est vous qui en portez tout le poids.

Ce poids est-il donc si lourd? Ici distinguons. Si nous ne regardons qu'aux résultats de la capitulation d'Essonne, tels que Marmont les signale, le poids est léger; Marmont a sauvé la France. Tant de gens ne songeaient alors qu'à se sauver eux-mêmes! Mais, si l'auteur des *Mémoires* a déployé tant de ressources d'esprit et d'habileté de plume pour expliquer sa conduite en avril 1814, c'est donc que la charge en était bien pesante à son souvenir! Responsable des événements d'Essonne par les conséquences qu'il s'en attribue, le duc de Raguse l'est bien plus encore par les motifs de la détermination qu'il met à son compte. Il est responsable, soit qu'il en triomphe, soit qu'il les justifie. La question ainsi simplifiée et débarrassée de toute équivoque, c'est maintenant la justification elle-même qu'il faut juger.

II

Marmont, disons-nous, est bien habile. Sa défense a été longtemps méditée : elle vient de loin. Son ouvrage tout entier n'est qu'une longue apologie; mais on dirait qu'au fond de sa pensée tout s'y rapporte à ce point critique de son histoire, à cette plaie douloureuse que l'âge même n'a pu guérir dans sa conscience, le traité d'Essonne. Soit avant Essonne, soit après, tout semble écrit, dans le livre de Marmont, en vue de se justifier. Avant le 5 avril, il fallait se grandir outre mesure pour légitimer l'importance qu'on avait besoin de se donner ce jour-là. Il fallait diminuer tout

autour de soi ses compagnons d'armes pour ajouter à sa propre grandeur; douter de tout le monde pour ne compter que sur soi; déprécier l'Empire et l'Empereur pour avoir le droit de les sacrifier l'un après l'autre! Il fallait inventer la défection du prince Eugène [1] pour colorer d'un précédent considérable celle du duc de Raguse! Il fallait supposer, pendant cette nuit de bivac à Düben, ce problématique entretien où Napoléon se donne la peine, presque un an d'avance, de faire la théorie de la défection d'Essonne. — « Vous, par exemple, disait l'Empereur à Marmont (octobre 1813), si, l'ennemi ayant envahi la France et étant sur la hauteur de Montmartre, vous croyiez même avec raison que le salut du pays vous commande de m'abandonner et que vous le fissiez, — vous seriez un bon Français, un brave homme, *un homme de conscience*, et non *un homme d'honneur*..... » Oui, il fallait tout cela, et s'avancer à la sape, prudemment, pas à pas, pour arriver enfin et à couvert jusqu'à cette terrible brèche de la conscience et de l'honneur qu'on voulait ouvrir à Essonne! Marmont, écrivant ses Mémoires, ressemble à ces assiégeants qui ouvrent la tranchée, tracent des parallèles, creusent des fossés, entassent fascines et gabions avant d'attaquer la place. Une fois à Essonne, il se démasque, et il entre résolûment, le front haut, en homme qui vient de faire héroïquement la

[1] On peut consulter sur cette invention du duc de Raguse l'excellent article que M. le comte Tascher de la Pagerie a donné au *Moniteur* du 5 mars dernier, et le recueil de pièces publiées récemment par M. Planat de la Faye, ancien officier d'ordonnance de l'Empereur, sous ce titre: *Le prince Eugène en* 1814, réponse au maréchal Marmont. Ces deux écrits, qui se complètent l'un par l'autre, sont en effet la réfutation péremptoire des assertions du maréchal au sujet du prince Eugène. — Depuis que cette note a été écrite (1857), M. Planat a publié une seconde, puis une troisième édition de sa curieuse brochure, et les héritiers du prince Eugène ont gagné, devant la justice, en France, le procès intenté par eux aux *Mémoires* et à la mémoire du duc de Raguse. (*Note de l'auteur*, mars 1858.)

campagne de 1814 et qui tient son épée entre les trois doigts mutilés qui lui restent, — il entre, dis-je, en héros plus qu'en accusé dans cette justification si habilement préparée et par cette brèche si patiemment ouverte. Ainsi procède l'auteur des *Mémoires*, et il est impossible de ne pas remarquer ici le singulier mérite littéraire de cette défense, où se résument, avec une si vive originalité, les qualités et les défauts de son caractère. Nous cherchons à reproduire sa physionomie; elle est là toute vivante, à la fois cauteleuse et hardie, provocante et circonspecte, toute pleine de finesses étudiées et d'orgueilleuse assurance, un style de soldat dans la bouche d'un sophiste, une ambition sans scrupule sous un vernis de patriotisme, l'éloquence du cœur couvrant par instants les calculs d'une personnalité insatiable.

Tel est Marmont quand il prétend justifier la défection d'Essonne. Deux considérations l'ont décidé : d'abord l'Empereur était fini. « ... Il y a eu deux hommes en lui, au physique comme au moral, écrit-il. Le premier, maigre, sobre, d'une activité prodigieuse, insensible aux privations, comptant pour rien le bien-être et les jouissances matérielles... sachant donner au hasard, mais lui enlevant tout ce que la prudence permet de prévoir; résolu et tenace dans ses résolutions; connaissant les hommes, etc., etc. Le second, gras et lourd, sensuel et occupé de ses aises jusqu'à en faire une affaire capitale, insouciant et craignant la fatigue; blasé sur tout, indifférent à tout... d'un orgueil satanique et d'un grand mépris pour les hommes; comptant pour rien les intérêts de l'humanité; négligeant dans la guerre les plus simples règles de la prudence;... plus de volonté, plus de résolution, et une mobilité qui ressemblait à de la faiblesse... » Ainsi le génie de Napoléon était tombé, aux approches de la défection d'Essonne, dans une sorte d'abâtardissement physique qui dégageait non-seulement

ses sujets de l'ordre civil, mais ses lieutenants favoris. Comment rester fidèle à un empereur qui était si gras? D'un autre côté, cet empereur, moralement déchu, aurait pu continuer la guerre avec les troupes qui lui restaient et perpétuer la crise qui consumait la France. Il fallait l'arrêter court dans cette voie périlleuse où son ambition n'aurait pas consulté son impuissance : Marmont s'est dévoué. Où était le devoir? dit-il. Entre le héros dégénéré qui menaçait de prolonger la lutte et la France qui demandait grâce, qui ne voit que le devoir était tout tracé, et que le duc de Raguse, pressé d'échapper à l'Empire, en sortait par la bonne porte?

Le duc de Raguse se donne ici l'inutile peine de tracer un tableau lugubre des extrémités de toute sorte où la France se trouvait réduite après la campagne de 1814. Son récit n'apprend rien à personne, même à ceux qui, nés avec le siècle, étaient encore des enfants à cette époque. « Pourquoi n'avez-vous pas, comme moi, soixante et dix ans? » m'écrit un homme de sens et d'esprit qui a connu le duc de Raguse et qui essaye de le défendre. « Si vous aviez été en âge de juger les événements de 1814, vous sauriez à quel point de lassitude et de mécontentement la nation était parvenue, et combien elle maudissait l'ambition qui lui coûtait tant de sang... » J'en demande pardon à mon respectable correspondant : je savais tout cela, et je suis tellement persuadé que les épreuves de la nation française dépassaient, à cette date, tout ce que son vigoureux tempérament en pouvait supporter, que je n'ai jamais pris au sérieux les assertions des historiens qui ont attribué la chute de l'Empire à la seule défection d'Essonne. Les causes de cette chute étaient plus anciennes et plus profondes. Je crois que l'Empire était perdu, même avant le 5 avril, et je crois aussi que les Bourbons auraient été rétablis sur le trône de Henri IV, même sans la protection de M. de Talleyrand. La dé-

fection du duc de Raguse rendit les étrangers moins faciles sur les conditions de la paix, et elle les éclaira sur la radicale impuissance de Napoléon; mais c'est tout. La capitulation d'Essonne retardait de quatre jours sur celle de Paris. Elle n'y ajoutait rien qu'un embarras de plus pour ceux des négociateurs français qui voulaient une paix loyale et des conditions acceptables. Aussi, quand Marmont prétend qu'il a sauvé la France à Essonne, il se vante et ne s'excuse pas. La reddition de Paris entraînait l'abdication, l'abdication la paix, la paix le désarmement, comme le déclarait si rudement le baron Louis, dans l'entretien cité plus haut. Que fallait-il donc faire quand on était à Essonne à la tête de six mille hommes? Il fallait y rester et attendre. Était-ce donc si difficile?

« Nous ne pouvons pas tout, dit Montaigne. Ainsi comme ainsi nous fault-il souvent, comme à la dernière anchre, remettre la protection de nostre vaisseau à la pure conduicte du ciel[1]... » Marmont semblait s'être un moment rappelé ce passage du grand moraliste lorsque trois jours auparavant, après la capitulation de Paris et avant de retourner à son poste, ayant résisté aux tentatives d'embauchage pratiquées par quelques membres du gouvernement provisoire sur sa personne : « Je voulais, disait-il, faire loyalement mon métier et attendre du temps et de la force des choses *la solution que la Providence y apporterait*... » Marmont disait vrai. Oui, s'il est permis de s'abandonner parfois, sans s'aider soi-même, « à la pure conduicte » de la Providence, c'est dans ces moments suprêmes où l'art antique faisait apparaître le dieu sur son nuage et tranchait le nœud du drame d'un seul coup de sa main puissante. Au 4 avril, après la reddition de Paris, la force des choses marquait ainsi à chacun son rôle : aux politiques l'entremise et la

[1] *Essais*, liv. III, ch. I.

négociation, aux soldats l'obéissance, aux chefs de l'armée la fidélité jusqu'au moment qui les dégagerait sans péril pour leur loyauté. Cela ne veut pas dire que les lieutenants de l'Empereur, ceux qui étaient à Fontainebleau ou à Essonne, témoins si rapprochés de son déclin, dussent attendre patiemment, l'épée au poing et la bouche close, ce que méditait l'ambition du maître. Le moment était venu, non de la trahison sans doute, mais du conseil libre et décisif.

> Je sais rendre aux Sultans de fidèles services;
> Mais je laisse au vulgaire adorer leurs caprices,
> Et ne me pique point du scrupule insensé
> De bénir mon trépas quand ils l'ont prononcé !...

Les maréchaux avaient le droit d'éclairer l'Empereur sur l'impuissance devenue trop manifeste de ses armes. Ce droit, il fallait en user, je ne dis pas en manquant de respect à cette grande infortune, comme l'histoire le reproche au plus célèbre d'entre eux, mais avec cette fermeté noble qu'y mettait un Macdonald et que la franchise toujours bien venue de Marmont pouvait imiter. Là s'arrêtait le droit de représentation. Passer outre, c'était félonie. Trahir l'Empereur pour l'éclairer, le découvrir sous prétexte de le sauver, lui refuser à la dernière heure cette suprême obéissance qui est dans les inférieurs l'épreuve des cœurs délicats, — ah! nous n'avons jamais porté l'épée, ni siégé dans une cour d'honneur, ni affecté aucun raffinement chevaleresque, — mais nous ne comprenons pas, comme le duc de Raguse les a compris le 4 avril 1814, les devoirs d'un honnête homme ! Que faisons-nous, humbles que nous sommes, quand nous restons fidèles à nos amis malheureux ? Est-ce que nous regardons aux erreurs de leur conduite, aux torts de leur caractère, aux rides de leur visage? Est-ce que leur injustice elle-même nous dégage ? Le beau mérite de n'accepter d'engagement qu'envers la prospérité et la perfection!

Le duc de Raguse établit par *doit* et *avoir*, dans quelques pages d'un chapitre spécial[1] qui semblent détachées d'un registre en partie double, ses rapports personnels avec Napoléon : *tant donné, tant reçu ;* et, au bout du compte, il met une trahison pour rétablir l'équilibre entre la recette et la dépense. Ce bilan de la reconnaissance du duc de Raguse m'a fait rougir de honte pour sa mémoire.

Tite-Live racontant l'aventure du Campanien Babius, qui, pendant une expédition des Romains contre Capoue, vint défier en vue des deux armées un citoyen de Rome qui avait été son hôte et son sauveur dans une grave maladie, Tite-Live invoque en faveur de ce dernier les droits de l'amitié méconnus[2]. Peut-être se trompait-il. Peut-être la reconnaissance est-elle en effet une mauvaise conseillère dans de certaines conjonctures publiques. Mais le duc de Raguse n'avait-il, envers Napoléon, que des devoirs privés? Il commandait un corps d'armée sous les ordres de l'Empereur. Comme tel, il avait des devoirs publics envers son général, devoirs clairement définis, consacrés par la législation de tous les peuples, avec la peine de mort pour sanction. Où était le doute? Il fallait prendre parti, dit-on, entre la conscience et l'honneur? Quoi ! c'est un maréchal de France qui lègue à son pays cette commode excuse pour toutes les défections à venir ; car l'honneur est étroit, la conscience est large. La raison se trompe quelquefois, l'honneur jamais. Je conçois pourtant ces troubles de la conscience dans les hommes de guerre, quand des deux côtés c'est le même drapeau qui vous protége, la même patrie qui vous invoque, quand César et Pompée combattent également sous l'aigle romaine :

[1] Tome VI, p. 278 et suiv.

[2] ..... *Manente memoriâ, etiam in dissidio publicorum fœderum, privati juris.* (Liv. XXV, 18.)

..... *Infestis obvia signis*
Signa, pares aquilas et pila minantia pilis.

Je comprends ces doutes et ces anxiétés de la guerre civile. Mais, quand l'ennemi est là, comme à Essonne, de l'autre côté de la route, étalant ses enseignes, battant son tambour, quand il suffit de regarder à son propre drapeau pour y lire son devoir écrit sur ses lambeaux glorieux, — invoquer, pour agir autrement, une prétendue raison d'État dont votre orgueil seul vous a rendu juge et un intérêt qui ne doit profiter qu'à vous, — en bon français, cela s'appelle trahir; et le mot restera, quoi qu'ait pu faire depuis quarante ans l'indulgence de l'opinion publique, le mot restera attaché à la défection d'Essonne!

III

Je ne dis rien de plus; je ne fais pas le procès du duc de Raguse : j'apprécie sa justification, son livre à la main. Personne n'a jamais confondu le maréchal Marmont avec ces transfuges célèbres qui passent à l'ennemi la veille d'une bataille, l'épée au fourreau, leur cocarde en poche, et qu'on trouve le lendemain sous le drapeau de l'étranger. A Fontainebleau, à l'île d'Elbe, au golfe de Juan, aux Tuileries en 1815, à Sainte-Hélène jusqu'à la fin, partout l'Empereur a qualifié de trahison[1] la conduite de son lieutenant à Essonne, et il a attribué à cette seule cause la chute de son trône. L'opinion s'est montrée à la fois plus éclairée et moins sévère. Les circonstances tout à fait extraordinaires

[1] Vaulabelle, *Histoire des deux Restaurations*, t. Ier, p. 346. — *Mémorial de Sainte-Hélène*, édition in-12, t. III, p. 114. — Lamartine, *Histoire de la Restauration*, t. III, p. 44. — Meneval, *Souvenirs historiques*, t. II, p. 147.

au milieu desquelles s'était trouvé le duc de Raguse, quoique bien simples pour un homme d'honneur, avaient d'abord confondu sa faute dans la défaillance universelle et les torts de sa conduite dans le malheur de sa destinée. La défection d'Essonne serait donc restée dans ce demi-jour d'une équivoque indulgente, à moitié effacée par cette prescription de près d'un demi-siècle écoulé depuis, si Marmont n'avait eu l'idée d'y répandre à flots la lumière. Aujourd'hui tout se ravive et tout s'explique. Comment confondre le commandant du 6e corps dans les erreurs et dans les fautes de cette fatale époque, quand il y marque si résolûment sa place au-dessus de tous? Comment chercher la part de la fatalité à Essonne, quand Marmont y montre si clairement celle de sa détermination et de sa volonté?

« La vanité a perdu le duc de Raguse, » disait l'Empereur dans son exil; et peut-être marquait-il ainsi la cause réelle de sa défection. Marmont, duc et maréchal de France, un des lieutenants favoris de l'Empereur et un de ses conseillers les plus consultés dans ces derniers temps, Marmont se croyait mal récompensé et mal jugé. Son livre n'est qu'une longue complainte de son ambition. Il aspirait à jouer un plus grand rôle. Essonne se trouva sur le passage d'un règne à l'autre. Le maréchal se crut appelé à être un médiateur et un sauveur. Il ne s'est livré que pour se grandir. Une fois à Paris, en effet, il est tout d'abord un des premiers personnages du régime nouveau. Sa faute ne lui inspire aucune modestie. Quand le baron Louis, comme nous l'avons vu, objecte la pénurie du Trésor à ses exigences, d'ailleurs honorables, au sujet de l'armée : « ..... Si vous continuez sur le même ton, lui dit le maréchal, *je vous ferai sauter par la fenêtre!* » Quand les princes arrivent, Marmont affecte de garder sa cocarde tricolore. Il avait raison de conseiller le maintien de ces glorieuses couleurs, symbole de la France moderne. Mais que valait une cocarde

au chapeau quand on avait si publiquement renié sa foi? Le duc de Raguse conseillait aussi aux Bourbons le maintien des Constitutions de l'Empire; il demandait une censure perpétuelle pour la presse périodique; il voulait la suprématie organisée de l'ordre militaire sur l'ordre civil, « si habituellement composé de gens sans antécédents, dit-il, et sans autres droits que ceux résultant du caprice de ceux qui les nomment... » On peut lire dans le septième volume de ses *Mémoires* le curieux détail de cette campagne politique qu'il entreprit dès le commencement de la Restauration, en homme qui avait le droit de parler de haut.

Ses conseils ne furent guère suivis, comme on sait. Sa situation n'en fut pas atteinte. Dès le début, il est capitaine des gardes. Plus tard, il est nommé ministre d'État, gouverneur de Paris, chevalier du Saint-Esprit. Il remplit à Lyon, avec plus d'honneur que de succès, une mission importante. La cour l'accueille. Louis XVIII le recherche. Il a toutes les missions délicates; et même un jour le roi le charge d'arrêter son camarade, le prince de Wagram, un moment soupçonné d'une correspondance secrète avec le glorieux exilé de l'île d'Elbe. Un autre jour, l'Autriche lui rend sa dotation d'Illyrie, cinquante mille francs de rentes sur le Trésor, en remplacement de domaines d'un pareil revenu, et sans préjudice de l'arriéré. Marmont pousse un cri de joie! Il était alors à Vienne. « ... Je me mis en route immédiatement pour retourner à Paris, où j'arrivai triomphant!... » L'Autriche s'était souvenue d'Essonne. Marmont reproche quelque part à Napoléon une conduite toute différente : « Jamais, dit-il, aucun bienfait d'argent ne m'a été accordé. Mes dotations ne s'élevaient pas au delà de celles des simples généraux, tandis que mes camarades étaient comblés de richesses... » Enrichir le duc de Raguse était une de ces choses que l'Empereur lui-même, au comble de

sa puissance, n'aurait pas pu faire. Très-peu de temps après la restitution faite par l'Autriche, Marmont était pauvre; le roi Louis XVIII lui prêtait deux cent mille francs..... Nous cherchons les causes de la défection du 6e corps. Ah ! ne disons pas que le duc de Raguse n'a délaissé l'Empereur que pour remplir ses coffres et que le mouvement d'Essonne n'a été qu'une question d'argent. Marmont est ambitieux, non vénal. A Essonne même, il a un moment l'idée de se livrer à Napoléon après l'avoir trahi, et il avait même préparé une lettre destinée à l'Empereur, « où il lui annonçait, dit-il, qu'après avoir rempli les devoirs que lui imposait le salut de la patrie, *il irait lui apporter sa tête* et consacrer, si l'Empereur voulait l'accepter, le reste de sa vie *au soin de sa personne...* » La lettre ne fut pas envoyée, cela va sans dire; mais la mention qu'en fait sérieusement le duc de Raguse, dans des *Mémoires* adressés à la postérité, n'ajoute-t-elle pas un trait curieux à cette physionomie remplie de contrastes que nous essayons de peindre? Au fond de cette gasconnade chevaleresque et de cette effusion sentimentale, il y a un égoïste qui songe à son intérêt, un orgueilleux qui trahit son maître. Toute la défection d'Essonne est là.

Et la conclusion ? elle serait triste à donner, si la poésie n'avait pris soin de la formuler, et depuis longtemps, en vers magnifiques, qu'admirait Fontanes et que le prince Eugène de Savoie répétait, dit-on, après la bataille de Denain :

Montrez-nous, guerriers magnanimes,
Votre vertu dans tout son jour!
Voyons comment vos cœurs sublimes
Du sort soutiendront le retour!
Tant que sa faveur vous seconde,
Vous êtes les maîtres du monde;
Votre gloire nous éblouit.

Mais, au moindre revers funeste,
Le masque tombe, l'homme reste,
Et le héros s'évanouit[1].

[1] La collection des *Mémoires* du duc de Raguse s'est complétée plus tard par deux volumes (VIII et IX), dont nous aurions pu tirer encore quelques traits pour l'esquisse que nous avons voulu peindre. Nous y reviendrons peut-être quelque jour. Pour aujourd'hui, nous croyons suffisamment complète, à notre point de vue, cette physionomie du célèbre « lieutenant de Napoléon. »

III

Le maréchal de Saint-Arnaud.

I

— 30 JUILLET 1855. —

La publication des lettres familières du maréchal de Saint-Arnaud [1] n'est pas un fait qui doive étonner beaucoup notre pays et notre époque, très-accoutumés à des surprises de cette nature. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Quand ces sortes d'ouvrages, — *Lettres familières*, *Confidences*, *Histoire de ma Vie*, *Mémoires contemporains*, — ne sont pas une scandaleuse bravade lancée à la curiosité publique, ou l'expression naïve de cette idolâtrie que tant d'auteurs ressentent aujourd'hui pour eux-mêmes, ils sont une espèce d'hommage à l'adresse de l'opinion, une justice rendue à la puissance de la publicité; et, encore une fois, nous serions mal avisé de nous en plaindre.

Pourtant nous nous demandons quelle pouvait être l'utilité de publier sitôt les lettres et les souvenirs de famille du maréchal de Saint-Arnaud. Il n'y a pas encore un an que le maréchal est mort, mort glorieusement, le lendemain d'une victoire, à quelques lieues du champ de bataille où il avait, de sa main défaillante, planté le drapeau français, montrant une fois de plus « *qu'une âme guerrière est maîtresse du*

[1] *Lettres du maréchal de Saint-Arnaud*. 2 vol. in-8°, Paris, 1855.

corps qu'elle anime. » Et c'est quelques mois après que sa famille nous donne deux volumes de sa correspondance particulière. Est-ce que quelque chose aurait manqué, dans le maréchal de Saint-Arnaud, à cette gloire si éclatante de sa fin? Est-ce que les échos de l'Alma et du Belbeck ne suffisaient plus à protéger sa mémoire? Est-ce que l'éclat d'une pareille mort se serait obscurci s'il n'eût été ravivé par cette lumière qu'on fait descendre aujourd'hui dans sa vie privée?... Quoi qu'il en soit, la correspondance du maréchal est aujourd'hui publique; le livre existe; il est entre nos mains. Ces confidences, qu'un auteur plein de lui-même ou qu'une famille bien ou mal inspirée adresse à l'indiscrète curiosité de la foule, ce sont quelquefois, comme par exemple les *Mémoires du roi Joseph*, d'admirables sources d'information pour la biographie, la politique, la guerre et l'histoire. Voyons dans quelle mesure la correspondance du maréchal de Saint-Arnaud aura satisfait sur ce point à l'intérêt bien entendu du public ou servi sa malignité.

La vie du maréchal de Saint-Arnaud se partage en trois époques très-distinctes : celle qui s'écoule, de son enfance à sa maturité, avant 1830; — celle qui le rend à l'activité militaire et qui le conduit du grade de sous-lieutenant à celui de maréchal de camp, sous le gouvernement de Juillet, — et enfin celle qui fait de lui, en 1851, le bras d'une révolution, puis le généralissime d'une armée française et le chef aventureux d'une expédition dont personne ne peut aujourd'hui prévoir le terme[1]. — De ces trois périodes de la vie du maréchal, une seule est complète dans le livre que nous annonçons, c'est la seconde, la période africaine. Quant à la première, jusqu'à trente-trois ans, nous ne savons presque rien de lui par sa correspondance; nous n'en voulons rien savoir. Si le droit de la critique est de pénétrer dans la vie

[1] Écrit en juillet 1855.

privée quand c'est l'auteur lui-même ou sa famille qui vous y précède, un flambeau à la main, c'est son devoir de s'arrêter devant les portes qui sont fermées. Nous ne dirons donc que quelques mots de cette première époque de la vie du maréchal ; et, quant à la dernière, nous n'en dirons, si peu que ce soit, que ce que le maréchal en a dit lui-même. Grâce à cette réserve, nous serons sans doute en règle avec toutes les convenances qui nous dominent de toutes parts dans cette étude délicate. Mais, même ainsi limitée, la carrière qui nous est ouverte est assez vaste, et nous ne promettons pas de la remplir tout entière.

J'ai dit que la correspondance du maréchal de Saint-Arnaud est à peu près muette sur tout ce qui se rapporte à ses trente premières années. Nous trouvons pourtant, soit dans l'Introduction du livre, soit dans les lettres, un certain nombre de confidences clair-semées qui répandent quelque jour sur cette époque de sa vie. Ainsi, par exemple, nous lisons dans l'Introduction que, pendant ses dernières années, « malgré les ravages de la maladie qui devait abréger ses jours, le maréchal avait conservé une physionomie expressive et distinguée, vrai type d'élégance et d'énergie militaires... » Et l'auteur ajoute : « Qu'on se le représente à vingt ans, beau, spirituel, passionné, entraîné par un de ces caractères que l'obstacle irrite, et l'on ne s'étonnera pas *s'il eut une jeunesse orageuse, et s'il fut le héros de plus d'une aventure romanesque...* » C'est sans doute à ces circonstances de sa vie que le maréchal fait allusion quand il écrit (mars 1850) : « C'est le duc de Clermont-Tonnerre qui, étant ministre, me fit entrer, en 1827, au 49e, *que je quittai sottement ;* » et (décembre 1839) : « Donc, nos enfants vont bien et croissent en santé et en sagesse ! Dieu soit béni ! La sagesse n'est pas donnée à tout le monde. Mon pauvre ami, *je suis arrivé tard à l'appel quand on la distribuait.* On a beau dire, cela dépend beau-

coup du tempérament, et on naît sage comme on naît peintre ou rôtisseur. Moi, je suis né soldat, avec beaucoup des défauts du métier et quelques-unes de ses qualités... » Parmi les vertus de la profession militaire, l'économie n'est peut-être pas la plus commune, et c'est encore le maréchal qui nous révèle sur ce point quelques-uns de ces incidents que personne n'avait le droit de raconter que lui-même : « Est-ce qu'un tailleur de Lyon (écrit-il de Sétif, en juin 1850) ne m'a pas envoyé à Constantine un billet de moi de 550 francs, payable le 15 juin 1820 à Paris ! Je ne me rappelle ni le billet ni le tailleur. Il y avait, ma foi ! bien prescription de trente ans ; mais nous n'usons pas de ces moyens. J'ai répondu que l'on payât. *Cette queue de jeunesse* est plus longue que celle de M. Considérant ; mais quel œil elle possède aussi ! Ah ! mon fils ! *quelles leçons il recevra de moi !.....* » Il est impossible en vérité de s'exécuter d'une façon plus spirituelle et plus galante. Ajoutons à ces révélations tirées de la correspondance du maréchal celles que contient l'Appendice placé à la fin du premier volume, et où se trouvent quelques fragments de lettres écrites par lui en 1822. Il avait alors vingt-quatre ans. Il était allé en Grèce, comme nous aurions voulu y aller tous à cette époque, pour tendre fraternellement la main et prêter assistance aux descendants de Léonidas. Mais le maréchal de Saint-Arnaud était, dès ce temps-là, un philhellène peu convaincu, et il est curieux de retrouver dans sa correspondance d'alors des phrases que n'aurait pas désavouées l'allié des Turcs trente ans plus tard, celles-ci entre beaucoup d'autres : « ..... Si un Grec soupçonnait un Franc d'avoir un peu d'argent, il l'assassinait. (C'était au moment où quelques Français, entraînés par leur courage, étaient allés mourir de faim et de misère à Navarin.) Un de ces Français, nettoyant son fusil, le démonta et mit les pièces à côté de lui. Un Grec lui vola sa batterie, et c'est avec ce fusil qu'il se battait tous les

jours pour eux. Les Grecs, ajoute l'auteur, m'auraient assassiné pour avoir ma capote, *et, de peur de la trouer, ils auraient tiré à la tête...* »

Nous voilà donc, grâce à ces confidences, si ce n'est complétement édifiés sur la jeunesse du maréchal de Saint-Arnaud, du moins bien près du chemin qui pourrait nous conduire à la vérité. Ainsi nous savons qu'il était également distingué par la beauté de ses traits, l'élégance de sa tournure et la vivacité de son esprit, mais impatient du joug et livré à ses passions; qu'il avait quitté son régiment pour courir les aventures; qu'arrivé dans la patrie de Miltiade et de Thémistocle, il y avait, du premier coup et à vingt-quatre ans, dépouillé tout enthousiasme et dit adieu à ses illusions, — et enfin que lorsque la Révolution de 1830 éclata en France, il était en Angleterre... Qu'y faisait-il? Cela ne nous regarde pas. Peut-être y retrouverions-nous la trace de ce tailleur de Lyon, encore si vivant en 1850. Ajoutons, toujours les lettres du maréchal à la main, que ces voyages entrepris à l'âge où ils complètent, avec toute sorte d'agrément et d'utilité, une première éducation négligée, avaient particulièrement profité à son intelligence. Il parlait et il écrivait correctement deux ou trois langues étrangères, sans compter le latin, qu'il citait volontiers. Il aimait la musique. (« La duchesse, écrit-il de Blaye en 1833, aime assez m'entendre chanter. Elle m'a dit d'apporter ce soir ma guitare..... ») Il aimait aussi à entendre réciter de beaux vers, et il parlait de mademoiselle Rachel avec enthousiasme. (« Je suis allé avec Pajol voir *Polyeucte*. Rachel est au-dessus de tout ce que tu m'avais annoncé. Elle a dit le *Je crois*... à envoyer toute la salle à confesse en sortant. ») Il aimait donc les beaux vers, et il en improvisait au besoin, témoin ce jour (15 octobre 1833) où le général Meunier vint remettre à la compagnie que le lieutenant de Saint-Arnaud commandait le drapeau destiné à son régiment.

. . . . . .
Pour nos drapeaux, c'est l'honneur qui l'ordonne,
S'il faut mourir, il sera satisfait.
Rappelons-nous que Meunier, qui les donne,
Sous la mitraille autrefois les prenait...

Tel était donc, lorsque survint la Révolution de juillet, « ce Français aimable » qui devait être un jour le vainqueur des Russes à l'Alma, officier démissionnaire, voyageur par désœuvrement, lettré de salon, ayant toutes sortes d'aptitudes et ne s'étant fixé à rien, beaucoup de connaissances et peu de pratique, beaucoup d'idées et peu de sagesse, beaucoup d'entrain et peu de poids... Mais laissons-le « grandir, » comme il dit.

« La prudence de Turenne, disait Bussy-Rabutin, venait de son tempérament et sa hardiesse de son expérience. » M. de Saint-Arnaud eut la hardiesse du premier coup. Il l'avait dans le sang. La Révolution de juillet l'avait rendu à l'armée active. C'était en 1831. Il se maria. Il avait trente-trois ans; il n'était que sous-lieutenant. C'était plus de dix ans que le *goût des voyages* avait fait perdre à sa destinée sérieuse. Il y fallut suppléer à force de zèle, d'activité, de courage, avec ce parti pris d'audace, ce besoin d'épreuves exceptionnelles, ce mépris du danger, et, pour tout dire en un mot, cette soif d'avancement à tout risque qui semble parfois un défaut, j'entends un défaut de style et de proportion dans sa correspondance, et qui est une vertu dans son histoire. Dans sa correspondance, cette préoccupation presque exclusive de l'avancement tourne à la redite et à la monotonie; elle semble accuser l'égoïsme du cœur, le défaut de vues élevées, le souci d'une personnalité ambitieuse à qui tout est bon, comme Lucain le dit de César [1],

[1] . . . . . *Instare favori*
Numinis, impellens quidquid sibi summa petenti
Obstaret, gaudensque viam fecisse ruina.
(*Pharsale.*)

pourvu qu'elle réussisse... Tel est le défaut de la correspondance : on y lit sans cesse des phrases telles que celle-ci : « (Bordeaux, 17 avril 1834)... La position de notre pays m'épouvante, et cependant, dans le fond du cœur, *un sentiment blâmable sans doute d'égoïsme m'empêche de la déplorer ;* car on est sur un volcan, on se battra ; les gens de cœur, de caractère, se montreront, et ton frère périra ou sortira de la foule... » — Et ailleurs : « Je suis bien portant (écrit-il en 1837) et disposé à me battre dur, car *il faut que Constantine me rapporte quelque chose...* » Et ailleurs encore, à propos d'une blessure légère qu'il avait reçue à la main : « ... Conçoit-on un niais qui me manque à quatre pas ? S'il m'avait logé sa balle dans le bras ou quelque part, *il me faisait lieutenant-colonel d'emblée.* Maladroit, va ! En attendant je me réchauffe dans son *burnous...* » Oui, je le répète, ces redites de l'ambition impatiente fatiguent à la fin ; et on éprouve d'abord une sorte de désappointement pénible en songeant que cette grande fortune militaire, conquise à la pointe de l'épée, *après ce long et saint labeur*, comme il l'appelle, de la guerre active et incessante, n'aurait été que le produit d'un calcul presque aussi infatigable que son courage. Mais ce calcul, hâtons-nous de le dire, n'est pas seulement celui de l'officier subalterne qui veut s'élever et de l'obscur soldat qui aspire à se faire un nom ; c'est celui du père de famille ; et, légitime après tout, même dans l'individu qui rapporte tout à lui, un pareil calcul se relève et s'ennoblit par la prévoyance affectueuse qui en étend l'honneur et l'avantage à ses enfants. J'ai donc raison de le dire, si c'est là le côté restreint et en apparence étroit de cette correspondance, c'est le côté vraiment noble et touchant de cette destinée militaire où chaque danger qui la signale, chaque coup d'épée qui la menace ou qui l'illustre, chaque pas qu'elle fait en avant sous la pluie de feu ou sous le ciel inclément, est mis au compte

de la famille et *porté à son actif*, comme diraient ces épiciers dont le maréchal de Saint-Arnaud s'est tant moqué. « ..... Ah! mon pauvre frère chéri, écrit-il (de Blidah, le 14 octobre 1841), si tu veilles sur mes enfants, si tu me remplaces auprès d'eux, il faut bien aussi que tu aies ta compensation et que ton cœur bondisse, comme le mien, de joie et de fierté au récit de mes succès, où tu es pour bonne part, ami; car je n'ai jamais donné deux coups de sabre aux Bédouins *sans qu'il y en ait eu un à ton intention et l'autre dans la pensée de mes enfants...* » « ... Tout malade que je suis, écrit-il (de Metz, en 1841), tout inquiet que je ne puis m'empêcher d'être pour ma santé à l'avenir, je n'en désire pas moins ardemment retourner en Afrique le plus tôt possible. *Il vaut mieux pour mes enfants qu'ils soient orphelins d'un colonel que d'un chef de bataillon.....* » « ..... C'est pour eux, écrit-il à sa mère (de l'Oued Isly, décembre 1845), c'est pour mes enfants, pour leur laisser un nom honoré, pour leur faire une position dans le monde, que je m'use le corps et l'âme et que je mène une existence *dont un cheval de poste ne voudrait pas.....* »

On aura beau faire : l'homme qui a écrit les lignes qui précèdent et beaucoup d'autres avec la même pensée et le même accent; l'homme qui, pendant vingt ans de la vie militaire la plus infatigable, n'a pas cessé d'écrire à sa mère, à sa femme, à ses enfants, à ses frères, de toutes ses garnisons, de tous ses bivacs, et toujours, sous-lieutenant ou maréchal de France, du même ton affectueux, attendri, naturel et confiant, — cet homme, l'histoire le jugera, pour ses actes politiques, en bien ou en mal; — mais en attendant il n'est pas défendu à un critique qui n'a qu'un recueil de lettres à juger et qui veut être sincère de dire que cet homme était bon, ni de l'aimer, si le cœur l'y pousse, pour ses bons sentiments. Je n'ai vu, quant à moi, personne qui ait sérieusement lu les lettres

du maréchal de Saint-Arnaud et qui ait échappé à cette impression. « La bonté, dit M. Michelet, humble mot, grande chose..... » Ajoutons qu'elle tourne parfois, dans l'auteur des Lettres, en une sorte de générosité qui semble puisée à la plus pure source de l'âme humaine, témoin ce jour (novembre 1838) où le maréchal Clauzel étant venu de France, en simple particulier, visiter ses propriétés de la Mitidja : « ..... Mes ordres, écrit M. de Saint-Arnaud, ne me parlaient pas de la manière dont je lui rendrais les honneurs, ou même si je lui en rendrais du tout. J'avais ma compagnie, forte de cent hommes, et vingt chasseurs à cheval. La circonstance était difficile, épineuse, frère; j'y ai bien réfléchi, et j'ai cru bien faire en suivant la voix de ma conscience. J'ai vu devant moi un homme honoré du plus haut grade de l'armée; je ne me suis rappelé que ses succès, et plus il était dans la disgrâce, plus j'ai voulu lui prouver que cette armée qu'il avait souvent menée à la victoire s'en souvenait toujours. Il était en bourgeois, sans décorations. J'ai donné ordre à mon détachement de le traiter comme s'il se fût présenté avec les plumes blanches et les décorations qu'il a conquises sur les champs de bataille. J'ai été récompensé, frère, quand j'ai vu des larmes couler sur les joues brunies du vieux soldat, lorsque, arrivant au pont d'Oued-el-Kerna, où mon petit détachement l'attendait en bataille, il a été reçu au son des trompettes et des clairons, et les soldats présentant les armes. Il m'a témoigné sa reconnaissance dans les termes les plus énergiques en me présentant les mains. Lorsque je l'ai quitté, il m'a dit : « Capitaine, au revoir, nous nous reverrons bien « certainement... » Si l'autorité militaire s'offusque, si l'esprit de parti s'empare de mes intentions et les dénature, je ne serai pas embarrassé pour répondre..... » Ai-je besoin d'ajouter à ce récit qu'en 1838, sous le règne du roi Louis-Philippe, la générosité du capitaine Saint-Arnaud ne courait

aucun risque? Mais aussi bien je reviendrai plus tard sur cette défiance ombrageuse que le maréchal témoigne, en plus d'un passage de sa correspondance, au gouvernement né de la Révolution de juillet. Suivons pour le moment le cours de cette étude.

On peut déjà, par les nombreux emprunts que j'ai faits aux lettres du maréchal de Saint-Arnaud, juger du caractère de son style et de l'intérêt de ses récits. La guerre en Vendée, la citadelle de Blaye, la garnison en France, les campagnes en Afrique, l'expédition d'Orient, tels sont les cinq actes de cette sorte de drame épistolaire qui se termine, comme une tragédie classique, par une catastrophe pleine de grandeur, d'héroïsme et d'émotion. La guerre d'Afrique surtout revit là tout entière avec ses valeureux soldats, ses chefs admirables, ses noms populaires, ses princes intrépides et persévérants, ses prises d'armes rapides, ses épreuves vivifiantes, sa grandeur réelle dans un cadre restreint, sa rude école, où se forme cette invincible armée que la Révolution de 1848 a trouvée toute prête pour les grandes choses et les grandes souffrances. « Quelle guerre! s'écrie le colonel de Saint-Arnaud en 1843; interminable et toujours renaissant plus furieuse! Les Arabes sont de rudes soldats. *C'est une bonne école. Je me fais petit à petit général*, et je ne le serai pas que de nom... » Tel est, je le répète, l'incomparable intérêt de ces récits, qui remettent pour nous en lumière, dans une série d'entretiens familiers, une période de près de vingt-cinq ans de notre histoire militaire. Lisez par exemple les lettres qui, dans la correspondance du maréchal, se rattachent au siége et à l'assaut de Constantine : il y a là un tableau de main de maître, et qui ne pouvait être fait que par un témoin et par un acteur dans ces scènes mémorables. Partout ailleurs le style est net et ferme, d'un tissu serré, d'un tour original, d'un ton vif et enjoué, avec beaucoup de sens et de relief;

les jugements sont précis, les réflexions rapides, les descriptions pittoresques, les saillies par instants un peu gauloises, avec la franche allure et parfois l'entrain un peu vantard d'un courage exubérant, surtout quand l'auteur vient à parler de lui-même : « ..... Certes, je ne crains rien pour moi; *nous ne passons pas par la même porte que la peur*, et j'ai un bras et un sabre qui se rient des assassins (il s'agissait d'une révolte dans la légion étrangère), parce que, s'ils sont de fer, *moi je suis d'acier*... » « Pour moi, dit-il ailleurs un jour de résignation forcée et d'ennui (décembre 1845), pour moi, je baisse la tête, à moins que les balles ne sifflent... » Les grenadiers de la Tour-d'Auvergne, le voyant toujours revenir sain et sauf des mêlées les plus chaudes (jusqu'au jour où il n'en revint pas), disaient de lui : « Le capitaine a le don de charmer les balles !... » Quoi qu'il en soit, le charme est grand, dans la correspondance du maréchal de Saint-Arnaud, de cette causerie à mille faces et de ces narrations rapides. La phrase court, s'arrête, se replie sur elle-même, puis se précipite comme ces zouaves eux-mêmes, qu'il avait si bien commandés et qu'ont rendus si populaires en France et en Europe leurs exploits d'Afrique, leur vigoureuse conduite en Crimée et leur récent historien [1]. Et d'ailleurs, dans une œuvre de ce genre, le style n'est rien, le sentiment est tout. Le maréchal de Saint-Arnaud avait parfaitement le droit d'écrire au courant de la plume à ses frères et à ses enfants, sans se soucier beaucoup des critiques, qu'il n'aimait guère, ni du public, auquel il ne songeait pas. S'il nous amuse, c'est que sa négligence est celle d'un esprit vif et cultivé; s'il nous touche, c'est parce que son bavardage d'amitié est sincère; s'il nous instruit, c'est parce qu'en parlant un peu des autres et beaucoup de lui, il s'est peint lui-même. Revenons donc à son portrait.

[1] Le duc d'Aumale (les *Zouaves*, Paris, 1855).

« Il n'y a rien de plus grand, a dit Descartes, que de faire du bien aux autres et de mépriser son propre intérêt. » Cette grandeur-là est bien près de la sainteté. Qui peut se vanter de l'avoir jamais tout entière? Le maréchal de Saint-Arnaud ne l'avait pas, quoiqu'il se soit converti dans ses derniers jours. Ajoutons qu'une pareille grandeur n'est pas même nécessaire pour faire un héros, tel que nos mœurs modernes le conçoivent. La guerre, en effet, n'est pas seulement une vocation chez la plupart de ceux qui se vouent par instinct ou par goût à la profession des armes : elle est un métier, le plus noble de tous. L'homme vit de son épée comme de sa plume ; il vit du courage comme de l'esprit, de la guerre comme de l'industrie, de l'autel comme du tribunal. C'est le côté prosaïque de la vie sociale. Il faut au prêtre beaucoup de fidèles, à l'avocat beaucoup de procès, à l'écrivain beaucoup de lecteurs, au militaire beaucoup de rudes épreuves, de bonnes occasions et de coups de fusil. J'ai vu quelquefois des officiers généraux qui, à la veille de complications sérieuses dans les affaires de l'Europe, étaient du parti de la paix. C'étaient presque toujours des hommes dont la carrière était faite ou qui avaient achevé de vieillir dans la politique. Mais, en thèse générale, l'officier ne regarde pas à la cause de la guerre ; il regarde au drapeau et court au canon ; et, comme après tout ce n'est pas dans la garnison seulement, mais sous le feu de l'ennemi, en rase campagne ou dans la tranchée, qu'il pratique cette abnégation héroïque, on aurait tort de lui demander une indépendance plus raisonneuse ou un discernement moins subordonné. Le maréchal de Saint-Arnaud était le type de cette race belliqueuse qui aime la guerre pour elle-même, sans trop regarder au point de départ ni au but à atteindre, n'y cherchant que l'émotion, la gloire et l'avancement, trois ressorts qui s'enchaînent et se fortifient l'un par l'autre dans un cœur de soldat. «..... Comme tu m'aurais embrassé le 8,

écrit-il à son frère (Blidah, octobre 1841), quand j'ai ramené à ma position mon bataillon couvert de sang et des dépouilles de l'ennemi, ma pauvre main ensanglantée, mon pistolet brisé, et la lame de mon sabre rouge jusqu'à la moitié! *Ce sont de bons moments*, frère : on ne les oublie jamais, et ils font oublier bien des peines, bien des tourments... » — « *Je ne sais quel bruit harmonieux de guerre*, écrit-il (le 4 juin 1844), quels rassemblements sur la frontière du Maroc, ont jeté l'émoi dans l'Ouest..... Nous allons entrer dans la province d'Oran... » — « ... Quel enivrement que celui que donne la victoire, frère (sur l'Oued-Fodda, février 1843)! *l'amour heureux pâlit devant ces émotions-là*..... » Voilà comme l'instinct de la guerre, la poursuite de l'émotion, l'amour de la gloire, se traduisent sans cesse sous la plume de l'impétueux Saint-Arnaud. Et encore : « Si j'avais le temps de t'écrire (Bone, septembre 1837), je te dirais de belles choses, car *j'ai un magnifique tableau sous les yeux* : dix mille hommes sous la tente, autour de Bone, un état-major innombrable, un matériel immense... Toute cette armée va se mettre en mouvement vers le 25 et marcher sur Constantine... *On se battra comme il faut.* — Moi, je vis, je respire, je suis dans mon centre. Bivac, marche, combat, tout cela est un bonheur pour moi. J'anime mes soldats, je les prépare, je les instruis, *et je crois que je leur devrai quelque chose à ma boutonnière*... » Il est curieux de rapprocher de cette exaltation qui s'empare de l'esprit du capitaine de Saint-Arnaud, au moment où l'armée expéditionnaire de Constantine va se mettre en marche, l'émotion qu'il éprouve lorsque, arrivé à Gallipoli, en mai 1854, le maréchal passe en revue cette autre armée qu'il a mission de conduire à la victoire. « .... En passant dans les rangs de trente-huit mille Français, dit-il, *j'ai pleuré de joie et de fierté*... » C'est la même impression, presque le même style, vingt ans plus tard, et, quelques semaines après, il y a un moment encore

où, passant une autre revue, à Varna cette fois, et bien près des résolutions extrêmes : « Quoi, s'écrie-t-il, la seule chose à faire est-elle donc de rester maître de la mer Noire et de seconder d'insignifiants mouvements de troupes? N'avons-nous pas l'air de rester les bras croisés et de n'être pas venus pour aider les Turcs? En passant hier, sur les hauteurs de Varna, la revue de la division Canrobert, mon cœur bondissait, j'avais envie de crier : *En avant!* Avec de telles troupes, où n'irait-on pas?... » On sent là que le généralissime de l'armée française n'est presque plus maître de son émotion, de son impatience et de son courage. Le sang, comme l'a dit Béranger,

> Le sang remonte à son front qui grisonne;
> Le vieux coursier a senti l'aiguillon...

On se rend compte aussi en ce moment, et mieux que jamais, de ce qui caractérise plus particulièrement dans le maréchal de Saint-Arnaud le génie militaire, quelque chose d'audacieux, d'excessif, d'aventureux, de sensuel pour ainsi dire, la soif du mouvement, de l'émotion et du bruit, le besoin d'un théâtre pour s'y montrer avec éclat, pour y tomber du moins avec l'héroïque élégance d'un chevalier sans peur; *morituri salutant!*... Et que sais-je? N'écrit-il pas quelque part, dans une des plus secrètes confidences de cette admirable lutte de l'énergie morale contre la douleur, n'écrit-il pas à la maréchale, sa femme (Varna, 30 août 1854) : « ... J'ai passé une triste nuit, malgré les sangsues qu'on m'a posées hier... Après le déjeuner, le malaise m'a reconduit sur mon lit, et à quatre heures je me suis fait appliquer un vésicatoire, mon dernier recours pour combattre mon ennemi... J'en suis là, je lutte, j'attends, surtout j'espère... mais les crises se rapprochent, prennent de la violence. L'état aigu tourne au permanent. *J'ai l'espoir que*

le retentissement des coups de canon longtemps répétés agira sur mes nerfs et sur ma poitrine. C'est une chance à laquelle je me rattache comme l'homme qui se noie à la branche de saule. La branche cassera peut-être... tout cela est entre les mains de Dieu... »

Je ne voudrais rien ajouter à l'énergie significative de cette lamentation héroïque; mais, puisque le maréchal de Saint-Arnaud aime les comparaisons et les rapprochements historiques, puisque, quelque part, il appelle le général Changarnier (juste cette fois envers ce grand homme de guerre) le *Masséna africain*, qu'on me permette, en finissant aujourd'hui la première partie de cette étude, de citer ici ce que le duc de Saint-Simon disait du maréchal de Villars, qu'il juge du reste comme il a fait de la plupart des généraux du grand règne, avec une sévérité excessive et que l'histoire n'a pas confirmée. Saint-Simon disait de Villars : « Parmi tant et de tels défauts, il ne serait pas juste de lui nier des parties; il en avait de capitaine... Le coup d'œil, quoique bon, n'avait pas toujours une égale justesse, et dans l'action la tête était nette, mais sujette à trop d'ardeur et par là même à s'embarrasser... Ses projets étaient quelquefois plus pour soi que pour la chose [1]... »

Maintenant rapprochons de ce jugement de Saint-Simon ce que le maréchal de Saint-Arnaud dit de lui-même dans maint passage de sa correspondance; et, par exemple à Milianah, le 27 juin 1842 : « ... *Ma tête est un moulin à projets* qui constamment fonctionne; et la nuit je me lève pour jeter sur le papier les idées que je crois bonnes, quoiqu'elles me tiennent éveillé... » — « *L'enfer pour moi* (dit-il ailleurs, à Milianah, mars 1843, bien loin encore de sa conversion finale), *l'enfer pour moi*, c'est le repos, c'est l'inaction... » — « *Je veux trop bien faire et trop de choses*, et je prends

[1] *Mémoires*, tome VI, page 206 (édit. Delloye, 1840).

tout trop à cœur (Orléansville, octobre 1846) ; c'est le propre des âmes généreuses ; mais ces âmes-là ne vivent pas longtemps ; elles s'usent trop vite, et je le sens ; mais il n'est plus temps de se changer... » Et puis, de ces lettres écrites en Afrique, dans cette ardeur ou ce découragement qui se partagent tour à tour cette existence si agitée, passons à celles qu'il écrivait encore, il y a quelques mois à peine, de Constantinople et de Varna. C'est le même entrain en dépit de la maladie, la même fermentation de l'esprit et du cœur, la même fougue héroïque *sujette à s'embarrasser*, comme dit Saint-Simon. « .... Cher frère, écrit-il de Yeni-Kenï (sur le Bosphore) le 20 juin 1854, j'ai reçu tes deux lettres... Je vois que tu te livres toujours avec ardeur aux plans de campagne. J'en ai déjà construit laborieusement plus de vingt, *et je n'en exécuterai probablement pas un*. On dit : Il faut toujours avoir son plan arrêté d'avance. Moi je dis : Il faut être prêt à tout... » Et enfin, quand vient le moment des résolutions suprêmes, et *quand beaucoup hésitent* (c'est le mot du maréchal, tome II, page 466), quand beaucoup hésitent sagement peut-être, lui n'hésite plus ; son plan est fait cette fois. Sa maladie, à laquelle tout à l'heure il cherchait un remède héroïque dans le retentissement des coups de canon *longtemps répétés*, il y veut trouver une fin illustre dans quelque victoire. « . .. J'ai vu mes amis, mes compagnons d'armes, mes soldats, qui sont mes enfants, moissonnés comme par la foudre, et je suis resté debout sur cet ossuaire (Varna, le 18 août 1854). On dirait que dans mon corps *brisé par les souffrances*, usé par le travail et par la pensée, les forces augmentent en raison de leur décroissance chez tous ceux qui m'entourent..... Quelle épreuve au bout de ma vie ! j'en sortirai, ma sœur (madame de Forcade), parce que j'ai foi et que j'ai un cœur qui ne faiblit devant rien. *Si je succombe, je serai tombé avec honneur ;* c'est le seul sentiment d'orgueil que je me permette...

Quel siècle! quelle année !..... Le monde est agité comme une mer en courroux sous un ciel noir... D'ici à la fin de l'année, nous verrons bien des choses ! Moi, *je voudrais un grand coup, une belle victoire, et ensuite un repos complet,* absolu... Ah ! Montalais ! Ah ! Malromé ! Quand m'envelopperai-je tout entier de votre quiétude si douce, loin des affaires, des soucis et des hommes !... »

. . . . . O quis me gelidis in vallibus Hæmi
Sistat, et ingenti ramorum protegat umbra?.....

Ici, le contraste de cette idylle finale et de cette mer qui mugit au loin sur la plage de Varna, chargée de ses mille vaisseaux, comme au temps d'Achille et d'Agamemnon, ce contraste est plein de poésie, de charme et de grandeur; mais il jette aussi plus d'un rayon de lumière sur cette étude... Ainsi la gloire elle-même aurait par instant son égoïsme, et une mort héroïque pourrait devenir, à un jour donné, un des nobles calculs de la souffrance et du courage... Jetons un voile sur ces secrets de l'histoire et sur ces mystères du cœur humain.

II

— 7 AOUT 1855. —

Nous avons marqué, dans les pages qui précèdent, les principaux traits de la physionomie militaire que nous essayons de peindre. Joignons-y aujourd'hui les lignes secondaires et les traits accessoires qui la complètent.

Le maréchal de Saint-Arnaud n'est pas seulement un officier d'une rare vigueur, d'un entrain supérieur et d'une au-

dace à outrance; il est encore, si on me permet ce mot, un original à tout risque, plein d'imagination et de verve, de mobilité et d'imprévu, causeur passionné, railleur téméraire, avec toutes sortes de ressources et de hasards dans l'esprit comme dans le courage; ajoutez-y une bonhomie naturelle, une chaleur d'amitié expansive, un entraînement d'obligeance et de *camaraderie* que l'âge même ni sa haute fortune n'avaient pu refroidir. Ce sont toutes ces faces diverses de sa mobile nature qui se reflètent successivement dans son histoire, telle qu'il l'a écrite jour par jour dans cette correspondance familière que nous étudions.

Valère-Maxime dit de Périclès qu'il laissait d'ordinaire dans l'esprit de ses auditeurs je ne sais quels aiguillons (*aculeos quosdam*) qui survivaient à ses discours. On pourrait en dire autant des lettres du maréchal de Saint-Arnaud. Il y a là je ne sais quel relief saisissant qui vous laisse son empreinte dans la mémoire, et qui y grave le portrait de l'auteur beaucoup mieux que n'eût fait le crayon le plus exercé. Tout le monde a vu à l'Exposition des beaux-arts le portrait en pied du maréchal de Saint-Arnaud peint par M. Larivière. Le maréchal est là tel que la fortune, le temps, la nature, tel aussi que toutes les chancelleries de l'Europe monarchique l'ont fait, les broderies de son habit de parade presque complétement cachées par les décorations dont il est couvert, et sa spirituelle et vive physionomie, faite pour vivre dans l'histoire, tant soit peu éclipsée par le rayonnement de ces splendeurs éphémères. Ah! combien je l'aime mieux dans son cadre algérien, sous ce ciel qu'il a si bien peint, au milieu de ce désert, dans ces ravins ou sur ces montagnes qu'il décrit d'un trait ineffaçable, parmi ces populations dont il dit (Alger, juin 1838) : « ..... Je vois tous les jours les Numides de Juba et de Massinissa. J'ai vu, sous Constantine, les bandes de Jugurtha. Les hommes sont les mêmes, les chevaux sont les mêmes..... Que leur ont ap-

porté le temps et la civilisation? *De mauvais fusils et de grandes selles turques.....* » Combien je l'aime mieux, pour tout dire, avec sa physionomie d'Alcibiade africain, si impressionnable et si changeante, ses joies de soldat, ses soucis de colonisateur, sa verve moqueuse, sa fière élégance, sa sociabilité prodigue, sa bonne humeur dans la souffrance, ses instincts charitables, son énergie impatiente, tour à tour le plus humain des hommes ou le plus implacable : ici de pauvres soldats qu'il fait monter sur son cheval, qu'il soigne comme ses enfants, et qu'il sauve du suicide pendant une calamiteuse retraite; là des cavernes qu'il fait bloquer par ses colonnes et où il fait étouffer cinq cents Kabyles. « ... La terre, écrit-il (le 15 août 1845, du bivac d'Aïn-Meran), la terre couvrira à jamais les cadavres de ces fanatiques. Personne n'est descendu dans ces cavernes; personne... que moi ne sait qu'il y a là-dessous cinq cents brigands qui n'égorgeront plus les Français. Un rapport confidentiel a tout dit au maréchal, *simplement, sans poésie terrible ni images...* » Et l'auteur ajoute : « Frère, personne n'est bon par goût et par nature comme moi. Du 8 au 12, j'ai été malade; mais ma conscience ne me reproche rien. J'ai fait mon devoir de chef, et demain je recommencerais; *mais j'ai pris l'Afrique* en dégoût... » Il y reste pourtant. Ces terribles rigueurs, la nécessité les absout, dit-on; Dieu les jugera. Le colonel de Saint-Arnaud les oublie. Ses dégoûts philanthropiques, le temps les emporte; la guerre qui les inspire en fait bientôt justice elle-même. La diane a sonné, on lève le camp; l'horizon change, l'entrain reparaît, la gaieté revient. Tel est le soldat. M. de Saint-Arnaud, avant d'être général et même après l'avoir été avec éclat, est le type animé, spirituel, insouciant, oublieux, du soldat français. Il a cette jovialité toute gauloise, cette raillerie à bout portant, cet instinct du ridicule et ce goût du pittoresque qui lui font trouver partout, et dans les moments les plus

sérieux, des mots piquants, d'une énergie expressive et d'une crudité rabelaisienne, dont l'imprévu se mêle sans cesse à ses descriptions et à ses récits. « ... Quel pays, frère, admirable jusqu'ici! A présent, tout sera horreur et privation (on marchait sur Constantine); nous serons un jour sans eau. C'est la plus affreuse chose du monde. Enfin, *si le bon Dieu reste neutre*, les Kabyles sont perdus... » — « ... Nous avons failli être brûlés à Orléansville, écrit-il un autre jour (octobre 1846); si le vent avait eu sa direction habituelle, nous perdions tous nos approvisionnements et peut-être nos maisons; *mais Dieu soufflait nord*... et nous avons réussi à ne perdre que quelques centaines de quintaux d'orge... » — « Nous sommes traversés, inondés, débordés, écrit-il ailleurs (au bivac de la Zaouïa de Berkani, le 5 avril 1842). A peine entrés chez les Beni-Menad et chez les Beni-Menassés, le déluge a commencé. *Mahomet est évidemment de semaine*... » — « Nous avons mangé des truffes du désert (Taguin, 15 mai 1844) qui sont excellentes. C'est un tubercule ombilifère d'un goût parfait. Les Arabes ont pour le trouver l'*instinct du cochon*... » — « Ta lettre est venue me trouver bien à propos pour me faire oublier une journée bien longue, bien fatigante et pleine de sirocco (sur l'Oued-M..., mai 1850); et par-dessus le marché traîner une queue de dix à douze mille moutons... *deux lieues de gigots*... Ma *razzia* a réussi à merveille... » Puis au Fondouck (le 27 août 1838), c'est un brave cheik d'une tribu amie qui vient lui demander à déjeuner : « ..... Je lui ai rendu amplement son hospitalité, aux p..... près, écrit le capitaine Saint-Arnaud. Je l'ai grisé *guttatim*, car il ne voulait boire du vin que goutte à goutte; mais il a bu tant de gouttes, qu'il était plein comme un tonneau. Singulier spectacle! cet homme éprouvant des sensations toutes nouvelles, s'en étonnant, les combattant, y cédant malgré lui, riant, *et s'arrêtant stupéfait de s'entendre rire*, comme si c'était

un autre être qui avait ri en lui. Enfin j'ai observé en philosophe et joui en observateur..... »

Mais tous les hôtes de M. de Saint-Arnaud ne sont pas des porteurs de burnous et des mangeurs de couscoussou. Et par exemple un jour, à Orléansville (novembre 1846), il voit arriver, en compagnie du maréchal Bugeaud, toute une colonie d'hommes politiques et d'écrivains, et il les reçoit avec l'empressement d'un compatriote, le savoir-vivre d'un *gentleman* accompli et la magnificence d'une hospitalité qui ne compte pas.

« ..... Voilà cinq jours, écrit-il, que mon esprit, mes jambes et mes chevaux ne débrident pas. Le corps est moins fatigué que l'esprit. Mais tenir tête à un maréchal qui aime à parler, à quatre députés et deux journalistes qui interrogent sans cesse, *ab hoc et ab hac*, c'est trop; je suis rendu... Or donc je suis parti mardi 25 pour aller chercher le maréchal à l'Oued-Fodda, avec un escadron... Il avait avec lui MM. de Tocqueville, de Lavergne, Bechameil et Plichon, députés, et de Broë (c'est Broët qu'il faut lire) et de Bussières, gens de lettres... Nous avons eu trois repas homériques de dix-huit couverts chacun, réception et entrée royale à Orléansville, canons, troupes en haie, illuminations, spectacle, etc., etc. Il ne manquait que les tours de Fagotin. Mes hyènes y ont suppléé. Elles ont eu un succès fou. *Marie* et *Fanny* auront peut-être leur article dans les *Débats*. Après déjeuner on s'est divisé en deux bandes... Puis, je suis rentré à Orléansville et je repars lundi pour Tenès. Le juif errant n'était qu'un fainéant... »

Sur ces hyènes si bien élevées et qui aident le colonel de Saint-Arnaud à faire (en 1846) les honneurs de sa maison, il y a tout un chapitre dans sa correspondance, et ce n'est pas le moins amusant de tous. En général, il aime les ani-

maux; il dit quelque part de son cheval favori, *Ia-Ouled*, qui était dangereusement malade : « ..... C'est un véritable chagrin. Il y avait quatre ans que nous vivions ensemble, moi dessus, lui dessous... Il s'en ira le premier, et je le pleurerai... » Il aime donc les animaux, et il ne leur coupe pas la queue, comme Alcibiade, pour faire jaser les Parisiens. Il a mieux à faire, en vérité, et les Parisiens aussi. « ..... Je t'ai parlé de mes hyènes, *Marie* et *Fanny*. Elles sont superbes et bien apprivoisées. J'attends deux lions. Ajoute, pour compléter ma ménagerie, trois gazelles, quarante canards, vingt-neuf oies, douze dindons des Gangas et une foule de poules et de pigeons... Adieu, je vais présider la commission consultative..... »; — le tout sans compter un gros vautour et un singe appelé la *France* qu'il a trouvés (avec une foule de rats) dans la cour de sa maison de Blidah, Blidah, écrit-il poétiquement ailleurs, « cette belle coquette à la ceinture d'orangers qui n'aura de prix à mes yeux que si je la trouve entourée d'une auréole de feu. » — « ..... J'ai augmenté ma ménagerie de deux (jeunes) lions, *Juba* et *Cirta*, écrit-il encore de Constantine (juillet 1850). Rien de plus comique que leurs jeux avec les singes : ceux-ci passent dans leurs crinières de familières inspections; mais, quand *Juba*, ennuyé de ces privautés qu'il souffre, menace et gronde, les singes, en deux bonds, gagnent le haut de leur colonne, et de là insultent le roi des animaux.... » Avouez que voilà des historiettes très-joliment racontées, avec beaucoup de finesse et de relief, de bon goût et de mesure, et que ce général d'armée aurait pu en montrer, la plume à la main, à plus d'un fantaisiste de profession, dans cet art si difficile de la causerie légère où madame de Sévigné et Voltaire sont maîtres... *Glissez, mortels; n'appuyez pas !* Le vainqueur de l'Alma a fourni un magnifique sujet de tableau à la peinture historique; il était curieux peut-être de montrer comment il savait tracer au besoin un ta-

bleau de genre. Mais ce sont là, je l'ai dit, les traits accessoires de sa physionomie. Je n'y insiste pas. Que d'autres les cherchent. Revenons au sérieux de cette histoire.

Un jour, à un de ces *repas homériques* dont M. de Saint-Arnaud nous parlait tout à l'heure, le maréchal Bugeaud se trouvait en compagnie de ces députés et de ces écrivains qui l'avaient suivi à Orléansville. On causait des progrès de la colonie. L'illustre maréchal était fier de son œuvre, et à juste titre. « Dites donc à ces messieurs, colonel Saint-Arnaud, tout ce que vous avez fait ici, dit le maréchal. N'est-il pas vrai que vous traitez fort bien vos colons civils et qu'ils sont très-contents? » — « Enchantés, répondit le colonel; mais il le faut pardieu bien, qu'ils soient contents! S'ils ne l'étaient pas, je les ferais jeter dans leurs *silos* la tête la première.... » J'emprunte cette anecdote au souvenir très-fidèle de l'un des compagnons du maréchal Bugeaud, qui assistait à ce dîner d'Orléansville, et, si je la cite, c'est parce qu'elle nous donne à peu près exactement la forme et la mesure des principes de M. de Saint-Arnaud en matière de gouvernement colonial. Au surplus, il ne s'est jamais donné pour un homme politique. « Si j'aime la guerre, disait-il en 1851 et presqu'à la veille de rentrer en France, *je n'aime pas la politique.* » En effet, il proteste sans cesse, dans le cours de sa correspondance, contre toute immixtion de l'armée dans le gouvernement de l'État. Seulement, il aurait voulu une chose qui n'est jamais possible, et sous un gouvernement constitutionnel moins que dans tout autre, — il aurait voulu que l'armée fût non-seulement étrangère à la politique, mais qu'elle n'en dépendît pas; et tous les obstacles à l'action militaire qui, pendant le cours du dernier règne, lui semblent venir du mouvement de l'opinion et du vote des assemblées, l'indignent et le révoltent comme des abus de pouvoir. « ..... Pauvre Afrique, pauvre France! (Kouba, février 1838.) *Les députés marchandent*

la gloire comme un paquet de chandelles. Je te parie qu'on ne laissera pas en Afrique les quarante mille hommes qui y sont déjà, et qu'on ne donnera pas d'argent; tu verras !... » Et cependant on laissait les quarante mille hommes, et on donnait l'argent, et une colonne expéditionnaire sortait d'Alger, et M. de Saint-Arnaud venait d'obtenir un grade. « ... Ceux qui, tranquillement assis sur leur banquette rembourrée, *les pieds chauds et l'estomac plein*, vont décider par caprice ou par passion, disait-il ailleurs, *si l'on gardera ou non* cette conquête, ne se doutent guère de ce qu'elle nous a coûté. » Et cependant on gardait cette conquête, et ces gens si tranquillement assis votaient des fonds pour le maintien et l'extension de la colonie, tout en faisant cette bonne digestion que M. de Saint-Arnaud leur reproche; « car, dit-il quelque part (Gallipoli, mai 1854), *il n'y a que les bêtes qui digèrent bien*. »

Le maréchal de Saint-Arnaud, on le voit de reste, n'avait pas le tempérament politique; et, s'il a administré avec succès plusieurs provinces en Algérie, si Milianah, Orléansville, Mostaganem, Constantine, se souviennent encore du bien qu'il leur a fait, c'est avec des moyens militaires qu'il travaillait à l'œuvre de la colonisation civile, c'est en employant les procédés d'un soldat et le ton d'un maître... *Il le faut pardieu bien, qu'ils soient contents !*... Tout son système gouvernemental se résume dans cet énergique aveu de sa confiance dans la vertu du sabre, appliqué au gouvernement de la race humaine. Et voyez plutôt : nous cherchons dans sa correspondance les traits dont nous voulons composer sa physionomie : suivons-le dans ces trois provinces qui sont successivement confiées à sa loyauté, à son intelligence et à son courage : « ... *Je règne*, écrit-il de Milianah (août 1842), et je règne presque sans contrôle. Je n'ai ni Chambres pour me contrôler, ni ministres pour me conseiller ou me con-

trarier... C'est la plus belle époque de ma vie, frère... » — « *Je suis ici barre de fer* (toujours à Milianah) ; rien ne doit être fait que je ne le sache et par mes ordres... » — « ... Et ma commission municipale que j'ai été sur le point de licencier !... Pour me trouver un cimetière, ils m'ont fait *un embarras à faire rire*, si la chose était moins sérieuse. Oh ! les sots, les sots, toujours incorrigibles *et toujours en majorité !...* » Nous voici à Orléansville (avril 1847). « ... J'ai reçu, écrit-il, une lettre de notre frère (M. de Forcade), qui m'appelle *vieil aristocrate*. Je crois qu'il a raison ; c'est la liberté que j'ai vue qui est cause de cela. C'est la presse, c'est la Chambre, ce sont vos inutiles révolutions qui ont tué les gens et laissé vivre les abus ; enfin, c'est tout ce que je vois tous les jours avec un grand dégoût... » — Et une fois à Constantine (septembre 1850) : « ... On ne bronche pas dans mon gouvernement, écrit-il ; *moi, je frapperais dur.* »

C'est ainsi que le maréchal de Saint-Arnaud comprend le gouvernement de l'Algérie. Son erreur n'est pas, entendons-nous bien, d'appliquer aux essais d'une colonisation plus militaire que civile ces procédés d'administration et de justice sommaires ; son erreur, c'est d'y voir un moyen permanent de gouverner. « ... Il n'y a que manière de prendre les gens, dit-il quelque part, parlant de ses officiers ; j'ai l'air d'avoir une grande déférence pour leurs avis dans les petites choses, *et je n'en fais qu'à ma tête...* » Tout le fond de sa politique est là, tempérée, comme on le voit, quand il s'agit de ses subordonnés militaires, par l'exquise politesse de l'homme bien élevé.

Mais aussi bien j'ai l'air à mon tour de vouloir expliquer ici ce qui était plus clair que le jour. Le maréchal de Saint-Arnaud n'était pas un politique, il était un soldat. Avec de rares vertus comme père de famille, avec des agréments infinis comme homme du monde, il n'était en politique qu'un homme de guerre, et il n'a trompé personne. Il a passé

dix-huit ans à répéter sur tous les tons et à varier sous toutes les formes ce grand air de bravoure dont nous retrouvons sans cesse les refrains dans sa correspondance familière : « *Vous n'êtes que des épiciers,* » écrit-il à son frère (juillet 1846)... — « *Arrière, insulteurs publics!* » dit-il ailleurs en parlant des journalistes... — « *Le siècle m'a profondément ulcéré contre les avocats,* » écrit-il à M. de Forcade, qui était lui-même un avocat distingué. Si donc on nous demandait absolument de caractériser enfin la physionomie politique de ce général qui a été ministre, qui s'est trouvé en face d'une assemblée délibérante et qui a prêté son bras à une révolution, cette physionomie se résume pour nous en un mot : le maréchal de Saint-Arnaud est un adversaire sans merci du gouvernement constitutionnel. Il passe sa vie à déblatérer contre les institutions de Juillet. Il aime la dynastie ; il admire le courage et l'habileté du roi ; il a quelques lignes touchantes sur la reine ; mais le régime parlementaire lui est odieux : le roi est trop libéral, M. Guizot est *trop pacifique,* les Chambres trop bavardes, les journaux trop gênants (« *les journaux n'aident pas à gouverner,* » dit-il quelque part). S'il pardonne aux princes, et si même leurs noms reviennent sans cesse sous sa plume, accompagnés des mentions les plus flatteuses, c'est qu'il les a vus partout à l'œuvre en Afrique. Et encore, malgré tous ces titres à son estime, ne laisse-t-il pas de leur disputer parfois leur place au bivac ou à la bataille, et, si on lui fait attendre un grade, il accuse un prince. C'est ainsi qu'il parle de cette brillante affaire de la Smala avec un mélange d'admiration pour le courage qui l'a exécutée et de dépit (car il n'y était pas) pour l'obstacle que ce grand succès va mettre à son avancement :

« Taguin, désert d'Angad, le 15 mai 1844.

« ... Je t'écris sur le lieu même où le duc d'Aumale a

pris la Smala d'Abd-el-Kader, il y aura demain un an. J'examine le terrain, je me fais expliquer la position de la Smala et celle du prince ; et, bien que ce fait d'armes m'ait coûté un régiment (il n'était que lieutenant-colonel), je persiste à dire que c'est un coup d'une hardiesse admirable. Avec la prise de Constantine, c'est le fait saillant de la guerre d'Afrique. Il fallait un prince jeune et ne doutant de rien, s'appuyant sur deux hommes comme Morris et Yusuf, pour avoir le courage de l'accomplir. A mon sens, la meillleure raison pour attaquer, c'est que, la retraite étant impossible, il fallait vaincre ou périr. Vingt-quatre heures plus tôt ou plus tard, il ne revenait pas un Français de la colonne. *Assez de ces glorieux faits d'armes princiers, auxquels on sacrifie tout, et dont je suis une des victimes...* »

Quelques mois après la date de cette lettre, M. de Saint-Arnaud était nommé colonel; trois ans plus tard il était maréchal de camp, et il écrivait d'Orléansville à son frère : « ... 11 *novembre! précieuse éphéméride!* Il y a dix ans que je recevais, à Bone, la croix de la Légion d'honneur gagnée à Constantine. En 1837, je débarquais sur cette terre d'Afrique, triste, inconnu, et lieutenant d'infanterie. En 1847, je suis heureux, connu, apprécié, maréchal de camp et commandeur de la Légion d'honneur! Mon but est atteint, mes enfants ont un nom et une position... Maintenant, frère, *nous pouvons rire à l'avenir qui nous sourit...* »

« La plupart des hommes, a dit la Bruyère, emploient la première partie de leur vie à rendre l'autre misérable... » Si M. de Saint-Arnaud, qui avait payé si cher les entraînements de sa jeunesse, avait pu se rappeler quelquefois cette pensée du célèbre moraliste qu'il aimait à lire, nous dit-il, il avait droit de l'oublier enfin, en face de ces riantes perspectives qui s'ouvraient devant ses regards. Je sais bien

qu'il aimait à se répéter ce qu'il écrit un jour à son fils, dans une lettre touchante (juillet 1851) : « ... Cher Adolphe, *il est doux de ne devoir rien qu'à soi-même.* » Avouons pourtant que ce roi pacifique, ces ministres trembleurs, ces assemblées bavardes, ces commissions tracassières, que tout ce gouvernement *d'épiciers et de bonnetiers*, comme il l'appelle, n'avaient pas trop nui à sa fortune !

. . . . . Ah! ces malheureux rois,
Dont on dit tant de mal, ont du bon quelquefois!

Et de même ces gouvernements constitutionnels dont on médit dans l'attente d'une décoration ou d'une épaulette, le cœur en secret leur rend bien justice le jour où on est général. Et la presse elle-même, si peu agréable qu'elle puisse être à ces hommes d'action que le moindre obstacle fait cabrer, la presse a-t-elle donc gêné votre essor? ne l'a-t-elle pas aidé plutôt par ce retentissement populaire qu'elle met au service des hommes de cœur, dans toutes les carrières, et par ce prix inestimable que la contradiction ajoute toujours au vrai mérite?

Il y aurait ici de bien délicates questions à examiner, si on voulait répondre à tous les anathèmes que le maréchal de Saint-Arnaud prodigue, dans sa correspondance, aux gouvernements de publicité. Les gouvernements constitutionnels sont-ils nécessairement ennemis de la profession des armes? La liberté est-elle inconciliable avec la gloire? Le mouvement, le bruit, les passions, les débats de la vie publique, nuisent-ils à l'essor du génie militaire? Les assemblées délibérantes n'ont-elles que des refus à opposer aux légitimes entraînements du patriotisme? Ne savent-elles ni conquérir ni coloniser? N'ont-elles ni le goût des grandes entreprises, ni la patience des desseins à longue portée, ni la décision qu'exigent les sérieux sacrifices d'hommes et d'argent pour une cause nationale? La conquête de l'Afri-

que répond à toutes ces questions, et l'histoire du monde y répond plus péremptoirement encore. Rome, Athènes, Gênes, Venise, l'Angleterre, rayonnent de célébrités militaires écloses à ciel ouvert, au grand jour de la liberté. Les guerres de la Révolution avaient rempli la première liste des maréchaux de l'Empire. Les campagnes d'Afrique avaient légué à la Révolution de février ces cadres vivants et indestructibles que le maréchal de Saint-Arnaud a pu voir à l'œuvre, une dernière fois, avant de mourir...

Mais finissons. J'ai essayé de faire sortir de l'étude sérieuse des lettres du maréchal quelques traits de sa physionomie militaire et politique. Il y a pourtant une partie de cette correspondance qui échappe à notre analyse. c'est le moment où le maréchal écrit à sa mère dans la nuit du 2 décembre 1851 : « *C'est sur moi que reposent l'action et la force.* » On attend ce mot-là, pour ainsi dire, depuis le commencement de cette longue série de confidences ; et, quand le mot est prononcé, il n'étonne ni ne trompe personne..... C'est l'unité de ce livre, qui brille d'ailleurs, sous tout autre rapport, par une diversité si naturelle et si attrayante.

La correspondance du maréchal de Saint-Arnaud, si elle fait estimer le talent de l'écrivain, n'ajoutera rien à la réputation de l'homme de guerre. On le savait brave, résolu, énergique, et aucune de ses lettres ne vaudra, pour sa gloire, le bulletin de la bataille de l'Alma. Mais peut-être verra-t-on plus clair aujourd'hui, après la lecture de ses confidences épistolaires, dans les mobiles personnels de son ambition et de son ardeur. Une correspondance de famille ressemble beaucoup à ce déshabillé dans lequel on a dit que les grands hommes ne devaient se montrer qu'à leurs valets de chambre. Et qui peut dire, par exemple, ce que la gloire de l'Empereur Napoléon lui-même a gagné à la publication de ces lettres si admirées qu'il

écrit pendant dix ans au roi Joseph, lettres qui sont comme l'histoire familière de son génie et de sa pensée?.....

La correspondance du maréchal a un autre caractère. Si elle ne grandit pas le héros, elle fait aimer l'homme disons plus, elle le fait plaindre. Le livre finit par les lettres dictées de Varna... Quel revers à cette brillante médaille du 11 novembre 1847, quand le courrier lui apporte son brevet de général, quand le présent est si beau, quand l'avenir est si riant, quand ces étoiles du commandement qui vont briller sur ses épaulettes semblent tomber pour lui de ce ciel d'Afrique, tout rempli de promesses magnifiques et de radieux présages! En regard de cette lettre du 11 novembre, lisons celles qu'il écrit de Varna: « .... Je suis au milieu d'un vaste sépulcre (9 août 1854), faisant tête au fléau qui décime mon armée, voyant mes plus braves soldats s'éteindre au moment où j'ai le plus besoin d'eux..... *Y a-t-il dans l'histoire beaucoup de situations semblables à la mienne ?....* La mort dans le cœur, le calme sur le front, voilà mon existence..... » — « ..... Rien ne m'aura manqué, frère : le choléra, le feu, je n'attends plus que la tempête... pour la braver aussi (23 août). C'est le choléra qui m'attriste le plus. Il peut, s'il continue, me clouer dans ce sépulcre de Varna. La flotte est envahie, des vaisseaux ont perdu le dixième de leur équipage... »

Et ailleurs, à la maréchale sa femme (de Varna toujours, le 30 août) :

« Chère Louise, je me lève dans les conditions les plus tristes du monde : nuit atroce, faiblesse, souffrance, coup de vent dans la rade, enfin toutes les contrariétés imaginables, physiques et morales. Malgré tout, je m'embarque à deux heures... Je m'abstiens de toute réflexion ; celles que je pourrais faire seraient tellement amères, qu'elles ne seraient plus chrétiennes. *Aurai-je assez bu dans le calice*

d'amertume? Il y a des moments où mon âme entière se révolte et se soulève. La prière n'agit plus sur moi que comme une tempête. Son impuissance me rejette parfois dans le doute, *et je souffre tant, que ma foi s'ébranle.* Je me demande pourquoi s'accumulent sur un pauvre être *tant de tortures et de supplices infligés au corps comme à l'âme.* Si encore la douleur physique me laissait toutes mes forces, je lutterais; mais les forces s'épuisent dans la lutte, elle est trop longue..... »

Finissons par ce récit lamentable; car en vérité il n'y a rien de plus moral à contempler, si triste qu'en soit le spectacle, que ces retours de fortune qui nous font voir, au fond des calices d'amertume, le néant des grandeurs humaines; — et disons de ce héros foudroyé par la maladie, le lendemain d'une victoire immortelle, ce que le duc de Saint-Simon écrivait d'un autre grand du monde[1], frappé de mort, lui aussi, dans ce comble des honneurs qu'il avait ambitionnés sur la terre : « ..... Ce qu'ils avaient pour lui de plus flatteur lui fut montré et porté pour ainsi dire jusqu'au bord de ses lèvres. La coupe lui en fut subitement retirée, sans qu'il y pût toucher, au moment d'y mettre la bouche et d'en boire à longs traits. Livré à des douleurs cruelles, puis à un état de mort, et paraître devant Dieu tout vivant de la vie du monde !... Voilà le monde, son tourbillon, ses faveurs, sa tromperie et sa fin !... »

[1] Le cardinal de Mailly.

IV

Le général Atthalin.

— 14 OCTOBRE 1856. —

Le général Atthalin, qui vient de mourir à Colmar, avait été un des officiers d'ordonnance les plus employés par l'empereur Napoléon vers la fin de son règne. Il avait été pendant près de quarante ans l'ami du roi Louis-Philippe. Toute sa célébrité se résume dans ces deux faveurs de sa destinée : un grand homme de guerre l'avait apprécié et distingué ; un roi pacifique avait fait de lui un des conseillers de sa vie privée, l'organisateur de sa maison, le lien par lequel il communiquait le plus volontiers avec la brillante société de sa capitale et de son royaume. Le général Atthalin avait mérité cette double confiance, celle de l'empereur, celle du roi.

A l'empereur Napoléon Atthalin avait plu par ses qualités militaires, sa calme attitude, sa bravoure intelligente, sa tournure chevaleresque, son expressive physionomie, cette gravité un peu fière de l'officier du génie que tempéraient l'aménité du langage et la distinction des manières. Napoléon aimait en lui surtout ce goût de la guerre sérieuse et cet esprit d'observation patiente dont son immense organisation militaire faisait un devoir, souvent difficile, aux officiers chargés de porter au loin ses ordres. Atthalin était admirable dans ces missions qui avaient pour but de faire parvenir la pensée du maître à tous les points de la sphère

infinie où s'étendait son action ; et c'est ainsi qu'en 1811, chargé des instructions secrètes de Napoléon dans une visite qu'il eut à faire de tous les ports de l'Océan, depuis Cherbourg jusqu'aux confins de la Hollande, il reçut l'autorisation de correspondre directement avec lui.

Quand le capitaine Atthalin obtint de l'Empereur une marque si extraordinaire de sa confiance, il n'avait pas trente ans. Il venait d'être nommé officier d'ordonnance dans sa maison. De très-brillants services, et déjà anciens malgré son âge, l'avaient justement désigné à cet honneur. Né en 1784, à Colmar, et fils d'un magistrat fort considéré, le jeune Atthalin avait embrassé de bonne heure, et par goût, la profession des armes. Élève distingué de l'École polytechnique, il en était sorti sous-lieutenant du génie, et avait reçu ce qu'on appelait alors le baptême de feu à la bataille d'Eylau, dans le 6e corps d'armée, commandé par le maréchal Ney. Après la paix de Tilsitt, nommé aide de camp du général Kirgener, qui commandait le génie de la garde impériale, il l'avait suivi en Espagne, où il avait fait toutes les campagnes de la Catalogne. Ce fut alors, entre 1807 et 1811, que plusieurs missions lui furent données pendant les rares loisirs que lui laissait la guerre active, d'abord à Stralsund et à Magdebourg, plus tard à Anvers et à Walcheren après la tentative d'invasion des Anglais, enfin au Helder et au Texel, dont il mit les fortifications sur un pied de défense formidable, — missions accomplies avec supériorité, et qui le désignèrent au choix et à la confiance de l'Empereur.

Cependant la campagne de 1812 était commencée. Le capitaine Atthalin rejoignit l'Empereur près de Smolensk, au moment où la Grande Armée opérait son mouvement sur la route de Moscou. Depuis cette époque, on le retrouve partout auprès du grand capitaine dont la fortune, devenue plus douteuse, ralliait à lui tous les hommes de cœur. De son côté, l'Empereur s'était sérieusement attaché à ce jeune

officier d'un commerce si sûr, d'une instruction si précise, d'un ton si modeste, d'une humeur si égale parmi tant d'épreuves. A Malojaroslawetz, l'ayant chargé d'une reconnaissance à faire pendant la bataille : « Surtout, lui dit-il, n'allez pas vous faire tuer ! je tiens à vous..... » La suite le prouva bien. Atthalin fit toute la retraite à côté de l'Empereur. Il était encore auprès de lui pendant la campagne de Dresde, où il reçut la croix d'officier et le titre de baron. A Paris, pendant l'hiver qui précéda la campagne de 1814, nommé directeur du cabinet topographique, il assista pour ainsi dire à la première conception de ces immortelles manœuvres que le patriotisme inspirait au génie de la guerre. A Champaubert, à Brienne, partout pendant cette héroïque défense, nous retrouvons le jeune colonel (il reçut ce grade sur le champ de bataille) auprès de son général ; et il mérita l'honneur que lui fit plus tard un peintre célèbre, M. Horace Vernet, en le montrant à cheval, porteur d'un ordre de Napoléon, sur le terrain de la victoire de Montmirail. Dans la cour du Cheval Blanc, à Fontainebleau, Atthalin faisait partie de cette petite troupe de braves gens qui reçurent les adieux de l'Empereur. Napoléon voulut faire plus encore pour son fidèle serviteur : il lui écrivit, avant de monter en voiture, quelques lignes touchantes par lesquelles il le remerciait de ses services et le relevait de ses serments.

Le colonel Atthalin pouvait se croire libre de tout engagement ; mais il était jeune, il aimait son métier ; il resta dans l'armée, dont une politique imprévoyante et mal conseillée avait changé le drapeau, mais dont l'esprit avait survécu à ses désastres. Atthalin resta dans ses rangs. Comblé des faveurs du gouvernement impérial, il avait su préserver son âme de tout orgueil. La fortune contraire ne lui causa aucun découragement. Une sorte d'équilibre moral était le fond de son caractère. Ardent à l'œuvre, froid au conseil, doué d'une prudence qui se conciliait chez lui avec

le dévouement le plus courageux, véritable type du galant homme et habile seulement à défendre sa vie de toute ambition immodérée, Atthalin reprit son rang dans l'arme du génie et attendit les événements. Le régime pacifique que la Restauration ramenait pour la France le trouvait parfaitement préparé à cette fortune si nouvelle. Il était instruit et curieux d'instruction, étant un de ces officiers qui ont toujours, au bivac, un crayon ou une plume à la main, un livre ou un atlas, et qui conservent dans les camps des goûts sérieux et des habitudes distinguées. Passionné surtout pour les arts du dessin, il était lui-même un dessinateur hors ligne, et il eût compté parmi les premiers artistes du pays s'il n'avait été parmi les officiers les plus renommés de son arme. J'ai lu [1] qu'en mai 1807, au moment où Atthalin, simple lieutenant, venait de recevoir l'ordre de se rendre au siége de Graudentz (sur la Vistule), « le maréchal Ney, qui avait remarqué son aptitude particulière à faire rapidement un croquis indiquant la position des troupes, proposa au jeune dessinateur de l'attacher à sa personne en qualité d'aide de camp..... » Atthalin refusa, non sans regretter l'honneur alors si recherché de servir sous un pareil maître; mais il avait son siége à faire, et il voulait donner à son épée l'activité qu'on semblait ne demander qu'à son crayon. Il se rendit à Graudentz et manqua d'y être tué. Après la Restauration, l'épée était rentrée au fourreau; le crayon put sortir de nouveau de son portefeuille. Atthalin le consacra à des œuvres sérieuses, dont quelques-unes furent remarquées, notamment dans la collection des *Antiquités d'Alsace*, publiée par M. de Golbery, puis dans le grand ouvrage dont le baron Taylor et M. de Cailleux avaient eu l'idée, dont Charles Nodier écrivit en partie le texte, et qui avait pour objet de reproduire les plus beaux monuments et les sites les plus

[1] Dans le *Glaneur du Haut-Rhin* (du 14 septembre).

célèbres de l'*ancienne France*. Les planches que le colonel Atthalin fournit à ce dernier recueil sont parmi celles qui attirèrent le plus l'attention des artistes. Ce succès, il est vrai, dépassait son espérance, peut-être son désir. Il avait voulu un agréable emploi de son temps, et il avait trouvé un commencement de célébrité dans un genre où il ne la cherchait pas. Une médaille d'or lui fut décernée en 1819 pour d'excellentes études de lithographie dont il avait enrichi l'Exposition.

Ces goûts d'artiste étaient singulièrement aidés, depuis la chute de l'Empire, chez le colonel Atthalin, par la position qu'il occupait auprès d'un prince dont la prédilection pour les arts parut d'abord, à ceux qui le jugeaient sur l'apparence, la plus éminente de ses aptitudes. M. le duc d'Orléans l'avait choisi pour remplir auprès de sa personne les fonctions d'aide de camp. Atthalin avait accepté cet emploi de son grade qui le mettait en rapport si intime avec un prince libéral et patriote. Son rôle était tout tracé dans cette nouvelle existence qui lui était faite. Le duc d'Orléans essayait d'échapper alors, par l'administration de sa fortune, par le culte des arts et par le paisible bonheur de l'intimité, au poids des préoccupations de plus en plus graves que lui inspirait la tournure des affaires politiques. Tout le monde sait aujourd'hui avec quelle largesse la Providence lui avait prodigué le bonheur domestique; et ceux qui ont été admis dans l'intérieur de sa famille à cette époque savent aussi que le prince auquel la fortune de la France réservait un trône n'avait jamais désiré cet honneur. Le colonel Atthalin le savait mieux que personne. Avec Atthalin, le duc d'Orléans pensait tout haut; et, si ce confident assidu des quinze années qui précédèrent la Révolution de juillet a écrit des Mémoires ou laissé une trace quelconque de ses souvenirs, nulle part on ne verra plus clairement (il me l'a dit cent fois) à quel point l'ambition d'une couronne était étrangère

à la pensée du personnage auguste qui se montra pendant dix-huit ans si digne de la porter. Le colonel Atthalin était particulièrement propre à recevoir ces confidences de toute sorte, non pas seulement parce qu'il était le plus discret des hommes, mais parce qu'une certaine conformité de vues et de sentiments le conduisait naturellement dans la sphère sereine où l'aide de camp avait l'air de suivre le prince, où plus souvent il le prévenait. Personne assurément ne mêlait moins de flatterie à plus d'aménité et ne restait indépendant avec plus de bonne grâce. C'est l'honneur de ces deux hommes, j'allais dire de ces deux amis, le prince du sang et le simple officier, qu'ils aient pu vivre ensemble si longtemps, pensant la même chose, sans que l'un ait jamais paru un maître ni l'autre un complaisant.

J'ai dit que le rôle du colonel Atthalin chez M. le duc d'Orléans était tout tracé quand il accepta, en 1814, les fonctions qui l'attachèrent si intimement à sa personne. Il avait en effet une qualité aussi rare qu'utile chez ceux qui ont charge de représenter les grands auprès du monde, je veux dire cet instinct de sociabilité intelligente, discrète et distinguée dont le charme était irrésistible et le pouvoir certain. Les princes ne sont pas toujours maîtres de leur choix. Combien de circonstances qui les condamnent à des rapprochements compromettants! Quant à M. le duc d'Orléans, n'eût-il voulu donner au public qu'une idée de la modération de ses goûts, du calme de sa pensée, de l'honnêteté loyale de son caractère, il ne pouvait mieux faire que de choisir le colonel Atthalin pour son principal représentant auprès de la société française. Nous ne parlons ici que du premier prince du sang. La supériorité du roi n'avait pas encore eu à se montrer, et elle trouva, on le sait, pendant dix-huit ans, d'autres organes et de plus illustres auprès des pouvoirs publics. En attendant, personne n'était mieux fait que le colonel Atthalin pour représenter tant de

qualités modestes qui distinguaient le prince sans trop présager le roi. On disait de lui : « Atthalin est une médaille à l'effigie du duc d'Orléans. » Cela était peut-être vrai; mais l'aide de camp ne copiait pas le duc, il lui ressemblait.

Quand la Révolution de 1830 eut mis le duc d'Orléans sur le trône, Atthalin, nommé général le 12 août, fut naturellement placé à la tête de la maison du roi, dont il eut à organiser tous les services. Mais, avant de se mettre à l'œuvre, il fut chargé d'une mission fort nouvelle pour lui, et la plus difficile assurément qu'il eût jamais remplie. Cette mission, c'était de faire reconnaître par l'empereur de Russie la Révolution de 1830. On a dit que le roi avait mis à ce moment la France de Juillet aux pieds de l'empereur Nicolas. S'il avait eu une intention de cette sorte, il n'eût pas choisi un ancien officier d'ordonnance de Napoléon pour son messager. Mais le roi Louis-Philippe n'avait pas de penchant à enfoncer les portes; il aimait mieux les ouvrir. Une ambassade-Menschikoff n'était pas de son goût. Il envoya Atthalin à Saint-Pétersbourg, persuadé que la France ne perdrait rien à être représentée par le patriotisme d'un homme de bon sens et de bon ton. On sait en effet quel fut le résultat de la mission du général. La France de Juillet fut reconnue à Peterhof comme elle l'avait été à Londres, moins volontiers, mais tout aussi vite. Contre toute attente, un seul entretien y suffit. Atthalin avait gardé de cette entrevue un souvenir très-honorable pour son auguste interlocuteur, mais en même temps une singulière impression de son ignorance absolue de l'état des esprits en France à cette époque. Ainsi l'empereur lui avait dit : « Je comprends tout dans la situation du roi Louis-Philippe, la nécessité, le dévouement, le sacrifice; je comprends tout... Mais comment n'a-t-il pas conservé cette garde royale qui s'est si admirablement conduite pendant l'émeute? comment ne l'a-t-il pas

récompensée?... » Le général n'aurait eu qu'un mot à répondre au czar de toutes les Russies : « Sire, vous ne comprenez pas... » Il était trop poli et il avait trop besoin de réussir pour hasarder un pareil aveu; mais cet incident ne double-t-il pas le mérite du succès qui couronna sa mission[1]?

Député, maréchal de camp, puis pair de France, lieutenant général, grand-croix de la Légion d'honneur, faisant les fonctions de grand maréchal du palais (sans en avoir le titre, que le roi n'avait pas voulu rétablir), montant ainsi successivement et lentement tous les degrés de la faveur royale, le général Atthalin avait réuni toutes les distinctions qui pouvaient flatter le citoyen d'un pays libre et le serviteur d'un roi. Il avait plusieurs places, et pas une sinécure. Personne ne prenait plus au sérieux ces fonctions si diverses qui du palais le faisaient courir au parlement, d'une séance de la Chambre à une cérémonie de cour, d'un bal des Tuileries à une conférence dans le cabinet du souverain, et qui multipliaient partout, au grand profit de la cause qu'il servait, son influence et son action. Le général Atthalin, c'était la conscience appliquée à tout, aux petites choses comme aux grandes. Qu'il s'agît d'un vote à donner ou d'une fête à préparer, d'un procès politique ou d'un voyage de plaisir, il avait le don de s'intéresser à tout, et c'était là encore un des traits de sa ressemblance avec le prince qu'il représentait. Sa santé, trop souvent atteinte, avait beau le condamner à de fréquentes relâches; elle suspendait son activité, non sa surveillance, partout présente dans les moindres détails d'un immense service et d'une responsabilité incessante. La maison du roi lui devait un ordre admirable, un solide éclat, une dignité sans morgue; la juste mesure

[1] Cette anecdote a été reproduite textuellement par M. de Nouvion, dans son *Histoire du règne de Louis-Philippe*, t. II, p. 18 (Paris 1857).

entre une simplicité ridicule et une vaine ostentation. Et aussi bien le général Atthalin, dans ce gouvernement d'une maison royale, n'apportait pas seulement son jugement délicat, son goût exquis et son tact infaillible; il était, là encore, le fidèle exécuteur de la pensée du prince, qui savait, même sur ce point, la vraie limite de sa royauté. Atthalin obéissait aussi aux inspirations de cette reine dont on a dit « qu'elle était la dernière grande dame de l'Europe, » et qui avait fait monter sur le trône de Juillet, avec les vertus d'une sainte, la douce fierté de la vraie grandeur.

Avec la direction de la maison civile du roi, le général Atthalin avait le commandement de sa maison militaire; commandement bien doux, car tous les officiers attachés au service royal étaient ses camarades et ses amis. La maison militaire du roi était toute sa cour. On parlait alors, s'il vous en souvient, de la *camarilla* des aides de camp. C'était un de ces mensonges convenus que l'esprit de parti propage sans en croire un mot. Où voyait-on la trace d'un officier du château dans les affaires d'État? Les électeurs les faisaient quelquefois députés ou membres des conseils généraux; le roi n'a jamais voulu faire d'aucun d'eux un favori. Le général Atthalin lui-même ne l'était pas. Il n'était qu'un premier aide de camp, *primus inter pares*, sans ambition politique, sans recherche et sans prétention d'influence, n'ayant d'importance (et c'était beaucoup) que celle de son caractère personnel. Le roi, pour tout dire, était d'autant plus jaloux de son autorité, que la Charte de 1830 l'avait plus étroitement limitée. En dehors des pouvoirs publics, il n'en eût souffert le partage avec personne. Les habiles s'appliquaient à ne lui inspirer, sur ce point délicat, aucune alarme. Atthalin n'avait pas fait ce calcul. Naturellement désintéressé, sa faveur s'accroissait par la sécurité qu'inspirait son abnégation.

La Révolution de février trouva le général Atthalin en proie à une de ces souffrances qui mettaient périodiquement sa vie en péril, et qui ce jour-là le condamnaient à une immobilité absolue. Sur son lit de douleur, il pensait comme tous ceux qui pouvaient voir les événements de plus près. La veille de la Révolution, il ne croyait qu'à une émeute. Le 24 février, l'émeute envahissait l'appartement du général... Il ne courut pourtant aucun risque, grâce aux soins de sa courageuse femme, qui parvint à le faire transporter au dehors par les insurgés eux-mêmes. Mais la Révolution de février était faite, et elle donnait cruellement tort à la confiance de la veille.

La santé du général Atthalin, complétement ébranlée, lui commandait une retraite absolue. Il quitta Paris, non sans avoir reçu une dernière preuve de l'amitié du roi, qui, de Dreux même, le 25 au soir, fit demander de ses nouvelles par un message. Atthalin se retira dans sa ville natale, à Colmar, où l'entourèrent les soins d'une famille charmante et l'assiduité de quelques amis. Il n'en sortit que deux ou trois fois depuis 1848, pour se rendre à Claremont, pendant les rares instants que l'âge et la maladie lui permettaient de consacrer à ce pieux devoir. Ses forces déclinaient visiblement, sans que leur déclin se fît sentir ni à son esprit ni à sa raison. Sa conscience était comme son cœur : fidèle et ferme. La mort l'a frappé subitement et tout entier. Les journaux du Haut-Rhin ont raconté les honneurs rendus à sa mémoire par la population de Colmar. Nous n'ajouterons rien aux témoignages de cette sympathie publique dont la sincérité a été si manifeste et l'expression si touchante. L'Alsace a raison d'être fière de cet homme de bien comme de ses citoyens les plus illustres; car aucun n'a jamais plus soigneusement conservé, parmi tant de fortunes si diverses, la modération forte et la dignité native de son caractère; et, si on écrit une his-

toire de cette noble province où il était né, le général Atthalin y figurera au premier rang, avec la juste considération qu'assure à son souvenir cette auguste amitié qui fut l'honneur de sa vie.

V

Le président Laplagne-Barris.

— 4 DÉCEMBRE 1857. —

Le président Laplagne-Barris a reçu, au sein même de la Cour dont il était une des lumières, le véritable hommage qui était dû à sa mémoire. Il a été loué, comme magistrat, dans une audience solennelle de rentrée [1], par un organe éloquent des sentiments et des regrets de la magistrature tout entière.

Il y a toujours deux choses à envisager dans le magistrat : sa considération extérieure pour ainsi dire, celle qui se compose du jugement public sur sa personne, du respect attaché aux anciens services, d'un certain renom de science appréciable à tous, de l'autorité enfin que subissent ceux mêmes qui n'en reçoivent pas l'action immédiate et journalière. Cette considération, le public la donne, et il en est juge. M. Laplagne-Barris en a joui amplement pendant sa longue carrière. Il a eu aussi ce que j'appellerai la considération professionnelle, l'estime de ses confrères et de ses pairs, celle qui ne s'acquiert que preuves en main, qu'il faut gagner chaque jour pour la mériter, qu'il faut entretenir sans cesse pour la conserver. C'est dans ce sens que M. l'avocat général de Marnas a rendu à M. Barris une justice si flatteuse pour sa mémoire. Il l'a remis par la pen-

[1] Discours de M. l'avocat général de Marnas à l'audience de la Cour de cassation du 3 novembre.

sée à cette haute place où l'estime publique le soutenait; mais il n'a voulu le juger qu'avec le souvenir de ceux qui étaient associés depuis trente ans à ses travaux et qui l'avaient vu à l'œuvre. Il n'a invoqué, pour lui en faire honneur, que cette confiance dont la confraternité de profession est justement avare dans tous les états, mais qui est la première condition du respect dû à la justice.

M. Laplagne-Barris était né à Montesquiou (Gers), le 22 décembre 1786. Son père, Barthélemy Lacave, sieur de Laplagne (ainsi qualifié dans les actes de l'époque), avait commandé en 1792 la garde nationale de Mirande. Son oncle maternel, M. Barris, nommé conseiller à la Cour de cassation après le 18 brumaire, le fit venir à Paris, où il voulut présider lui-même à son éducation, avec l'assistance de dom Despaux, ancien prieur de Sorrèze et inspecteur général de l'Université; — éducation rude et forte où le jeune écolier reçut dès l'abord l'empreinte durable de ces mains vigoureuses, et où il prit ces habitudes de travail que dans les dernières années de sa vie la maladie elle-même n'avait pu interrompre. M. Laplagne-Barris, déjà septuagénaire et miné par le mal qui l'a conduit au tombeau, consacrait encore au travail du cabinet, pendant toutes ses soirées, le temps que les hommes les plus occupés donnent partout à un repos nécessaire. A cette activité infatigable M. Laplagne avait joint, dès sa jeunesse, une fermeté de caractère et un attachement au devoir qui semblaient le destiner à la profession où son oncle occupait un rang si distingué. On peut le dire : il était né magistrat. « Beaucoup d'esprit, » écrivait Saint-Simon d'un autre magistrat illustre de son temps, « beaucoup d'application, de pénétration, de savoir en tout genre, de gravité et de *magistrature;* » telle était aussi l'aptitude de M. Laplagne; telle était sa vocation. On nous dit qu'il se prépara quelque temps à entrer dans la marine. Était-ce l'effet d'un engouement éphémère pour le métier

des armes? Je n'en sais rien; mais, quand vint la paix d'Amiens (on la croyait éternelle), le jeune Laplagne renonça à toute ambition militaire, et il dirigea dès lors dans le sens de sa destinée véritable toutes ses études, tous ses efforts, une faculté de travail merveilleuse, une raison déjà mûre, une santé robuste, un esprit sagace et résolu.

En 1808, M. Laplagne fut nommé auditeur à la Cour impériale de Paris. Il entrait armé de toutes pièces dans cette carrière laborieuse. Aux connaissances spéciales qui sont l'instrument du métier il avait joint ces études générales qui ajoutent sans cesse à la vigueur naturelle de l'esprit, étendent ses horizons et le préservent de la routine. Avant d'être magistrat, il avait consacré plusieurs années à l'étude de l'histoire et de la littérature. On m'a parlé d'un volumineux registre sur lequel il inscrivait le titre des livres qu'il avait lus. La liste en était longue. On y trouve la mention des ouvrages les plus savants et en apparence les plus étrangers à sa profession, entre autres les *Ossements fossiles* de Cuvier, cinq volumes in-folio. Des deux derniers siècles on pouvait dire que M. Laplagne avait tout lu. En fait de jurisprudence il connaissait tout.

C'est en 1811 que M. Laplagne fut admis au parquet de la Cour impériale de Paris comme substitut du procureur général. Il n'avait que vingt-cinq ans. Depuis cette époque, il ne cessa pas d'occuper le siége du ministère public, d'abord comme substitut à Paris, où il assista M. Bellart dans la célèbre affaire des « faux bons de fournitures de l'armée de la Loire » et dans l'instruction dirigée contre l'assassin Louvel; puis en 1820 comme procureur général à Metz, où il reconstitua entièrement l'administration du ressort; ensuite en 1824 comme avocat général à la Cour de cassation, et enfin après la Révolution de juillet comme premier avocat général. Il garda jusqu'en 1844 cette position éminente au parquet de la première Cour du royaume, ayant ainsi con-

sacré trente-deux ans de sa vie à la pratique non interrompue de ce ministère public, si respectable en France, quand ceux qui l'exercent savent se respecter eux-mêmes et sauver la dépendance par la dignité.

M. Barris était mort en 1824, président de la chambre criminelle. Il avait laissé à son neveu une partie considérable de sa succession, à la charge de prendre son nom, charge honorable, mais difficile; M. Laplagne sut la porter noblement. Plus tard en effet, quand il fut élevé à son tour au poste important qu'avait occupé son oncle, M. Laplagne-Barris y continua en quelque sorte une tradition de famille. Il put y appliquer pour sa part, dans le maintien invariable d'une forte jurisprudence, cette vigueur d'esprit, cette décision prompte et sûre et cet instinct supérieur des conditions de l'ordre social qui a été plus particulièrement l'inspiration de sa vie judiciaire et le caractère de son influence. M. Laplagne-Barris était né magistrat, disions-nous. Son goût, son caractère, son expérience, avaient fait de lui un des premiers criminalistes de France. Comme magistrat sans doute, sa ligne était toute tracée : il était du parti de la société contre ses ennemis de tout genre. Était-ce donc si difficile? La question paraît bien simple. Écoutons cependant ce qu'en disait, à l'audience du 3 novembre dernier, l'habile orateur de la Cour de cassation : « ..... La chambre criminelle, disait M. de Marnas, applique sans cesse des lois qui touchent aux ressorts politiques du pouvoir. On peut aborder ces graves problèmes avec des dispositions différentes : défendre l'intérêt individuel par le silence ou les obscurités de la loi, ou l'intérêt de tous par cette considération qu'il a été la fin du législateur, chercher dans les textes une lacune ou leur emprunter un secours. M. le président Laplagne-Barris apporta dans cette partie de sa tâche les forces de son intelligence. On le vit préférer toujours l'interprétation qui désarme le coupable à

celle qui désarme la société; *et jamais il ne livra le droit social,* à moins qu'il ne fût manifeste qu'il ne pût être défendu.... » Tel était donc M. Laplagne-Barris, et tel on l'avait vu dans les temps les moins favorables au principe d'autorité, comme aux époques de sa prédominance la mieux établie : un athlète déterminé du droit social, non pas à tout prix, ni pour flatter dans le pouvoir cette prétention trop commune de représenter à lui seul tout l'intérêt public, mais avec le parti pris de défendre le droit de tous avec les armes qu'une érudition inépuisable pouvait fournir à une raison éclairée, et contre toute espèce d'adversaires en haut et en bas. Peu importe maintenant que dans plusieurs circonstances, et sans égard pour des susceptibilités légitimes, le président de la chambre criminelle ait paru pencher du côté de la loi, strictement interprétée, jusqu'à faire croire qu'il lui sacrifierait même la liberté. Je dis que cela est étranger au jugement que nous avons à porter de la vie publique de M. Barris, parce que, dans la haute situation d'indépendance où le doyen des présidents de la Cour de cassation était placé, personne n'avait le droit de chercher, en dehors des inspirations de sa conscience, les motifs de ses décisions. Inaccessible, je l'affirme, à ces basses complaisances ou à ces tristes palinodies dont la justice française ne subit jamais sans douleur le spectacle ou le contact, M. Barris pouvait exagérer son dévouement au droit social. Il ne lui aurait pas sacrifié la loyauté de son caractère et la liberté de ses votes.

En Angleterre, nous le savons, la procédure criminelle semble avoir été instituée beaucoup plus pour la protection de l'accusé que pour celle de la société. La raison en est simple : dans ce pays tout légal, la société, que personne n'attaque, n'a pas besoin d'être défendue à outrance. Les crimes privés n'ébranlent pas sa sécurité constitutionnelle. Les théories subversives échouent contre la base immuable

de son organisation séculaire. En France, où la société a subi tant de transformations depuis soixante ans, et où sa base semble trembler encore sous le siége du juge, la magistrature est obligée de tenir un plus sérieux compte de ses périls et de ses souffrances. Tout le monde attaque la société de nos jours, même ceux qui prétendent l'améliorer. Le juge, qui a le sentiment de ce danger permanent, en transporte la préoccupation jusque dans l'exercice de la justice. C'est un tort peut-être; et c'est par là que s'expliquent pourtant, indépendamment de la tradition, les défiances trop souvent justifiées de la procédure française, sans parler de ce ton déclamatoire et de cet accent d'âpreté répressive qui caractérisent parfois nos parquets. Malgré tout, si la révolution de 1789 a laissé quelque part sa libérale empreinte, n'est-ce pas surtout dans la réorganisation des corps judiciaires, dans la suppression des vieilles coutumes de procédure criminelle, dans les garanties prodiguées à l'intérêt individuel, dans l'institution du jury, dans la libre défense des accusés, et enfin dans cette admirable création d'une Cour suprême, sanctuaire de la jurisprudence et rempart de la loi? Ce qu'il y a de plus jeune et de plus neuf en France depuis la chute de l'ancien régime, c'est la justice. « Plus j'examine ce que furent les Parlements et d'où ils vinrent, » écrivait (en 1826) un simple avocat qui a depuis réalisé, dans les plus grands postes de l'État, les brillantes espérances de sa jeunesse, « plus il me semble que leur retour est impossible. L'attitude parlementaire de votre Cour royale n'est pas une objection. C'est un souvenir passager de l'ancien régime que la résurrection de l'ancien régime a provoqué. *Ce sont des ombres qui s'appellent l'une l'autre* et que le grand jour de la liberté fera également disparaître[1]... » M. Dumon avait doublement

[1] Lettre de M. S. Dumon à M. Dupin (26 juillet 1826), citée dans les *Annexes aux Mémoires de M. Dupin*, tom. Ier, pag. 495-496.

raison : depuis la réforme de 1789, une assemblée de juges, si haute que fût leur situation, ne pouvait plus être qu'une cour de justice. Le Parlement était ailleurs. A lui la mission de représenter l'intérêt général et de l'organiser par la puissance législative ; à la justice le soin d'appliquer rigoureusement la loi et de la préserver de toute atteinte. Le magistrat n'est plus, comme autrefois, une sorte de conseiller inamovible du pouvoir exécutif, entré dans la politique par l'enregistrement des édits ; il est strictement l'interprète de la loi, le gardien assidu de son inviolabilité. « On n'est pas revêtu du sacré caractère de magistrat, disait d'Aguesseau, pour plaire aux hommes, mais pour les servir... » On n'est pas un vrai magistrat non plus si on n'a de complaisance que pour sa passion, de souci que pour son intérêt. Le mot de Beaumarchais : « *Innocent comme un vieux juge*, » mot qui excitait jadis tant de rires irrespectueux pour la justice, ne s'entendrait plus aujourd'hui que du petit nombre de ceux que la vieillesse ou l'expérience n'auraient pas corrigés d'une ridicule ambition.

M. Laplagne-Barris avait compris tout autrement les devoirs et la destinée du magistrat. Non que le gouvernement de Juillet ne lui eût rendu une éclatante justice. M. Barris avait été créé pair de France le 3 octobre 1837 et grand officier de la Légion d'honneur en 1846. Le roi Louis-Philippe avait fait plus encore : il l'honorait d'une confiance particulière et il lui en avait donné un témoignage bien flatteur quand il l'avait appelé, vers 1838, à l'administration des grands domaines laissés par le dernier prince de la maison de Condé. On sait que cette importante succession avait été léguée par testament à un des fils du roi des Français. Le prince était mineur. C'était donc une tutelle véritable que l'auguste père de M. le duc d'Aumale déléguait à M. Barris. Un magistrat seul pouvait, pour une pareille mission, remplacer un roi. L'ancien apanage des

Condé avait une valeur historique considérable. Composé, pour la plus grande partie, des anciennes possessions de la maison de Montmorency, il provenait pour le reste des donations faites par la reine Anne et par Louis XIV au vainqueur de Rocroy, de Fribourg et de Senef, comme récompense de cette gloire inaliénable dont il avait doté la France. Dévastés et diminués pendant la Révolution, rendus aux Condé en 1814, puis rapidement accrus pendant les années qui avaient précédé la mort du dernier duc de Bourbon, ces domaines s'étaient trouvés sérieusement menacés, au moment où ils avaient changé de maître, par les embarras d'une liquidation onéreuse. « Je dois trente millions, disait le royal héritier, encore enfant; j'ai eu une jeunesse orageuse... » Sauver ces grands biens était une entreprise. Les conseillers privés et les mandataires du roi se mirent à l'œuvre.

Trois magistrats eurent à diriger successivement cette administration difficile : M. Borel de Bretizel, président à la cour de cassation, M. Lacave-Laplagne, conseiller-maître à la cour des comptes, et M. Laplagne-Barris, frère de M. Lacave. Quelle était vis-à-vis du roi la situation de ces hommes éminents, qui avaient voulu l'assister de leur expérience dans une œuvre où l'intérêt du pays n'était pas directement engagé? Ce concours qu'ils lui offraient était une tradition de l'ancien régime, mais une de celles que les plus sincères partisans de l'ordre nouveau pouvaient avouer. Autrefois, auprès de tout apanage princier, la loi plaçait un conseil privé, et elle le composait presque exclusivement de magistrats. Était-ce pour en faire les complaisants d'une petite cour, les flatteurs d'un prince, les complices d'un prodigue? N'était-ce pas plutôt, comme autant de garants d'une bonne gestion, que la coutume introduisait ainsi les représentants du droit et de la justice dans la vie privée des princes du sang? Écoutons sur ce point ce que disait un des

magistrats les plus considérés de notre temps, M. Henrion de Pansey, qui était à la fois premier président de la cour de cassation et chef du conseil d'apanage de la maison d'Orléans : « ..... Les membres d'un conseil, disait-il, magistrats ou jurisconsultes, dont l'office est de donner leur avis au prince qui les consulte sur ses affaires, vis-à-vis de lui conservent toute leur liberté..... Le prince ne prend pas avec eux le ton d'un maître ni l'autorité du commandement..... Ils lui *rendent des services*, mais ils ne sont pas *ses serviteurs*..... Ils restent ce qu'ils sont, magistrats, jurisconsultes, faisant l'office de *conseillers* envers un véritable *client;* éclairant la marche de ses affaires, défendant ses intérêts, mais *avec cette attitude qui convient à l'homme dont on invoque les lumières en lui demandant celles qu'on n'a pas*..... » M. Henrion de Pansey, dit M. Dupin, qui reproduit cet entretien dans ses *Mémoires* [1], appuyait sur ces derniers mots. — « Voilà, monsieur, ajoutait le président, pourquoi et à quel titre *j'ai consenti* à être membre et chef du conseil de l'apanage d'Orléans sans croire déroger à mon titre public : vous pourrez le redire à vos confrères..... » M. Laplagne-Barris, en acceptant l'auguste délégation qui lui avait donné une si grande place dans les affaires de la maison d'Orléans, n'avait donc fait que suivre l'exemple et appliquer les principes du plus illustre de ses devanciers. On sait que, bien avant M. Henrion de Pansey et M. Barris, le célèbre et vertueux jurisconsulte Pothier, conseiller au Châtelet, avait également siégé dans le conseil apanagiste du premier prince du sang.

La Révolution de février trouva M. Laplagne-Barris au comble des honneurs que justifiait son mérite. Elle lui enleva tous ceux de ses titres qui n'étaient pas inamovibles. Elle ne l'empêcha pas d'accepter celui de tous qui a peut-

[1] Tome Ier, page 539.

être le plus honoré sa vie, car ce titre lui venait de l'exil; il était daté de Claremont; il était le dernier témoignage de de la confiance d'un homme de bien injustement accablé par la fortune, le dernier gage de l'amitié persévérante d'un roi proscrit. Le roi Louis-Philippe, près de mourir, avait nommé M. Laplagne-Barris un de ses exécuteurs testamentaires. M. Barris s'en est toujours souvenu, non pour s'en prévaloir, mais pour s'en glorifier.

On sait, sans que nous ayons besoin d'y insister, quelles furent avant le mois de janvier 1852 les difficultés de tout genre que léguait à résoudre à ses exécuteurs [1] le testament de ce roi, mort avec le renom d'un prince avare, et qui laissait à la charge de sa fortune personnelle *vingt millions de dettes contractées au service de l'État*. On sait aussi à quel abîme de complications nouvelles aboutit, après janvier, l'accomplissement des dernières volontés du roi, par le fait de cette destruction presque totale de sa succession privée. Disons seulement que, dans le conseil des exécuteurs testamentaires, M. Laplagne-Barris parut constamment une des plus vives lumières de ces délibérations épineuses, et que là, comme dans les débats de la cour de cassation, il fit admirer cette connaissance profonde du droit civil, cette science des affaires, cette lucidité de langage, cette mémoire imperturbable et cette érudition toujours prête qui lui avaient assuré à toutes les époques une si considérable autorité dans la justice. Ajoutons que, supérieur aux suggestions mesquines de l'esprit de parti, sûr de sa conscience, il n'eut jamais à dissimuler des sentiments que la reconnaissance avait fait naître, que l'adversité avait affermis...

[1] « . . . . . Je nomme pour mes exécuteurs testamentaires, écrivait le roi mourant, M. Dupin, le baron Laplagne-Barris, le comte de Montalivet, le duc de Montmorency et M. Scribe, auxquels je suis heureux de donner ce témoignage de ma confiance et de mes sentiments pour eux... » (1er juillet 1850.)

Avons-nous besoin de dire qu'à tant de qualités publiques le président Laplagne-Barris joignait les vertus de l'honnête homme, dans lesquelles se confondent celles du père de famille; — qu'il n'était pas seulement le conseil, le directeur et le chef réel de cette famille nombreuse composée de ses enfants et, on peut le dire aussi, des enfants de son frère, mort avant lui? Esprit sérieux, raison sévère, caractère vigoureux, c'est encore à un autre titre que son influence était acceptée et respectée. Sa bienveillance affable, sa politesse affectueuse, la vivacité agréable de son esprit pendant les heures si rares qu'il accordait à la causerie et au repos, sa conversation pleine de traits heureux qui jaillissaient sans effort d'une mémoire riche et facile, c'étaient là des qualités qui ne faisaient rien perdre à ses aptitudes plus sérieuses, tempéraient le respect par l'attachement, et mêlaient le charme à la gravité.

La maladie qui devait conduire M. Laplagne-Barris au tombeau, si cruelle qu'elle fût, n'avait ni entamé son courage, ni diminué la sérénité de son âme, ni interrompu ses travaux. « En vain, disait M. de Marnas, votre affection, justement inquiète, s'enquérait-elle de l'état de ses forces, il ne vous répondait qu'en parlant de ses devoirs; et cette âme ne vous a jamais paru plus grande et plus élevée que quand le déclin des organes vous a en quelque sorte permis de la mieux découvrir... » Ajoutons avec un autre magistrat, M. Aylies, qui a consacré quelques lignes touchantes[1] à la mémoire de son ancien confrère, ajoutons que M. Laplagne-Barris, mourant au milieu des siens, dans sa chère solitude de Montesquiou, sur le sol natal, parmi les embrassements de sa famille réunie autour de son lit de souffrance, a eu cette autre consolation de sa dernière heure « que Dieu l'a rappelé à lui dans un de ces courts et rares intervalles

[1] Dans le journal l'*Audience*, Bulletin des tribunaux, du 15 octobre 1857.

où la tâche du magistrat était légalement suspendue, et que pour lui la mort a perdu ainsi un de ses aiguillons... »

« ..... J'ai perdu un ami, écrivait M. le duc d'Aumale quelques jours après la mort de M. Barris, un *ami légal*, comme disent les Anglais; » — et cette expression rend bien, en effet, ce qui caractérisait en lui le conseiller d'une maison royale, l'homme dont le premier respect était pour la loi.

« Il y a lot pour chaque profession, » dit Montesquieu, et il ajoute que « le respect et la considération sont pour ces magistrats qui, ne trouvant que le travail après le travail, veillent nuit et jour pour le bonheur de l'empire... » M. le président Laplagne-Barris a obtenu sur terre, et sous toutes les formes tour à tour les plus sévères et les plus brillantes, cette considération qui est *le lot des magistrats*. Elle survivra, pour lui, dans le nom désormais illustre que portent avec tant d'honneur une veuve respectable et des enfants dignes d'un tel père.

VI

Une préface de M. de Lamartine.

— 11 MAI 1856. —

Disons tout de suite pourquoi nous n'avons pas hésité à parler du *Cours de littérature*[1] de M. de Lamartine, quand ce cours est à peine commencé, quand il n'est encore qu'une préface, et quand personne ne peut savoir, et l'auteur moins que personne peut-être, ce que sera l'œuvre elle-même. Cette préface de M. de Lamartine n'a aucun précédent dans la littérature ni dans l'histoire. Elle est une pétition adressée au public. On invoque Dieu. On supplie les rois. Le public est un maître aussi. M. de Lamartine implore son secours dans un moment de détresse domestique. Nous sommes de ceux qui croient que la lettre de change tirée par le génie d'un poëte sur l'admiration généreuse d'un public français ne peut pas être protestée.

Voilà notre raison pour parler de ce *Cours de littérature* à peine ébauché. Jadis, quand nous avons rencontré M. de Lamartine sur un autre terrain, membre influent d'une assemblée souveraine, puissant par la parole, populaire encore et redouté, nous avons discuté ses actes et jugé ses livres. Aujourd'hui, dans cette retraite sans tache où l'homme politique a enfermé sa vie, nous ne voyons plus que le grand poëte qui a illustré notre patrie, et nous ne

[1] *Cours familier de littérature*, premier et deuxième Entretiens, mars et avril 1856. On s'abonne chez l'auteur.

nous souvenons plus que de ses beaux vers, comme si nous étions déjà pour lui la postérité. L'homme qui écrit : « *La vie ne m'est plus rien*... Et qu'y regretterais-je donc à présent? N'ai-je pas vu mourir avant moi toutes mes pensées? Ai-je envie d'y chanter encore d'une voix éteinte des strophes qui finiraient en sanglots? Ai-je goût pour rentrer dans ces lices politiques qui, fussent-elles rouvertes, ne reconnaîtraient plus nos accents *posthumes* ?... » — l'homme qui écrit cela n'a plus de contemporains. Il est entré dans l'avenir; le temps a tout apaisé autour de lui. Dans Milton, qui se souvient de l'auteur de l'*Iconoclaste* ? qui se soucié d'*Agésilas* en lisant *Cinna* ? Comme poëte, M. de Lamartine ne vit plus que dans ses chefs-d'œuvre; comme homme politique, sa vie est finie. Comme homme, il souffre, il nous le dit, et il faut le croire. Une détresse véritable a des accents qui ne trompent pas.

Tout le monde pourtant n'a pas jugé de la même manière la démarche de M. de Lamartine. Parmi les politiques, ceux qui n'oublient rien lui gardent rancune. Les millionnaires lui reprochent d'avoir manqué dix occasions de faire sa fortune. Les délicats se montrent scandalisés de cette *impudeur de sincérité* qui livre à la foule le bilan d'un poëte et qui traite le public en bailleur de fonds. Ces reproches sont plus ou moins fondés : c'est la mesure seulement que j'y voudrais mettre. Ainsi les millionnaires ont raison : M. de Lamartine a pu faire dix fois sa fortune, et il est pauvre. Quelle faute impardonnable! Un écrivain de génie qui serait un grand financier, un lyrique qui aurait des rentes, un poëte qui aurait en portefeuille autant de bonnes valeurs que de beaux vers, l'édifiant spectacle! l'utile exemple! la belle leçon à donner à ce siècle si brouillé avec l'intérêt! Mais voyons : est-ce la première fois depuis le commencement du monde qu'un poëte fait mauvais ménage avec la fortune? Je ne voudrais pas invoquer d'antiques exemples qui ne

prouvent rien contre la morale d'aujourd'hui, ni répéter les vers touchants par lesquels M. de Fontanes essayait de consoler, en 1810, son illustre ami Chateaubriand :

. . . . . .
Ainsi les maîtres de la lyre
Partout exhalent leurs chagrins :
Vivants, la haine les déchire,
Et ces dieux que la terre admire
Ont peu compté de jours sereins...

Pourtant M. de Fontanes avait raison : cette sérénité qui naît du calme de l'esprit et du bon arrangement de la vie domestique, les vrais poëtes n'en jouissent guère. Le génie ne met pas à la Caisse d'épargne. Tant pis pour lui, nous dit-on. Oui, tant pis ! je ne fais pas la théorie de la prodigalité. Elle me déplaît moins pourtant que l'avarice dans ceux à qui Dieu a donné une âme pour se répandre, une voix pour charmer le monde. « L'argent, disait-on autrefois, est un bon serviteur et un mauvais maître. » Il est un tyran, s'il n'est un esclave. Prêchez l'économie, je le veux bien. Prêchez-la au poëte, au savant; elle est bonne pour tous. Mais, si le savant a inventé la machine à vapeur, si le poëte a écrit les *Harmonies*, ne regardez pas trop à son livre de comptes. Faites-nous les *Harmonies*, dirons-nous aux millionnaires, et nous vous permettrons de vous ruiner !

Ruiné, le poëte de notre temps, au lieu de présenter une supplique à quelque fermier général, comme autrefois, adresse une pétition au public. Ceci est la différence du passé et du présent. Autrefois on écrivait *Cinna* et on le dédiait à M. de Montauron, trésorier de l'épargne; — ou bien, après avoir écrit *Andromaque*, on émargeait sur la liste du roi entre Pradon et Chapelain. On était « *le malade de la reine en titre d'office*, » comme le pauvre Scarron; ou on dînait chez les gens de qualité, et on leur disait, comme

Pierre de Montmaur : « Fournissez les viandes, j'apporte le sel. » Madame de Tencin donnait aux lettrés, ses convives, le jour des étrennes, « deux aunes de velours pour se faire une culotte. » L'abbé Galiani écrivait de Naples au baron d'Holbach : « La philosophie dont vous êtes le premier maître d'hôtel mange-t-elle toujours d'un aussi bon appétit? » Telles étaient les mœurs littéraires d'autrefois. Je ne prétends pas qu'on eût moins d'esprit ni moins de cœur parce qu'on acceptait la pension d'un prince ou les cadeaux d'une douairière, un bout de table chez un traitant ou un « ermitage » chez un grand seigneur. Les grands de la terre savaient ce qu'ils faisaient en patronnant les lettrés, et les lettrés ne se montraient pas moins habiles en se laissant protéger. Déjà, au seizième siècle, le code de la protection était fait. Joachim Du Bellay en avait tracé, dans son *Poëte courtisan*, la théorie fidèlement copiée sur la pratique :

. . . . . Sois content du jugement de ceux
Qui peuvent t'avancer en estats et offices,
Qui te peuvent donner les riches bénéfices,
Non ce vent populaire et ce frivole bruict
Qui de beaucoup de peine apporte peu de fruict.
Ce faisant, tu tiendras le lieu d'un Aristarque,
Et entre les sçavants seras comme un monarque.
Tu seras bien venu entre les grands seigneurs,
Desquels tu recevras les biens et les honneurs,
Et non la pauvreté, des Muses l'héritage,
Laquelle est à ceux-là réservée en partage,
Qui, dédaignant la court, fascheux et mal plaisans,
Pour allonger leur gloire accourcissent leurs ans.

Telle était la théorie; protecteurs et protégés s'en trouvaient bien. « L'esprit a cet avantage, disait Duclos deux siècles plus tard, que ceux qui l'estiment prouvent qu'ils en ont eux-mêmes ou le font croire. » Le calcul était bon des deux côtés : les traitants prêtaient de l'argent, les gens de lettres de l'esprit, et les emprunteurs ne rendaient rien.

Aujourd'hui le public a mis sa main souveraine sur le patronage littéraire, qui était autrefois le privilége des financiers et des nobles. Il l'a pris à son compte, et il a enrichi tous ceux qui, ayant de l'esprit, du talent, la popularité, le goût de l'épargne, ont voulu être riches. Ce que nous appelons la vogue aujourd'hui, ce n'est pas seulement le succès, c'est la richesse. Le temple de Mémoire ouvre sur la Dette inscrite. Toute renommée mène au Grand-Livre. Cherchez, dans le domaine de l'imagination, — poésie, drame, roman, théâtre, dans tous les genres qui s'adressent particulièrement au goût du public, cherchez un seul homme, doué de quelque supériorité, qui n'ait pu refaire dix fois sa fortune après l'avoir perdue, ou qui ne l'ait faite une bonne fois le voulant bien.

> Je sais qu'un noble esprit peut, sans honte et sans crime,
> Tirer de son travail un tribut légitime.

Boileau a raison; mais l'écueil est là. Cette facilité moderne de « l'enrichissement » qui a trouvé quelques esprits calmes, prévoyants et ménagers, en a rencontré un bien plus grand nombre qu'elle n'a pu ni satisfaire ni contenir. Les lettrés sont devenus de grands seigneurs à leur tour; ils ont eu des châteaux. Pourquoi pas, s'ils les avaient gardés? Mais la tête tournait aux poëtes et aux romanciers, ces enchanteurs à qui Dieu n'a pas toujours mesuré la raison à aussi forte dose que l'esprit; une sorte de vertige les avait saisis. « Le jet de chaque orgueil, disait spirituellement M. Sainte-Beuve (en 1839), retombait en pluie d'or. » Recueillie par des mains prudentes, cette pluie eût fertilisé les domaines des hauts barons de la littérature; livrée à elle-même, elle a emporté leurs terres.

Nous avons signalé quelques-uns des périls du patronage public. Ne parlons plus que de ses bienfaits quand M. de

Lamartine les invoque. La popularité littéraire a son ivresse comme toutes les autres ; la vogue du poëte a son écueil comme celle du tribun ; mais le public, qui donne la vraie gloire, sait aussi la protéger. M. de Lamartine n'a voulu être sauvé que par lui. Le poëte lui devait la vérité en retour de sa protection. La confidence a été complète. L'aveu était pénible ; l'honneur est sauf. « Soyez humble sans être honteuse, disait madame de Lambert à sa fille. La honte est un orgueil secret. » M. de Lamartine n'a pas eu cet orgueil ; il a tout dit. Son premier entretien est l'aveu d'une immense détresse. L'illustre poëte nous montre son héritage écrasé d'hypothèques. Son mobilier même, la table sur laquelle il écrit, le lit où il essaye de dormir quelquefois, le fauteuil sur lequel il repose, tout cela est le gage de ses créanciers, dont le dévouement, s'il faut l'en croire, serait plus inépuisable que le crédit. « ..... Les chenets sur lesquels mon père appuyait ses pieds et sur lesquels s'appuient aujourd'hui les miens sont un foyer d'emprunt qu'on peut renverser à toute heure ; on peut les vendre et les revendre au moindre caprice à l'encan, ainsi que le lit de ma mère, et jusqu'au chien qui me lèche les mains de pitié quand il voit mon sourcil se plisser d'angoisse en le regardant !... » — « Si je ne travaillais pas tous les jours, ajoute-t-il, que dis-je ? si je dormais mes nuits pleines, ou si une maladie (que Dieu me l'épargne avant l'heure !) venait arrêter un moment ma plume, l'outil assidu que j'use pour eux, ces braves amis (ses créanciers) péricliteraient avec moi..... On me reproche le travail !... Hommes inconséquents ! que ne reprochez-vous aussi au *casseur de pierres*, sur la route, d'obséder la voie publique de sa présence pour rapporter le soir à la maison le salaire qui nourrit la femme, le vieillard, l'enfant ?... Sur ces pages où vous me reprochez d'entasser des monceaux de vanité, ce n'est pas de l'encre que vous lisez, sachez-le bien, c'est de la sueur !..... »

Laissons donc à l'œuvre de M. de Lamartine le cachet qu'il lui a si spontanément donné; laissons-lui son véritable caractère pour lui assurer son vrai succès. Si M. de Lamartine n'avait voulu intéresser que la curiosité du public au succès de son nouvel écrit, il n'aurait pas dépouillé sa détresse de ces voiles pudiques dont l'infortune aime à se couvrir : « Mais, si le Laocoon, se torturant dans le marbre sous les nœuds redoublés du serpent, n'était pas nu, verrait-on ses tortures? nous demande M. de Lamartine; quand le cœur se brise, ne fait-il pas éclater la veine?... » C'est au cœur du public que le poëte a voulu frapper, en montrant le sien. Il a réussi. Cela seul justifierait la démarche de M. de Lamartine. N'y pas réussir, c'était bien pis qu'un mécompte littéraire. Le bon goût de notre société française a épargné cette amertume à un génie admirable, la seule qui lui ait manqué sur le calvaire où « il compte une à une, nous dit-il, en les sentant toutes, mais sans en maudire aucune, les pierres de sa propre lapidation... »

Il serait puéril de rechercher après cela quel peut être le mérite littéraire du *Cours de littérature* que publie M. de Lamartine. L'œuvre est à peine ébauchée. Dans une première leçon (premier entretien), le poëte nous raconte une fois de plus sa naissance... « La contrée où je suis né, dit-il, bien qu'elle soit voisine du cours de la Saône, où se réfléchissent d'un côté les Alpes lointaines, de l'autre des villes opulentes et les plus riants villages de France, est aride et triste... » Vieille histoire [1] et toujours nouvelle, réminiscence toujours gracieuse sous la plume du poëte. Après le berceau, les joies de l'enfant, les études du jeune homme, l'âge mûr et ses mécomptes; puis cette touchante prière adressée à sa majesté le public. Dans Homère, la Prière

[1] *Voir* dans les *Harmonies* (3e du livre II) la pièce intitulée *Milly, ou la terre natale.*

tremblante se tient debout auprès du trône de Jupiter. M. de Lamartine en a fait une Muse. Elle est son bon génie domestique, chargée de la garde du foyer, de l'entretien de la maison et de la recette. Elle a inspiré ces dernières pages d'une sincérité si touchante, et qui sont, littérairement, parmi les meilleures que l'illustre poëte ait jamais écrites. Dans le second entretien, après quelques phrases accordées à la définition de la littérature (« qui vient du mot *littera*, qui signifie *lettre* »), l'auteur nous conduit sans autre transition en Italie, — ce pays de ses chers souvenirs et de ses premières inspirations. Nous sommes à Terni, devant la célèbre cascade où M. de Lamartine fait la rencontre de cette femme si sérieusement charmante, madame Émile de Girardin. Description de la cascade; M. de Lamartine n'y pouvait manquer : « Sérénité du ciel, teintes marbrées du rocher, atmosphère cristalline, douce tiédeur de l'air tournoyant qui vous baigne voluptueusement de l'haleine des eaux...; la scène en plein espace, en pleine lumière, en face d'un horizon sans bornes, d'un firmament limpide où le Créateur semble assister, derrière le cristal infini du ciel, à ce jeu des éléments en fureur... » Après la description, le portrait, madame de Girardin elle-même dessinée au pastel... « Sa taille élevée et souple se devinait dans la nonchalance de sa pose; ses cheveux abondants, soyeux, d'un blond sévère, ondoyaient au souffle impétueux des eaux comme ceux des sibylles que l'extase dénoue; son sein gonflé d'impression soulevait fortement sa robe; ses yeux, de la même teinte que ses cheveux, se noyaient dans l'espace. Soit gouttes de vapeur condensée sur ses longs cils noirs, soit larmes de l'esprit montées aux yeux par l'excès de l'émotion d'artiste, quelques gouttes de cette pluie de l'âme brillaient et tombaient aux bords de ses paupières sur la cascade sans qu'elle les sentit couler... » — « Orage du cœur, disait aussi Chactas (sous la plume de Chateaubriand,

bien avant M. de Lamartine), est-ce une goutte de votre pluie ? »

M. de Lamartine nous promet un cours de littérature. Il a le secret des beaux vers; qu'il le donne au public. Nous le tiendrons quitte du reste. En attendant, comme œuvre de critique et d'érudition, le cours de littérature n'est qu'un projet : mais, ne fût-il jamais autre chose qu'un cadre complaisant pour toute sorte de fantaisies descriptives, de réminiscences pittoresques, de fragments retrouvés et rajeunis, de confidences plus ou moins discrètes, d'anecdotes plus ou moins vraisemblables, le public n'en veut pas plus. Il ne demande plus à M. de Lamartine que de l'improvisation, et, s'il en existe encore, de l'imprévu. Il serait à coup sûr bien étonné s'il voyait l'amant d'Elvire transformé en critique et déguisé en professeur; mais je doute que l'agrément du spectacle en égalât la surprise. Que M. de Lamartine continue donc, sans s'excuser, comme il a commencé; qu'il passe d'un souvenir d'enfance à une description de son village, d'un hymne au printemps à un éloge du Père Bequet, d'une promenade inspirée sur la montagne du Monsard à une visite érudite chez M. de Valmont, de la cascade à la muse et de l'extase à l'amour; qu'il nous promène ainsi, « comme il lui plaira, » dans les régions sans limites de la fantaisie ; — nous ne nous en plaignons pas ; ce qui est sans bornes est son domaine. L'aigle peut vivre derrière les barreaux d'une cage, et M. de Lamartine peut s'oublier dans l'érudition. Nous les aimons mieux, l'aigle et lui, libres et planant dans l'espace, les ailes déployées, le front dans les cieux...

Les conclusions de M. de Lamartine nous ramènent sur terre. Résumons-les en quelques lignes : Au poëte malheureux, il fallait un banquier. M. de Lamartine a pris le plus riche de tous, et parmi les plus riches, celui qui a le plus de cœur, le public. On est accouru de toutes parts à ce ren-

dez-vous étrange et charmant. On a souscrit, on souscrit encore. La dette du génie sera payée. M. de Lamartine sauvera son héritage, ses chenets et son chien. Il sauvera son repos. Il ne sera pas dit qu'au dix-neuvième siècle, moins de quarante ans après la publication des *Harmonies*, chez le peuple le plus lettré et le plus généreux de la terre, cette chambre, où le chantre de Jocelyn s'est fait peindre dans son costume de *casseur de pierres*, recevra d'autres visites que celles de ses souscripteurs et de ses amis. On dit, je le sais, que le public ne doit rien à M. de Lamartine; — non, si M. de Lamartine ne demande rien. Mais, quand il tend noblement cette main qui a tenu la lyre des *Méditations*, la France se rappelle qu'elle lui doit les beaux chants qui aient été entendus depuis deux siècles dans notre pays, *carmina non priùs audita*, et qu'une pareille dette ne se prescrit pas. Elle est toujours payable à vue et à discrétion. Mais on dit encore que l'illustre poëte ne demande un subside au public que pour l'entretien de son luxe; on compte les plats de sa table, les chevaux de son écurie, les fleurs de son jardin, et on cite ce mot d'une cruauté étourdie : « Je ne suis pas assez riche pour assister M. de Lamartine... je n'ai que quatre-vingt mille livres de rente. » Passons sur cette triste plaisanterie. Écartons aussi, pour finir, les objections inspirées par l'esprit de parti. Quand un homme vous dit : « Je ne suis plus rien qu'un homme de lettres... Le prompt dégoût du peuple et la mobilité ordinaire des choses humaines *m'ont rejeté au rang des spectateurs les plus oubliés*, » est-ce le moment de se rappeler qu'il a été tout, et qu'on l'a vu au rang des acteurs les plus populaires et les plus puissants? Qui ne sent au contraire au fond de son cœur, après un tel aveu, je ne sais quelle fierté généreuse qui nous dispose à la sympathie pour un adversaire désarmé? Comment ne pas répéter le mot de ce prince proscrit et dépouillé qui disait d'un de ses ennemis triom-

phant : « Je ne demande qu'une vengeance à Dieu, c'est que mon ennemi ait un jour besoin d'une pension pour vivre, et que je sois assez riche pour la payer[1]. »

[1] Disons que, depuis cette pétition adressée au public dans sa préface de 1856, M. de Lamartine a laissé s'ouvrir à son profit une souscription véritable dont un comité d'amis et d'admirateurs bien inspirés rédige les prospectus et encaisse pour lui les recettes (1858).

VII

M. Véron, publiciste.

— 15 FÉVRIER 1857. —

M. Véron a voulu faire une brochure politique[1], ne fût-ce que pour ne pas faire comme tout le monde. Ses intentions ont beau être sérieuses, il faudrait quelque chose de plus pour que son livre le fût aujourd'hui. Il faudrait que le pays eût repris le goût des questions politiques. Cela manque pour le moment, ou je me trompe fort, au livre du docteur Véron. Il lui manque l'air même dont vivent les questions qu'il essaye de ranimer, l'atmosphère où elles se meuvent, le milieu dans lequel elles respirent. La bonne volonté de l'auteur n'est pas douteuse, et il est impossible de refuser le mérite d'une certaine initiative à ce point d'interrogation (*Où en sommes-nous?*) qu'il tient suspendu sur la nouvelle année 1857. Malgré tout, et si incisive que soit par instants sa brochure, le bon docteur fait à quelques égards comme cet autre bourgeois de Paris, qui faisait de la prose sans le savoir. M. Véron fait de la littérature, croyant faire toute autre chose.

Nous serons plus franchement littéraire que lui. Il ne s'en fâchera pas. Nous l'avons toujours traité en littérateur plus qu'en politique, et en homme d'esprit plus qu'en homme d'État. Il nous est beaucoup plus commode de continuer,

[1] *Quatre années de règne. — Où en sommes-nous?* par le docteur L. Véron, député au Corps législatif. Paris, 1857.

son nouveau livre à la main, l'étude que nous avons commencée autrefois sur sa personne[1] que de discuter les questions, grosses comme le monde, au milieu desquelles se joue sa railleuse humeur, en dépit de leur gravité. Les épigrammes valent quelquefois de bonnes raisons, mais à la condition de venir à point. Trop tôt ou trop tard, — l'écueil est égal de chaque côté. Ceux qui liront le livre du spirituel docteur verront bien pourquoi il a manqué son but ; mais le livre lui-même nous reste comme un curieux sujet de méditation sur le moment « où nous sommes » et particulièrement sur l'homme qui l'a écrit.

On peut en effet, à propos de la brochure de M. Véron, se faire un certain nombre de questions qui toutes se rapportent à l'auteur, sans toucher, autant qu'il l'a fait lui-même, à ce qui reste en dehors de tout contrôle. Que signifie ce livre? d'où vient-il? quelle est la pensée d'où il est sorti? M. Véron est-il l'organe de ce besoin irrésistible qu'éprouvent parfois les corps constitués, même les plus dociles, d'ajouter par l'importance des fonctions à l'éclat officiel des broderies et des uniformes? Est-il le confident de cette noble ambition de renommée, tourment des âmes généreuses, et qui atteint parfois les assemblées elles-mêmes? Si j'en crois un excellent chapitre « sur le Sénat », où l'auteur a très-habilement relevé ce qu'il a cru apercevoir à la fois d'incomplet et d'excessif dans ses attributions, puisque seul le Sénat peut modifier la loi fondamentale du pays, tandis qu'il n'a pas le droit de changer un mot à la plus insignifiante loi d'intérêt local, — si j'en crois ce chapitre supérieur, M. Véron serait très-préoccupé des défauts de la Constitution de 1852 sur ce point. D'un autre côté, on dirait, à l'entendre, qu'il est profondément convaincu que

[1] *Nouvelles études historiques et littéraires*, p. 391 et suivantes. Paris, 1855.

le Sénat n'est pas assez pénétré de *la grandeur de la mission qu'il est appelé à remplir*. « Pourquoi donner à penser, dit-il, que, sur leurs siéges de sénateurs, ces hommes, justement honorés, sommeillent dans une coupable insouciance des grands intérêts du pays... » Il est difficile de comprendre comment M. Véron relève à la fois, dans le Sénat, son impuissance et son inaction, l'une n'étant que la conséquence constitutionnelle de l'autre.

Même contradiction quand il s'agit du Corps Législatif. L'auteur énumère complaisamment les lacunes et les restrictions dont son règlement fourmille; il signale avec une verve curieuse cette publicité crépusculaire (p. 185) que la Constitution lui octroie, ce ciel tépide (p. 183) où elle le fait vivre, ces portes closes et ces fenêtres hermétiquement fermées sur ses débats; puis, cette triste charge confiée à son secrétaire-rédacteur, « celle de disséquer les discours, de les dépouiller de leurs muscles, de leurs nerfs, de leur sang artériel et vivifiant, de mettre un uniforme à la langue française (p. 186) » ; — et après avoir fait ce tableau décourageant de l'insuffisance législative, M. Véron nous donne une liste interminable des «orateurs » de la seconde Chambre, *ceux qui osent parler*, dit-il ; sur cette liste il met tous ses amis ; il s'y met lui-même, comme il convient à une charité bien ordonnée ; il lève le rideau qui couvrait cette foule de talents inconnus à la France; il révèle au monde les Cicérons et les Démosthènes du régime nouveau. De l'un, il dit : « Succès d'orateur à rendre M. Thiers et M. Guizot jaloux. » De l'autre : « M. L... rend le chiffre éloquent : il lui fait dire une foule de choses que le chiffre est fort étonné de savoir *sans les avoir jamais apprises*... » (Toujours M. Jourdain !) Tel autre orateur est comparé par M. Véron « au paysan du Danube, mais un *paysan spirituel et lettré*.» Et que sais-je? Dans une assemblée à laquelle il reproche de ne pas parler, M. Véron voit des orateurs partout. Fina-

lement, il résume ainsi leurs mérites et leurs services : « ...Sans provoquer de crises ministérielles, sans troubler le pays, le Corps Législatif a pu repousser, arrêter ou suspendre les projets du gouvernement, non par hostilité contre le pouvoir, non par une ambition de portefeuille de quelque chef de parti, mais par conscience et par dévouement à de grands intérêts publics. — Tous les faits que je viens de rassembler, ajoute l'écrivain, ne prouvent-ils pas l'action utile, le dévouement efficace, l'indépendance éclairée du Corps Législatif ?... » Concluons : une liste de talents oratoires qui a quarante pages in-8, une action utile, l'efficacité du dévouement, les lumières dans l'indépendance, ma foi ! M. Véron est bien difficile s'il désire encore autre chose ; quant à nous, pour le moment, nous n'en demanderions pas davantage.

Quoi qu'il en soit, ces effusions dithyrambiques, par lesquelles M. Véron aime à réfuter lui-même les critiques de détail où il se hasarde, ne donnent pas l'idée qu'il soit un interprète très-conséquent des prétentions d'importance législative qu'il patronne, ni même un politique très-convaincu des défauts qu'il signale dans la Constitution de 1852. Mais alors pourquoi écrire cette brochure ? Est-ce pour le plaisir de plaider alternativement le *pour* et le *contre*? Triste plaisir, et dont M. Véron fait spirituellement justice quand il dit des avocats, ses collègues : « Mes connaissances en physiologie me porteraient à penser que MM. les avocats sont doués d'un *organe sécréteur* refusé aux autres hommes. Cet organe professionnel verserait incessamment sur le bord de leurs lèvres *des torrents de mots et de phrases vides...* » Si M. Véron n'obéit pas à cette influence d'un organe sécréteur, que fait-il donc ? n'est-il que l'éclaireur un peu étourdi d'une Opposition plus sérieuse dont les élections prochaines seraient le champ clos ? ou bien l'Opposition, est-ce lui ? Est-il une réunion-Agier à lui tout seul ?

Voilà des questions que je ne me charge pas de résoudre. Encore moins voudrais-je dire, avec d'indiscrets amis, que M. Véron a besoin de faire de temps en temps des livres pour se bien porter, et que sa digestion est intéressée à cette publicité bruyante donnée à ses sentiments, à ses méditations et à ses idées. Pure calomnie ! Combien je plaindrais le docteur Véron, s'il n'avait autre ressource contre le désœuvrement ou contre la bradypepsie que celle d'écrire des brochures politiques !

Eh quoi ! vous n'avez point de passe-temps plus doux !

N'en croyons rien. M. Véron est mieux avisé. Non qu'il ne soit capable, comme nous tous, de chercher parfois dans le bruit de son nom cette satisfaction innocente qui active en nous la circulation du sang et qui tient nos humeurs dans un agréable équilibre; le *Bourgeois de Paris* aime aussi à couper de temps en temps la queue du chien d'Alcibiade. Cette fois pourtant M. Véron a obéi, si je l'ai bien jugé, à un autre instinct. Il a eu un autre but. Nous croyons avoir découvert le véritable mobile de sa pensée. Disons-le donc, si délicate que soit cette analyse du cœur humain. L'auteur est sincère. Il a tout à la fois beaucoup d'esprit et peu de malice. N'en abusons pas, mais profitons-en.

Parmi tant de prétentions qui ont successivement marqué la carrière de M. Véron, il en est une que je ne lui ai jamais vue, et j'en suis bien aise : la prétention à la sainteté. Il professe bien, en maint endroit de ses ouvrages, et notamment à la page 338 de sa nouvelle brochure, la sainte morale de l'oubli des injures; il ne la pratique jamais. Il a une irritabilité de femme contre l'injustice; et, s'il faut tendre la joue gauche après la droite, suivant le prétexte de Jésus-Christ, il est le moins évangélique des hommes sur ce point. Personne n'est plus prompt à la riposte et plus ferré sur la re-

présaille. L'ardeur de ses rancunes méritait de faire école. Sa théorie des *éreintements* est célèbre. L'a-t-il inventée? Je l'ignore; personne ne l'a pratiquée avec plus d'éclat. Une autre particularité de sa polémique, c'est qu'au fond de toutes ses haines il y a une querelle de loge ou un désaccord violent sur quelque question de théâtre. Ses philippiques en sont remplies. Démosthènes ne dit plus : « O Athéniens! défiez-vous de Philippe. » Mais : « Rendez-moi ma subvention, vous, monsieur Thiers, qui l'avez rognée en 1833! Rendez-moi ma petite loge, vous, monsieur Achille Fould, qui me l'avez prise en 1852! »

« ..... Je puis donner ici, écrit notre auteur, une preuve de la fermeté intelligente du ministre chargé de sauvegarder les intérêts de la liste civile.

« Dans un second supplément au cahier des charges de l'Opéra, signé le 14 mai 1833 par M. Thiers, ministre du commerce et des travaux publics, enregistré le 30 du même mois, une somme de quarante mille francs, qui m'était due par l'État pour restauration de la salle, fut réduite à vingt mille francs; et, lorsque ma retraite de l'Opéra fut arrêtée d'un commun accord, cette somme de vingt mille francs fut réduite à quinze mille francs; mais, en compensation de cette réduction, on imposa verbalement à mon successeur, M. Duponchel, l'obligation de me réserver *une petite loge du rez-de-chaussée* pour toute la durée du nouveau bail; je jouissais donc de cette faveur *à titre onéreux*.

« Lorsque M. Léon Pillet succéda à M. Duponchel, et plus tard M. Roqueplan à M. Léon Pillet, ces deux directeurs, quoique administrant l'Opéra à leurs risques et périls, voulurent bien regarder *comme un devoir* de me conserver la faveur de cette loge gratuite...

« Le jour où M. A. Fould prit dans ses attributions l'administration de l'Opéra pour le compte de la liste civile, il

m'avertit lui-même que j'étais dépossédé de ma loge : il est bien entendu que je ne soufflai mot.

« Je ne doute pas que si *mon ancien camarade en politique*, que si l'ancien candidat du *Constitutionnel* eût administré l'Opéra pour son propre compte, loin de me déposséder d'une loge, il m'en eût offert deux; mais le ministre de la maison de l'Empereur défendait, dans cette circonstance, les intérêts de la liste civile, cette source féconde de bienfaits, ce trésor de la charité... Cette mesure prise résolûment contre moi me devint une preuve des services que peut rendre M. A. Fould comme ministre de la maison de l'Empereur; et, loin de lui en garder rancune, *je compris, surtout alors, qu'il ne manquait à ce ministre aucune des grandes qualités du financier...* »

Certes, voilà un compliment joliment tourné! et, puisque nous faisons de la littérature, c'est très-sérieusement que nous donnons ce petit morceau comme un modèle de grâce et d'esprit. Mais qui ne comprend que si la forme est souriante et l'ironie agréable, le fond du cœur est profondément blessé?...

Tel est le caractère de M. Véron : vous prenez ses livres; vous le voyez aborder de front les hauteurs les plus escarpées de la politique, trancher les questions, faucher les renommées... Vous supposez que de sérieuses convictions le déterminent; puis vous interrogez son cœur et vous découvrez qu'une piqûre imperceptible a fait tout le mal. Au fond de cette grande colère, il n'y a souvent que la mauvaise humeur d'un sybarite impatienté. Pressez l'examen, poussez à bout cette étude, vous aurez la clef de ses *Mémoires*, le secret de ses romans, et peut-être comprendrez-vous l'inspiration qui a dicté *Quatre ans de règne*.

Disons pourtant qu'à ses griefs chorégraphiques M. Véron en peut joindre aujourd'hui de plus sérieux, et dont

il ne nous sera pas défendu sans doute de dire un mot.

Le docteur Véron a rendu de notables services au régime nouveau. Il s'est voué à lui corps et âme quand ce régime n'était encore qu'en projet et quand le dévouement était méritoire et courageux. On a beau dire que M. Véron avait alors sa valise de voyage toute prête pour les mauvais jours, et qu'il fermait prudemment sa porte aux importuns et aux brouillons. Pourquoi n'aurait-il pas dit, comme le citoyen Sieyès pendant la Terreur : « Si l'abbé un tel (cet abbé avait voulu le tuer) vient me demander, dites que je n'y suis pas... » L'habile docteur était d'ailleurs facile à trouver. Son poste d'honneur était au *Constitutionnel*. Il y servait sa cause avec constance, décision, et à ciel ouvert...

Mais la vie ne va pas toujours comme quelques romans finissent. Elle ne mesure pas toujours avec une exactitude mathématique le bonheur à la vertu, la récompense aux services rendus. On dit, nous n'affirmons rien, que, le nouveau régime établi, M. Véron eut à souffrir d'une de ces incompatibilités d'humeur qui se manifestent parfois, après le succès, entre les hommes qui se sont le plus accordés pendant la lutte pour le conquérir. C'était sans doute la faute de M. Véron. Il était riche : il exagérait peut-être l'indépendance qu'inspire volontiers à ses possesseurs une bourse qui n'est jamais vide. Il avait longtemps et habilement gouverné une troupe d'acteurs : il exagérait peut-être le rapport qui existe entre ce genre de gouvernement et celui d'un empire. Il avait été journaliste : il se faisait peut-être illusion sur ses mérites comme homme d'État. Quoi qu'il en soit, il crut avoir à se plaindre : il se plaignit; il se plaint encore. On permet beaucoup à ceux qu'on aime, surtout si on ne leur donne rien. M. Véron, privé d'importance politique, n'en a pas moins conservé les franchises d'une vieille amitié. Il y a en lui du mécontent et aussi de l'enfant gâté. Lisez son livre, et dites s'il n'est pas le produit de

cette double disposition d'esprit. Quoi qu'il en soit, c'est par là qu'il est original et amusant.

La bouderie de l'homme politique resté en chemin, la franchise à brûle-pourpoint du serviteur oublié, le tout mêlé de pindarisme à forte dose pour faire passer les affirmations désobligeantes, c'est tout le livre de M. Véron. En vain nous dit-on que l'ancien directeur du *Constitutionnel* est aujourd'hui officier de la Légion d'honneur, membre du Corps législatif, et publiciste par-dessus le marché. Qu'importe? Nous prétendons qu'en calculant la force d'impulsion qu'il avait donnée, avant 1852, à cette locomotive puissante dont il était le chauffeur en chef, et en tenant compte de la vitesse acquise, M. Véron pensait faire plus longue route, arriver plus vite et monter plus haut... Nous n'en disons pas davantage. C'est à lui de parler : « Je suis de ceux, dit-il en effet, qui peuvent, sans être accusés d'adulation, rendre une justice éclatante à l'élu de huit millions de suffrages. Au milieu des chances, sinon les plus mauvaises, du moins les plus incertaines, n'ai-je pas, *avec un désintéressement qui ne s'est point démenti*, servi la cause du Président de la République?... » — « ... Directeur du *Constitutionnel*, dit-il ailleurs, j'ai payé de deux *avertissements* en trois jours cette haute satisfaction d'exprimer librement ma pensée... » — « ... Monsieur Achille Fould, dit-il encore, *je ne suis pas votre obligé*... Pendant un assez long temps j'eus l'honneur de vous recevoir chez moi presque tous les matins. Il s'agissait de faire passer l'ancien député conservateur des Hautes-Pyrénées, l'assidu des fêtes de Chantilly et des petits bals du duc de Nemours, à la Constituante. *C'était une grande enjambée !*... » Ces réminiscences auxquelles se livre M. Véron jettent un grand jour sur la disposition actuelle de son esprit. Elles sont le droit de sa disgrâce, assurément; mais n'est-il pas vrai que, dans ces regards mélancoliquement jetés sur ses services passés et sur sa valeur présente,

comparée à cette position un peu contrainte du simple député « *forcé de se débattre contre les barreaux du règlement où il se trouve emprisonné* » (p. 183), — n'est-il pas vrai qu'il y a autant de tristesse que d'héroïsme et presque plus de désappointement que d'orgueil? Contradiction bizarre! M. Véron dit que « l'action trop restreinte du Corps législatif est un des dangers de la situation pour le présent et pour l'avenir; » et il prend à partie les ministres de l'Empereur, non pas comme ministres, mais comme membres des assemblées libres du dernier règne : « Tous étaient incorporés, dit-il, dans les anciens cadres des anciens partis; tous ont ainsi fait leur apprentissage d'hommes d'État au milieu de cette incessante mobilité d'opinions, de ces changements de stratégie que commandait le régime parlementaire. L'habitude, le talent de discussion rendent souvent inhabile à agir... » La conséquence à tirer de cet axiome, c'est que M. Véron est du bois dont on fait les ministres, puisque, avant le 2 décembre, il n'avait jamais eu le malheur de figurer dans aucune assemblée, et qu'il n'avait pu être élu député, même à Landernau.

M. Véron voudrait nous faire croire que nous sommes beaucoup plus libres que nous ne le pensons (p. 326). Notre tort est de ne pas savoir user de toute notre liberté. Pour nous en convaincre, l'auteur se donne carrière sur toute la ligne. Mais il a sur nous deux avantages que nous ne voulons pas prendre sur lui : une provision inépuisable d'enthousiasme pour ce qui lui convient, une très-incisive liberté de critique pour ce qui lui déplaît. Non qu'il casse les vitres; tous les enfants terribles ne sont pas nécessairement tapageurs; il en est bien plus qui ne sont que sournois ou malins. M. Véron ne prend sa grosse voix que pour répéter le *Væ victis!* des heureux du jour [1]... Avec ses

[1] « Le bruit se répand, dit-il, que *certaines importances politiques de*

amis, il cache sa griffe sous le velours; il les aborde le sourire à la bouche et la fleur à la boutonnière; frondeur aimable, satirique accommodant, bon prince avec tous ceux qui peuvent quelque chose, quoiqu'il ne leur demande rien. Non, certes, M. Véron ne casse pas les vitres : il voudrait seulement entre-bâiller la fenêtre pour donner un peu d'air à la maison....

« Je ne viens certes pas demander, dit-il, qu'à un jour donné on lève les écluses et que la licence, proche parente du désordre, ne rencontre plus d'obstacles et d'entraves; mais, pour prévenir de désastreuses explosions, n'a-t-on pas recours à des *tubes de sûreté*, et le temps n'est-il pas venu de nous préparer, *par de douces transitions*, à l'usage, à la jouissance de cette liberté sage et bienfaisante *qui nous fut promise?* L'opportunité et l'art des transitions jouent un grand rôle en politique.

« . . . . . .

« Nous ne vivons plus sous un empereur conquérant. mais sous un prince pacificateur. Eh bien, aujourd'hui ces deux grands corps de l'État qui, de concert avec Napoléon III, se dévouent avec indépendance, — je le prouverai par des faits, — à la pacification, aux progrès de la société, *fonctionnent sous cloche, à huis clos;* plus de publicité, plus d'émulation.

parti parlementaire, depuis qu'elles sont complétement rassurées, songent à se mettre en avant. Le jour où le frisson de la peur les quitte, *ces gens-là* seraient-ils donc repris du goût des entreprises et des aventures? J'hésite à le croire. Oseraient-ils abdiquer tout leur passé ou jouer avec un serment en face du pays? S'ils voulaient revenir à leur ancien rôle, à *leur ancien jeu*, n'aurait-on pas le droit de leur dire : Vous bravez les *malédictions* du pays, vous semblez les quêter... Passez! passez! on vous a déjà donné! »

J'ai cité tout ce passage pour l'édification de ceux qui me jugeraient sévère à l'égard du docteur Véron.

« L'émulation est un des besoins du tempérament et du caractère français. En France, on aime le mouvement, on aime l'esprit, on aime à se sentir vivre ; on aime la gloire, on veut des occasions de la mériter et les moyens de l'obtenir.

« Le Sénat et le Corps législatif ne sont-ils pas aujourd'hui *la retraite la plus sûre pour s'y faire oublier?* Tel député d'à présent, dont la parole et les travaux jetteraient certainement un grand éclat s'ils obtenaient le moindre retentissement au dehors, est aujourd'hui plus ignoré qu'un membre des plus anciennes assemblées, plus ignoré que M. Glais-Bizoin. Ne fournit-on pas ainsi aux partis hostiles l'occasion et le prétexte de dire, bien injustement, que le gouvernement de Napoléon III ne compte parmi ses législateurs et ses fonctionnaires qu'une *majorité de comparses* choisis et préférés pour leur soumission aveugle, pour leur complaisance adulatrice?

« . . . . . .

« L'uniforme des corps constitués n'en fait que des légions où toute individualité se confond et se cache. N'est-ce point là *comme un état d'asphyxie morale* pour une nation comme la France, qui a besoin d'air, d'espace, de mouvement? La France, athlète aux vastes poumons, aime tellement à respirer à l'aise, largement, qu'elle a souvent appelé les vents furieux des orages et des tempêtes, comme on appelle la fraîcheur bienfaisante d'une fenêtre ouverte ou d'un coup d'éventail..... »

Ainsi parle M. Véron. Et on l'a laissé parler. Voici tantôt deux mois que son livre a paru. Tout le monde a pu le lire, le commenter, le condamner ou l'absoudre, s'en prévaloir ou s'en moquer. Pourquoi cela? Nous n'avons pas le droit de n'attribuer le mérite de cette tolérance qu'à la générosité du gouvernement, et nous croirions volontiers que

M. Véron n'a fait qu'user *du droit commun*. Mais il en a usé tout seul, et nous sommes bien obligé d'en faire honneur, sinon à son courage qui n'a rien à voir ici, au moins aux franchises d'une situation qui nous a paru assez originale pour être signalée. « ... Dans les Assemblées constituante et législative, écrit l'auteur, assemblées si bruyantes et si tapageuses, une voix de basse-taille, d'une sonorité aussi métallique que celle de Lablache, suffisait à peine pour vaincre cet orchestre d'interruptions, de rappels à l'ordre et de cris furieux dont les *ensembles* partaient incessamment de la Montagne. Il suffit aujourd'hui, sous le ciel serein du Corps législatif, d'une voix de baryton ou de ténor léger, et les seuls orateurs qu'on n'écoute pas, ajoute spirituellement l'auteur, ce *sont ceux même qui crient trop fort pour qu'on puisse les entendre...* » M. Véron aura le mérite d'avoir inauguré en France, sa brochure à la main, l'opposition politique de ce qu'il veut bien appeler, par euphémisme sans doute, les *ténors légers*. Il aura créé le genre, tracé la règle, rédigé la formule. Il aura tout fait, à lui tout seul, comme les grands maîtres qui donnent à la fois le précepte et l'exemple, et fondent des théories durables sur des chefs-d'œuvre immortels.

Quant à M. Véron, s'il reste quelque chose de son livre, ce sera une figure de rhétorique à laquelle il faudra donner son nom. Aristote et Dumarsais, en fait de figures, n'ont rien inventé ; ils n'ont fait que classer le résultat de leurs observations et donner des noms à des réalités. M. Véron a inventé la *contradiction volontaire*. Je ne crois pas qu'on puisse trouver dans tout le cours de son livre, excepté peut-être quand il parle de lui-même, une seule affirmation qui n'ait son contraire, une seule vérité sans démenti, une seule critique sans réfutation, une seule médaille sans revers. M. Véron a fait sous ce rapport de véritables tours de force de langage, et cela seul nous excuserait de l'avoir fait

asseoir si longtemps, avec tous les égards qu'il mérite, sur cette sellette exclusivement littéraire. Dire que l'auteur de *Quatre ans de règne* n'a pas déployé beaucoup de dextérité, de finesse et de verve, et qu'il n'a pas donné plus d'une marque de talent dans ce singulier essai d'équilibre entre l'éloge et le blâme, à Dieu ne plaise ! Croire aussi que les vérités qu'il proclame n'ont aucune valeur, parce qu'il les retire autant de fois qu'il les montre, — que sa franchise est sans effet parce qu'elle tourne sans cesse à l'adulation, — et que son instrument ne rend aucun son parce qu'il y met trop souvent des sourdines ; — croire cela ne serait pas moins injuste. M. Véron n'a pas fait un livre, parce qu'à un livre il faut l'unité et la conséquence qu'il n'a pas su, qu'il n'a pas voulu mettre dans le sien. Il a jeté au vent de l'indifférence publique, entre beaucoup de rognures, quelques feuilles remarquables qui méritent d'être recueillies...

« Un des jeux de salon qui met le plus en relief l'esprit d'à-propos, dit-il quelque part, consiste à tirer au hasard une question écrite à laquelle on doit promptement répondre. Dans une des soirées intimes du palais des Tuileries, la question suivante échut à l'Empereur, qui prenait part à ce jeu : « *Comment distinguer le mensonge de la vérité?* » — « Ouvrez-les portes à la vérité et au mensonge, répondit l'Empereur, ce sera le mensonge qui entrera le premier. »

Certes, le mot est spirituel, et l'Empereur avait raison : le mensonge entre le premier, et la vérité ne vient qu'après, *claudo pede*. Mais le mensonge s'en va tôt ou tard, et la vérité reste.

M. Guizot écrivait un jour, parmi des notes qui devaient servir à un de ses discours de tribune : « J'ai vu la vérité voilée, éclipsée ; elle continuait son cours derrière les nua-

ges ; à un jour marqué elle se retrouvait plus haute et plus brillante [1]. » Cette magnifique image sera notre dernier mot : elle résume notre foi dans la liberté, nos convictions et nos espérances.

[1] *Revue rétrospective*, publiée par M. Taschereau.

VIII

Béranger peint par lui-même.

I

— 8 NOVEMBRE 1857. —

Tout le monde sait que, de 1833 jusqu'à sa mort, Béranger n'avait plus rien publié. N'avait-il plus chanté? M. Perrotin, son éditeur et son légataire universel, répond à cette question en nous donnant aujourd'hui de nouvelles Chansons du vieux poëte, absolument inédites, et qu'il intitule à bon droit les *dernières* [1]. Ces Chansons sont au nombre de quatre-vingt-quatorze. Elles remplissent, depuis 1833, une période de dix-huit ans et s'arrêtent court à 1851, du moins par la date. Mais l'*Adieu* suprême et touchant qui termine le recueil est évidemment de date plus récente. Il semble écrit dans la prévision d'une mort prochaine. On y retrouve l'accent du poëte patriote, ses rancunes vivaces, ses espérances; seul, le talent a faibli, la main a tremblé. On en jugera :

France, je meurs, je meurs; tout me l'annonce.
Mère adorée, adieu! Que ton saint nom
Soit le dernier que ma bouche prononce.
Aucun Français t'aimera-t-il plus? Oh! non.
Je t'ai chantée avant de savoir lire;
Et, quand la mort *me tient sous son épieu*,

[1] *Dernières Chansons* 1834-1851, avec une lettre et une préface de l'auteur. (Paris, 1857, un vol. in-8°.)

En te chantant mon dernier souffle expire.
A tant d'amour donne une larme. Adieu!

Lorsque dix rois, dans leur triomphe impie,
Poussaient leurs chars sur ton corps mutilé,
De leurs bandeaux *j'ai fait de la charpie*
Pour ta blessure, où mon baume a coulé.
Le ciel rendit ta ruine féconde;
De te bénir les siècles *auront lieu;*
Car ta pensée ensemence le monde.
L'Égalité fera sa gerbe. Adieu!

. . . . . .

Je n'ai pas besoin de faire remarquer ce qui, dans cet *adieu* que j'abrége, appartient à une inspiration vraie et ce qui trahit, soit un effort pénible de la pensée, soit une impuissance sénile. Ce n'est pas la première fois qu'un poëte dit adieu à la vie. Gilbert ou Millevoye, sur le point de quitter la terre, prenaient congé avec plus de correction et moins d'emphase.

Moins de cent chansons en dix-huit ans, c'est à peine cinq chansons par année, et cela depuis 1834, c'est-à-dire quand Béranger n'avait encore que cinquante-quatre ans et qu'il était, grâce à sa bonne santé, dans toute la verdeur d'une maturité vigoureuse. Mais rappelons-nous ce qu'il écrivait en 1830, quand la cinquantaine venait de sonner pour lui « *à l'horloge du temps.* »

. . . . . .

En maux cuisants vieillesse abonde;
C'est la goutte qui nous meurtrit;
La cécité, prison profonde,
La surdité, dont chacun rit.
Puis la raison, lampe qui baisse,
N'a plus que des feux tremblotants.
Enfants, honorez la vieillesse!
Hélas! hélas! j'ai cinquante ans!...

Béranger s'est toujours vieilli, peut-être pour rester jeune. Le calcul n'était pas mauvais. Se dire vieux à cinquante ans, se retirer du monde, fuir les affaires, éviter le bruit, tourner le dos à la politique, commencer une retraite qui dure un quart de siècle, dans le siècle le plus affairé et le plus bruyant de notre histoire, échapper à la popularité par la solitude et à l'importunité de sa propre gloire par le déménagement continu [1], c'est là ce que nous voyons faire à Béranger pendant toute cette période qui comprend ses dernières chansons. *Odi profanum vulgus et arceo.* Béranger n'a aimé la foule ni pendant sa vie ni après sa mort. Il a voulu être enterré sans phrases. Il aimait le peuple pour le chanter, non pour s'y confondre. « ... J'aurais voulu pouvoir dire presque comme Sosie : Un *moi* se promène dans la rue où on le chante, où on l'applaudit; l'autre *moi* le voit et l'entend de sa fenêtre, sans être reconnu ni salué des passants [2]... » Pour n'être pas reconnu, il ne fallait guère se montrer. Toute la politique de Béranger, après celle qu'il fit un moment en 1830 (nous y reviendrons), fut d'échapper aux regards, d'isoler sa vie, de cacher sa gloire. « J'ai eu autant de mal à ne rien être, disait-il encore, que certains ambitieux à être quelque chose... » C'est pour ce motif qu'il se faisait vieux avant l'âge. Il anticipait sur la vieillesse avec le même soin que d'autres mettent à en ajourner l'échéance; — soit goût de la solitude, soit instinct d'une

[1] « .... Béranger se retire à Passy jusqu'en 1833, écrit M. Savinien Lapointe (*Mémoires sur Béranger*, 2e édition, page 216) ; après quoi il habite Fontainebleau de 1834 à 1836; Tours, de 1836 à 1838. Il s'établit à Fontenay-aux-Bois en 1839, et revient à Passy en 1840, rue Vineuse, où je l'ai connu; puis essaye successivement plusieurs logements. Enfin il quitte Passy pour aller avenue Sainte-Marie; de l'avenue Sainte-Marie, rue des Moulins; de la rue des Moulins, rue d'Enfer; de la rue d'Enfer, avenue de Chateaubriand; de là enfin, rue de Vendôme, sa dernière demeure ici-bas... »

[2] Préface des *Dernières Chansons*, pag. 2.

certaine inaptitude pour « les longs ouvrages [1], » soit besoin de calme au service de ce génie poétique, son vrai génie, dont il dit si naïvement : « Ce n'est certes pas moi qui aurais deviné ce qu'on appelle aujourd'hui *la littérature facile.* » Béranger avait cela de commun avec la Fontaine. Il écrivait difficilement. « Une chanson par jour! » disait-il à un jeune homme qui se vantait devant lui de sa facilité à rimer. « Une chanson par jour! Monsieur, recevez mes sincères compliments. Quant à moi, je n'ai jamais pu, même dans mon meilleur temps, produire plus de douze chansons par an [2]. » On voit, d'après le calcul qui précède, que nous sommes loin de compte. Mais qu'importe! le temps ne fait rien à l'affaire. Complétons cependant, puisque nous l'avons commencée, cette sorte de statistique du nouveau recueil.

Les nouvelles chansons sont divisées en sept époques, de 1834 à 1851. La dernière période, celle qui répond à la Révolution de février et à la république, est de tout point la plus remarquable. Il y a là, bien avant la limite de ce déclin vigoureux, comme un regain de jeunesse plein de séve et de saveur, la dernière lueur d'une brillante imagination qui va s'éteindre. Après 1851, nous n'avons que l'*Adieu.* J'ai marqué soigneusement les pièces qui m'ont semblé particulièrement dignes d'attention. J'en ai compté une quinzaine avant 1847 dans une période de treize ans, presque autant depuis 1848 en moins de quatre années. C'est à peu près le tiers du livre. Avant de juger les *Dernières Chansons*, j'avais voulu relire d'un bout à l'autre les anciennes. La proportion de ce qui est vraiment supérieur à ce qui l'est moins est plus forte sans doute dans le passé que dans le présent. Malgré tout, beaucoup d'écrivains de notre temps sont-ils

[1] Béranger avait promis d'écrire, sous forme de dictionnaire, une histoire de son temps qu'il a commencée, puis supprimée sans l'avoir finie. *Voir* la *Préface* du recueil de 1833.

[2] *Mémoires*, par Savinien Lapointe, page 236.

sûrs de se présenter à la postérité avec une vingtaine de pages d'un style excellent? Si le peuple a gardé un souvenir fidèle à son poëte favori, malgré son silence de vingt-cinq ans, est-ce seulement parce que ce poëte avait flatté ses passions, caressé ses préjugés, célébré ses vices comme ses vertus, raconté ses joies et ses souffrances?

Je suis du peuple ainsi que mes amours !

N'est-ce pas aussi parce qu'il avait écrit dans un style à la fois précis, brillant et ferme, qui avait laissé trace sur ce fonds mobile des impressions populaires? Si on s'est souvenu de lui lorsque tant d'autres flatteurs du peuple étaient oubliés, c'est que comme écrivain (nous parlons de la forme) il s'était plus respecté. C'est qu'il avait gravé profondément ce que d'autres avaient crayonné d'une main légère ou inhabile. Au niveau du peuple par les sentiments et par les idées, il lui était supérieur par le langage. Son succès dure encore. Le peuple aime que la langue qu'on lui parle porte plus haut que lui; ce qui ne l'empêche pas de la comprendre.

L'intérêt du nouveau recueil est d'un genre particulier. Il ne s'agit plus de revenir sur l'ensemble des œuvres connues de Béranger et de remonter à l'origine d'une renommée si universelle, mais de savoir ce qu'il a écrit quand il gardait tout pour lui, ce qu'il a pensé quand il ne disait rien.

Que pensait-il de 1834 à 1851?

Nous savons de reste le fond de ses sentiments et de ses idées pendant les quinze années qui ont suivi la chute de l'Empire. Nous pensions tous à peu près comme lui, sans le dire aussi bien. Nous chantions avec lui. Béranger ne nous apprenait pas à « aimer la patrie, » parole qu'on a prêtée plus tard à un jeune prince; mais son patriotisme

aidait le nôtre. Accablée par l'Europe, la France ne se croyait pas vaincue. Vice ou vertu, cette présomption est dans le caractère français. Béranger la traduisait en vers magnifiques; c'était là son bonapartisme. « M. de Béranger, disait un grand poëte, a pour démon familier une de ces muses qui pleurent en riant et dont le malheur fait grandir les ailes [1]... » Il n'était pas un interprète moins fidèle de nos opinions libérales. Aux injures près, qu'il eut le tort de mêler à ses critiques, nous n'aimions pas plus que lui la politique dans la sacristie, la congrégation près du trône, le jésuitisme dans nos écoles, l'espionnage dans nos maisons, ni ces résurrections féodales, ni ces répressions sanglantes qui renvoyaient, nous disait-on alors, « le blasphémateur devant son juge naturel. » Voilà ce que nous n'aimions pas plus que Béranger. Était-ce un crime? Repentons-nous beaucoup, je le veux bien; mais souvenons-nous un peu. Sans tout donner à Lisette, ne refusons pas tout à Béranger. Béranger, peut-être parce qu'il n'a jamais connu sa mère, n'a jamais aimé dans la femme qu'un instrument de plaisir. Il n'a jamais compris sa vraie beauté ni soupçonné sa vertu. Il n'a aucune délicatesse en amour. Je ne sais rien de plus révoltant que le rôle qu'il fait jouer « à la jeune fille, » même dans ce dernier recueil [2], labeur de sa vieillesse. Ah! qu'il avait peu le cœur d'un père! Est-ce assez de dire, comme il le fait dans sa préface de 1833 : « Ce livre n'a pas la prétention de servir à l'éducation des demoiselles... » Sur tous ces points, Béranger n'a pas d'entrailles. Sur tout le reste, ses passions et ses idées ont été, un moment, celles de la France presque entière. Quand Casimir Périer disait, en montrant le côté gauche : « Nous ne sommes ici qu'une poignée, mais nous avons derrière nous dix millions de

[1] Préface des *Études historiques*, par Chateaubriand. Tome V des Œuvres complètes.

[2] *Voir* la pièce intitulée la *Maîtresse du roi*.

Français !... » ces dix millions de Français, c'était le public de Béranger; péril sérieux, un pareil auditoire! ivresse dangereuse, un pareil succès! Béranger était un lutteur qu'animaient les applaudissements de la galerie. Nous y étions tous. S'il a plus d'une fois dépassé les bornes d'une contradiction honnête et d'une satire légitime, n'était-ce pas un peu notre faute? *Quis tulerit Gracchos !*... Béranger s'est échauffé au jeu comme Beaumarchais. Il s'est fâché comme Voltaire. Moins heureux que le philosophe de Ferney, il a expié les excès de sa verve et de son langage. Je doute qu'il en ait jamais fait le *meâ culpâ*. « Un chansonnier doit aller de l'avant, » écrivait-il (en 1829) à l'ancien évêque de Malines [1]... « Il ne lui est pas défendu de se venger. Ah! que je vous plains, monseigneur, c'est un plaisir que vous ne pouvez pas prendre. Toutefois, si vous aviez neuf mois à passer en prison (Béranger était à la Force), vous vous en donneriez peut-être la joie. Si vous saviez comme il vient ici de mauvaises pensées... » Béranger se vengeait donc. Triste prétexte et pitoyable excuse, s'il s'agit de morale! En politique, que faisons-nous depuis soixante ans, si ce n'est nous venger les uns des autres? Et qui oserait aujourd'hui jeter à Béranger la première pierre? Chateaubriand, quand il était encore l'honneur et le soutien du parti royaliste en France, bien avant les *Mémoires d'Outre-Tombe*, disait du chansonnier populaire : « Il a chanté lorsqu'il l'a voulu comme Tacite écrivait... » Plus tard, en 1836, l'austère défenseur de la *littérature difficile*, M. Nisard, disait à son tour : « Béranger, c'est le type le plus parfait, le plus ingénieux, le plus aimé du caractère de notre nation... Nous chantons tous, nous avons chanté ou nous chanterons les chansons de Béranger... » Plus tard encore, quand Bé-

[1] *Œuvres complètes*, édition in-8° de 1851, t. II, p. 383. Lettre communiquée à l'éditeur par M. Eugène de Lanneau.

ranger septuagénaire, retranché à son quatrième étage, ne semble plus qu'un souvenir, c'est M. Sainte-Beuve qui veut le nommer d'office à l'Académie. « Si j'étais la majorité, disait-il, Béranger serait nommé sans faire de visites... Il refuserait? Eh bien, il resterait nommé... Son fauteuil resterait bel et bien marqué à son nom. Le malin y serait pris!... » L'Académie n'a pas nommé le candidat *in petto* de M. Sainte-Beuve; mais voyons, en bonne conscience, il y a moins de six mois, si Béranger eût annoncé sa candidature, Émile Augier aurait-il maintenu la sienne? M. de Laprade aurait-il persisté? Et combien aurait-il manqué de voix au chansonnier du *Marquis de Carabas* pour avoir l'unanimité dans l'Académie?

Béranger avait applaudi à la Révolution de juillet; qui en doute? Il sortait de prison. Si l'on veut savoir comment il jugeait cette révolution et de quel amour il l'aimait, il faut relire le recueil de ses Chansons publié en 1833, surtout les dernières, presque toutes postérieures à 1830. Son talent, en pleine maturité, n'a rien produit, je crois, de plus beau.

Des fleurs, enfants, vous dont les mains sont pures,
Enfants, des fleurs, des palmes, des flambeaux!
De nos Trois Jours ornez les sépultures.
Comme les rois le peuple a ses tombeaux!

Quelle était la part du poëte dans la fondation du nouveau gouvernement? S'il faut en croire des révélations récemment nées de confidences qu'il ne nous est permis ni possible de contester, cette part de Béranger dans la création démocratique de la royauté nouvelle aurait été plus grande qu'on ne le supposait généralement. « ... Le lendemain, disait-il, j'étais chez Laffitte quand on commença à jeter le nom du roi futur dans le peuple. Il y eut un frémissement de mauvais augure dans la multitude qui remplissait les cours. Mes amis m'interpellèrent quand je sortis. — Eh quoi! vou

aussi, Béranger, vous, républicain, vous nous créez un roi ! Je pris à part les plus échauffés. — Non, leur dis-je, comprenez-moi bien, je ne crée pas un roi ; *je jette une planche sur le ruisseau !* — Et puis je m'en allai. Ce ruisseau était de sang, ajoutait Béranger, ne l'oubliez pas[1]. » — Oui, dirons-nous à notre tour : on ne voulait que passer le ruisseau ; et de cette planche de salut, jetée sur l'abîme, on espérait faire un peu plus tard le soliveau de la fable. Quand on vit que le roi de Juillet était propre à un tout autre rôle, quand il voulut régner, que fit Béranger? Naturellement il le laissa faire. L'approuvait-il ? Son tempérament ne le portait pas à approuver un roi, quel qu'il fût ; mais il ne le combattit pas dans sa personne comme tant d'autres. S'il attaqua son gouvernement, ce fut par des déclamations d'une généralité très-inoffensive, et non plus, comme autrefois, par ces traits aigus qui, lancés contre le trône lui-même,

> En retombant aussitôt ramassés,
> Volaient en chœur jusqu'au but relancés.

Le nom du roi Louis-Philippe, dans un temps où la diffamation de son caractère et de ses actes défrayait les journaux démagogiques, ne figure pas une seule fois, même par allusion, dans les Chansons de Béranger, soit celles de 1833, soit les dernières. Lui rendait-il justice? je n'en crois rien ; mais une certaine pudeur de paternité le retenait. Et puis il était homme de sens : il savait bien que l'Opposition, sous la branche aînée des Bourbons, s'était attaquée à la contre-révolution en chair et en os, et que, sous la branche cadette, elle n'avait affaire qu'à son fantôme. Il disait ingénument en 1837, quand il reçut à Tours la visite du jeune duc d'Or-

[1] *Cours familier de littérature*, par M. de Lamartine. Entretien XXII. page 311.

léans, dans une conversation qu'un de ses plus intelligents disciples a recueillie : « ... Nous avons des libertés autant qu'il nous en faut. Si nous en avions davantage, nous ne saurions qu'en faire, » ajoutait-il en souriant [1]. La Révolution de 1848 lui donna trop raison.

En attendant, puisqu'il ne voulait être ni préfet, ni conseiller d'État, ni ministre, ni député, ni académicien, il comprit que son rôle était fini. L'accueil assez froid fait à ses chansons de 1833 était une leçon qu'un esprit si fin ne pouvait laisser perdre. Il rentra dans la retraite. J'ai dit que c'était un bon calcul. « Aimez-vous la gloire? disait récemment un écrivain de beaucoup d'esprit [2], êtes-vous famélique de célébrité? cachez-vous comme Béranger, et la gloire enfoncera votre porte... » Au fait, cette porte fermée sur un aussi grand nom, ce silence de vingt-cinq ans obstinément gardé en dépit de toutes les provocations, ce recueil de vers qui attend chez le notaire au fond d'une armoire, sous la garde de trois cachets, ce parti pris d'ingénieuse paresse et de railleuse impuissance, est-ce là un vrai désintéressement de la gloire humaine?... A Dieu ne plaise que nous prétendions que Béranger s'est fait ermite en vieillissant. Certes, on trouve dans son dernier recueil de bien incroyables retours de cet esprit sceptique et frondeur vers des idées plus consolantes, des éclairs de religion, des lueurs de sagesse :

Espère enfin, mon âme, espère ;
Du doute brise le réseau.
Non, ce globe *n'est pas ton père ;*
Le nid n'a pas créé l'oiseau.
J'en juge à l'effort de ton aile
Qui s'en va les cieux dépassant.
Pour t'engendrer, noble immortelle,
Il n'est que Dieu d'assez puissant !...

[1] *Mémoires*, par Savinien Lapointe, p. 232.

[2] M. Auguste Villemot dans le feuilleton de l'*Indépendance belge* du samedi 31 octobre.

Et ailleurs :

Perfide erreur de ma jeunesse,
Que, bras ouverts, couronne en main,
La gloire m'accoste en chemin,
Je lui dirai : Passez, drôlesse !
. . . . . .

Malgré tout, ne vous y fiez pas ! Le vieil homme est bien malin. Le diable a plus d'une porte ouverte sur sa thébaïde. Contre les rois, contre les riches, contre les prêtres, contre les « mouchards » (le mot y est), contre tous ces plastrons traditionnels de sa muse satirique, le vieux chansonnier a un fonds inépuisable d'antipathie persistante qu'il dépense vers par vers, qu'il distille goutte par goutte dans le calme de sa solitude. Triste spectacle, ce donquichotisme d'un homme d'esprit acharné à des abstractions, rompant des lances dans le vide, chevauchant sur des chimères, et criant de sa voix sénile, entre 1834 et 1838, au souvenir d'un coup de tonnerre qui faillit le tuer encore enfant :

Hélas ! le ciel me fait renaître.
Que voulait-il me présager ?
Moi, né faible, j'aurais peut-être
De ses rois un peuple à venger.
Oui, des Français que j'encourage
Les foudres sont près d'éclater.
Tremblez, Bourbons, je vais chanter ;
J'ai fait bien jeune un pacte avec l'orage.
Tremblez, Bourbons, je vais chanter.

Il est clair que cette menace, en 1837, était purement rétrospective. Quand on écrit de pareilles déclamations à l'adresse du peuple, qu'on jette ce brandon dans le milieu inflammable où fermentent les passions démocratiques, cette véhémence se conçoit. Mais à huis clos, entre quatre murs, sur ce froid papier destiné à une publication posthume et

condamné au tiroir d'un notaire, se livrer à ces gratuites démonstrations d'orgueil et de colère, s'admirer ainsi dans sa vaillance, c'est refaire pour son propre compte l'histoire du héros de Cervantes, c'est livrer bataille à des moulins à vent!

La politique, dans le nouveau recueil de Béranger, si peu qu'elle y figure, a presque partout ce caractère. Elle est creuse. Elle sonne faux. Elle est fanfaronne sans vivacité, plus bavarde que satirique; d'ailleurs trop vague, trop confuse, trop incohérente pour caractériser les opinions et les sentiments du poëte à l'égard du gouvernement de Juillet.

Combien nous l'aimons mieux quand il est, s'il est permis de le dire, dans la vérité de son nouveau rôle, un solitaire décidé et convaincu, un satirique désarmé, un chansonnier en réforme d'emploi (sans autre traitement qu'une honorable pension que lui paye son éditeur), un ami de la belle nature, du ciel étoilé, des jardins odorants, des ruisseaux jaseurs, un chercheur d'émotions tranquilles et de douces causeries, un véritable amant du bonheur tel que la solitude le révèle et le procure aux esprits d'élite!

Bonheur, faut-il que je finisse
Sans t'avoir jamais rencontré?
Disait, mourant dans un hospice,
Un pauvre obscur, quoique lettré.
Un doux fantôme à lui se montre :
Je suis le Bonheur; oui, c'est moi.
Sans s'en douter, tel me rencontre
Qui me suppose un train de roi.

Tu m'as vu jadis au village.
Ta Suzette, qui t'aimait tant,
C'était moi; mais le mariage
Effraya ton cœur inconstant.
Favori d'une châtelaine,
Tu délaisses, fier de ses *lacs*,

Le bonheur en jupe de laine
Pour les plaisirs en falbalas.

C'était moi, la tante si sage
Qui t'eût légué, comme à son fils,
Au prix d'un court apprentissage,
Négoce, labeurs et profits.
Le travail n'a pas qu'un mobile;
Un noble but peut l'animer.
Sois, dis-je, un citoyen utile.
Tu me réponds : Je veux rimer.

. . . . . .

Devant tes pas fuyait la gloire.
Moi, sans bruit, tapi dans un coin,
Souvent encor, tu peux m'en croire,
Je t'ai fait des signes de loin.
Mais à tes erreurs plus de trêve :
Et, sans m'accorder un coup d'œil,
Tu cours *au galop de ton rêve,*
Qui te jette au bord du cercueil.

L'homme s'écrie : Ah ! plus de doute !
Oui, Bonheur, mon orgueil à jeun
T'a traité parfois, sur sa route,
Comme un mendiant importun.
Mais Dieu veut qu'aujourd'hui je meure,
Puisque enfin je te trouve ici.
Notre dernière heure est ton heure.
Viens me fermer les yeux. Merci !

J'ai cité cette pièce presque entière, parce qu'elle donne l'idée de beaucoup d'autres, inspirées par le même sentiment de modération calme et résignée qui est, pour un grand tiers, le fonds de ce livre. Les taches n'y font rien. Elles sont le fait de l'âge. L'inspiration vient du cœur. Elle nous toucherait moins si elle n'était qu'un cri d'impuissance et de regret. Béranger est « un volontaire » de la solitude. Son âme est

plus près, en toute chose, du désintéressement que du dépit. C'est là sa vraie valeur morale. Nous pensons même, sur ce point, beaucoup plus de bien de Béranger qu'il n'en paraît penser lui-même, lui qui disait en 1833 : « La Révolution de juillet a aussi voulu faire ma fortune. Je l'ai traitée comme une puissance qui peut avoir des caprices auxquels il faut être en mesure de résister..... Je n'ai pas l'amour des sinécures, et tout travail obligé m'est devenu insupportable. Des médisants ont prétendu que je faisais de la vertu. Fi donc ! je faisais de la paresse... » Disons à notre tour : N'est pas paresseux qui veut à ce prix-là !

Pour compléter cette analyse des idées et des sentiments de Béranger entre la Révolution de juillet et celle de février, il nous faudrait dire un mot de cette singulière épopée qui tient une si grande place dans son dernier recueil : je veux parler de dix ou douze pièces plus ou moins dithyrambiques sur la naissance, le baptême, la jeunesse, l'élévation et la chute de Napoléon, le tout dans un style, avec des images, un abus de romantisme et des prétentions de « palingénésie » telles, que Béranger semble les avoir empruntées, pour cette fois, à l'école de style dont son bon sens se moque si volontiers dans le reste de ses écrits.

SAINTE-HÉLÈNE.

Sur un volcan dont la bouche enflammée
Jette sa lave à la mer qui l'étreint,
Parmi des flots de cendre et de fumée
Descend un ange, et le volcan s'éteint.
Un noir démon s'élance du cratère :
Que me veux-tu, toi, resté pur et beau ?
L'ange répond : Que ce roc solitaire,
  Dieu l'a dit, devienne un tombeau...

Mais le démon : Cette île est mon Ténare,
Là j'espérais d'un déluge effrayant

Lancer les feux sur l'Argonaute avare
Qui par ici tenterait l'Orient...
. . . . . .

Puis le démon demande si le tombeau dont la place est marquée dans son domaine est préparé pour Alexandre, pour César ou pour Jésus-Christ. L'ange lui apprend qu'il est destiné à Napoléon et que lui, le démon, sera son geôlier.

Quelques amis en pleurs sont venus prendre
De l'astre éteint le glorieux fardeau.
Dieu joint sa main aux mains qui vont descendre
Napoléon dans son tombeau...

« *C'est singulier*, disait Béranger, plus je vieillis, plus la pensée du grand homme me revient; plus il s'empare de moi. » On sait le soin que de son côté le gouvernement de Juillet voulut prendre de la gloire posthume de Napoléon, au milieu de quelles fêtes il rétablit ses statues, quel musée il ouvrit à son histoire, quelle mission il donna au plus populaire de ses princes, chargé par lui de rapporter en France une glorieuse dépouille. Béranger a fait comme nous et dans le même temps. De l'histoire de Napoléon il se compose une légende. Le gouvernement de Juillet, ne croyant plus à la réalité du bonapartisme, en avait restauré l'image. Béranger, ne pouvant plus se servir, dans un combat d'opposition, de l'épée du héros, s'en sert comme d'un archet commode sur sa guitare de troubadour. Comme poëte napoléonien, il a deux manières : rien de plus beau, de plus inspiré, de plus vif et de plus vraiment épique que les chants qui se rattachent à la première ; — rien de plus monotone et de plus fade que les pièces qui se rapportent à la seconde. C'est la différence d'une inspiration vraie à une élucubration factice. Je demande grâce pourtant pour

l'Aigle et l'Étoile, une des pièces de ce poëme bonapartiste, dont la tournure est vraiment pindarique, la composition supérieure, le style excellent. Mais comment un écrivain aussi habituellement châtié que le poëte du *Vieux Sergent* laisse-t-il échapper des vers tels que ceux-ci ?

Combien d'honneurs vous devez aux trente ans
Qui de l'Empire ont vu les funérailles !
L'aigle a légué la France aux étourneaux ;
Pour un Gérard que de .....!

« Notre Empereur » disait-il plus loin, à l'occasion de cette légende de son saint que Napoléon fit composer en cour de Rome,

Notre Empereur, créateur au galop,
Quand son crachat fécondait la poussière,
Fit pour un saint, dans le ciel pris d'assaut,
Ce qu'ici-bas il fit pour plus d'un sot...

Je n'ose pas dire, à ce propos, jusqu'à quel excès Béranger a poussé souvent dans ce recueil l'abus du mot trivial. Je signale seulement ce défaut en passant comme un de ceux qui choquent le plus sous sa plume, et qui accusent le plus le déclin de l'âge. La trivialité en fait de style n'est presque toujours qu'une forme de l'impuissance.

Nous arrivons ainsi à 1848.

A partir de cette époque, il faudrait presque tout citer dans le dernier recueil de Béranger, parce qu'il faut louer à peu près tout. Ce ne sont plus des odes, veuves presque partout de leurs refrains. Ce sont des chansons. Et quelle verve! quelle chaleur ! quelle finesse! Où ce vieillard prend-il ces images si fraîches et si pures? Où ce vieux lutteur, à bout d'efforts, retrouve-t-il cette vitale énergie de ses derniers chants? De politique, pas l'ombre. On sait comment le

chantre de Lisette, après avoir été poussé à l'Assemblée de 1848 par une élection triomphante, en sortit presque aussitôt par une démission qu'il fut obligé de donner deux fois. Rentré dans sa chère retraite, comme la poésie le venge de la politique ! Dans l'ordre des sentiments qu'inspirent une douce solitude, la vie des champs, le culte des amis, le spectacle de la nature, *ma Canne*, *les Bénédictions*, *mes Fleurs*, *le Premier Papillon*, sont de très-jolies pièces. Il y a bien de la malice aussi et de la gaieté, de bonnes pensées mêlées d'un grain d'aimable satire dans *le Septuagénaire*, *le Corps et l'Ame*, *l'Or*, *le Chapelet du bonheur*. *La Nourrice* est un tableau d'une agréable fraîcheur. L'*Histoire d'une idée* est tout un poëme. C'est l'aventure de cet homme de génie qui inventa l'*hélice* et mourut, dit-on, à l'hôpital. Béranger n'aurait rien écrit de plus parfait, si la chanson des *Tambours* n'existait pas. *De te fabula*... C'est notre histoire à tous que cette spirituelle chanson où l'émotion se mêle au sarcasme, le rire aux larmes. La Révolution de février, cet effet sans cause, devait avoir sa complainte. Étrange retour des choses d'ici-bas ! C'est Béranger lui-même qui l'a faite ! Mais citons-en quelques strophes :

AIR : *Faut d'la vertu*, etc.

Tambours, cessez votre musique ;
Rendez la paix à mon réduit.
J'aime peu votre politique,
Et moins encor j'aime le bruit.
Terreur des nuits, trouble des jours,
Tambours, tambours, tambours, tambours,
M'étourdirez-vous donc toujours,
Tambours, tambours, maudits tambours ?

Grâce à vos roulements stupides,
Ma vieille muse, en désarroi,
Retrouve des ailes rapides ;

Mais c'est pour s'enfuir loin de moi.
Terreur des nuits, trouble des jours,
Tambours, tambours, tambours, tambours, etc.
. . . . . .

Quand la nappe ici se déploie,
Qu'on y fait trêve aux noirs frissons,
Gronde un rappel; adieu la joie!
Il redouble; adieu les chansons!
Terreur des nuits, trouble des jours,
Tambours, tambours, tambours, tambours, etc.
. . . . . .

Je chantais un peuple de frères;
Le tambour bat : j'avais rêvé.
Le sang de maints partis contraires
Fraternise sur le pavé.
Terreur des nuits, trouble des jours,
Tambours, tambours, tambours, tambours, etc.
. . . . . .

Sous l'Empire ils ont fait merveille.
J'ai vu ces racoleurs puissants
Du génie assourdir l'oreille,
Étouffer la voix du bon sens.
Terreur des nuits, trouble des jours,
Tambours, tambours, tambours, tambours, etc.
. . . . . .

Celui qu'à régner Dieu condamne,
S'il veut faire en grand son métier,
Sait combien il faut de peaux d'âne
Pour abrutir le monde entier.
Terreur des nuits trouble des jours,
Tambours, tambours, tambours, tambours, etc.
. . . . . .

Le poëte Béranger, traqué dans sa retraite par le désordre et l'angoisse d'une guerre civile, voyant de sa fenêtre le sang qui inonde le pavé des rues, et finissant ainsi, en

pleine république, sinon sa vie, du moins sa carrière de chansonnier entre deux roulements de tambour, — tel est donc le dernier refrain de tant de chansons ! A qui la faute? Est-ce à Béranger tout seul? Un jour, après Février, M. Armand Marrast se plaignait amèrement devant lui, à l'Hôtel de Ville, des divisions du parti républicain. — « Ce qui vous divise, dit Béranger, c'est moins la dissemblance des opinions que la ressemblance des prétentions. » Ce mot-là ne résumerait-il pas toute notre histoire?

II

— 26 DÉCEMBRE 1857. —

Il faut bien en prendre son parti : Béranger n'était ni un héros ni un malfaiteur, ni un sage ni un scélérat. « Il est un autre monde ! un monde où renaît Béranger, un Dieu auprès de qui il est ! » Ainsi parle M. Savinien Lapointe. « Si c'est ainsi qu'on chante, comment assassine-t-on? » dit M. Veuillot. N'y aurait-il pas, entre ces deux extrêmes, une petite place pour le bon sens? Béranger, le talent à part, était quelqu'un comme nous tous, plus ou moins, un homme du milieu de l'humanité, entre les très-grands et les infimes, sans vertu supérieure, sans vices exceptionnels, incapable de faire le mal froidement, très-enclin à faire le bien s'il ne coûtait guère, une nature moralement médiocre avec d'honnêtes instincts, un caractère, pour tout dire, inférieur à son esprit et fort au-dessous de sa renommée. Où ai-je puisé cette impression qui pourra bien ne plaire à personne? Dans la *Biographie* même de Béranger, écrite par lui-même, —

cent pages d'une prose excellente, d'un intérêt soutenu et d'un ton sincère[1].

Si Béranger n'avait pas joué un rôle considérable dans notre histoire contemporaine; s'il n'avait pas été, comme il le dit lui-même, *un homme de nature politique;* s'il n'acceptait pas « comme un honneur pour lui et comme une gloire pour la chanson l'accusation d'avoir contribué plus que tout autre écrivain, dit-il, au renversement du trône de Charles X; » s'il n'avait été qu'un bonhomme ou un homme bon, comme on voudra, qui s'occuperait de sa biographie? qui s'inquiéterait de sa famille, de ses relations, de son humeur, de son caractère? La critique sans doute, celle qui se plaît aux infiniment petits et qui aime à composer minutieusement des portraits durables, la critique pourrait relever dans la vie privée du grand chansonnier bien des détails qui aident à l'étude de son génie. L'histoire proprement dite n'en aurait que faire. Béranger est un exemple de l'action qu'exercent sur notre destinée les circonstances au milieu desquelles nous avons été élevés. On dirait qu'il n'a eu qu'un but dans sa vie, prendre le contre-pied des opinions et des sentiments de son père. Il était né, comme on le sait, en 1780. Son père était un bourgeois des environs de Péronne, qui se croyait noble, qui prenait la particule féodale, et qui, marié à trente ans à la fille d'un tailleur de la rue Montorgueil, puis devenu notaire à Durtal, — plus tard intendant régisseur dans la famille de Bourmont en Anjou, entremetteur de conspirations royalistes, grand faiseur d'affaires véreuses, finit par se faire jeter en prison, et ne laissa à son fils, pour toute succession, « qu'une généalogie armoriée à laquelle il ne manque, dit celui-ci, que des pièces justificatives, l'exactitude historique et les vraisemblances morales. »

[1] *Ma Biographie*, par P. J. de Béranger, avec un appendice. Paris, 1858. (1 vol. in-8.)

Cette opinion du poëte sur sa noblesse, si loyalement exprimée, forme, pour le dire en passant, un assez singulier contraste avec une affirmation de M. de Lamartine, qui raconte, en son *Cours de littérature*, que « bien souvent, dans la franchise de ses entretiens à demi-voix, Béranger lui disait *littéralement* le contraire. » Quoi qu'il en soit, Béranger ne recueillit qu'une chose de l'héritage paternel, cette particule nobiliaire qu'il méprisait si fort et qu'il ne conserva, dit-il, que pour se distinguer de quelques mauvais poëtes, ses homonymes. Des opinions de son père, de ses relations équivoques, de ses mauvaises affaires, il ne conserva rien que la ruine et une invincible horreur pour la Bourse, « où je n'ai jamais pu remettre les pieds, écrit-il, sans un frisson d'épouvante. »

Il est curieux de retrouver ainsi, dans les premières impressions du grand poëte, le germe des sentiments qui inspirèrent plus tard sa conduite et ses écrits. C'était vers 1797, au temps des complots de Brotier, de La Villeheurnois, et de tant d'autres. Le royalisme lui apparaissait sous les traits de ces *Jacobins blancs*, comme on les nommait alors, conspirant avec l'or de l'Angleterre. L'agiotage se montrait à lui, dans la maison même de son père, sous la forme d'un comptoir d'escompte empruntant à 3 pour 100 par mois pour prêter à 6. D'un autre côté, le pauvre jeune homme ne trouvait guère, au sein de sa famille, ces douces diversions qui relèvent les cœurs attristés par le spectacle des corruptions humaines. Sa mère venait de mourir, ne laissant, hélas! aucun vide autour d'elle, victime de ses « imprudences, » nous dit l'auteur, sans s'expliquer davantage. Cette femme n'avait pu vivre ni avec son mari ni avec son enfant. Béranger ne lui accorde en passant qu'un souvenir contraint et sévère. Son enfance avait été livrée au plus inexplicable abandon. Une fois surtout (c'était en 1789) on le fit partir pour la Picardie...

« C'était à une de ses sœurs, veuve sans enfants, que, sans l'en avoir prévenue, mon père m'expédia par la diligence. Je me vois arrivant, avec une vieille cousine, ma conductrice, à la petite auberge de l'*Épée royale*, que cette tante tenait dans un des faubourgs de Péronne et qui était toute sa fortune. Je ne la connaissais pas. Elle m'accueille avec hésitation, lit la lettre de mon père, qui me recommandait; puis dit à la cousine : « Il m'est impossible de m'en « charger. » Ce moment m'est présent encore. Mon grand-père (le tailleur), frappé de paralysie et retiré avec un revenu insuffisant, ne pouvait plus me garder. Mon père rejetait le fardeau, *et ma mère n'avait nul souci de moi*. Je n'avais que neuf ans et demi, mais je me sentais repoussé de tous. Qu'allais-je devenir? De pareilles scènes mûrissent vite la raison chez ceux qui sont nés pour en avoir un peu... »

Chez Béranger la raison fut bientôt mûre. Son enfance avait été sans protection; sa jeunesse fut sans culture, son esprit sans guide. La rue seule et la place publique lui donnèrent quelques leçons, mais quelles leçons! Mis un instant dans un pensionnat du faubourg Saint-Antoine, il assista à la prise de la Bastille du haut du toit de la maison. « C'est à peu près le seul enseignement que j'y reçus, » dit-il. Un autre jour, il vit passer sous ses yeux, portées au bout de longues piques, les têtes toutes sanglantes des gardes du corps massacrés à Versailles. Une fois à Péronne, son *éducation* continue. Sa tante, républicaine et dévote, veut le faire aller à la messe et au club. Elle ne réussit qu'à moitié. Béranger opte pour les assemblées démocratiques de l'école primaire, formées de marmots dont les plus âgés avaient bien quatorze ans. Nommé président de son club, « J'étais obligé, dit-il, de faire des allocutions aux conventionnels qui passaient à Péronne. Ajoutez que, dans les grandes circonstances, on

me chargeait de rédiger des adresses à la Convention et à Maximilien Robespierre... » C'est ainsi que le futur auteur du *Juif errant* faisait ses classes, sous la direction de cet honnête M. Ballue de Bellenglise, qu'il appelle *un Fénelon républicain*. M. de Bellenglise était un bel esprit chimérique qui, dans son plan d'éducation nationale, faisait commencer la république au collége, y mettait l'élection à tous les degrés, sans oublier une magistrature élective, une garde nationale et des canons. Il avait même appliqué cette belle invention aux écoles de filles... Béranger, écrivant ses Mémoires à soixante ans, parle encore avec une admiration mêlée de respect de ce Lycurgue de Picardie qui avait tant amusé son enfance; et il continue à le prendre au sérieux. Péronne lui offrait d'ailleurs de bien autres émotions. On sait que Béranger n'était pas né soldat. Quand tout le monde l'était, il ne le fut pas. Il raconte même que, grâce à une calvitie précoce, il put échapper, en 1801, aux réquisitions qui faisaient marcher, bon gré mal gré, tant de héros à la frontière. Si les gendarmes se présentaient chez lui, « il me suffisait, dit-il, de mettre chapeau bas devant eux pour que mon front qui, bien avant trente ans, en marquait quarante-cinq, leur ôtât l'idée de me demander mes papiers. *J'ai eu longtemps à saluer ces messieurs*, car les *réfractaires* de ma classe ne furent amnistiés qu'au mariage de Napoléon et de Marie-Louise... » Pendant ce temps-là s'accomplissaient ces merveilles militaires de l'épopée impériale que Béranger devait chanter plus tard. Tyrtée, à qui le chantre du *Vieux Drapeau* a été souvent comparé, marchait en tête des bataillons de Sparte pendant la seconde guerre de Messénie. Horace lui-même, avant de jeter son bouclier, avait bravement combattu à Philippes comme tribun commandant dans une des légions de Brutus. Garçon d'auberge à Péronne, c'est là que Béranger sentit naître, puis grandir chaque jour en lui l'horreur de l'étranger. Avec quelle anxiété

patriotique il entendait, *à seize lieues de distance*, le canon des Anglais assiégeant Valenciennes! Avec quelle joie il apprit que l'artillerie de Bonaparte avait emporté Toulon! Péronne se mit en fête et tira ses canons. « ..... J'étais sur le rempart, et, à chaque coup, mon cœur battait avec tant de violence, que je fus obligé de m'asseoir sur l'herbe pour reprendre ma respiration. »

De Péronne, Béranger revint à Paris, où il mena quelque temps cette vie de comptable aux expédients et d'apprenti conspirateur dont nous avons parlé. Puis, le père ruiné s'établit dans un cabinet de lecture de la rue Saint-Nicaise, où il se fit assister par son fils. Notre poëte faillit y sauter, le 3 nivôse, par l'explosion de la machine infernale. Enfin un jour, à bout de ressources, il nous raconte qu'il se retira bien content dans une mansarde au sixième étage, avec une magnifique vue sur les toits et les cheminées du boulevard Saint-Martin. *Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans!* Beaucoup de lecteurs ont pris ce refrain de Béranger pour un souvenir d'amour. Le refrain voulait dire : qu'on est bien dans un grenier quand on sort des tripots de l'usure et des intrigues du royalisme!

A table, un jour, jour de grande richesse,
De mes amis les voix brillaient en chœur,
Quand jusqu'ici monte un cri d'allégresse :
A Marengo Bonaparte est vainqueur!
Le canon gronde, un autre chant commence...
Nous célébrons tant de faits éclatans.
Jamais les rois n'envahiront la France...
Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans!

Oui, qu'on est bien à vingt ans, assis à cette table républicaine, lorsque quelques jours auparavant on dînait rue Saint-Nicaise, en compagnie de l'abbé Rathel et du comte de Bourmont! Il y a d'ailleurs, dans la biographie de Bé-

ranger, bien d'autres commentaires curieux de ses chansons. Ainsi, nous dit-il, la chanson du *Roi d'Yvetot* ne causa aucune insomnie à Napoléon. Le *Paillasse qui saute pour tout le monde*, ce n'était pas Désaugiers. Cette tendre femme qui regrette si vivement

> Son bras si dodu,
> Sa jambe bien faite,
> Et le temps perdu...

ce n'était pas sa bonne *Grand'mère* de la rue Montorgueil. Le chantre de *Madame Grégoire* fait à ce propos une observation d'une certaine portée philosophique : « Les chansons mises à l'index (par les critique sévères) ont été faites sous l'Empire. Or il est remarquable que c'est habituellement à des époques de despotisme qu'on voit naître de pareilles productions. L'esprit a un tel besoin de liberté, que, lorsqu'il en est privé, il franchit les barrières les moins bien défendues, au risque de pousser trop loin cet élan d'indépendance. Les gouvernements adroits s'en arrangent. Celui de Venise protégeait les courtisanes... » On voit que Béranger traite ici une question d'esthétique littéraire : revenons à son histoire.

La vie de Béranger, celle pour laquelle il était né, sa vie d'opposition politique, ne commence pour lui en réalité qu'en 1815; et encore son premier procès n'est-il que de 1821. Sa vraie vie, ce sont ses procès. Avant 1815, était-ce vivre que d'être commis chez le peintre Landon à dix-huit cents francs d'appointements par an, ou de manger en compagnie de Lisette le traitement académique du prince Lucien Bonaparte, ou d'être le protégé reconnaissant de cet honnête et spirituel Arnault, qui le fit entrer dans les bureaux de l'instruction publique comme expéditionnaire, en attendant mieux? Était-ce vivre, quand on était

né pour chanter, à tout risque, le *Vieux Drapeau*, les *Souvenirs du Peuple* ou *Jeanne la Rousse*, que de composer pour la récréation des gastronomes du Caveau ces chansons de table, des chefs-d'œuvre assurément, mais où l'épicurien étouffe le patriote, où Tyrtée se cache sous Anacréon? Le Caveau, s'il faut en croire Béranger qui ne l'aimait guère, était une caverne de petites intrigues et de grosses perfidies. « Les sociétés qui se prétendent joyeuses sont rarement gaies, » dit-il. Mais vint 1815. C'est l'époque de ses premières liaisons avec le célèbre député Manuel. Béranger avait trente-cinq ans, et il n'avait encore rien fait que beaucoup de mauvais vers épiques qu'il jetait au feu à mesure qu'il les faisait, donnant le matin à ce qu'il appelle ses essais de haute poésie, l'après-midi à la prose officielle de M. Arnault, le soir à l'*Ami Robin*, à *Roger Bontemps* et à *Frétillon*. C'était, après tout, une vie comme une autre, si vide qu'elle fût pour la morale et pour la gloire. Mais *mon cœur n'est pas là*, dit quelque part admirablement le poëte des *Harmonies*, après avoir comparé au doux vallon de Saint-Point les plus beaux paysages de la Grèce et de l'Italie. Où le cœur n'est pas, l'homme n'est pas. Le cœur de Béranger était avec le peuple. « La popularité est un besoin de mon talent, » écrivait-il à M. Laffitte en 1828. « *Je suis du peuple ainsi que mes amours!* » disait-il ailleurs. « Le peuple, c'est ma muse, » ajoute-t-il dans la préface du recueil de 1833. « Les hommes désintéressés qui sont mêlés au mouvement politique ont bien besoin d'avoir foi dans le peuple, » écrit-il dans le livre que nous étudions aujourd'hui; *cette foi ne m'a jamais manqué.* » Telle était donc la foi de Béranger, sa vraie mission; le reste n'était rien.

D'où venait-elle, cette vocation si peu contestable? Béranger parle de Jeanne d'Arc (p. 21 de la *Biographie*) avec une sorte de piété respectueuse; et il avoue, à propos de

Voltaire, que le poëme de la *Pucelle* lui a pour jamais aliéné son cœur. Mais ceci est l'immortel honneur de Béranger : il aimait le peuple, non comme un tribun qui l'exploite ou comme un ambitieux qui monte sur ses épaules pour s'élever ; il l'aimait, non pour avoir reçu du ciel mission de le sauver, même ce jour où une fée bienfaisante vint le prendre entre les bras de son vieux grand-père :

> Et puis la fée avec de gais refrains
> Calmait le cri de mes premiers chagrins...

Béranger aimait le peuple pour avoir souffert avec lui, souffert comme lui.

> Le bon vieillard lui dit, l'âme inquiète :
> « A cet enfant quel destin est promis ? »
> Elle répond : « Vois-le, sous ma baguette,
> Garçon d'auberge, imprimeur et commis... »

Il y a, quoi qu'on puisse dire, un sentiment vraiment chrétien dans ce souvenir des premières adversités, auquel se rattache toute une série d'efforts fraternels, de chants inspirés et d'œuvres charitables. Le pupille du vieux tailleur y met plus du sien d'abord que le disciple de M. de Bellenglise. Cette sympathie pour les souffrances du peuple, qui ira plus tard jusqu'à l'opposition factieuse, ou même, par instant, jusqu'au socialisme désorganisateur, elle commence par la plus douce des vertus, par la compatissance. Elle ne s'inspire que du plus honnête des sentiments, le sentiment de la solidarité humaine. *Homo sum!* Béranger disait un jour à Chateaubriand : « J'ai fait des idylles chrétiennes... » Je le crois bien. Il a eu toute sa vie cet instinct du cœur qui tient le mieux la place de toutes les autres vertus, et que les plus austères ne remplacent pas, l'instinct de la charité évangélique.

Étends, ma fée, étends sur eux tes ailes;
Parfume l'air de leurs obscurs abris.
Qu'un peu de vin, non le vin des querelles,
Le vin de joie, éveille leurs esprits!
A leur liqueur mêlant ton ambroisie,
Fais qu'à mon nom un jour ils disent tous:
Gloire à ses chants! c'est lui qui jusqu'à nous
Fit descendre la poésie...

Ces vers touchants que Béranger adresse à des ouvriers sont parmi les derniers qu'il ait écrits, et ils n'ont été publiés qu'après sa mort.

Mais revenons à cette mansarde du boulevard Saint-Martin où Béranger commence, pour la première fois de sa vie, à jouir d'une complète indépendance, et qu'il ne quitte guère pendant la durée de l'Empire. Puis, passant à cette guerre sans relâche qu'il fit plus tard à la restauration monarchique, cherchons, son livre à la main, ce qu'il y apportait d'opinions sérieuses, de principes arrêtés, de convictions profondes en dehors de cet instinct sympathique qui le rattachait à la cause du peuple, et auquel nous venons de rendre un juste hommage. Béranger nous dit qu'il a eu la puissance d'ébranler un grand gouvernement et de renverser un trône. Qui est-il donc? Dans cette confession posthume qu'il appelle sa *Biographie*, que nous apprend-il de ses sentiments et de ses idées? Avec quelles armes se présentait-il au combat? Qu'est-il resté de son œuvre? Hélas! c'est là ce qui nous reste à juger.

Il est facile de dire, après avoir lu sa *Biographie*, ce que Béranger n'était pas. Il est moins aisé de dire ce qu'il était. Il a attaqué, il a nié, il a contredit, il a bafoué, il a détruit. L'esprit « déplorable » qui emportait la Restauration sur la pente des abîmes n'aidait que trop au travail des démolisseurs. Mais, quand il a fallu reconstruire et mettre la main à l'œuvre, la première émotion passée et « la planche jetée

sur le précipice, » Béranger n'a plus rien voulu faire, pas même des chansons. Il s'est un peu moqué, après 1830, de ses amis devenus ministres.

> De loin ma voix leur crie : Heureux voyage !
>
> . . . . . .
>
> Mais au soleil je m'endors sur la plage.
> En me créant, Dieu m'a dit : Ne sois rien !

Il s'est moqué bien plus encore de ses amis devenus rois, après la révolution de 1848, et il a fait à leur adresse, mais sans la publier alors, la fameuse chanson des *Tambours*. Béranger n'avait voulu être ni député, ni pair, ni représentant du peuple, ni académicien, ni ministre, par de bonnes raisons sans doute. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire soit la spirituelle lettre qu'il écrivit à M. Buchez, président de l'Assemblée constituante, pour lui faire part de sa démission, soit l'aimable et railleuse épître qu'il adresse à M. Lebrun pour décliner les honneurs d'une candidature académique. Béranger a voulu *n'être rien*. « La nature, écrit-il, m'a créé pour ce genre d'utilité qui ne fait envie à personne. » A la bonne heure ! Mais, si le désintéressement explique bien des choses, rend-il raison de tout ? La lutte oblige et la victoire engage. N'est-il de véritable abnégation que dans cette « *nonchalance rêveuse* » qui se croise les bras au jour des périls publics ? N'y en a-t-il pas dans l'énergique activité qui les aborde de front, dans le courage qui les brave ? Mettre le feu aux poudres, puis s'écrier stoïquement : « Lorsqu'à cinquante ans j'ai vu de près le pouvoir, *je n'ai fait que le regarder en passant*, comme dans ma jeunesse indigente, devant un tapis vert chargé d'or, je m'amusais à observer les chances du jeu sans porter envie à ceux qui tenaient les cartes. Il n'y avait de ma part ni dédain ni sagesse à cela : *j'obéissais à mon humeur*... » Soit ! vous regardiez les joueurs, mais n'aviez-vous pas

commencé par brouiller les cartes et par bouleverser les enjeux?

Je n'insiste pas. Il y a bien des sortes d'égoïsme. Béranger, si j'osais le dire, avait le plus décent de tous. Il lui donnait, dans la vie publique, la forme d'un désintéressement estimable, et il l'honorait dans la vie privée par la modération de ses goûts et par l'exercice d'une charité aussi active qu'intelligente. Arrivé à cinquante ans, quand c'était pour lui le moment d'aider ses amis, tous engagés dans les plus grandes affaires du pays, il ne permit plus ni aux hommes ni aux choses de gêner sa vie. Il ne voulut la troubler ni par le pouvoir, ni par les relations importunes, ni par les longs ouvrages. On pourrait même croire, en remontant plus haut dans sa vie intime, que l'amour n'y entra jamais... « Peut-être, dit-il, n'ai-je jamais parfaitement connu ce que nos romanciers appellent l'amour; car je n'ai jamais regardé la femme *comme une épouse ou comme une maîtresse*, ce qui n'est trop souvent qu'en faire une esclave ou un tyran; et je n'ai jamais vu en elle qu'une amie que Dieu nous a donnée... » Telle est la théorie de Béranger; il ne croit pas à l'amour; mais si l'amour n'existait pas, lui répondrons-nous, il faudrait l'inventer.

Béranger a écrit ses Mémoires à soixante ans : il n'y a rien mis qu'il n'eût pu y mettre également quarante ans plus tôt. Il n'avait guère appris, quoiqu'il eût beaucoup vu. Il avait non des principes, mais des impressions. Ces impressions, qui remontent à ses premières années, ont duré autant que sa vie. Elles ont défrayé sa philosophie, sa morale et sa politique. Il dit de « l'étranger » en 1840 ce qu'il en pensait en 1792. Il parle de la Restauration comme s'il avait encore à chanter le *Sacre de Charles le Simple*. Il parle du peuple comme s'il n'avait pas cessé de rincer pour le compte de sa vieille tante les verres et les bouteilles de *l'Épée royale*. Cette fidélité au peuple, c'est l'honneur de sa vie, j'aime à

le redire. Sur tout le reste, Béranger aurait pu dater ses Mémoires de son cabinet de lecture de la rue Saint-Nicaise; il n'y aurait mis ni plus d'idée, ni plus de maturité, ni plus de profondeur. Dans sa *Biographie*, Béranger se montre à nous, qu'on me pardonne l'expression, comme un honnête et spirituel enfant, n'ayant guère de sagesse que ce que l'esprit en peut donner et n'y mêlant qu'une expérience superficielle et un savoir de seconde main. « Je n'ai guère fait, dit-il, que traverser le monde en curieux, *tâchant toujours de ne prendre racine nulle part.....* »

C'est ainsi que Béranger a vécu près de quatre-vingts ans, esprit ingénieux, nonchalant et difficile, paresseux à ses heures, n'ayant qu'une passion, celle des vers, les faisant malaisément, y consacrant de longues rêveries, capable de chercher un hémistiche plus de temps que Jean-Jacques Rousseau lui-même n'en mettait à arrondir une période; rebelle, comme il nous l'apprend, à toute instruction rudimentaire, en toute espèce de travail inventant ses procédés et sa méthode, si bien que, lorsqu'il lui fallut assister son père dans la direction d'un comptoir, il dut se créer une arithmétique, comme il s'était créé une grammaire à Péronne et une poétique à Paris. En toute chose, il portait le besoin de l'indépendance personnelle jusqu'à maudire la gloire, dit-il, parce qu'elle crée une sujétion, jusqu'à aimer la prison, dit-il encore, parce que c'était là le seul endroit où, entre deux visites, il se sentait vraiment libre. Il n'aimait pas le monde, quoiqu'il y fût recherché, parce qu'ainsi qu'il l'écrivait assez durement à M. de La Rochefoucault-Liancourt, il avait *un dictionnaire différent de celui qui est en usage dans les salons*. Il n'aimait pas les assemblées parlementaires, parce qu'il y fallait plus de temps, de discipline, de tenue, de vigueur et de suite qu'il n'en voulait donner à ses opinions. S'il ne fuyait pas les procès politiques, c'est parce qu'il n'avait qu'à y dire son nom; ses avocats faisaient le

reste; et, s'il ne craignait pas la prison, comme je l'ai dit, c'est « parce que cette vie cloîtrée, régulière, aux longues soirées, n'était pas sans quelque charme pour lui. » — « J'avais plus de quarante ans quand j'en essayai. A cet âge, j'ai pu me demander quelquefois si je n'étais pas né pour le couvent... »

Tel était le caractère de l'indépendance dans cette singulière physionomie de Béranger : une certaine misanthropie quand son regard se portait sur ce qu'il appelait « la société d'en haut » et quand il avait à juger les *coryphées de son parti :* « — Alceste, disait-il alors, se dépitait pour bien peu de chose ! » — Ajoutez-y un fonds inépuisable de bienfaisance quand il s'agissait des inférieurs et des malheureux ; l'orgueil de la pauvreté et la modestie du talent, le goût de la retraite avec le besoin des distractions, une grande défiance de lui-même et je ne sais quelle tendance à s'exagérer parfois, comme il l'écrivait à M. Laffitte, sa propre valeur ; « n'étant, disait-il encore, d'humeur ni très-raisonnable ni très-douce » et doué pourtant d'une véritable bonté ; passionné pour la gloire et redoutant ses chaînes ; avide de popularité et de solitude ; chansonnier dithyrambique des campagnes de l'Empire et conscrit réfractaire ; chantre et pontife du culte impérial avec des goûts de nivellement républicain et des aspirations socialistes, aimant la liberté pour lui (même en prison), l'égalité pour tous ; plus démocrate que libéral et plus près de la dictature qui l'aurait fait taire que de la monarchie constitutionnelle qui, après 1830, l'aurait bien traité ; fanfaron d'intempérance, comme on l'a si bien dit, et sobre par prudence et par goût ; voltairien sans aimer Voltaire, célébrant Lisette sans croire à l'amour ; tour à tour trivial et pindarique ; planant dans les cieux avec l'âme des vieux soldats ou les pieds dans la boue avec Frétillon ; religieux par nature et philosophe par maintien ; bafouant son roi et aimant son geôlier..... que sais-je ? Je

n'ai pas besoin de dire que je ne recherchais pas le facile mérite de ces contrastes. Ce n'est pas un portrait de fantaisie que j'ai prétendu faire. J'ai tout pris dans la *Biographie* de Béranger, écrite par lui-même : les contrastes et le portrait.

On lira cette *Biographie*. C'est un curieux livre, d'une sincérité tour à tour très-habile et très-naïve, tantôt celle d'un vieillard, tantôt celle d'un enfant. « Je suis né poëte et homme de style, » disait Béranger. Il n'a rien écrit de mieux que quelques pages de ce livre de sa vieillesse. L'*Histoire de la mère Jary* est un chef-d'œuvre, comme le *Mouchoir bleu* de Béquet, comme la *Redoute* de M. Mérimée, et au même titre : la précision vive, l'accent pénétrant, l'effet pathétique et naturel. C'est donc là une lecture pleine de charme et aussi d'enseignement. Tout Béranger est là. Il s'est peint lui-même. Il n'y a peut-être pas un des traits de sa physionomie dont je n'aie trouvé, dans son ouvrage, soit l'indice, soit l'expression. J'ai beaucoup cité. Toute étude de Béranger qui n'a pu attendre cette publication, annoncée depuis sa mort, est incomplète, si belle qu'elle soit. Avec la *Préface* de 1833, la *Lettre à M. Lebrun* et la *Biographie* de 1857, on a le fond de cette âme un peu fermée au monde et le secret de cette destinée un peu étrange. L'esprit de Béranger n'avait pas trop vieilli ; les *Dernières Chansons* l'ont bien prouvé, malgré leurs défauts. Son âme ne s'était pas fortifiée, ses horizons ne s'étaient pas étendus, son caractère n'avait pas grandi. Je ne prends pas pour un progrès de sa raison ces velléités et ces théories de réorganisation sociale auxquelles il se livrait par instants. C'était bien tard ! Il n'était pas fait pour être, à soixante ans, un disciple de M. Proudhon ou un adepte de M. Leroux. Je ne vois là qu'une de ses complaisances pour ce peuple qu'il a tant aimé, même dans ses faiblesses. Il a aimé le peuple d'une vraie passion ; je l'ai assez dit. Mais il se trouva que c'était le plus commode des amours,

celui qui gênait le moins sa vie, qui s'accommodait le mieux à sa paresse. Il l'a gardé jusqu'à son dernier soupir, et il n'a guère eu de rivaux. Il a gardé aussi ses haines politiques. Sa *Biographie* ne le montre que trop. On aimerait que la vieillesse eût affaibli chez lui ces rancunes implacables qui avaient entraîné son âge mûr. Ah ! ne pourrait-on pas dire de lui, après avoir lu son livre, ce qu'il a dit lui-même bien souvent peut-être de ces princes infortunés que son ressentiment poursuit jusqu'au fond de leur exil ou de leur tombe : *Il n'a rien appris, rien oublié !*

IX

Henri Heine.

— 15 AVRIL 1855. —

Je voudrais aujourd'hui, non pas faire de l'esprit à propos d'un livre de M. Henri Heine, qui est bien fait cependant pour en donner à ceux qui en auraient le moins possible, — mais justement parce que M. Henri Heine a beaucoup d'esprit, parce qu'il en a trop peut-être, ne laisser paraître que celui qu'il a, en donner une idée à ceux de nos lecteurs qui ne le connaissent que de nom; et pour cela je voudrais tirer de ces trois volumes [1], qu'une bonne fortune de la critique m'a mis sous la main, non pas une analyse des théories de l'auteur, ni un portrait de sa personne, ni un historique de sa vie, ni une étude sur l'Allemagne, ni une synthèse psychologique, esthétique ou palingénésique quelconque, mais seulement quelques indices du genre d'inspiration dont il est l'organe et parfois le possédé, quelques traces de la verve qui l'entraîne et du talent dont il abuse; en un mot, parler de l'inspiré, de l'*humouriste*, du cynique, du railleur à outrance, et très-peu du savant, du politique et du philosophe; — car, si instruit qu'il puisse être, si mêlé qu'il ait été aux passions de notre temps, si éprouvé qu'il paraisse par l'étude des abstractions transcendantes de l'Allemagne philosophique, M. Henri Heine est mieux que tout cela : il est un poëte, et il n'est qu'un poëte.

[1] *De l'Allemagne.* — *Lutèce.* Paris, 1855.

Il faut que M. Henri Heine ait la poésie chevillée au corps, comme on le dit quelquefois de l'âme chez ceux dont le corps résiste énergiquement aux assauts de la douleur et de la maladie; car la poésie chez lui a résisté à la *critique de la raison pure* de Kant, à la *subjectivité* de Fichte, à l'*idéalisme transcendental* de Schelling, à Muller, à Gœrres, à Steffens, à Hegel, aux deux Schlegel, et à combien d'autres dont il nous raconte plus ou moins l'histoire dans ses deux volumes de l'*Allemagne;* disons plus : la poésie a résisté en lui, même à une correspondance moitié politique, moitié universelle avec la *Gazette d'Augsbourg* (de 1840 à 1843), correspondance dont le volume de *Lutèce* nous rend aujourd'hui l'écho un peu tardif, mais toujours vif, sonore et saisissant.

M. Henri Heine est donc bien et dûment un poëte, puisqu'il l'est malgré tout cela; et, quant à moi, je suis bien obligé de prévenir mes lecteurs que, n'ayant jamais lu un seul vers de M. Heine, faute d'avoir pu le lire dans sa langue originale, c'est en lisant sa prose, écrite par lui en français et pour des Français, que j'ai jugé qu'il avait ce qu'on appelle vulgairement « le diable au corps. » M. Henri Heine est, dit-on, malade et alité depuis plusieurs années [1]. Il n'y paraît guère à ces traductions étincelantes et à cette verve si splendidement rajeunie de ses ouvrages d'autrefois, dans la collection de ses *Œuvres complètes* d'aujourd'hui.

« Il y a quelque chose de meilleur que la santé, » disait Balzac, parlant de l'auteur du *Roman comique*, de celui qui signait *Scarron, par la grâce de Dieu, premier malade de la reine.* Qu'avait donc Scarron qui valait mieux que la santé? Il avait l'esprit, il avait la gaieté, la bonne humeur, la verve inspirée et primesautière, le tour original et la fran-

[1] Henri Heine est mort depuis, en 1856, laissant un souvenir durable d'originalité et de poésie à tous ceux qui l'ont lu ou connu.

che allure, le don de rire, le talent d'amuser, et il amusa tout son siècle, Boileau excepté, qui disait plus tard à Racine le fils : « Votre père avait la faiblesse de lire quelquefois le *Virgile travesti* et d'en rire, mais il se cachait bien de moi... » Aujourd'hui personne ne se cachera pour rire des épigrammes et des facéties de M. Henri Heine, encore qu'elles soient parfois d'une crudité par trop tudesque et d'une excentricité fort compromettante. Mais le dirai-je? à part quelques injures peu littéraires qu'il aurait bien dû supprimer dans des livres écrits pour des Français, — même dans les plus grands écarts de sa verve épigrammatique ou de son impiété intermittente, M. Henri Heine reste un poëte. Même s'il touche la terre et s'il laisse salir ses sandales dans la fange du chemin, on sent qu'il est né pour planer dans la région des brillantes fantaisies.

Même quand l'oiseau marche, on sent qu'il a des ailes.

L'imagination le sauve, quand la passion est tout près de l'égarer. Si une sorte d'instinct irrésistible d'observation grossière le livre à une gaieté triviale, un coup d'aile l'en retire; et c'est ainsi, par exemple, qu'après avoir consacré quelque part deux ou trois pages à la description peu voilée de ces danses populaires qui étaient en vogue il y a peu d'années, tout à coup le sentiment de cette indécence publique le révolte, et il ajoute avec infiniment de délicatesse et de verve :

« Voilà la vallée perdue dont la nourrice nous a conté de si effroyables légendes; là, dansent les sorcières endiablées, comme chez nous sur la montagne du *Brocken* dans la nuit de *Walpurgis*, et il y en a plus d'une qui est fort jolie, et qui, dans toute sa perversité, ne peut renier entièrement la grâce naturelle de ces diablesses de Françaises. Mais, quand les trompettes annoncent à la fin le dernier galop, la terrible

ronde, alors le tintamarre satanique arrive au comble de la démence; on dirait que le plafond de la salle va se fendre, et que tout à coup, par la crevasse de la toiture, toute l'assemblée infernale prendra son vol sur des manches à balai, des pincettes de cheminée, des fourches, de grandes cuillers de bois, ou bien sur des boucs à face humaine ou sur des hommes à face de bouc et sur d'autres montures de sabbat, criant, hurlant, vociférant les paroles sacramentelles : *Oben hinaus, nirgends an!* (Passez par en haut, ne touchez nulle part.) C'est le moment dangereux où un nouveau débarqué d'outre Rhin, qui n'entend rien à la magie, pourrait bien se perdre dans le tourbillon maudit, si par hasard il ne se rappelle pas la vieille prière allemande de sa grand'mère, qu'on doit réciter à voix basse quand de jolies sorcières françaises menacent de vous entraîner dans la damnation éternelle [1]..... »

Il y a là certainement, dans ce retour vers les pieuses leçons de la grand'mère, une sincère réminiscence d'honnête homme et une vraie pensée de poëte.

Je pourrais multiplier ces contrastes. M. Henri Heine ne poétise pas seulement le *cancan* (il l'appelle ainsi par son vrai nom), il poétise même *le mal de mer* dans une des plus extravagantes hallucinations de sa fantaisie : « ..... A la fin, dit-il, il me semblait que j'avais avalé la Bible... Le roi David jouait de la harpe; *mais, hélas! les cordes de l'instrument, c'étaient mes propres entrailles...* » Il poétisera, si vous le voulez, « la question d'Orient » elle-même. « Les vautours couronnés, écrivait-il (en 1840), voltigent autour du mourant pour se disputer plus tard les lambeaux du cadavre. A qui appartiendra la proie la plus précieuse? A la Russie, ou à l'Angleterre, ou à l'Autriche? La France n'aura pour sa part que le dégoût de ce spectacle. On appelle cela

[1] *Lutèce*, page 242.

la question d'Orient. » Le tour est original, l'image est commune. En voici de plus fraîches et de plus vivantes : « ..... Que sera-ce, dit-il, quand les lignes vers la Belgique et l'Allemagne seront exécutées et reliées aux chemins de fer de ces contrées ? Je crois voir les montagnes et les forêts de tous les pays marcher sur Paris. Je sens déjà l'odeur des tilleuls allemands; devant ma porte se brisent les vagues de la mer du Nord... » — « Ici, » dit-il ailleurs (c'était en 1842), et il semble alors inspiré par cette fatigue de la paix continue dont notre pays est sans doute bien reposé à l'heure qu'il est, — « ici règne actuellement le plus grand calme; une paix de lassitude, de somnolence et de bâillements d'ennui. Tout est silencieux comme dans une nuit d'hiver enveloppée de neige. Rien qu'un petit bruit mystérieux et monotone comme des gouttes qui tombent. Ce sont les rentes des capitaux, tombant sans cessé, goutte à goutte, dans les coffres-forts des capitalistes, et les faisant presque déborder; on entend distinctement la crue continuelle des richesses des riches. De temps en temps il se mêle à ce sourd clapotement quelque sanglot poussé à voix basse, le sanglot de l'indigence. Parfois aussi résonne un léger cliquetis, comme d'un couteau que l'on aiguise. Les tumultes chez nos voisins *nous soucient* fort peu, et même la bruyante levée de boucliers à Barcelone n'a pu troubler notre repos... » Une autre fois, et sous une impression toute différente : « L'orage approche de plus en plus, s'écrie-t-il; dans les airs on entend déjà retentir les coups d'aile et les boucliers d'airain des Walkyres, les déesses sorcières qui décident du sort des batailles !... » Notez que tout cela est adressé à la *Gazette d'Augsbourg*. J'aime à montrer ainsi que partout le poëte survit dans le journaliste. Puis aux craintes de la guerre se mêlent les alarmes que l'attente de l'anarchie révolutionnaire inspire parfois aux plus courageux, aux plus compromis dans ses machinations et dans ses complots.

M. Henri Heine, qui passait pour un anarchiste à Berlin, peut-être à Paris, écrivait il y a quinze ans, en avril 1840, les lignes qu'on va lire. Il est impossible de ne pas remarquer à ce propos comment l'observation fidèle et sincère de la réalité se mêle parfois, dans les esprits les plus chimériques, aux plus irrésistibles entraînements de l'imagination. Les poëtes n'ont pas toujours le sens commun; ils ont leur bon sens. Ils aiment le paradoxe, mais le vrai les attire, et ils sont gens, si vous n'y prenez garde, à jeter parfois de rudes vérités à la tête de leurs meilleurs amis.

Le bon sens du maraud quelquefois m'épouvante...

N'est-ce pas là ce que pouvaient dire les frères et amis d'outre-Rhin en lisant, à la lueur des quinquets communistes, dans les estaminets enfumés, ces vives et poétiques prédictions du correspondant radical de la *Gazette d'Augsbourg?*

« Raconte-moi ce que tu as semé aujourd'hui, et je te prédirai ce que tu récolteras demain ! — Je pensais ces jours-ci à ce proverbe du brave Sancho Pança, en visitant quelques ateliers du faubourg Saint-Marceau et en voyant quels livres on répand parmi les ouvriers, cette partie la plus vigoureuse de la basse classe. J'y trouvai plusieurs nouvelles éditions des discours de Robespierre et des pamphlets de Marat dans des livraisons à deux sous, l'*Histoire de la Révolution* par Cabet....., la doctrine et la conjuration de Babœuf par Buonarotti, écrits qui avaient comme une odeur de sang, et j'entendis chanter des chansons qui semblaient avoir été composées dans l'enfer, et dont les refrains témoignaient d'une fureur, d'une exaspération qui faisaient frémir. Non, dans notre sphère délicate, on ne peut se faire aucune idée du ton démoniaque qui domine dans ces couplets horribles ;

il faut les avoir entendus de ses propres oreilles, surtout dans ces immenses usines où l'on travaille les métaux, et où, pendant leurs chants, ces figures d'hommes demi-nus et sombres battent la mesure avec leurs grands marteaux de fer sur l'enclume cyclopéenne. Un tel accompagnement *est du plus grand effet;* de même que l'illumination de ces étranges salles de concert, quand les étincelles en furie jaillissent de la fournaise. Rien que passion et flamme, flamme et passion..... Comme un fruit de cette semence, ajoute l'auteur, *la république menace de sortir tôt ou tard du sol français.....* »

Les poëtes sont un peu sorciers; et sans doute M. Henri Heine a dû éprouver une certaine satisfaction d'amour-propre, — même si ce plaisir a coûté quelque chose à sa tranquillité et à son bonheur, — en relisant les réflexions que ce sûr instinct de l'avenir lui inspirait, de 1840 à 1843, et que l'événement a si tristement justifiées. M. Heine prédit la république, mais il en prédit aussi la chute, et dans des termes qui ne sont plus d'un poëte, mais presque d'un penseur : « ... Nous sommes convaincu que le règne républicain ne pourra jamais être de longue durée en France, cette patrie de la coquetterie et de la vanité..... Dans le principe de vie même d'une telle république se trouve déjà le germe de sa mort prématurée; elle est condamnée à mourir dans sa fleur. Quelle que soit la constitution d'un État, il ne se maintient pas uniquement par l'esprit national et le patriotisme de la masse du peuple, comme on le croit d'ordinaire; mais il se maintient surtout par la puissance intellectuelle des grandes individualités qui le dirigent. Or nous savons que dans une république de l'espèce désignée règne un esprit d'égalité extrêmement jaloux, qui repousse toujours toutes les individualités distinguées et les rend même impossibles... » M. Henri Heine a raison de plaider pour

« les individualités distinguées. » Cette cause est un peu la sienne. Il n'est pas d'ailleurs systématiquement ennemi de la monarchie. Il rend justice, et avec une émotion touchante, au roi Louis-Philippe. « Le roi, dit-il, quoique martyrisé et abreuvé de souffrance (c'était après la mort du duc d'Orléans), se comporte avec une fermeté qui impose du respect à tout le monde. Dans l'adversité il montre le véritable héroïsme. Son cœur saigne dans une douleur inouïe, mais son esprit reste indomptable, et il travaille jour et nuit. Jamais on n'a senti le prix de sa conservation plus profondément que dans ce moment *où le repos du monde entier dépend de sa vie.* Ne succombe pas sous tes blessures et ne cesse pas de combattre, malheureux roi, vaillant héros de la paix ! » L'auteur n'est pas moins juste pour le prince royal lui-même, qu'il appelle dans son poétique langage « une des plus nobles et des plus magnifiques fleurs humaines qui se soient épanouies sur le sol de ce beau jardin qu'on nomme la France ! » — Avouez qu'il n'y avait pas alors beaucoup de Français, dans le parti auquel M. Henri Heine appartenait en 1842, qui eussent le courage de dire du roi Louis-Philippe et de sa famille ce qu'en dit là ce réfugié prussien. Ceci me rappelle une aventure arrivée à Sterne, un des ancêtres de M. Henri Heine par l'esprit, l'épigramme et la fantaisie. Un jour, passant sur le pont Neuf et s'étant arrêté tout court devant la statue de Henri IV, comme il portait d'ordinaire un costume assez bizarre, il fut entouré tout aussitôt par une foule de curieux qui le regardaient avec étonnement : « Eh bien, oui, c'est moi, leur dit-il ; et vous ne me connaissez pas davantage, mais imitez-moi ! » En même temps il tomba à genoux devant la statue... M. Henri Heine ne tombe pas à genoux ; mais à combien de gens ne pourrait-il pas dire encore aujourd'hui, lui, le radical et le communiste : Imitez-moi !

Je viens d'écrire un mot malsonnant, *communiste....*

M. Henri Heine aurait-il été jamais communiste? Le serait-il encore? Le serait-il en dépit de ces *Aveux d'un Poëte* récemment publiés par la *Revue des Deux Mondes*, et qui ont pu faire croire à sa conversion sur la terre et dans le ciel, comme philosophe et comme chrétien, comme politique et comme croyant? Je n'en sais rien; mais, au fait, il ne faut jamais trop descendre au fond du cœur des poëtes. Il y a là des abîmes insondables et des mystères effrayants. M. Henri Heine est né Allemand et on dirait qu'il a le cœur français. Il a de poétiques élans vers les idées religieuses; et, d'un autre côté, son ironie n'épargne ni les croyances les plus respectées, ni le ciel, ni les saints, ni la Trinité, ni Dieu lui-même en personne, ironie que j'appellerais voltairienne s'il ne se mêlait toujours, même à ces écarts de sa raison et trop souvent de son goût, une certaine dose de lyrisme brillant et fantasque. Et ainsi, et comme pour obéir à cette loi d'irrésistible contradiction qui est le fond de sa nature, M. Henri Heine est parfois d'une dureté impitoyable pour les partis et les nuances de parti qui se rattachent à la grande famille démagogique, — et pourtant, quand il s'agit du *communisme*, M. Heine se vante d'avoir inventé le mot, il exalte la chose, et il dépense à la faire valoir une verve de rhétorique et une provision d'images assurément dignes d'un meilleur emploi. Il a, on le dirait, le cœur monarchique et l'imagination révolutionnaire. Il est le premier qui ait jeté des fleurs de poésie sur la table où se préparent les brouets noirs de l'avenir, et qui ait enlevé avec lui, dans les riants espaces de la fantaisie, toutes ces doctrines d'un matérialisme repoussant par où l'on arrive à la république sociale. Ainsi comprises, ainsi transformées, on pourrait croire que les idées du spirituel *humouriste* sont bien innocentes : elles ne vont à rien moins pourtant qu'à métamorphoser l'espèce humaine, des pieds à la tête, à la changer en beau, cela est vrai, — car nous retrouvons là les rêves de la palingénésie

phalanstérienne; — mais à quel prix cette métamorphose ? Par combien de désastres, par combien de calamités ne faudra-t-il pas passer pour rendre les hommes, ainsi qu'on nous le promet, plus vigoureux, plus souples, plus agiles, plus clairvoyants, avec des sens nouveaux et des organes accessoires, pour ajouter à leur grâce, à leur intelligence, à leur beauté et surtout à leur appétit ? M. Henri Heine, aussi bien, ne recule devant aucune perspective de ce genre:

« ..... Le vieux Fontenelle disait : « Si j'avais dans ma « main toutes les vérités du monde, je me garderais bien de « l'ouvrir. » Moi je pense tout le contraire. Si j'avais toutes les vérités du monde dans la main, je vous prierais peut-être de me couper à l'instant cette main; mais, dans tous les cas, je ne la garderais pas longtemps fermée. Je ne suis point né geôlier de pensées; par Dieu ! je leur donnerais la liberté ! *Qu'elles se transforment en faits effrayants, qu'elles se ruent dans tous les pays comme une bacchanale effrénée, qu'elles brisent avec leurs thyrses nos fleurs les plus innocentes, qu'elles fassent irruption dans nos hôpitaux et arrachent de son lit le vieux monde malade...* Mon cœur en saignera sans doute, et moi-même j'en souffrirai aussi préjudice; car, hélas ! je fais partie aussi, moi, de ce vieux monde malade, et c'est avec raison que le poëte dit : « On « a beau se moquer de ses béquilles, on ne marche pas « mieux pour cela... »

Ainsi M. Henri Heine l'avoue, son cœur saigne d'avance, mais son imagination de poëte progressif tressaille à la pensée de cet immense branle-bas de l'avenir dont il a les éléments dans la main, pour peu qu'il l'ouvre au déchaînement de ses idées. M. Heine, il est vrai, écrivait ce qu'on vient de lire il y a bien longtemps, vers 1830, si je ne me

trompe. Il s'est peut-être corrigé depuis. Voyons donc ce qu'il écrivait, il y a quelques jours encore, dans l'introduction de *Lutèce*, à la date du 30 mars 1855...

« ..... Cet aveu, que l'avenir appartient aux communistes, je le fis d'un ton d'appréhension et d'angoisses extrêmes, et, hélas! ce n'était nullement un masque! En effet, ce n'est qu'avec horreur et effroi que je pense à l'époque où ces sombres iconoclastes parviendront à la domination : de leurs mains calleuses ils briseront sans merci toutes les statues de marbre de la beauté, si chères à mon cœur; ils fracasseront toutes ces babioles et fanfreluches fantastiques de l'art qu'aimait tant le poëte; ils détruiront mes bois de lauriers et y planteront des pommes de terre; les lis qui ne filaient ni ne travaillaient, et qui pourtant étaient vêtus aussi magnifiquement que le roi Salomon dans toute sa splendeur, ils seront arrachés alors du sol de la société, à moins qu'ils ne veuillent prendre en main le fuseau; les roses, ces oisives fiancées des rossignols, auront le même sort; les rossignols, ces chanteurs inutiles, seront chassés, et, hélas! mon *Livre des Chants* servira à l'épicier pour en faire des cornets où il versera du café ou du tabac à priser pour les vieilles femmes de l'avenir. Hélas! je prévois tout cela, et je suis saisi d'une indicible tristesse en pensant à la ruine dont le prolétariat vainqueur menace mes vers, qui périront avec tout l'ancien monde romantique. Et pourtant, je l'avoue avec franchise, ce même communisme, si hostile à tous mes intérêts et à mes penchants, *exerce sur mon âme un charme dont je ne puis me défendre;* deux voix s'élèvent en sa faveur dans ma poitrine, deux voix qui ne veulent pas se laisser imposer silence, qui ne sont peut-être au fond que des instigations diaboliques; — mais, quoi qu'il en soit, j'en suis possédé, et aucun pouvoir d'exorcisme ne saurait les dompter... »

Quelles sont ces deux voix qui peuvent ainsi pousser un honnête homme, au mépris de ses goûts, de ses instincts d'artiste, de son intérêt, de sa gloire, sur la trace aventureuse des novateurs les plus déconsidérés et les plus funestes? « De ces deux voix l'une est la logique, » nous dit l'auteur; l'autre est la haine de l'*unitarisme* allemand. Quant à cette répugnance de M. Heine pour ceux qu'il appelle les faux patriotes de l'Allemagne, c'est affaire entre lui et ses concitoyens; je n'ai pas à m'en mêler, et je préviens ceux qui trouvent un peu usées les plaisanteries qui ont cours dans ce spirituel pays de France contre nos voisins d'outre-Rhin, depuis le temps où Voltaire disait : *Si vous voulez parler français, n'allez pas en Allemagne!* — je les préviens que M. Henri Heine leur a donné, dans les deux premiers volumes de ses *Œuvres complètes*, la contre-partie passionnée, peut-être aussi la caricature de l'admirable et excellent livre que madame de Staël a consacré à l'histoire de la philosophie, de la littérature, des mœurs et de l'art allemand, — et qu'il y a là une fort divertissante variété d'armes de toutes les formes, au service des détracteurs de la moderne Germanie, depuis la bouffonnerie cynique jusqu'à la dissertation magistrale, depuis l'épigramme légère jusqu'au coup de poing, depuis la flèche empennée qui vous traverse élégamment de part en part jusqu'à la massue qui vous assomme d'un seul coup. Telle est *l'Allemagne* de M. Henri Heine. M. Henri Heine a beau nous dire « *qu'il est un des mieux léchés d'entre ses compatriotes,* » il n'y va pas de main morte, tout malade qu'il est, quand il s'agit de leur écraser les mouches sur le visage; et il n'y a guère de profit, je vous l'assure, quand il est en bonne humeur de médire, d'être son parent, son voisin, son ami, son coreligionnaire ou son concitoyen. « Les mauvais tours les plus lâches des moines, dit-il quelque part, voulant donner une idée de l'agrément des querelles religieuses dans son pays,

— les plus mesquines taquineries de couvent sont choses nobles et généreuses auprès des exploits chrétiens de nos orthodoxes et piétistes dans leur guerre contre les rationalistes. Vous n'avez aucune idée, vous autres Français, de la haine qui éclate en de telles occasions; mais les Allemands sont plus rancuniers que les peuples d'origine romane. Cela tient à ce qu'ils sont idéalistes jusque dans la haine. Nous ne nous fâchons pas pour des choses futiles, comme vous le faites, pour une piqûre de vanité, pour une épigramme, pour l'oubli d'une carte de visite; non, nous haïssons chez nos ennemis ce qui est le plus essentiel, le plus intime, la pensée. Vous êtes prompts et superficiels dans la haine comme dans l'amour. Nous autres Allemands, nous détestons radicalement et d'une manière durable. Trop honnêtes, et peut-être aussi trop gauches pour nous venger par la première perfidie venue, nous nous haïssons jusqu'au dernier soupir. « Je connais, monsieur, ce calme allemand, disait dernièrement une dame en me regardant de tous ses yeux et d'un sourire incrédule, je sais que dans votre langue vous employez le même mot pour dire *pardonner* et *empoisonner*. » Elle avait raison : le mot *vergeben* a ce double sens... »

Quoi qu'il en soit, c'est là une querelle d'Allemand; ne nous en mêlons pas. Nous cherchons quelles sont ces deux voix qui ont poussé, qui poussent encore M. Henri Heine vers les sombres abîmes du communisme. Après la haine de l'*unitarisme* allemand, la seconde voix qui l'entraîne, dit-il, « c'est la logique. » Le diable est un logicien, dit le Dante. « Un terrible syllogisme me tient ensorcelé, ajoute M. Heine, et si je ne puis réfuter cette prémisse : *que les hommes ont tous le droit de manger*, je suis forcé de me soumettre aussi à toutes ses conséquences... » Ainsi, c'est la logique, avant la maladie, hélas! qui empêchait M. Henri Heine de dormir. Ah! poëte, n'écrivez jamais ce mot-là, *la logique*, même si

vous veniez de relire, comme je l'ai fait, l'admirable traité de Port-Royal dans le bel exemplaire de M. Giraud[1]; ne prononcez pas ce mot; n'essayez pas d'en autoriser vos sophismes, ou d'expliquer par lui vos sentiments et vos idées! La poésie a-t-elle besoin d'expliquer quelque chose? Le poëte a-t-il charge d'âmes? Les arguments, les *prémisses*, les conséquences, la dialectique, ont-ils été inventés pour ces aimables enfants de l'imagination et du caprice? *Qu'est-ce que cela prouve?* est le mot d'un géomètre assistant à la représentation d'un grand opéra. La musique, en effet, ne prouve rien, ni la poésie non plus; la peinture, la statuaire, pas davantage. La poésie ne prouve rien qu'elle-même, quand par aventure elle existe, comme cela n'est guère contestable pour M. Henri Heine, dans le cerveau d'un heureux mortel. Et M. Henri Heine nous dit que c'est *la logique* qui l'a fait communiste! Ce qui l'a fait communiste, je vais vous le dire, c'est son imagination exaltée, ensorcelée dans la rêverie creuse de l'impossible. On devient fou à un pareil métier. M. Henri Heine s'est arrêté au dithyrambe socialiste : il n'y a pas grand mal à cela; car il est, sous cette face nouvelle de son talent multiple et par ce côté de sa physionomie insaisissable, aussi naïvement inspiré qu'amusant...

« La révolution politique qui s'appuie sur les principes du matérialisme français ne trouvera pas des adversaires dans les panthéistes, mais bien des auxiliaires qui ont puisé leurs convictions à une source plus profonde, à une synthèse religieuse. Nous poursuivons le bien-être de la matière, le bonheur matériel des peuples, non que nous méprisions l'esprit, comme le font les matérialistes, mais parce que nous savons que la divinité de l'homme se révèle éga-

[1] Édition originale, 1662.

lement dans sa forme corporelle, que la misère détruit ou avilit le corps, image de Dieu, et que l'esprit est entraîné dans la chute. Le grand mot de la Révolution que prononça Saint-Just : *Le pain est le droit du peuple*, se traduit ainsi chez nous : *Le pain est le droit divin de l'homme*. Nous ne combattons pas pour les droits humains des peuples, mais pour les droits divins de l'humanité. C'est en cela, ainsi que sur maint autre point, que nous nous séparons des gens de la Révolution. Nous ne voulons ni sans-culottes, ni bourgeoisie frugale, ni présidents modestes; nous fondons une démocratie de dieux terrestres, égaux en béatitude et en sainteté. Vous demandez des costumes simples, des mœurs austères et des jouissances à bon marché; et nous, au contraire, nous voulons le nectar et l'ambroisie, des manteaux de pourpre, la volupté des parfums, des danses de nymphes, de la musique et des comédies... Point de courroux, vertueux républicains! Au blâme de votre censure, nous répondrons comme le fit jadis un fou de Shakspeare : « Crois-tu donc, parce que tu es vertueux, qu'il ne doit plus y avoir sur cette terre ni gâteaux dorés ni vins des Canaries[1]? »

Ne parlons donc plus de logique. Parlons de manger, boire et dormir,

Eat, drink and love; the rest's not worth a fillip...

La logique n'a rien à voir aux hallucinations matérialistes qui emportent M. Henri Heine dans la région des rêves dorés et des ravissements confortables. M. Heine reproche quelque part à M. Louis Blanc d'avoir tenté d'introduire dans l'État une égalité générale de mauvaise cuisine, et il proteste en faveur des truffes aristocratiques *contre les pommes de terre vertueuses* (*Lutèce*, p. 140). J'ai bien peur,

[1] *De l'Allemagne*, t. I, p. 83.

hélas ! que le spirituel humouriste n'ait pas dressé un pareil menu pour lui-même. Quoi qu'il en soit, M. Heine est le poëte du matérialisme attendri et pindarisé. Sa religion est un sensualisme exagéré par la poésie et raffiné par l'enthousiasme. Cette religion n'est pas neuve, elle n'est guère consolante; mais qu'importe, si M. Heine y voit la vraie fin de l'homme, c'est-à-dire l'établissement de l'*harmonie* sur la terre, sans parler des cieux, où je suppose qu'il nous ménage le sourire provocant de quelques *houris?* « ... Quand l'harmonie sera-t-elle rétablie? quand le monde guérira-t-il de cette tendance illimitée de spiritualisation et d'anéantissement de la matière, de cette folle erreur qui fait souffrir à la fois le corps et l'âme? Le remède en est dans le mouvement politique et dans l'art. Napoléon et Gœthe, chacun dans sa sphère, ont exercé une excellente influence : le premier *en forçant les peuples de se donner pendant vingt ans des exercices corporels très-salutaires;* celui-ci en réveillant notre goût pour l'art grec, et en créant des œuvres plastiques comme les statues de marbre des dieux, que nous pouvons embrasser pour n'être pas engloutis dans les flots nuageux du spiritualisme[1]. »

Ainsi soit-il. Ne disputons pas des goûts. Et aussi bien j'ai prévenu nos lecteurs, en commençant cette étude, que je ne discuterais pas les opinions de M. Henri Heine. Je ne fais pas la guerre à ses idées. Il en a quelquefois d'excellentes, comme je l'ai montré; quant à celles qui le sont moins, je les tiens pour innocentes par leur absurdité même. Et puis, est-ce que vous ne pardonnerez pas quelque chose à un poëte qui, par instants, vous émeut et qui, presque toujours, vous amuse? Est-ce que ce bavardage éloquent, animé, imagé, parfois inspiré, ce métaphorisme spirituel, cette absence complète de pédantisme, cette originalité à

[1] *De l'Allemagne*, t. II, p. 14.

outrance, cette audace prime-sautière, cette intrépidité du mot propre, quand on a, comme poëte, à sa disposition un si complet assortiment de périphrases ; est-ce que tout cela, et même cette bonhomie malicieuse, cette simplicité goguenarde, ce rire si peu tudesque, cette légèreté si peu germanique, ce sel attique sur mainte tartine de philosophie hégelienne, — est-ce que toutes ces qualités et tous ces défauts ne plaident pas auprès d'un lecteur indulgent pour le fond des idées de l'auteur, si peu assises qu'elles paraissent sur le sol mouvant de sa fantaisie?

Je suis chose légère et vole à tout sujet.

M. Henri Heine met partout la poésie légère, même dans sa prose ; et c'est par là qu'il nous échapperait si nous ne prenions tant de plaisir à le suivre de loin, un peu comme la justice, *claudo pede*, dont il se raille en secouant ses grelots. M. Henri Heine est un enfant gâté de l'esprit et de la passion, de l'imprévu et du sophisme, qui peut tout dire parce qu'il n'approfondit rien, qui peut tout fronder parce qu'il n'est au fond hostile à personne, qui peut mettre sa causticité sur le compte de son insouciance, ou racheter sa vivacité par sa franchise. Il parle de tout le monde à peu près, en bien et en mal : en bien sans idolâtrie, en mal sans malveillance. Est-ce parti pris d'originalité ? Cela pourrait bien être. Et toutefois les portraits qu'il trace, si peu fidèles qu'ils soient la plupart, semblent éclore sous son pinceau avec une spontanéité si vive et si naturelle qu'on dirait que le peintre croit lui même à leur ressemblance. Mais y croit-il? Croit-il, quand il parle du plus grand orateur politique de notre époque, *à sa roideur et à sa taciturnité?* Croit-il que les habitants de la Bretagne sont des *imbéciles?* et aussi « qu'un troupier français qui jure soit un spectacle plus agréable pour la divinité qu'un marchand

anglais qui prie?... » Ailleurs, M. Henri Heine appellera Robespierre *le grand badaud de la rue Saint-Honoré;* et le roi Louis XVIII, ce sage couronné qui a donné la Charte de 1814, ne sera pour lui « qu'un faiseur d'esprit, qui composait de mauvais vers latins *et mangeait de bons pâtés de foie gras.* » Une autre fois il dira de notre spirituel ami Berlioz qu'il est « un rossignol colossal et une alouette de grandeur d'aigle, » ou de Donizetti que « pour la fécondité *il ne le cède qu'aux lapins,* » ou d'Horace Vernet « qu'il fera son entrée dans la vallée périlleuse, le jour du dernier jugement, à la tête de *quelques centaines de mille hommes d'infanterie et de cavalerie...* » Et que sais-je? C'est ainsi que M. Henri Heine se joue plus ou moins des justiciables de sa verve épigrammatique, mêlant tout et se moquant à peu près de tout, traduisant en style burlesque les mots traditionnels et les axiomes convenus : « L'Europe sera républicaine ou cosaque; » — traduction : *l'avenir a une odeur de cuir de Russie...* « Les émigrés n'ont rien appris ni rien oublié; » — traduction : *les émigrés ont oublié tout ce qu'ils avaient appris...* « Il est plus aisé, disait Jésus-Christ, qu'un chameau passe par le trou d'une aiguille qu'il ne l'est qu'un riche entre dans le royaume de Dieu. » M. Henri Heine conclut de cette parole du Seigneur qu'il faut mettre au concours la question de savoir comment un chameau pourrait passer par le trou d'une aiguille. « Car, ajoute-t-il, les riches auraient le cœur moins dur s'ils n'étaient pas réduits à chercher leur bonheur ici-bas, et qu'ils n'eussent à envier les pauvres qui, un jour là-haut, dans les cieux, se gaudiront des enivrantes voluptés de la vie éternelle. Les riches disent : Pourquoi ferions-nous quelque chose sur terre pour ce tas de gueux, vu qu'un jour, au ciel, ils seront plus heureux que nous, et qu'en tout cas nous ne nous rencontrerons pas avec eux après la mort? Si les riches savaient qu'ils auront de nouveau là-haut à vivre

en commun avec nous pour toute l'éternité, ils se gêneraient sans doute un peu plus ici-bas et se garderaient de trop nous maltraiter. Cherchons donc avant tout à résoudre la grande question du chameau!... »

J'ai voulu donner une idée, si incomplète qu'elle soit, du talent et de la manière de M. Henri Heine, en tant que poëte, dans ses ouvrages français écrits en prose. J'ai cherché ce qu'il était resté du poëte dans le prosateur; c'est, comme on le voit, presque tout. Maintenant il faudrait peut-être, pour achever de caractériser complétement M. Henri Heine, le rattacher comme satirique à quelque type bien connu; mais son genre de talent échappe à ce rapprochement. Lucien, qui n'est pas moins ingénieux que lui, est plus simple; Rabelais est plus gaulois, à la fois plus gai et plus profond; Scarron, dans le genre burlesque, ose davantage; Sterne est plus vrai, plus ému; Voltaire est plus vif, plus précis et plus sensé. M. Henri Heine, malgré tout son talent et toute sa verve, est donc à quelques degrés au-dessous de la plupart des grands maîtres de la satire anecdotique, de la philosophie moqueuse et du style enjoué. Mais il a un mérite à lui : il a su mettre la poésie dans la moquerie, et relever l'épigramme par un certain entrain lyrique d'une originalité agréable. C'est là son genre. Il ne ressemble à personne. Est-ce pour cela qu'il amuse, tout Allemand qu'il est, à peu près tout le monde?

X

Henri Beyle (M. de Stendhal), d'après sa correspondance.

I

— 17 JANVIER 1858. —

Je prends dans la volumineuse collection des œuvres de Henri Beyle les deux volumes de sa *Correspondance*[1], non-seulement parce que cette correspondance était inédite, mais parce qu'elle marque la limite de l'étude que j'ai intention de faire aujourd'hui de cet étrange esprit. S'il fallait rendre compte ici de tous les ouvrages de Henri Beyle, un volume n'y suffirait pas. Beyle a parlé de toute chose au monde. Ne parlons que de lui, et n'en parlons que d'après lui-même.

Henri Beyle disait : « Je serai peut-être célèbre en 1960. » Cela est possible ; mais il ne l'est plus. La publication de ses œuvres complètes lui a rendu un moment de vogue. Dans dix ans on ne lira plus rien de lui que sa *Correspondance*, qui est un livre agréable, amusant et vrai. Si on parle de M. de Stendhal en 1960, ce sera grâce à ces lettres intimes qui n'étaient pas destinées au public. Beyle avait la rage d'écrire et une véritable soif de renommée. Destin

[1] *Correspondance inédite de M. de Stendhal* (Henri Beyle), précédée d'une Introduction par M. Prosper Mérimée, de l'Académie française. 2 vol. in-12. (Paris, 1855.)

des livres ! il ne sera connu dans cent ans que par quelques billets tombés de sa plume, non pas toujours sans prétention, mais sans prévision d'avenir et sans calcul de célébrité. J'ajoute que, si on a l'idée de le relire un jour, on choisira surtout ceux de ses ouvrages qui ressemblent le plus à sa correspondance familière, ses notes et ses impressions de voyage, ce qu'il appelle ses *Promenades à Rome, à Naples, à Florence*, les *Mémoires d'un Touriste*, en un mot tout ce qui met l'homme en relief. Il y a là beaucoup à prendre pour l'histoire particulière de Henri Beyle et pour celle de la littérature et des arts pendant le demi-siècle qu'il a vécu. Quant à ses romans proprement dits, je n'en souhaiterais la lecture qu'à mes ennemis, si j'en avais.

Il est nécessaire, je crois, de rappeler ou même d'apprendre à un certain nombre de nos lecteurs ce qu'était M. de Stendhal il y a une trentaine d'années, le rôle qu'il a joué pendant sa vie et le genre d'intérêt qui peut s'attacher littérairement à sa mémoire. Quand la liberté rendue à notre patrie par la famille de ses anciens rois ouvrit la carrière aux luttes pacifiques des systèmes et des opinions, — vers 1823, Henri Beyle, qui avait alors quarante ans bien comptés et qui était un gros homme court, tranchant de l'Antinoüs et portant un corset, se lança des premiers dans la mêlée, en tirailleur d'avant-garde, pesamment armé, mais provocant et hardi, suppléant par une audace qui lui était naturelle à la légèreté qu'il n'a jamais eue. Le pamphlet littéraire qu'il intitula *Racine et Shakspeare* est le recueil des bulletins de cette campagne ultra-romantique. L'audacieux critique, appuyé sur le théâtre anglais, y prit à partie presque tout le monde en France, les critiques, l'Académie, l'Université, les salons. Il signalait, en 1823, « la décrépitude » de Molière, la sécheresse de son style, son impuissance à versifier. Il osait écrire que « les vers de

Sylla étaient plus vifs que ceux de *Britannicus.* » Il disait de l'Académie : « Je lui conseille d'être polie à l'avenir, et le public, *sectaire* ou non, la laissera mourir en paix. »

Qui était Henri Beyle pour parler un tel langage? D'où sortait-il? Il avait la manie de se croire Italien par sa famille maternelle, et on peut voir au cimetière Montmartre l'étrange épitaphe composée tout exprès par lui pour son tombeau : *Arrigo Beyle, Milanese, scrisse, amò, visse,* etc., etc. Milanais, Henri Beyle ne l'était guère que de cœur. Il était né à Grenoble le 23 janvier 1783, de parents français. Son père était un avocat du nom de Beyle ; sa mère était une demoiselle Gagnon. La famille était des deux côtés honorable, la fortune médiocre, les opinions royalistes, le nom bourgeois. Henri Beyle souffrit toute sa vie de n'être pas né riche : « Peut-on se plaindre trop haut, écrit-il, de n'être pas né avec quatre mille francs de rente? » Sa bourgeoisie ne lui plaisait pas davantage. Nommé en 1810 inspecteur des bâtiments de la Couronne avec entrée à la cour, il ajouta à son nom de famille la particule qui le faisait noble. Ce n'était là qu'un ridicule. Un travers plus sérieux, c'est le mépris qu'il marqua vers cette époque pour sa ville natale, qui s'était moquée de sa gentilhommerie pendant une mission qu'il eut à y remplir par ordre de l'Empereur. Le patriotisme de Beyle n'était pas de force à braver une telle épreuve. Quand on lit sa correspondance, il est difficile de découvrir à quel pays il appartient, mais on peut affirmer qu'il n'est pas Français. Ainsi il écrit à M. le baron de M*** (juillet 1819) : « Je vous dirai que les Florentins me déplaisent extrêmement ; *il y a là quelque chose de sec et de correct qui me rappelle la France.....* » La France, Henri Beyle l'avait pourtant servie avec courage dans quelques rencontres périlleuses, avec honneur et probité dans l'intendance militaire. « Ayant eu un lot exécrable jusqu'à dix-sept ans, » écrivait-il, c'est-à-dire tant qu'il avait vécu dans sa famille

qu'il n'aimait guère, il était entré par le Saint-Bernard, à la suite du général Bonaparte, dans une vie nouvelle, vie d'aventures et d'émotions, la seule qui fût de son goût. En toute chose, Henri Beyle est un chercheur d'émotions à tout prix. Ce goût de l'imprévu lui procura bien quelques coups de sabre qu'il reçut en duel ; mais il y gagna aussi une sous-lieutenance dans les dragons avec lesquels il prit part à l'immortelle campagne de Marengo. Puis, ayant cru, comme tant d'autres, à la durée de la paix d'Amiens, il quitta l'armée pendant quelque temps et n'y rentra plus que par le commissariat des guerres, dont son indépendance, volontiers rétive, s'accommodait mieux que de l'épaulette.

Son instabilité d'humeur se trahissait d'ailleurs par ces vicissitudes volontaires de sa destinée. Tour à tour officier de cavalerie, aide de camp d'un général, puis démissionnaire, commis d'épicerie à Marseille, intendant du domaine extraordinaire à Brunswick, adjoint aux commissaires des guerres, inspecteur du mobilier de la Couronne, finalement attaché au service de l'approvisionnement des armées, c'est en cette qualité qu'il fit la campagne de Russie en 1812. On raconte de lui, à son grand honneur, qu'il assura trois jours de vivres à l'armée française battant en retraite entre Moscou et Smolensk. On rapporte aussi qu'un matin, au moment du passage de la Bérésina, Henri Beyle s'étant présenté devant M. le comte Daru, son chef, rasé et habillé avec une certaine recherche, M. Daru lui dit : « Vous avez fait votre barbe, monsieur ! vous êtes un homme de cœur [1]. » C'est peut-être en souvenir de ce trait de courage et de cet éloge que Beyle écrivait plus tard, avec une insouciance un peu stoïque : « Le bon côté de mon caractère est de prendre une retraite de Russie *comme un verre de limonade.* Que

[1] *Notes et Souvenirs sur Henri Beyle*, par M. Mérimée. Introduction à la *Correspondance*.

voulez-vous ? tout ce qui en vaut la peine dans ce monde *est soi.* » Henri Beyle a en effet des idées qui ne sont qu'à lui. Il écrit de Moscou (octobre 1812) : « Nous sortîmes de la ville éclairée par le plus bel incendie du monde, qui formait une pyramide immense qui avait, comme les prières des fidèles, sa base sur la terre et son sommet au ciel. La lune paraissait au-dessus de cette atmosphère de flamme et de fumée. C'était un spectacle imposant; mais il aurait fallu être seul ou entouré de gens d'esprit pour en jouir. *Ce qui a gâté pour moi la campagne de Russie*, c'est de l'avoir faite avec des gens qui auraient rapetissé le Colisée et la mer de Naples... » Beyle ne voit pas que c'est lui qui rapetisse un des plus grands événements de notre histoire, en n'y cherchant que l'occasion d'une enluminure. Plus tard à Bautzen, le 21 mai 1813, « pendant qu'on se canonne », lui il écrit : « ..... Marvolain me réveille fort honnêtement pour me faire prendre un très-bon petit bouillon. Je trouve que le derrière de notre bivac est un paysage enchanteur digne de Claude Lorrain..... Le premier plan est formé des arbres *les plus aimables*, distribués en groupes irréguliers dans une prairie..... »

Grâce à cette faculté, toujours prête, de chercher partout son plaisir, Henri Beyle arrive ainsi sans trop d'encombre jusqu'à la Restauration de 1814, passablement bonapartiste, c'était bien son droit, pas assez fidèle pourtant pour se rallier à l'Empereur, revenu de l'île d'Elbe avec toutes sortes de mauvaises chances contre lui. Aussi est-ce à tort, comme le remarque le consciencieux biographe de Beyle, M. Colomb, qu'on le fait figurer à la bataille de Waterloo. L'erreur tient sans doute à ce que, dans le début de la *Chartreuse de Parme*, le romancier consacre au récit de cette catastrophe les pages les plus amusantes de son livre. « Amusantes » est le mot. Beyle prend ici le malheur de son pays comme tout à l'heure il prenait sa gloire, par le côté pitto-

resque, anecdotique et sceptique. C'est, quoi qu'on en dise, le petit côté des grandes choses. Henri Beyle, avec d'énormes prétentions au dogmatisme, n'a pas une autre manière de juger les choses humaines. Politique, histoire, philosophie, religion (nous dirons tout à l'heure ce qu'il a fait de la littérature), il rabaisse tout ce que les hommes respectent; il aime à relever ce qu'ils méprisent. C'est ainsi qu'il fait de Tibère un grand prince, du cardinal Dubois un grand ministre, de l'assassin Fieschi, presque un héros. Il aime les voleurs et les coquins, non par sympathie assurément, mais parce qu'avec eux du moins, nous dit-il, il y a toujours quelque chose à apprendre. « ..... Un être humain, écrit-il (septembre 1820), ne me paraît jamais que le résultat de ce que les lois ont mis dans sa tête et le climat dans son cœur. Quand je suis arrêté par des voleurs ou qu'on me tire des coups de fusil, *je me sens une grande colère contre le gouvernement et le curé de l'endroit*. Quant au voleur, il me plaît s'il est énergique, *car il m'amuse*. » Pour Henri Beyle, en effet, il n'y a que deux espèces de gens, ceux qui l'amusent et ceux qui l'ennuient. Un voleur amusant a son mérite. Un bel assassinat est sans prix. « ..... Cet été (Civita-Vecchia, 1834), dans la rue *in Lucina*, une jeune femme qui avait la jambe fort bien faite, ma foi, est tombée à mes pieds d'un coup de couteau dans le col. Elle voulait quitter son amant... Ce qui m'a le plus frappé, c'est *la belle couleur du sang sur de beaux bas bien fins*. Et ensuite, mon Dieu, comme c'est vite fait! Qu'on est heureux de partir ainsi!... » Puis c'est tout. De l'assassin, pas un mot. Henri Beyle n'aurait eu sans doute que du bien à dire de cet artiste inspiré qui, avec un seul coup de couteau, lui a procuré une sensation pittoresque d'un genre si exquis. En revanche, avec quel mépris il parle de la *canaille humaine*! « Les amis du charmant auteur de *Lallah-Rookh*, écrit-il à Thomas Moore (Bologne, 1820), font sans doute partie de

ces *happy few* pour lesquels seuls j'ai écrit, très-fâché que le reste de la canaille humaine lise mes rêveries. » Avec quelle sécheresse il parle de ces pauvres conscrits dont le sang ne coule pas « sur de beaux bas bien fins, » mais sur des lambeaux de guêtres souillées de boue! Comme il fait justice de ces harangues célèbres et de ces mots héroïques : — *le soleil d'Austerlitz, les pyramides de quarante siècles, l'aigle volant de clocher en clocher*, — et tant d'autres avec lesquels nous avions la naïveté de croire qu'on électrisait nos soldats! — Fi donc! Le procédé est plus simple. Voici par exemple, dans une très-chaude affaire, une division de cavalerie qui est sur le point de se débander. Le général accourt : « En avant, s.....!! J'ai le c... rond comme une pomme! j'ai le c... rond comme une pomme!... » — Ce qu'il y a de drôle, ajoute M. Mérimée, qui rapporte cette anecdote d'après un récit de Beyle, c'est que, dans le moment du danger, cela paraissait une harangue comme une autre, qu'on fit volte-face et qu'on repoussa l'ennemi. Ailleurs, pendant la retraite de Russie, le commandant d'un détachement, voyant ses soldats hésiter en présence d'une forte division russe qui les séparait du gros de l'armée française : « Tas de canailles, leur cria-t-il (d'après le récit de Beyle), vous serez tous morts demain, car vous êtes trop j..... pour prendre un fusil et vous en servir! » Cette allocution produisit son effet : on marcha aux Russes; ils avaient décampé. Soit! il est bien possible qu'à un jour donné et dans un moment désespéré des harangues de ce genre aient réussi. Ce qui est absurde, c'est d'en conclure que des soldats français ne sont sensibles qu'à cette sorte d'éloquence, et que pour conduire les masses armées il n'y a qu'à choisir entre la grossièreté et l'injure. Je crois que c'est le contraire qui est la vérité; tous les flatteurs du peuple le savent bien.

Nous commençons à connaître un peu Henri Beyle. L'année 1823, où nous nous sommes arrêtés, n'est pas tout à

fait l'époque de ses premiers ouvrages. Il écrivait depuis dix ans. Mais c'est alors qu'un premier rayon de célébrité commence à briller sur son nom bourgeois, auquel il s'était amusé à substituer celui de Stendhal, non sans le remplacer souvent encore, dans sa correspondance intime, par une foule d'autres noms plus ou moins grotesques, tels que *Ch. de Saupiquet*, le *comte de Chadevelle*, le *baron Raisinet*, *Polybe-love-puff*, etc., etc. C'était une de ses manies. Il en avait bien d'autres. Beyle, à proprement dire, n'est qu'un maniaque, mais qui a beaucoup de manies. Avec une seule, il eût été peut-être insupportable. Il se sauve par la quantité. Indifférent au bien et au mal, ce qui est le commencement de toute dépravation, il s'est arrêté à la limite ou le sophiste devient un malhonnête homme. Il est resté un homme d'honneur avec de mauvais principes, un caractère serviable avec des apparences de misanthropie, un ami sûr en dépit de ses hâbleries sur l'amitié, et quoiqu'il écrive quelque part, faisant un retour sur les hommes : « J'aime tendrement mes deux chiens ; » quoiqu'il dise ailleurs : « J'ai un ami à Pise; je lui écrirai *dès que je pourrai me rappeler son nom*. » Au fond, Henri Beyle a passé sa vie à se moquer de l'affectation, de la manière, du style emphatique, à railler les déclamateurs, à flétrir les hypocrites, et il a été toute sa vie ou le fanfaron de défauts qu'il n'avait pas, ou le détracteur de qualités dont il sentait en lui l'impuissance. Toute sa fausse morale n'est que singerie. Lord Chesterfield écrivait à son fils Philippe Stanhope : « Il y a dans le monde des misérables qui rejettent toutes notions de morale, bonne et mauvaise, soutenant qu'elles dépendent entièrement des lieux, de leurs coutumes et de leurs usages. Bien plus, il y a des malheureux plus détestables encore, s'il est possible : ce sont ceux qui affectent de prêcher et de répandre ces sentiments absurdes et infâmes, quoiqu'ils ne les croient pas eux-mêmes. Ceux-là, ajoute

l'écrivain anglais, sont les singes du diable[1]. » Henri Beyle est un de ces singes. C'est un poursuivant d'originalité à outrance. Morale ou littérature, il a horreur du sens commun, uniquement parce qu'il est commun. On lui a prêté un odieux mot: « Ce qui excuse Dieu, aurait-il dit, c'est qu'il n'existe pas. » On ne prête qu'aux riches. Si Beyle était athée, il n'a pas dû l'être comme un autre, et le mot est de lui. S'il croyait en Dieu, il a pu le dire encore pour se singulariser. « C'était un écrivain fort original, *quoique ayant voulu l'être*, » a dit de lui un critique spirituel et savant[2]. Malgré tout, l'homme avait plus d'originalité que l'écrivain. Ce qui eût été une qualité dans son style était bien souvent un travers dans sa conduite. La vie de Henri Beyle semble vouée au sophisme, son âme aux contradictions. Ainsi il jouait l'insensibilité avec beaucoup de naturel, tout le monde le sait ; puis un jour, en 1836, M. Mérimée le surprend en flagrant délit de larmes d'amour à la suite d'une rupture. Il avait cinquante-deux ans ! De quel côté était la comédie ? dans l'insensibilité de la veille ou dans les larmes du lendemain ? Ainsi encore, il affectait comme nous l'avons vu, à l'exemple d'Alfieri, et avec moins de droit que lui, une sorte de *miso-gallisme* très-ridicule pendant la durée de l'Empire et très-odieux après. Ce qui ne l'empêche pas d'écrire, un jour qu'il traversait une ville de la Champagne, vingt-deux ans après l'invasion: « ... Je défendrais avec colère ma patrie attaquée par l'étranger ! ». Libéral après la chute de l'Empereur, on le voit pousser parfois son opposition jusqu'à un excès blâmable sous les Bourbons de la branche aînée, et jusqu'à l'oubli de ses devoirs sous le gouvernement de Juillet, qui lui avait donné successivement deux consulats, la croix d'honneur, et un

[1] *Lettres de lord Chesterfield*, traduites par M. A. Renée. Paris, 1842.
[2] M. Deschanel, dans l'*Indépendance belge*.

nombre de congés vraiment abusif. Voici pourtant ce qu'il écrit à propos de l'élection du cardinal Della Genga au souverain pontificat (octobre 1823) : « ... Un vrai Pape doit être le plus intolérant des hommes. Quoi de plus absurbe que la tolérance ? Je vois un malheureux qui se prépare des centaines d'années de douleurs atroces au fond d'une chaudière d'huile bouillante ; et je ne les lui *éviterais* pas, moi qui le puis, par quatre ou cinq ans de prison ou même par une douleur de deux heures au milieu d'une place publique *et au-dessus d'un foyer ?* Quelle absurdité, *quelle cruauté de n'être pas cruel !* » Ironie ou non et sous une forme ou sous une autre, est-ce bien d'un voltairien de 1823 et d'un démocrate français que de pareils conseils devaient arriver à Rome ? Je sais que l'honnête M. Colomb, à qui la lettre de Henri Beyle était adressée, l'a gardée pour lui pendant trente ans sans en abuser. Qui sait pourtant l'accueil que de pareilles provocations pourraient recevoir encore aujourd'hui, je ne dis pas à Rome, mais auprès de quelques dévots de Paris !.....

Ainsi l'esprit de Henri Beyle était un chaos de contradictions ; et lui, qui avait si peur, une peur si puérile de passer pour dupe, il était avant tout dupe de lui-même. Il se trompait par sa propre défiance comme d'autres par l'excès contraire. Non qu'il manquât d'orgueil ; il dit quelque part. « Pour les sots, je sens l'orgueil d'une lieue; » mais il avait, quoi qu'il fît, le sentiment d'une certaine impuissance morale qui le portait à médire de la règle et de la vertu comme les gardiens du sérail médisent peut-être de la volupté et de l'amour. Si l'on recherche bien le secret de cette fatalmanie qui le poussait sans cesse en dehors et loin du vrai dans l'ordre moral, et qui dépravait ridiculement son langage sans trop entraîner sa conduite, ce secret est là. Il avait devant la morale une véritable impuissance de cœur. Il ne voulut jamais faire avec elle qu'un mariage d'argent.

pour ainsi dire. Il ne l'aimait pas. « La vertu, écrivait-il, c'est augmenter le bonheur; le vice augmente le malheur. Tout le reste n'est qu'hypocrisie, ou *ânerie bourgeoise.* » La morale de Henri Beyle, son catéchisme, sa doctrine, ce qu'il appelle le *bélisme*, et qui n'est que le matérialisme le plus caractérisé, refait à son image, — Henri Beyle, en un mot, est là tout entier.

Comme il avait traité la gloire, le bonheur et la vertu, Henri Beyle traita la littérature et la langue française. Il est impossible de nier pourtant l'influence qu'il a exercée un moment sur les esprits dans cette querelle des systèmes littéraires que fit éclater la Restauration. Il a eu son jour, il a compté. Quand les esprits hésitaient entre la torpeur littéraire des derniers temps de l'Empire et les premiers tressaillements d'une liberté renaissante, Henri Beyle s'était jeté en avant, comme nous l'avons dit plus haut, en étourdi, malgré son faux toupet et ses quarante ans, mais avec un entrain plein d'à-propos et d'audace. Ce fut son succès. « Il a, dit spirituellement M. Sainte-Beuve, *agacé, taquiné la paresse nationale.* » De ses œuvres polémiques de cette époque, aucune ne restera; toutes ont porté coup. Cet enfant perdu de l'épigramme et du paradoxe avait sa place marquée dans l'armée des novateurs. Entre les retentissements de la trompette lyrique où soufflait le génie de Victor Hugo et les sons mélodieux des *Méditations* et des *Harmonies*, le fifre de Henri Beyle se faisait entendre par intervalles. Mais dès le début, il avait donné sa mesure. C'était un impuissant. Il n'avait rien conçu avec vigueur, rien exécuté avec éclat. Du premier trait de sa plume, dans le livre intitulé : *Racine et Shakspeare*, il supprimait le style comme un hors-d'œuvre, la versification comme une entrave, la tradition comme une servitude, l'éloquence et l'inspiration comme un luxe de déclamation inutile. Il faut, pour se convaincre du traitement que Henri Beyle projetait

d'infliger à la langue de Corneille et de Bossuet, il faut lire l'étrange lettre qu'à la date du 30 octobre 1840 il écrivait de Civita-Vecchia à M. de Balzac, qui avait eu l'insigne faiblesse de faire une apologie publique de la *Chartreuse de Parme*, non sans avouer cependant que le style de cet absurde et insipide ouvrage « faisait à l'esprit l'effet d'un voyage dans une voiture mal suspendue sur une route de France. » Henri Beyle écrivait : « ... En composant la *Chartreuse de Parme*, pour prendre le ton, je lisais chaque matin deux ou trois pages du Code civil, afin d'être toujours naturel; je ne veux pas, par des moyens factices, fasciner l'âme du lecteur... La part de la *forme* devient plus mince chaque jour. Voyez Hume. Supposez une histoire de France, de 1780 à 1840, écrite avec le bon sens de Hume, on la lirait, fût-elle écrite en patois. La *Chartreuse* est écrite comme le Code civil; je vais corriger le style, puisqu'il vous blesse; mais je serai bien en peine... » Henri Beyle se flattait : il n'aurait pu corriger le style de la *Chartreuse de Parme*, ni d'aucun autre de ses ouvrages. Tout était à faire. Mais du moins, en 1840, on pouvait croire qu'ayant près de soixante ans il n'avait plus de style. En 1823, à l'époque de cette prise d'armes du romantisme naissant, il n'en avait pas encore. Il n'en a jamais eu. Pourquoi le démontrer longuement, puisqu'il s'en vante? Un homme d'esprit disait : « N'abusons pas du mot de *classiques;* ne le prodiguons pas. Il y a les classiques du soleil et les classiques de la lune. » On peut en dire autant des romantiques. Les uns ont l'éclat, l'abondance, le prestige, les couleurs du prisme; ils ont le soleil. Ils abusent de la santé, de la vigueur, de la richesse. Les autres n'ont rien et ils abusent du néant. Henri Beyle a des idées. Il leur manque la lumière qui donne une forme et une figure aux objets. Il leur manque le rayon vivifiant qui les fait durer. Comme écrivain, Henri Beyle est un romantique de la lune.

Du reste, il le savait bien. Une curieuse note inédite, trouvée dans ses papiers et que le public doit à l'obligeance de M. Colomb, nous fait exactement connaître le fond de sa pensée sur lui-même. On aime à voir un homme si satisfait de son mérite en apparence et qui écrivait en 1836 : « *Il me faut trois ou quatre pieds cubes d'idées nouvelles par jour,* » on aime à le voir jusqu'au fond de l'âme et disant de lui : « Quand je me mets à écrire, je ne songe plus à *mon beau idéal littéraire.* Je suis assiégé par des idées que j'ai besoin de noter. Je suppose que M... est assiégé par des formes de phrases, et ce *qu'on appelle un poëte*, M. Delille ou Racine, par des formes de vers. Corneille était agité par des formes de réplique... *Mon idée de perfection change tous les six mois.* La seule chose que je voie clairement, c'est que depuis vingt ans mon *idéal* est de vivre à Paris dans un quatrième étage, écrivant un drame ou un roman... A vrai dire, *je ne suis rien moins que sûr d'avoir quelque talent* pour me faire lire. Je trouve quelquefois beaucoup de plaisir à écrire, voilà tout. S'il y a un autre monde, je ne manquerai pas d'aller voir Montesquieu. S'il me dit : « Mon pauvre ami, vous n'avez pas eu de talent du tout, » j'en serai fâché, *mais nullement surpris.* Je sens cela souvent ; quel œil peut se voir soi-même?... » Henri Beyle pourtant s'était bien jugé : il avait le fond, la forme lui manquait. Sa tête regorgeait d'idées vives et originales qui se figeaient et s'aplatissaient sous sa plume. Il avait une rare facilité et nul talent.

II

— 2 MARS 1858. —

Il manquerait un trait, le principal peut-être, à la physionomie de Henri Beyle, si maintenant nous ne cherchions dans sa vie et dans ses œuvres comment il a tour à tour conçu, analysé et pratiqué l'amour. Henri Beyle était un amoureux déterminé. Il a écrit un long traité *de l'amour* sensuel. Il a fait des romans pour y mettre des amours de toute espèce. Il professait la maxime « qu'il n'y a de bonheur en ce monde que pour un homme amoureux. » Ce n'est pas lui qui eût jamais dit, comme Casimir Delavigne dans un de ses jours de belle humeur :

L'étude, après l'amour, est le meilleur des maux...

L'amour, pour ce gros homme incrédule, égoïste, gourmand, sans illusion et sans passion, était le premier des biens.

Mais quel amour?

La nature, nous l'avons dit, n'avait pas taillé Henri Beyle en Antinoüs. Il le savait bien. Son biographe et son ami, M. Colomb, nous apprend qu'il était d'une taille moyenne et chargé d'un embonpoint qui s'était beaucoup accru avec l'âge, le col ramassé, les épaules larges et légèrement arrondies, le ventre développé et proéminent, les jambes courtes; « diplomate avec un visage de droguiste, » écrit le spirituel auteur d'une préface d'*Armance*, M. Charles Monselet. Ainsi bâti, Henri Beyle essayait de corriger par toute sorte d'ingénieuses recherches ces torts de la nature et du temps. A soixante ans il se coiffait en jeune homme; il avait

sur la barbe et sur les cheveux une teinture d'un brun foncé irréprochable. Du reste, il ne fallait pas risquer devant lui la moindre observation sur sa toilette, disserter sur la coupe de son habit ou de son pantalon; on l'eût choqué sérieusement.

Un matin, voyageant en Italie (c'était en 1825), Henri Beyle raconte comment il fut pris pour un paysagiste français, Étienne Forby, qui avait passé naguère une quinzaine de jours au petit village de Fossagno, où lui-même venait d'arriver pour la première fois. Il eut beau faire et réclamer son identité... « Vous voulez rire, seigneur Stéphano, » lui disait-on. Et tous les paysans de le saluer, les jeunes paysannes aussi. « J'ai passé, écrit-il, trois heures au milieu de ces bonnes gens que j'ai régalés de vin blanc et de saucisses sentant l'ail d'une lieue... J'ai eu jusqu'à soixante ou quatre-vingts personnes autour de moi, et toujours adoré de tout le monde. J'étais assis sur le banc de la boutique du *salamiere* (charcutier), et une barrière, formée par deux chaises placées devant moi, empêchait la foule de m'opprimer... De retour à Rome, au café *del Greco, via de' Condotti,* on m'a présenté à mon ménechme, qui était sans doute fort bien au moral; mais j'ai été choqué de le trouver si peu beau. C'est une leçon! Il est singulier combien l'homme le moins fat parvient encore à se faire illusion sur sa taille et sa figure. En se regardant pour mettre leur cravate, les gens même qui voient des tableaux toute la journée finissent par faire abstraction totale des défauts... » Henri Beyle, je n'ai pas besoin de le dire, ne retourna pas à Fossagno, malgré le voisinage de la cascade de Terni, et il regretta fort, si généreux qu'il fût, ses saucisses et son vin blanc.

Je ne conclus rien pourtant contre la sensibilité de notre auteur de ces illusions et de ces disgrâces de sa vanité. Au contraire, Henri Beyle était le plus inflammable des hom-

mes. C'est lui qui a dit : « La beauté est une promesse de bonheur. » Le mot semble galant; il n'est qu'égoïste. Vous êtes belle ! vous me devez quelque chose. Tout l'art d'aimer est là. Tant pis pour la beauté ! Il faut qu'elle tienne ce qu'elle promet. Je remarquais récemment, dans la première partie de cette esquisse, l'étrange contraste d'un esprit si intrépide et d'une pratique si médiocre, la théorie audacieuse à côté de l'œuvre imparfaite, un novateur si fécond et un écrivain si avorté. Je ne voulais parler alors que du lettré. Peut-être remarquerons-nous le même contraste quand il s'agira de l'amoureux.

Voyons la théorie. Comme je ne fais pas ici une analyse, mais un portrait, je renvoie ceux de nos lecteurs qui voudraient avoir une idée un peu complète du code amoureux rédigé par Henri Beyle [1], à un ingénieux travail publié autrefois par M. Ratisbonne dans ses *Impressions littéraires* [2]. Pour moi, je ne veux extraire du livre fastidieusement confus de Henri Beyle que quelques maximes, celles qui caractérisent cette sorte d'audace doctrinale qu'il affectait en toute rencontre, sauf à la démentir dans l'action. Dans son traité, l'auteur compare à ce phénomène bien connu de *cristallisation* qui s'opère, au fond des mines de Salzbourg, sur les objets exposés à leur action, « l'opération de l'esprit qui tire de tout ce qui se présente la découverte que l'objet aimé a de nouvelles perfections. » Puis après avoir caractérisé l'amour tantôt par le but, tantôt par le tempérament de l'amoureux, l'avoir détaillé et décomposé comme un produit chimique, l'avoir numéroté comme une denrée coloniale, suivant sa provenance et sa qualité; après cet effort d'analyse matérialiste, Henri Beyle arrive quelque part à cette conclusion que « l'amour est un plaisir physique su-

[1] *De l'Amour*, édition nouvelle. Paris, 1853.
[2] 1 vol. Paris, 1855.

blimé par la cristallisation. » Tout cela n'est qu'un jeu d'esprit. L'auteur est plus sérieux quand il parle de l'amour en moraliste et en praticien. Suivant lui, « il n'y a d'unions à jamais *légitimes* que celles qui sont commandées par une vraie passion; » — « une femme, dit-il ailleurs, *appartient de droit* à l'homme qui l'aime et qu'elle aime plus que la vie. » — « J'espère que vous conviendrez avec moi, ô mon lecteur ! écrit-il (*Vie de Rossini*, pag. 162), que pour que la jalousie soit touchante dans les imitations des beaux-arts, il faut qu'elle prenne naissance dans une âme possédée de l'amour à la Werther, j'entends de cet amour qui peut être *sanctifié par le suicide*. L'amour qui ne s'élève pas au moins jusqu'à ce degré d'énergie n'est pas digne, à mes yeux, d'avoir de la jalousie; ce sentiment n'est qu'une insolence avec un cœur vulgaire... » Ainsi la légitimité de la nature substituée à celle de la loi, le suicide amnistiant l'adultère et glorifiant la jalousie, voilà la morale de l'amour. Il n'est pas nécessaire de s'indigner longuement contre cette métaphysique de fanfaron. Il suffit de la signaler comme se rattachant, dans l'œuvre de Henri Beyle, à cette violence peu sincère et à cette exagération artificielle de ses idées, de ses sentiments et de ses principes dont nous avons surabondamment parlé.

Tant vaut la théorie, tant vaut la pratique, celle du moins que conseille Henri Beyle dans ses causeries intimes, celle aussi qui est enseignée dans ses romans. Nous verrons tout à l'heure s'il était bien hardi auprès des femmes; « mais il prêchait la témérité aux jeunes gens », nous dit M. Mérimée qui l'a bien connu. — « On réussit, disait-il, une fois sur vingt. Est-ce que la chance d'être heureux une fois ne vaut pas la peine de risquer dix-neuf affronts et même dix-neuf ridicules? » Cet amour à la hussarde n'est pas tout à fait celui que Malherbe conseillait à son disciple Racan, quand il comptait si exactement le nombre des pas qu'on pouvait

faire pour suivre *celle qui nous a donné dans la vue;* et Montaigne est encore moins avancé que Malherbe quand il enseigne aux amoureux les ménagements, les attentions fines, la galanterie délicate et patiente, toute cette stratégie d'amour que, pour sa part, s'il faut l'en croire, il pratiquait si peu : « Apprenons aux dames à se faire valoir, à s'estimer, à nous amuser et à nous piper ; nous faisons nostre charge extreme la premiere, il y a toujours de l'impétuosité française..... Qui n'a jouïssance qu'en la jouïssance, qui ne gaigne que du hault poinct, qui n'aime la chasse qu'en la prinse (prise), il ne lui appartient pas de se mesler à nostre eschole. Plus il y a de marches et degrez, plus il y a de haulteur et d'honneur au dernier siége; nous nous debvrions plaire d'y estre conducts, comme il se faict aux palais magnifiques, par divers portiques et passages, longues et plaisantes galleries et plusieurs destours..... » Voilà ce que disait Montaigne, même avant qu'on eût dressé la Carte du Tendre. Nous avons changé tout cela. « Si vous vous trouvez seul avec une femme, nous dit Henri Beyle, je vous donne cinq minutes pour vous préparer à l'effort prodigieux de lui dire : *Je vous aime !* Dites-vous : je suis un lâche si je n'ai pas dit cela avant cinq minutes. N'importe de quel air et dans quels termes vous ferez votre compliment. Suffit que la glace soit brisée et que vous soyez bien déterminé *à vous mépriser vous-même, si vous manquez de cœur...* » Quand Henri Beyle faisait ces confidences à M. Mérimée, j'ignore s'il avait déjà publié son roman de *Rouge et Noir*, ou si M. Mérimée l'avait lu. Mais il nous paraît curieux de rapprocher aujourd'hui la théorie de Beyle de l'application qu'il en a faite, et de chercher avec quel art il met en action, comme romancier, les principes qu'il a posés *comme philosophe.*

« ..... Un soir (l'obscurité était profonde), Julien parlait

avec action. Il jouissait avec délices du plaisir de bien parler et à des femmes jeunes. En gesticulant, il toucha la main de madame de Rénal, qui était appuyée sur le dos d'une de ces chaises de bois peint que l'on place dans les jardins. La main se retira bien vite ; mais Julien pensa *qu'il était de son devoir* d'obtenir que l'on ne retirât pas cette main quand il la touchait. L'idée d'un devoir à accomplir et d'un ridicule ou plutôt d'un sentiment d'infériorité à encourir si l'on n'y parvenait pas, éloigna sur-le-champ tout plaisir de son cœur.....

« ..... Le lendemain il abrégea beaucoup les leçons des enfants, et ensuite, quand la présence de madame de Rénal vint le rappeler tout à fait *au soin de sa gloire*, il décida qu'il fallait absolument qu'elle permît ce soir-là que sa main restât dans la sienne.

« Le soleil, en baissant et rapprochant le moment décisif, fit battre le cœur de Julien d'une façon singulière. La nuit vint... on s'assit enfin, madame de Rénal à côté de Julien et madame Derville près de son amie. Préoccupé de ce qu'il allait tenter, Julien ne trouvait rien à dire. La conversation languissait.....

« Neuf heures trois quarts venaient de sonner à l'horloge du château, sans qu'il eût encore rien osé. Indigné de sa lâcheté, Julien se dit : « Au moment précis où dix heures sonneront, j'exécuterai ce que pendant toute la journée je me suis promis de faire ce soir; ou je monterai chez moi me brûler la cervelle... » Dix heures sonnèrent à l'horloge qui était au-dessus de sa tête. Chaque coup de cette cloche fatale retentissait dans sa poitrine et y causait comme un mouvement physique. Enfin, comme le dernier coup de dix heures retentissait encore, il étendit la main et prit celle de madame de Rénal qui la retira aussitôt. Julien, sans trop savoir ce qu'il faisait, la saisit de nouveau. Quoique bien ému lui-même, il fut frappé de la froideur glaciale de la main qu'il

prenait. Il la serrait avec une force convulsive. On fit un dernier effort pour la lui ôter; mais enfin cette main lui resta.

« Son âme fut inondée de bonheur, *non qu'il aimât madame de Rénal*, mais un affreux supplice venait de cesser... »

J'ai insisté sur cette citation, non pas, comme on le pense bien, pour le mérite ou l'agrément de cette peinture d'un forcené d'orgueil qui met sa gloire à séduire la femme d'un autre sans l'aimer, mais parce que cette peinture est un type, j'allais presque dire parce qu'elle est un portrait, le portrait de l'auteur lui-même. M. Colomb raconte, sans y croire, que Henri Beyle dit un jour à M. de Latouche qu'il *s'était peint dans Julien*. Je crois que Beyle disait vrai. Julien est véritablement le héros de prédilection de l'auteur de *Rouge et Noir*, même quand il monte sur cet échafaud infamant où il pose en martyr plus qu'en criminel. Mais ce que Beyle a peint en Julien, c'est moins sa propre image que sa théorie, moins ses actes que ses idées, moins ses prouesses que ses aspirations d'amour. Henri Beyle aime dans Julien précisément ce qui lui manque, à lui Beyle, l'audace dans l'action, l'énergie entreprenante, l'impétuosité que rien n'arrête, le sang-froid au service de la passion ou de la fantaisie. Le dirai-je? il aime en lui cette douce scélératesse de la témérité outrageante qui lui semble, auprès des femmes, un péché tout véniel, et dont il n'a jamais osé faire que la théorie. Le mérite de Julien, au contraire, c'est d'oser dire à une femme qui ne lui est rien et à laquelle il doit obéissance et respect : « Madame, cette nuit, à deux heures, j'irai dans votre chambre; j'ai quelque chose à vous dire. » Et comme il le dit, il le fait. Henri Beyle a dû souvent rêver de ces rendez-vous qui ressemblent à l'assaut d'une place qu'on ne s'est pas donné la peine d'investir, et il s'est peint, dans l'audacieux

Julien, tel qu'il s'est rêvé lui-même. Julien, c'est son idéal.

Un habile critique, M. Caro, a remarqué qu'aucune des héroïnes de Henri Beyle n'est chaste. Cela est trop vrai ; mais elles ont presque toutes un autre défaut dont le récit romanesque s'accommode encore moins peut-être : elles sont sans pudeur. Une jeune fille de grande naissance, Mathilde de La Mole, écrit au secrétaire de son père : « J'ai besoin de vous parler ce soir. Au moment où une heure après minuit sonnera, trouvez-vous dans le jardin. Prenez la grande échelle du jardinier auprès du puits ; placez-la contre ma fenêtre et montez chez moi. *Il fait clair de lune. N'importe.....* » A l'effronterie les femmes de Henri Beyle ajoutent parfois cet autre défaut qui caractérise l'amour dans Julien, le sophisme *du devoir* dans le désordre et la vanité extravagante dans la possession. Cette même Mathilde qui a besoin de parler aux gens à une heure après minuit et au clair de la lune, un jour que Julien, mécontent d'elle, a fait le geste de la frapper avec une épée : « J'ai donc été sur le point d'être tuée par mon amant ! se dit-elle avec orgueil. Cette idée la transportait dans le plus beau temps de Charles IX et de Henri III. » Une autre fois, Mathilde surprend un remords qui va naître au fond de son cœur ; elle l'arrête au passage par ces paroles : « Il est digne d'une fille telle que moi de n'oublier ses devoirs que pour un homme de mérite. On ne dira point que ce sont ses jolies moustaches qui m'ont séduite, mais ses profondes discussions sur l'avenir qui attend la France (1829), ses idées sur la ressemblance que les événements qui vont fondre sur nous peuvent avoir avec la révolution de 1688 en Angleterre... » Étrange excuse d'une chute toute domestique et d'une séduction provoquée ! On sait du reste que la duchesse de Sanseverina, l'héroïne de la *Chartreuse de Parme*, n'a pas de pareils scrupules et qu'elle ne se paye pas de cette rhétorique. Elle aime son neveu pour sa jeunesse et sa jolie taille. Elle en fait

un prêtre pour son salut. Ce que le ministre Mosca appelle une *maternité d'élection* n'est qu'un entraînement sensuel de son altière maîtresse; mais celle-là aussi n'est qu'un Tartufe d'amour qui se sert du plus jeune de ses amants pour amorcer les vieux. Tous ces personnages de Henri Beyle, en tant qu'amoureux, ont quelque chose de faux, d'outré, de sophistique qui est bien l'empreinte qu'a pu leur donner l'esprit de l'auteur ; mais ils ont aussi ce que Balzac appelait *cette vivacité de main*, cet entrain audacieux, ce mépris de toute règle, ce premier mouvement effronté dont, après en avoir lu l'apologie dans les traités de Beyle et l'application dans ses romans, on cherche en vain la trace dans sa correspondance amoureuse.

Tomber en effet des théories de Henri Beyle dans sa correspondance intime, de ses hâbleries dans sa prose timide et vulgaire, des audaces de son esthétique dans la pauvreté de ses déclarations, la surprise est grande, mais le plaisir est sérieux, en dépit de l'ennui. On aime à reconnaître que Henri Beyle, et quoi qu'il en coûte à sa renommée d'homme à bonnes fortunes, a calomnié sa vie par sa doctrine, qu'il était moins dépravé qu'il ne l'a voulu paraître, et qu'il n'était qu'un singe du diable en amour comme en littérature. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit de sa correspondance en général. C'est le meilleur de ses livres, parce c'est le plus vrai. Il en faudrait excepter pourtant, non pour la sincérité, mais pour l'intérêt, tout ce qui, dans ce recueil inédit, ressemble de près ou de loin à une lettre d'amour. Je ne sais rien de plus fade, de plus commun, de plus maladroit, de plus malvenu, de plus malheureux... Oh ! que nous sommes loin de ces témérités triomphantes, même dans leur défaite! Où est ce galant à tous crins qui, les yeux fixés sur l'horloge, attend la minute infaillible d'un bonheur prédestiné ? Où est l'homme qui grimpe si lestement, en manteau de nuit, aux échelles que tient fixées

à une fenêtre entr'ouverte une main délicate et intrépide?

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé?

Comment, de ces balcons périlleux, Henri Beyle est-il tombé au rang d'un *patito* italien, celui qui joue dans le boudoir d'une maîtresse le rôle de *terzo incomodo?* Est-ce à sa cinquantaine bien sonnée qu'il doit seulement « ce rôle exécrable, » comme il l'appelle? « J'ai la goutte et la gravelle, je suis fort gros, excessivement nerveux, et cinquante ans! » Il écrivait cela en 1835, et il avait alors en effet dépassé le demi-siècle; mais, en 1819, à une femme sévère et qui l'avait accusé, je ne sais à quelle occasion, de manquer de délicatesse (avait-il regardé l'horloge?), il écrivait de Varèze, le 7 juin : « ... Ah! madame, qu'il est aisé à l'homme qui n'a pas de passion d'avoir une conduite toujours mesurée et prudente!... Ce funeste besoin que j'ai de vous voir m'entraîne, me domine, me transporte. Il y a des moments, dans les longues soirées solitaires, où, s'il était besoin d'assassiner pour vous voir, je deviendrais assassin. Je n'ai eu que trois passions en ma vie : l'ambition, de 1800 à 1811; l'amour pour une femme *qui m'a trompé*, de 1811 à 1818, et depuis un an cette passion qui me domine et augmente sans cesse... *Je n'ai jamais eu le talent de séduire* qu'envers les femmes que je n'aimais pas du tout. Dès que j'aime, je deviens timide, et vous pouvez en juger par le *décontenancement* dont je suis auprès de vous... » « ... Heureux, écrit-il quelques jours plus tard, et sans doute à la même personne, heureux le cœur qui est échauffé par la lumière tranquille, prudente, toujours égale *d'une faible lampe!* de celui-là on dit qu'il aime; *il ne commet pas d'inconvenances* nuisibles à lui et aux autres. Mais le cœur qui est embrasé des flammes d'un volcan ne peut plaire à ce qu'il adore, fait des folies, manque à la délicatesse et se con-

sume lui-même. Je suis bien malheureux ! » Signé *Henri*. Pauvre Henri Beyle, en effet !

Tournons quelques feuillets. Nous sommes en 1823. Beyle a quarante ans. Se trouvant entre Dôle et Poligny, il tombe un soir chez un de ses amis, marié à une femme charmante, une Franc-Comtoise qui lui donne dans la vue, comme dit Malherbe. « Je vous regarde beaucoup, madame, lui dit le galant touriste. N'allez pas croire que c'est parce que vous êtes jolie; je serais au désespoir que vous me crussiez amoureux. Je vous admire comme raisonnable. Vous êtes, je crois, l'être le plus simplement et sublimement raisonnable que j'aie vu de ma vie. *Je m'imagine que le célèbre Franklin devait avoir vos gestes et votre regard.* — Les Mémoires de Franklin sont-ils traduits en français ? — Non, madame. — En ce cas, vous qui êtes allé à Londres il y a un an, vous les avez rapportés ? — ... J'aurai l'honneur, madame, de vous les envoyer... » Cette Franc-Comtoise avait de l'esprit, n'est-il pas vrai? et Henri Beyle?

Enfin, à quarante-neuf ans, à Naples, en 1832, Beyle est bien obligé d'avouer « qu'il a le malheur de déplaire toujours aux personnes auxquelles il veut trop plaire, » notamment à madame D... Puis le chagrin le prend. Il refuse, en homme de sens, un mariage disproportionné. « Je suis fait pour vivre désormais, dit-il, entre deux bougies et une écritoire. » — « Mon âme a encore une porte ouverte au malheur, écrit-il pourtant; c'est la faculté de s'exagérer le mérite et la beauté d'une femme aimable » (1838, cinquante-cinq ans).

N'insistons pas. Henri Beyle n'a été ni hardi ni heureux en amour. S'il avait été hardi, il n'aurait pas écrit la sotte lettre de Varèze ni beaucoup d'autres aussi malencontreuses. S'il avait été heureux, il resterait quelque trace de son bonheur dans sa correspondance amoureuse, recueillie avec tant de soin; et ses amis n'auraient pas manqué de nous en

fournir la preuve, ne fût-ce que pour donner raison à ses théories, qu'ils ont pris la peine de nous faire connaître. Quoi! tant d'audace dans les conseils que vous « donniez aux jeunes gens, » et tant de timidité quand il s'agissait de la pratique pour vous-même! Vous n'étiez donc (laissez-moi le dire en riant) qu'un agent provocateur en fait d'amour!

Il me vient un scrupule au moment de terminer cette étude. L'amour est une si bonne chose, que je crains qu'on ne m'accuse de l'avoir compromis dans ces contradictions et dans ces mésaventures de Henri Beyle. Je crois donc, pour mettre cette fois l'amour hors de cause, je crois que Beyle était fort capable de s'enflammer, mais fort peu d'aimer. Il s'aimait trop lui-même. L'amour, a-t-on dit, est un « égoïsme à deux. » Henri Beyle n'en avait que pour lui seul. M. Colomb, son honnête biographe, dit qu'il était incapable de se plier à une obligation quelconque qui n'aboutissait pas à un plaisir, et il remarque qu'il n'a rendu que fort peu de services en comparaison de ceux qu'il a reçus. Il avait des amis, parce qu'il était un galant homme aimable; on ne peut dire qu'il ait connu l'amitié. De même, il a eu des maîtresses et pas d'amour. Il aimait le beau, mais en artiste, et il l'aimait partout, même dans la plus laide moitié du genre humain, témoin cet officier russe dont il écrit (26 mai 1814) : « Je sors des Français, où j'ai vu le *Barbier de Séville*, joué par mademoiselle Mars. J'étais à côté d'un jeune officier russe, aide de camp du général Vaissikoff (quelque chose comme cela). Son général est fils d'un fameux favori de Paul Ier. Cet aimable officier, si j'avais été femme, m'aurait inspiré la passion la plus violente, un amour à l'Hermione. J'en sentais les mouvements naissants. J'étais déjà timide. Je n'osais le regarder autant que je l'aurais désiré. Si j'avais été femme, je l'aurais suivi au bout du monde... » Henri Beyle tombe ici dans l'habituel défaut de sa phraséologie sentimentale :

l'exaltation à faux et à froid. Il se passionne pour un gracieux visage orné d'une moustache, comme il se serait passionné pour un Amour de l'Albane ou pour un beau torse de Canova. Voilà comment s'explique cette fois, et pour l'honneur de Beyle, l'étrange histoire de l'officier russe. Mais comment expliquer ailleurs qu'au milieu de tant de saillies d'esprit il n'y ait pas un seul cri parti du cœur, dans cette correspondance tout entière? Comment comprendre qu'un esprit si délicat quand il s'agit de juger la musique ou la peinture, de prononcer entre Mozart et Rossini, de faire la part de Raphaël et celle de Michel-Ange, tombe tout à coup dans une vulgarité si fastidieuse quand il s'agit de parler d'amour et surtout de son amour? Ses lettres amoureuses n'étaient pas destinées à l'impression, soit! C'était une excuse pour leur vivacité, si elles avaient été vives, non pour leur platitude, quand elles sont communes. Est-ce là le style de la passion? est-ce même le langage d'une galanterie délicate? L'homme d'esprit disparaît dans l'amoureux. Il ne reste plus, à la place d'un ingénieux chercheur d'idées en toute chose, qu'un froid diseur de banalités. Et l'esprit se reporte involontairement à l'aventure de ce pauvre Octave de Malivert et de sa femme Armance, couple infortuné qu'une injustice de la nature envers le mari condamne, dit M. Colomb, « à une vie incolore, » et dont Henri Beyle a eu l'étrange idée de raconter l'histoire. Octave, blessé en duel, écrit à Armance, qui n'est encore que sa fiancée, et avec le sang qui coule de ses blessures : « ... Je viens de recevoir deux blessures qui peuvent me retenir à la maison quinze jours chacune. Comme vous êtes, après ma mère, ce que je révère le plus au monde, je vous écris ces lignes *pour vous annoncer ce que dessus*. Si je courais quelque danger, je vous le dirais... *Savez-vous*, ma chère Armance, que nous avons deux os à la partie du bras qui joint la main. C'est un de ces os qui est cassé... Je viens

de m'évanouir. *C'est l'effet naturel et nullement dangereux de l'hémorragie...* Vous avez été ma dernière pensée *en perdant* connaissance et ma première en revenant à la vie, etc., etc. » Le *babilanisme*[1] rend timide, dit Henri Beyle. Est-ce qu'il empêche aussi de parler français?

Je ne voudrais pas, en finissant, laisser mon lecteur sur une fâcheuse impression. Henri Beyle est un romancier détestable; c'était un charmant conteur d'anecdotes. Sa conversation en était remplie, sa correspondance en fourmille, et des meilleures. Beyle était aussi un observateur d'une rare finesse, et il est possible de recueillir çà et là, dans la volumineuse collection de ses œuvres, toutes sortes de remarques ingénieuses qui s'appliquent à tout. Henri Beyle a parlé de tout. Comme causeur, il était presque toujours un homme de bon sens. C'est quand il aborde un raisonnement, la plume à la main, que neuf fois sur dix il tourne au sophisme. Le sophisme, par un juste retour, lui infligeait la contradiction, celle qui nous fait agir dans un sens contraire à nos principes et qui dément nos affirmations transcendantes par nos actes positifs. Beyle n'était ni un méchant homme, ni un fou, ni une âme insensible aux suggestions de l'intérêt bien entendu. Il avait été ambitieux, comme il nous le dit lui-même, ambitieux de gros traitements et de distinctions de cour, la particule comprise, sans croire qu'il eût cessé d'être libéral. Il était un des *grognards* du régime civil sous l'Empire, en gardant ses entrées au château. Sous le gouvernement de Juillet, il écrivait de Civita-Vecchia, où il remplissait les fonctions, sollicitées par lui, de consul de France : « Fieschi avait plus de volonté à lui seul que les cent soixante pairs qui l'ont justement condamné... » Il raillait les pairs; il raillait aussi les ministres du roi Louis-Philippe en leur demandant la croix. Enfin, pour

[1] C'est le mot italien, à ce qu'il paraît, pour l'infirmité d'Octave.

compléter cet ensemble de contradictions et revenir à notre sujet, Beyle était un hardi précepteur d'amour et le moins redoutable des amoureux. Au lieu de cette prétentieuse épitaphe qu'il a fait mettre sur son tombeau : *Amò, scrisse* (il a aimé, il a écrit), l'auteur de la *Chartreuse de Parme* et de la *Correspondance inédite* aurait été plus juste envers lui-même et plus prudent envers sa mémoire, s'il avait fait graver sur la pierre qui couvre ses restes : « Henri Beyle, né à Grenoble en 1783, mort à Paris en 1842, a écrit moins sagement qu'il n'a vécu; sa personne était plus recommandable que ses livres. »

XI

Madame de Tracy.

— 23 JANVIER 1857. —

Madame de Tracy, qui est morte au château de Paray il y a quelques années, laissant le souvenir d'un si aimable esprit dans la société parisienne, avait voulu se survivre encore à elle-même dans quelques écrits [1] dont elle avait confié, par testament, l'examen et l'impression à un savant de ses amis, homme de consience et de goût. Ce savant, M. Teulet, mis en possession des nombreux papiers de madame de Tracy, en a extrait la matière de trois volumes tirés à un petit nombre d'exemplaires et distribués d'une main bienveillante et peu prodigue, avec une réserve aussi regrettable que délicate. Un de ces exemplaires est entre mes mains. J'y voudrais chercher quelques citations pour le public. Une honorable confiance m'y autorise. J'ai d'ailleurs une raison personnelle d'essayer cette étude. J'ai publié, en 1851, l'incomplète esquisse d'un portrait de madame de Tracy [2]. Si j'avais connu le recueil de ses *Essais divers* quand j'ai tracé cette ébauche, je n'y aurais rien changé; j'y aurais ajouté quelque chose. C'est ce que je veux faire aujourd'hui.

Madame de Tracy, artiste par instinct, excellente musicienne et passionnée pour les arts du dessin, avait aussi à

[1] *Essais divers, Lettres et Pensées*. 3 vol. Paris, 1856.
[2] *Études historiques et littéraires*, t. I, p. 163.

un très-haut degré le goût des études sérieuses. Elle se livrait volontiers aux recherches d'érudition. Elle savait le latin, ne s'en vantait pas, et le traduisait avec élégance. « Voulant, disait-elle, goûter le bonheur d'avoir devant elle une occupation *plus longue que la vie*, » et poussée d'ailleurs par un zèle de catholique convertie dans l'étude des monuments de l'éloquence chrétienne, elle avait entrepris un immense travail sur les Pères de l'Église latine. Le second volume de ses *Essais divers* contient les vestiges de cette étude. Quant au travail lui-même, il n'en donne pas l'idée. Madame de Tracy en savait beaucoup plus sur les Pères de l'Église qu'elle n'a eu le temps d'en écrire, et sa vie était en effet condamnée à finir avant son œuvre. L'eût-elle jamais achevée? Lui eût-elle donné ce qui lui manque sous la forme où elle l'a laissée, la profondeur, l'étendue, l'esprit philosophique qui compare, qui généralise et qui résume? Je ne sais. Ses *Études* sur saint Ambroise, saint Athanase, saint Antoine, Tertullien, n'en sont pas moins une attachante lecture, pleine d'agrément et de gravité, et il n'est pas impossible que des gens du monde y trouvent quelque profit. Mais l'originalité du livre n'est pas là.

J'en dirai autant de la *Notice sur M. Destutt de Tracy* et des traductions qui composent le premier volume de ces *Essais* presque tout entier. La Notice était connue. C'est une piquante et insuffisante étude de ce vigoureux esprit qui a pu commenter Montesquieu et mordre à ce tissu d'acier sans « s'y rompre les dents, » comme dit la Fontaine. Quant à ses traductions, madame de Tracy, qui avait un goût naturel d'érudition anglaise (elle était née à Stockport [Chester] en 1789), avait cent fois plus d'idées sur la littérature de son pays que ces modestes imitations n'en supposent. Que reste-t-il donc de ces trois volumes? Il reste tout ce qui lui est personnel : souvenirs de jeunesse, pensées de l'âge mûr, journal, voyages, impressions de

toute nature, trois ou quatre cents pages environ, mais des pages qui marquent sa place sur les confins des deux littératures, dans cette compagnie d'esprits sincères, hardis et délicats dont elle aimait tant les œuvres, entre Sterne et Saint-Evremond peut-être, à distance sans doute, mais assez près pour être comptée; — place enviée, qu'elle ne cherchait pas, mais où bien des lecteurs de son livre iront la chercher et où le suffrage des connaisseurs assure une agréable durée à sa mémoire.

Madame de Tracy écrivait beaucoup. Mais il lui est arrivé ce qui arrive, je crois, à beaucoup d'esprits non moins doués que le sien. Plus elle se rapproche de la publicité, c'est-à-dire plus elle écrit pour être lue, et plus elle perd de ses qualités naturelles. Au contraire, plus elle paraît désintéressée de toute ambition littéraire, plus elle est vive, originale et saisissante; plus son style a d'éclat, d'agrément et de fraîcheur. Je pourrais bien ici comparer ces œuvres légères, nées de la vie intime et destinées à y mourir, à ces fleurs modestes qui se cachent sous les hautes herbes, et que leur parfum révèle. J'aime mieux dire que lorsque sa plume courait sur le papier, « la bride sur le col, » madame de Tracy écrivait d'une manière charmante. Si elle voulait discipliner sa verve et régler son allure, elle semblait plutôt contrainte et embarrassée. « Libre comme l'air et sauvage comme le vent! dit-elle quelque part... Mes idées me reviennent et je reprends le goût du travail, quand je vois que je ne vais plus voir personne et que nous n'aurons bientôt (son mari et elle) que nous-mêmes ici de notre connaissance. *C'est le monde qui m'engourdit et le mouvement qui me paralyse*, au contraire de bien des femmes auxquelles la vie agitée donne des idées ou du moins des paroles.... »

C'est à la campagne, en effet, dans sa terre de Paray, que madame de Tracy a écrit la plupart des pages de son livre qui méritent d'être signalées. C'est dans cette vie calme

et solitaire où rien ne l'ennuie, « pas même la pluie, » qu'elle se cherche elle-même avec délices, et c'est là surtout que nous la retrouvons avec toutes les qualités natives et primesautières de son esprit. Elle avait l'habitude de jeter négligemment sur le papier, un jour ou l'autre, sans beaucoup d'ordre, ses idées, ses souvenirs, ses impressions de toute sorte. La page du jour écrite, elle n'y pensait plus; et certes elle ne songeait pas à y mettre l'adresse de la postérité. Pourtant ce journal est la partie la plus littéraire, la plus neuve, j'allais dire la plus sérieuse de son œuvre, bien qu'il ne se compose que de deux fragments : l'un qui remonte à la première jeunesse de l'auteur; c'est le récit d'un voyage qu'elle fit, en 1808, à Plombières et en Franche-Comté; l'autre qui comprend cinq années de sa vie, de 1843 à 1848, et n'a guère plus de deux cents pages, suivies de *pensées* et de *maximes* détachées, d'un choix excellent.

Je dis que ces fragments sont la partie vraiment originale du livre de madame de Tracy, parce qu'en effet toute femme instruite peut se promettre de comprendre un jour les pères de l'Église, ne fût-ce que dans une traduction; et toute femme aussi peut traduire des romans anglais, sans dépasser la mesure commune. Mais cette alliance de l'originalité britannique et du bon sens français qui caractérise les écrits de madame de Tracy; ce mélange de la raison et du sentiment, de l'imagination et du goût; cette horreur du faux et du convenu en toute chose; ce talent de peindre avec relief et sobriété, beaucoup de couleur et peu de mots, d'un trait vif et précis; ce don de juger sans approfondir, de conclure sans disserter, d'effleurer tous les sujets comme la Camille du poëte glissant sur les hautes moissons; puis cette pointe de gaieté un peu folle et d'indépendance un peu hasardeuse qui brille parmi tant de pensées graves; cette liberté d'esprit qui touche à tout sans trop de scrupule, et

cette piété de cœur que le son d'une cloche de village attendrit, — c'est tout cela qui est curieux et nouveau dans le livre de madame de Tracy et qui lui donne un cachet de distinction si particulier. Madame de Tracy est-elle un écrivain pour dire si bien les choses? Est-elle un critique pour analyser si finement les écrits des contemporains? Est-elle un philosophe pour penser si librement? Est-elle une dévote, elle qui était née protestante, et qui nous dit : « Mon cœur est catholique depuis l'âge de cinq ans... Les mystères de la foi, loin d'engourdir l'esprit, renferment au contraire les moyens les plus efficaces d'aiguillonner notre intelligence *si vite rassasiée de ce qu'elle comprend*... J'ai eu soin d'habiller de neuf la Vierge et sainte Anne, dit-elle ailleurs. J'aime les images et les reliques. D'ailleurs, sainte Anne me fait obtenir tout ce que je lui demande, et je tiens à lui prouver ma reconnaissance... » — Madame de Tracy, je le répète, est-elle tout à la fois dévote et philosophe? Je n'en sais rien. Après avoir lu son livre, une impression vous reste qui domine toutes les autres : c'est qu'elle est, avant tout, un esprit sincère. « J'ai pris l'habitude de croire, dit-elle, tout ce qu'on me dit, j'ai toujours eu celle de dire ce que je pense. C'est la meilleure manière de ne jamais connaître l'ennui. » Soit! C'est aussi sa manière d'être fort amusante.

En 1808, madame de Tracy était donc à Plombières. Elle était alors une très-jeune fille. Son nom de famille, illustre entre tous, était Newton. Elle avait accompagné aux eaux une grande dame fort respectable, madame de Coigny, belle-mère du général Sébastiani. « Voltaire et l'Empereur, écrit miss Sarah Newton, se partagent le cœur de madame de Coigny. » La jeune fille avait d'autres goûts. Elle dévorait Shakspeare et se moquait très-gaiement des pourfendeurs qu'affriandait sa jolie mine. « ..... Le major a beaucoup gâté nos derniers moments, dit-elle dans son journal

de voyage; nous n'avons pas voulu pleurer devant lui. Madame de Coigny pense qu'il m'aime, et cela m'est parfaitement égal. Il a dîné ici, et il est reparti après nous avoir embrassées d'une manière si terrible, que j'en tremble encore... » Cette habitude d'écrire son journal, à laquelle nous devons tant de pages agréables, madame de Tracy l'avait prise très-jeune, comme on le voit. « ..... Madame de Coigny, dit-elle, me recommande de faire des notes sur tout ce que je lis et d'écrire tous les jours ce que je pense : *c'est une façon de savoir si on est bête...* » Quand miss Newton fut bien convaincue, par cet exercice quotidien de sa plume alerte et facile, qu'elle n'était rien moins que bête, elle prit goût à la chose; elle y apporta même, à de certains jours, une sorte de recherche : « ..... Ce matin nous avons été nous promener sur le chemin de Remiremont; nous sommes descendues vers un moulin dont j'aimerais être la meunière : l'eau est si claire, qu'*elle a l'air d'être doublée de satin vert...* » Mais ce léger défaut, si peu naturel à cet esprit original et sain, s'il se montre dans quelques-unes de ses descriptions, disparaît absolument dans ses récits. Elle excelle dans l'anecdote. Quelques mots y suffisent Elle peint d'un trait, avec une naïveté pleine de malice :

« ... Nous avions rencontré plusieurs fois dans la cour un monsieur bien vêtu qui s'obstinait à reconnaître madame de Coigny en la saluant toujours d'un air sans façon : ce que madame de Coigny lui rendait d'un air sec, sans s'arrêter. Enfin, ce soir, au moment où nous étions à l'endroit le plus touchant de *Malvina*, voilà qu'on nous annonce un parent du sénateur C*** B***, que madame de Coigny connaît beaucoup. Elle reçoit ce monsieur assez fraîchement, mais il ne s'en aperçoit pas et commence à demander des nouvelles du général et à parler de sa belle conduite à Constanti-

nople... Puis il a ajouté : « Je connais bien cette famille; le père de votre gendre était un commerçant qui a fait son chemin lui-même... — Vraiment! dit madame de Coigny; eh bien, votre père, à vous, a fait un imbécile. » Le parent du sénateur n'a pas paru comprendre; car il a mis cinq minutes à s'en aller, saluant toujours du même air... »

Madame de Coigny est, malgré tout, une amie fort passionnée des constitutions de l'Empire, le sénat compris; elle est un esprit très-libéral, quand on n'attaque ni l'Empire, ni la noblesse ancienne et moderne; du reste elle n'entend pas raillerie sur l'Empereur et sa dynastie. Miss Sarah Newton est plus tolérante. On dirait qu'elle éprouve un malin plaisir à relever, dans son journal de voyage, tout ce qui vient à chaque moment, pour ainsi dire, contrarier l'enthousiasme de la noble dame : « ..... Nous étions arrivées à Autun à deux heures du matin par un beau clair de lune... Le lendemain, nous avons été réveillées par le bruit que faisait le général de Chasseloup qui voulait les trois chevaux que madame de Coigny avait retenus pour partir. Il demanda à lui parler à travers la porte et dit, criant comme un sourd, *qu'il lui demandait ses chevaux, parce qu'il n'avait pas un moment à perdre pour rejoindre l'Empereur*. A ce nom-là, madame de Coigny a répondu *de sa voix la plus éclatante :* « Certainement, général, prenez nos chevaux, et que Dieu « vous conduise ! » *Que Dieu vous conduise!...* Madame de Coigny faisait là, sans s'en douter peut-être, une « métonymie » de première force; mademoiselle Sarah a parfaitement l'air de comprendre, quoiqu'elle n'ait pas fait sa rhétorique...

Laissons maintenant madame de Coigny attendre ses chevaux, et franchissons près de quarante ans qui nous séparent, hélas! de cette première jeunesse de madame de Tracy, pour arriver à son journal de 1843. En 1843, miss Sarah

Newton n'est plus cette jeune fille qui a peur du gros major et qui se moque des généraux de l'Empereur. Mariée successivement, et très-jeune encore, à deux brillants officiers de l'armée française, elle est devenue Française de cœur et d'esprit. Sous le second de ses deux noms, à l'époque où son journal nous conduit, elle tient à tout ce que la Révolution, la philosophie, la politique, la haute société, ont de plus respectable et de plus célèbre. Elle est la femme d'un député, la belle-fille d'un philosophe, l'alliée des La Fayette. Elle a d'illustres amitiés, d'augustes relations, tout un cercle de renommées autour d'elle, et elle semble mêlée elle-même aux plus grandes affaires et aux plus vives passions du pays. Elle a, ce que tant de femmes désirent sans l'avoir, elle a un salon; et dans ce salon on parle beaucoup du budget, des canaux, des chemins de fer, des lois de septembre, de l'adjonction des capacités... Mais son cœur n'est pas là. Son journal aussi nous fait grâce le plus qu'il peut de ces réminiscences politiques. Elle écrit son histoire à elle, non celle de Pritchard; l'histoire de son âme, non celle du droit de visite. Tout au plus jette-t-elle par instants sur les questions du jour quelque épigramme qui les perce d'un trait rapide; ainsi elle écrit : « M. Barrot, qui en France représente la loi, et M. Thiers, qui est le représentant de la presse, se livrent dans leurs journaux à mille prédictions à propos des mariages espagnols... Le roi s'en moque. *Il a bien fait, je crois, d'épouser Célimène...* » Non que madame de Tracy donne toujours tort à la gauche; mais ce qui caractérise sa critique, c'est de donner tort, n'importe sous quelle cocarde, à tout ce qui choque son bon sens naturel ou sa fantaisie. Elle n'est pas plus politique que cela. Ainsi elle dira, parlant des bouderies de la noblesse de province : « Tous ces fiers nobles, qui restent sur leurs perchoirs comme de vieux oiseaux de proie, pourront bien y rester longtemps. Les événements qui

attendent ne s'accompliront peut-être jamais; ou bien, s'ils s'accomplissent, *d'autres sauront en profiter avant eux...* » Elle dira du clergé français, si bonne catholique qu'elle soit : « Si le clergé voulait s'entendre pour être austère, désintéressé, dur à lui-même et compatissant envers les autres, il mènerait le monde... Il a déjà les femmes pour lui... » Elle dira de M. de Lamartine, qu'elle aime beaucoup : « Les *Girondins*, un triste sujet! Les girondins n'ont pas su empêcher le mal, et ils ont péri pour n'avoir pas eu le courage de faire le bien... Mais il y a peut-être quelque dessein caché sous cette histoire; et, en l'écrivant, M. de Lamartine pourrait bien avoir l'intention de *prouver au gouvernement* qu'on a eu grand tort de ne pas lui donner la préférence pour la présidence de la Chambre... » Voilà une des plus grandes méchancetés de madame de Tracy. Jugez des autres. Elle ne manque jamais l'occasion d'une épigramme innocente. En famille surtout, elle ne se refuse aucune satisfaction de ce genre. On joue gros jeu à dîner chez elle. C'est prendre un brevet d'immortalité.

« ..... J'ai eu hier à dîner tous les députés de la rue d'Anjou, qui sont tous, dans leurs genres divers, avec leurs qualités et leurs défauts, les hommes les plus distingués de la Chambre. La conversation a roulé sur les chemins de fer, et jamais waggon n'a fait un pareil bruit. M. de Rémusat a été leur avocat le plus éloquent. Beaumont le soutenait d'une manière écrasante, avec une force de cinquante chevaux. Pusy argumentait en ingénieur et criait aussi fort que Beaumont. Ferdinand de Lasteyrie, ennemi des chemins de fer parce qu'il est peintre, supportait toutes les attaques avec un grand calme et beaucoup de sang-froid... M. de Corcelles riait. Mon mari et moi nous étions tout abasourdis..... Je sais maintenant ce qu'il faut dire *pour* les chemins de fer et penser *contre*. Enfin, les chemins de fer, les jésuites,

les Arabes, le budget, tout cela prit fin comme toutes les choses de la terre, et nos amis se sont retirés. L'idée de les quitter me transporte de joie. Le séjour et les choses de Paris me semblent odieux... Je suis comme l'abbé de Lancy, *j'aime mieux l'Ancien Testament.....* »

Cette boutade de madame de Tracy contre les meilleurs et les plus spirituels de ses amis n'était pas sérieuse. Une fois à la campagne, elle se retrouvait un cœur pour les aimer, à distance, il est vrai. La campagne est le lieu où elle triomphe. « Là, dit-elle admirablement, il suffit de vivre pour être heureux. » Arrière les chemins de fer, même ceux qui y conduisent! arrière la politique!

« La politique n'occupe pas, écrit-elle, la plus petite place dans ma vie champêtre. Chaque matin mon mari me dit que le monde va toujours. *Sufficit!* » A la campagne, en effet, madame de Tracy jouit de toute sa liberté. Elle a au fond de l'âme un instinct d'indépendance qui aime à s'affranchir des lois du monde, et en même temps une délicatesse d'esprit qui lui apprend qu'on ne les peut braver que de loin. « Toujours céder, dit-elle quelque part, toujours céder abrége la vie. » Elle veut vivre pour suivre un peu son goût, obéir à son caprice, humer l'air des vertes prairies, courir à cheval en robe de chambre et en pa. [illegible] fles (t. III, p. 2) à travers ses champs de seigle et d'avoi[illegible] vir la montagne, affronter le brouillard. «..... Le b[illegible], la pluie, ont aussi leur charme, disait-elle à Plombières en 1808, et le mieux à faire est d'*avoir le soleil en soi-même*. » Elle l'avait encore à quarante ans. Elle jouit, en véritable Anglaise qu'elle est, aussi bien du paysage obscurci par la brume que du soleil brillant dans l'azur des cieux. « ... Il fait aujourd'hui un de ces jours grisâtres où la nature est silencieuse, le paysage terne, les nuages presque immobiles, en un mot, un de ces temps où l'on craint de faire du bruit, de peur de réveiller

le vent. Je suis allée rôder avec les enfants. *Nous ne pouvions pas nous rassasier d'une si tranquille journée...* » Elle a des goûts de solitude étranges et de poignants retours vers ceux qui ne sont plus ; *quia non sunt !* Elle dira tout à coup avec un accent qui vous saisit : « Il y a des moments où l'on éprouve un désir terrible de revoir ceux que l'on a perdus ; on voudrait se trouver dans un lieu tout à fait solitaire pour pouvoir les appeler à grands cris... » Elle disait une autre fois : « Les âmes les plus distinguées ont les plus grandes tristesses. »

A dix-huit ans, un jour, en rentrant chez elle, miss Sarah Newton avait trouvé un gros bouquet de lilas blanc tout fleuri à son adresse : « Voilà les vrais romans qui commencent ! » dit madame de Coigny. Miss Newton écrit sur son *album :* « Après mes parents, les pianos d'Érard et les oiseaux, ce que je préfère, ce sont les fleurs. » Madame de Tracy resta fidèle toute sa vie à ces affections si bien classées et à ces goûts innocents de sa jeunesse. « Je veux, dit-elle, écrire l'histoire des oiseaux pour mes petits-enfants ; car mes filles n'ont pas le goût tourné de ce côté-là... Madame de N*** n'aime pas non plus les oiseaux, mais c'est par une raison toute particulière : C'est, dit-elle, *trop petit à manger.* » Madame de Tracy aime les petits oiseaux et leurs petits comme Dieu les aime. Elle leur donne la pâture sur ses genoux ; elle se lève la nuit pour les soigner. Un jour son rossignol était malade. Vous savez que J. J. Rousseau ne pouvait entendre le chant du rossignol sans pleurer.

> Un cœur aussi dans ses notes palpite ;
> L'âme s'y mêle à l'ivresse des sens,

a dit M. de Lamartine (dans *Jocelyn*). Madame de Tracy était près de pleurer parce que son rossignol ne chantait plus. « ..... La duchesse de Coigny vint me voir le matin. Elle me

trouva courbée en deux comme si j'avais un *lumbago*. — Qu'avez-vous donc? me dit-elle. — J'ai un oiseau sur l'estomac. — Vous en avez mangé? — Non, Dieu merci; je suis la garde-malade de mon rossignol et j'essaye de le réchauffer..... » Aimer les oiseaux pour madame de Tracy, c'est le commencement de la sagesse. Leur couper les pattes, c'est se montrer capable d'étrangler ses enfants ou d'empoisonner son mari, témoin madame Lafarge, qui mutilait les moineaux de son grand-père. Madame de Tracy se plaît à nommer tous ceux de ses contemporains illustres qui ont montré de la sensibilité en matière d'ornithologie. M. de Lamartine est un grand amateur de rossignols, mais il n'en conserve aucun, *parce qu'il les change continuellement de place*. M. Thiers est plus sage. Il sait gouverner une volière, et madame de Tracy remarque qu'il a toujours accueilli *avec beaucoup de déférence* « les conseils qu'elle lui a donnés à ce sujet. » Quant à M. Michelet, elle n'en dit rien, peut-être parce qu'elle a su que cet apologiste outré de l'*oiseau* était, au fond, un ornithophage déterminé. L'abbé Dupanloup est bien mieux son fait. Un jour qu'elle causait avec lui des Pères de l'Église latine, tout à coup l'abbé s'écrie : « Ah! le joli petit oiseau! » C'était un des rossignols de la maison qui se promenait sur le tapis. « Il a dit cela, ajoute madame de Tracy, avec un accent qui m'a été au cœur. J'avais de l'admiration pour M. Dupanloup : maintenant c'est une vive affection que j'ai pour lui. » — Mais ne nous parlez pas de ce marchand de bois à qui madame de Tracy avait vendu une de ses coupes en 1845, et qu'elle questionnait sur les nids et « *sur ces pauvres oiseaux que l'on dérange quand on ne les tue pas*.... Le marchand répondit : « Les bêtes sont des machines qui ne sentent pas. — Alors pourquoi crient-elles lorsqu'on les maltraite? — Elles crient comme une porte qu'on ouvre brusquement, ou comme une roue qui frotte sur son essieu. » — Madame de Tracy ajoute : « Je n'ai pas cher-

ché à convertir cet animal qui parle si mal des bêtes... »

Non-seulement madame de Tracy parle très-bien des bêtes; mais elle a pour ses animaux toute sorte d'attentions courtoises et hospitalières dont elle nous raconte le détail d'une façon charmante, avec aussi peu d'orgueil que d'humilité, et comme la chose la plus naturelle du monde :

« ..... Je m'occupe de mes animaux. Mon merle ne veut s'endormir que lorsque la lampe est allumée dans la salle à manger. Sa cage est accrochée près des rideaux, et il sait très-bien en tirer un coin à travers les barreaux pour s'en faire un lit plus douillet. J'avais déjà remarqué depuis longtemps que les oiseaux étaient très-recherchés dans leurs goûts. Ceux que j'apporte au salon ont soin de se percher sur des meubles dorés, ou bien c'est aux chaises à dossiers de velours et de soie qu'ils donnent la préférence. — J'ai une souris qui a établi son domicile dans un grand cornet de verre où je place, pour les conserver, des fleurs et des branches de pin. On avait oublié d'y mettre de l'eau; elle en a profité, et j'ai bien recommandé qu'on ne vînt pas la troubler par une inondation intempestive: celle de la Loire a déjà fait assez de malheureux. Rien d'ailleurs n'est joli comme une souris; c'est un petit animal propre, de forme gracieuse et plein de bons sentiments. La mienne me connaît maintenant; elle vient prendre son pain presque dans ma main, et semble avoir en moi une confiance que je tiens à justifier. — J'ai aussi un crapaud mélomane qui monte chaque soir le perron pour venir m'écouter quand je joue du piano. Lorsque j'ai terminé, je le prends délicatement avec les pincettes pour le mettre dehors, bien sûr de le voir revenir le lendemain. — Maintenant qu'il fait froid, mon grillon (elle a aussi un grillon) se cache dans les plis des rideaux; mais il en sort le soir pour venir sous la table chercher le pain et les noix que j'épluche pour lui. Les mœurs,

les singularités de toutes ces bêtes m'intéressent au dernier point. J'emploie mes heures de repos à les observer ; elles me délassent de mes études sérieuses, et c'e t par elles que je reviens à l'humanité... »

J'ai cité tout entière cette page charmante, pour que le lecteur ait une idée de ce tour gracieux et naturel que madame de Tracy sait donner à l'expression de ses sentiments et de ses fantaisies, quand elle est bien inspirée. Voici comment elle écrit, et toujours avec la même grâce, quand elle l'est moins :

« .... Pendant la session du conseil général, j'ai charmé ma solitude en m'occupant de mes oiseaux avec passion.... ai-je été oiseau ? le serai-je un jour ? Pourquoi pas, puisque j'ai la conviction que les oiseaux ont des âmes comme nous? il existe entre eux et moi une attraction, une sympathie qui a quelque chose de merveilleux. Ils me répondent quand je les appelle ; ils me suivent dans le jardin, je devine tout ce qu'ils pensent ; je les console dans leurs chagrins et je les guéris dans leurs maladies. Tout cela peut paraître ridicule ; mais j'avoue que la vue d'un plumeau me fait de la peine, et que je raffole de la fable de Léda..... »

Nous touchons ici au point délicat du caractère de madame de Tracy : l'excentricité. Le charmant défaut ! Le journal de ses dernières années en est plein. Il y aurait là pour nous un curieux chapitre à ajouter, si nous le voulions bien. L'excentricité dans madame de Tracy s'alliait à des qualités si sérieuses ; elle s'est peinte elle-même d'ailleurs avec tant de naturel, de grâce et de franchise, qu'une pareille étude ne saurait être ni sans agrément ni sans utilité. Nous y reviendrons un jour. Qu'on ne m'accuse pas, en attendant, d'une complaisance exagérée pour le souvenir de cette ai-

mable personne. Il y a quelques jours, j'étais allé visiter mon confrère et ami Jules Janin. Je ne trahis aucun secret, je crois, en disant qu'il avait la goutte. « Je souffre beaucoup, me dit-il, mais voilà le remède. » Il tenait à la main le troisième volume des *Essais divers* de madame de Tracy Je suis sûr pourtant qu'il avait lu le chapitre où l'auteur lui reproche d'avoir abrégé *Clarisse Harlowe* et la page où elle écrit : « ... *Je déteste le Journal des Débats.* » Soit ! elle le détestait; mais elle le lisait. Il y a de sages ennemis.

XII

M. Hector Berlioz en Italie.

.... Le voyage que M. Berlioz fit en Italie[1] remonte au commencement de l'année 1831.

M. Berlioz était, à cette époque, un homme vraiment malheureux. Il avait obtenu le premier grand prix de musique à l'Académie ; il venait d'être couronné en plein Institut, il partait pour l'Italie aux frais de l'État. Ces trois malheurs commencent la série des infortunes que l'auteur de la *Symphonie fantastique* nous raconte. Son *Voyage musical en Italie* est une véritable autobiographie. Au lieu de nous donner une quatre-vingt-dixième édition de quelque voyage descriptif, M. Berlioz ne décrit, en Italie, que lui-même. C'est l'histoire de ses sensations intimes qu'il raconte ; et, comme il y met beaucoup de verve, d'esprit, d'imagination et de malice, cette lamentable histoire est, tout compte fait, fort amusante.

[1] *Voyage musical en Allemagne et en Italie; Etudes sur Beethoven, Gluck et Weber, Mélanges et Nouvelles*, par Hector Berlioz. — 2 vol. in-8°. — Paris, 1844.

L'étude que je reproduis aujourd'hui date du mois de mars 1845. M. Berlioz était déjà un maître célèbre; il n'était pas encore membre de l'Institut. Dans les deux volumes de Mélanges qu'il venait de publier je fis choix, pour essayer de le peindre, de son *Voyage musical en Italie*, tout simplement parce que cette partie de son livre était plus de mon goût, et parce que l'autorité me manquait, alors comme aujourd'hui, pour parler du reste. Je n'ai voulu esquisser d'ailleurs, comme on va le voir, qu'un des traits de cette spirituelle physionomie, si complète et si vivante dans la pensée de tous ceux qui connaissent et qui aiment M. Berlioz.

M. Berlioz, au moment où il quitte la France, en 1831, emporte avec lui un mal qui pourtant ne prête guère à rire. Il est atteint, dirai-je du *spleen* ? le *spleen* est une maladie anglaise, et M. Berlioz n'a rien d'anglais dans le caractère ni dans l'esprit. Est-ce le religieux désespoir de René qui le possède, ou la mélancolie rêveuse d'Oberman? A-t-il, comme le Faust du poëte allemand, épuisé jusqu'à la lie la coupe enivrante de la science humaine? Pleure-t-il sa fille comme le docteur Young ou sa jeunesse comme Millevoie? Appartient-il, en un mot, à cette antique famille des élégiaques, dont les larmes se mêlent depuis quatre mille ans aux eaux poétiques de l'Hippocrène, ou faut-il le compter parmi ces songe-creux désespérés que notre siècle a si longtemps glorifiés sans les comprendre, et auxquels je suis toujours tenté, pour ma part, d'appliquer ce mot du chasseur de chamois qui rencontre Manfred au milieu des rochers sauvages et des neiges éternelles du Jungfrau : « Seigneur, excusez mes questions ; mais daignez être plus gai... »

Si M. Berlioz n'est pas gai au moment où il prend la route d'Italie, pensionnaire de l'État, deux fois vainqueur et deux fois couronné, ce n'est pour aucune des causes que je viens de dire. Son mal est tout différent. Il a dans l'esprit une idée fixe, un grand projet, dont l'exécution sera refusée longtemps encore à son obscurité et à sa jeunesse. Il a dans la tête, au moment où commence ce voyage académique de 1831, tout un immense orchestre qui demande à en sortir, et que la dure nécessité y retient avec ses clous de fer :

Clavos trabales et cuneos manu
Gestans ahenâ.

C'est cette douloureuse gestation d'une idée féconde, cette compression violente d'un espoir magnifique qui est le

tourment de l'âme de M. Berlioz. Il entend chanter et retentir au dedans de lui un cœur harmonieux pour lequel le monde extérieur n'a pas d'échos. Son esprit a conçu un colossal appareil d'instrumentation musicale, quelque chose de pindarique et d'olympien, « un *Panthéon lyrique*, écrit-il quelque part, exclusivement consacré à la représentation des *chefs-d'œuvre monumentaux*. » Comment l'Académie a-t-elle répondu au vœu de l'éminent artiste qu'elle a couronné? en faisant exécuter par une poignée de musiciens ignorants et distraits son œuvre incomprise. Il faut l'entendre raconter, avec une colère toute juvénile, ce premier échec de son idée favorite : « Il n'y a qu'un compositeur déjà soumis à une pareille épreuve qui puisse concevoir la fureur dont je fus alors bouleversé. Un cri d'horreur s'échappa de ma poitrine haletante; je lançai ma partition à travers l'orchestre, je renversai deux pupitres; madame Malibran fit un bond en arrière, comme si une mine venait soudain d'éclater à ses pieds; tout fut en rumeur..... Ce fut une vraie catastrophe musicale. »

Le lecteur a maintenant le secret du malheur qui accable M. Berlioz à l'époque dont nous parlons. Il est jeune, il est ardent. Il sent gronder en lui les préludes de ces grandes symphonies qui éclateront plus tard. Il compose dans sa pensée ces immenses réunions auxquelles il convie une armée d'artistes et un peuple d'auditeurs; il remplit de foule et de lumière ces estrades retentissantes. C'est là son malheur; car, après tous ces rêves de gloire pour l'artiste et de grandeur pour l'art qu'il chérit, l'ambitieux jeune homme se retrouve en face de sa guitare muette et solitaire. La réalité le ressaisit. Il était allé du premier coup droit au sommet radieux de la montagne. Le voilà condamné à redescendre dans la plaine brumeuse et à reprendre humblement le chemin frayé entre deux ornières. Hélas!

c'était ce chemin qui, en 1831, conduisait à Rome M. Berlioz irrité et ennuyé.

L'Italie n'est pas le pays de la grande instrumentation. M. Berlioz le savait d'avance. Aussi qu'avait-il à faire dans cette serre chaude de la roulade et de la cavatine? Qu'allait-il chercher sur cette terre promise de la *fioriture*? M. Berlioz n'était pas un *impresario* d'Opéra, courant après un *ut* de poitrine. Il n'était pas venu en Italie pour faire la chasse aux *ténors*. Il n'avait pas mission de ramener, à prix d'or, quelque *prima dona* merveilleuse et introuvable. Il professait, il professe encore (1845) un assez grand mépris pour la musique et pour le goût musical des Italiens. « Leur musique rit toujours, dit M. Berlioz; ils n'ont pas même l'idée de ce que nous appelons une symphonie. Ils veulent des partitions dont ils puissent du premier coup s'assimiler la substance, comme ils feraient d'un plat de macaroni. » L'auteur de la *Cantate de Sardanapale* s'était évidemment fourvoyé en Italie, et il n'était pas de l'humeur qui rend impartial et juste. Ce qu'il aurait voulu trouver au delà des Alpes, c'était de l'espace et de l'air pour son idée fixe, quelque solennelle occasion de délivrer le démon intérieur qui le possédait, et d'épancher sous les yeux d'un peuple les flots d'harmonie qu'il sentait sourdre et bouillonner dans son cerveau. « O Beethoven! » s'écrie-t-il un jour après avoir assisté, dans une église de Florence, au service funèbre du fils infortuné de la reine Hortense ; « ô Beethoven ! où était la grande âme, l'esprit profond et homérique qui conçut *la Symphonie héroïque, la Marche funèbre pour la mort d'un héros*, et tant d'autres miraculeuses poésies musicales qui arrachent des larmes et oppressent le cœur ?..... L'organiste avait, ce jour-là, tiré les registres de *petites flûtes* et folâtrait dans le haut du clavier en sifflotant de petits airs gais, comme font les roitelets quand, perchés sur le mur d'un jardin, ils s'ébattent aux pâles rayons d'un soleil d'hiver. »

Un autre jour, on lui dit que la fête du *corpus Domini* (la Fête-Dieu) sera prochainement célébrée à Rome. On lui parle d'un chœur immense (*ô Signore, lei sentira un coro immenso!*) qui doit retentir sous les voûtes de Saint-Pierre. M. Berlioz fait soixante lieues; il arrive, il entre dans l'église, imaginant quelque chose comme les concerts religieux du temple de Salomon : une troupe de jeunes vierges, aux vêtements blancs, à la voix pure et fraîche, exhalant vers le ciel de pieux cantiques, « harmonieux parfums de ces roses vivantes, » et tout à l'entour plusieurs milliers de chanteurs et d'instrumentistes, entonnant à l'unisson les louanges du Très-Haut avec une harmonie d'ensemble et une puissance d'exécution formidable. « Oui, sans doute, se disait-il en entrant dans ce temple magnifique, ces tableaux, ces statues, ces colonnes, cette architecture de géants, tout cela n'est que le corps du monument; la musique en est l'âme; c'est par elle qu'il manifeste son existence, c'est elle qui résume l'hymne incessant des autres arts, et de sa voix puissante le porte brûlant aux pieds de l'Éternel !... » Ainsi pensait M. Berlioz. Oh ! déception ! il entre à Saint-Pierre... La procession en sortait escortée, comme une troupe de saltimbanques, de deux groupes de clarinettes, de trombones et de grosses caisses !... « Que le vieux Silène, s'écrie-t-il alors, monté sur un âne, suivi d'une troupe de grossiers satyres et d'impures bacchantes, soit escorté d'un pareil concert, rien de mieux ; mais le saint sacrement, le pape, les images de la Vierge !!! » M. Berlioz est indigné. Il avait rêvé une Italie à grand orchestre. Il étouffe dans cette Rome où l'orchestre des théâtres est grand, dit-il, comme l'armée du prince de Monaco.

On le voit : l'ambition est son mal, ambition de gloire, la plus noble de toutes, mais qui, comme les autres, devient une passion funeste le jour où elle s'en va, par impatience, donner de la tête contre des obstacles infran-

chissables. Ce jour-là, on met le feu, comme Alexandre, au palais de cèdre de Persépolis, et on tue Clytus. M. Berlioz n'a tué personne et n'a mis le feu à aucun palais, mais peu s'en faut. La douleur cuisante du désenchantement musical le pousse à des transports et à des excès de pensée et d'action qui prouvent, à travers beaucoup de détails comiques, la gravité du mal qui le domine.

Croirait-on, par exemple, qu'un soir, reçu dans le salon de l'ambassadeur de France, après avoir passé quelques heures dans la société la plus élégante et la plus choisie, M. Berlioz, saisi d'un accès de misanthropie étrange, se retire en laissant à ses hôtes ce souhait pour adieu : « Je quittai le salon en souhaitant qu'un aérolithe grand comme une montagne pût tomber sur le palais de l'ambassadeur, et l'écraser avec tout ce qu'il contenait ! » Ailleurs, au milieu d'une des crises que ce désœuvrement forcé lui ramène, renouvelant le vœu homicide de cet insensé qui fut empereur de Rome et chanteur du Cirque, M. Berlioz nous dit stoïquement : « Je voudrais que la terre fût une bombe remplie de poudre, et j'y mettrais le feu pour m'amuser... »

N'allez pas conclure de tout ce qui précède que l'auteur de la *Symphonie fantastique* fût, en 1831, un homme bien méchant et bien dangereux. M. Berlioz n'était, à cette époque de sa vie, qu'un ambitieux ennuyé et désorienté. L'objet de son désir, je l'ai déjà dit, était noble; mais son ennui venait d'une cause qu'il n'est pas aussi facile de justifier, cause trop commune aujourd'hui, où le temps n'est plus compté pour rien dans les moyens légitimes de l'ambition. On veut être mûr avant l'âge, être grand avant d'être fort, recueillir ce qu'on n'a pas semé, marcher plus vite que son siècle, tromper à la fois le temps et l'espace. Personne aujourd'hui ne veut avoir été jeune. Les poëtes, les historiens, les politiques, les peintres et les musiciens, tout le monde se rit de nos pères, qui employaient

une moitié de leur vie à préparer la maturité et les succès de l'autre. Il n'y a plus de jeunesse, presque plus d'enfance. M. Berlioz, qui avait composé au bruit du canon de Juillet sa cantate couronnée par l'Académie, et qui, sa besogne finie, était allé, comme il nous l'apprend, *polissonner* dans Paris, le pistolet au poing, à la suite du peuple soulevé, croyait avoir fait une révolution à lui tout seul; et, comme il l'avait faite dans la politique, il voulait la faire dans la musique; mais son temps n'était pas venu.

En attendant ce jour de triomphe, exilé à Rome, ardent et désœuvré, tourmenté par le génie et la solitude, livré à ce double supplice de l'exaltation et de l'impuissance, le jeune artiste continuait à souffrir. Il a décrit lui-même, dans quelques pages d'une singulière énergie, ce douloureux éréthisme de l'âme et des sens, dont les crises se succédaient avec une rapidité si effrayante. Il faut lire ces pages tour à tour sérieuses ou bouffonnes, où il définit ce qu'il appelle *le rugissement de sa tempête intérieure*, où il montre son imagination *prenant une envergure immense*, où il maudit cette faculté sublime et funeste qui tantôt l'enlève au dix-septième ciel, tantôt le précipite dans les bas-fonds les plus ténébreux. « On n'a pas l'idée du suicide pendant ces crises. Loin de là, on voudrait donner à sa vie mille fois plus d'énergie. C'est une aptitude prodigieuse au bonheur, qui s'exaspère de rester sans application et qui ne se peut satisfaire qu'au moyen de jouissances immenses, dévorantes, furieuses, en rapport avec l'incalculable surabondance de sensibilité dont on est pourvu. » Il faut le voir, réfugié dans un confessionnal de Saint-Pierre, songeant à lord Byron et à madame Guiccioli; puis, tout à coup, au souvenir de cette poésie, de cette opulence royale et de cet amour, *grinçant des dents à faire frémir les damnés*. Une autre fois, assis sur un bloc de marbre, la tête enveloppée dans un capuchon, il passe la nuit à *écouter les*

cris des hiboux de la villa Borghèse, ou bien il va se cacher, loin du jour et loin du bruit, dans les bois de lauriers de l'Académie, roulé dans un tas de feuilles mortes, *comme un hérisson*. « J'étais méchant comme un dogue à la chaîne, » dit-il quelque part. Ce mot résume assez bien sa maladie et son livre.

Le mérite du livre, c'est, après beaucoup d'autres, cette franchise avec laquelle l'auteur raconte ces folies et ces souffrances de sa jeunesse. Tout ce voyage d'Italie est d'une sincérité attachante. On dirait une confession de J. J. Rousseau, avec moins de sérieux dans l'intention, moins de morgue dans la morale, moins d'orgueil dans la pénitence. J'aimerais mieux le comparer, soit à Laurent Sterne, dont il a souvent le tour aimable, la finesse railleuse et la fantaisie épisodique et imprévue; soit à Victor Jacquemont, dont il rappelle, en plus d'un endroit, la boutade spirituelle et l'originalité sceptique. Jacquemont n'avait pas écrit pour le public; c'est peut-être pour cette raison que le public a si avidement lu ses *Lettres*. De même on dirait que M. Berlioz, dans mainte confidence de son voyage, n'avait pas d'abord en vue la publicité à laquelle il s'est confié plus tard. S'il a eu tort de livrer ainsi au public son histoire intime et secrète, et de faire jouer sous les yeux de la foule, avec toutes sortes d'incidents extraordinaires, le mystérieux mécanisme de sa sensibilité, ce n'est pas au lecteur à s'en plaindre. Le public n'aime rien tant que les indiscrétions des hommes d'esprit. Il n'a pas de plus grand plaisir que de les surprendre en déshabillé, et si vous lui ouvrez la porte de votre alcôve, tenez pour certain qu'il entrera. Si j'avais un reproche à faire à M. Berlioz à propos des indiscrétions de son livre, ce serait d'y avoir mis parfois un peu d'arrangement et de complaisance. Le lecteur accepte volontiers votre confession, si vous la glissez adroi-

tement à son oreille; il n'aime pas à la lire affichée sur la muraille.

L'auteur se complaît beaucoup trop, par exemple, à nous raconter comment il conserva pendant huit jours une pensée de meurtre avec préméditation et guet-apens. L'histoire est étrange. M. Berlioz, toujours malheureux, venait d'apprendre à Florence une fâcheuse nouvelle, un de ces malheurs, il faut l'avouer, qui n'arrivent qu'à lui... Une femme l'avait trahi. La chose s'était faite à Paris; c'est à Paris qu'il fallait se venger. M. Berlioz prend la poste; mais, avant de partir, il se munit d'une paire de pistolets doubles et d'un habillement de femme de chambre complet, robe, chapeau, voile vert, etc. Le voilà parti, brûlant la route dans la direction de Gênes, ne parlant pas, ne mangeant guère, la gorge et les dents serrées, tout entier à son noir projet. Le programme arrêté par l'impétueux virtuose était celui-ci : il arrivait à Paris vers neuf heures du soir; il se présentait chez *son amie*. On l'annonçait comme la femme de chambre de la comtesse***, chargée d'un message pressé; il remettait sa lettre, comme Jacques Clément, et pendant qu'on s'occupait à la lire, il tuait à bout portant trois personnes, ni plus ni moins, et se brûlait ensuite la cervelle sur les cadavres de ses victimes. « Oh! la jolie scène! ajoute M. Berlioz. C'est vraiment dommage qu'elle ait été supprimée! » Elle le fut en effet, grâce à Dieu! M. Berlioz s'arrêta en chemin. Après avoir fait *quatre-vingts lieues* en compagnie de cette bonne pensée, maugréant Dieu et les saints comme un diable contraint de porter un morceau de la vraie croix, M. Berlioz arrive à Nice, où une admirable lettre de M. Horace Vernet le rappelle au bon sens, au travail et à la musique. Mais ne trouvez-vous pas que la folie de notre spirituel conteur a duré bien longtemps? quatre-vingts lieues de poste, deux pistolets chargés, un triple homicide! Ceci passe la plaisanterie. Othello n'arrive

pas de si loin, et il ne tue pas la confidente de Desdémone !

Par un de ces changements à vue qui sont fréquents dans la vie des hommes passionnés, le séjour que M. Berlioz fait à Nice, où cette abominable fureur l'a conduit, est le moment le plus heureux, le plus calme et le plus serein de tous ceux qu'il a passés en Italie. « Je reste à Nice un mois entier à errer dans les bois d'orangers, à me plonger dans la mer, à dormir nu sur les bruyères des montagnes de Villefranche, à voir du haut de ce radieux observatiore les navires venir, passer et disparaître silencieusement. Je vis seul, j'écris l'ouverture du *Roi Lear*, je chante, je crois en Dieu !... » En un mot, notre poëte était guéri, si la police du roi de Sardaigne ne s'en fût mêlée.

Un jour il est mandé au bureau de police. C'était en 1831. M. Berlioz, je l'avoue, avait été fort imprudent : il avait fait une partie de billard, en plein café, avec un officier piémontais... il passait ses journées presque entières dans les bois et sur les rochers... enfin il ne dînait jamais à table d'hôte... Un si dangereux conspirateur compromettait évidemment la paix publique.

Le directeur du bureau de police l'interroge.

— Que faites-vous ici, monsieur ?

— Je me rétablis d'une maladie cruelle. Je compose, je rêve, je remercie Dieu d'avoir fait un si beau soleil, une mer si belle, des montagnes si verdoyantes.

— Vous n'êtes pas peintre ?

— Non, monsieur.

— Cependant on vous voit partout un album à la main et dessinant beaucoup. Seriez-vous occupé à lever quelque plan ?

— Oui, je lève le plan d'une ouverture du *Roi Lear*, c'est-à-dire j'ai levé ce plan, car le dessin et l'instrumentation en sont tout à fait terminés. Je crois même que l'entrée en sera formidable...

— Comment l'entrée? Qu'est-ce que ce roi Lear?

— Hélas! monsieur, c'est un vieux bonhomme de roi d'Angleterre.

— D'Angleterre?

— Oui, qui vécut, au dire de Shakspeare, il y a quelque dix-huit cents ans, et qui eut la faiblesse de partager son royaume à deux filles scélérates qu'il avait, et qui le mirent à la porte quand il n'eut plus rien à leur donner. Vous voyez qu'il y a peu de rois...

— Ne parlons pas du roi!... Vous entendez par ce mot instrumentation?...

— C'est un terme de musique.

— Toujours ce prétexte! Je sais très-bien, monsieur, qu'on ne compose pas ainsi de la musique sans piano, seulement avec un *album* et un crayon, en marchant silencieusement sur les grèves! Ainsi donc veuillez nous dire où vous comptez aller; on va vous rendre votre passe-port; vous ne pouvez rester à Nice plus longtemps.

— Alors je retournerai à Rome, en composant encore sans piano, avec votre permission!...

Cela dit, M. Berlioz quitta Nice et revint à Rome, où son mal le reprit de plus belle. Mais que ceux qui veulent connaître la fin de l'histoire demandent le livre; c'est une amusante lecture. On peut juger, par la citation que je viens d'y prendre, du genre d'esprit qui anime souvent ce récit. C'est du plus fin et du plus exquis. Le livre de M. Berlioz a presque partout cette allure franche, rapide, originale, parfois bouffonne, qui distingue l'interrogatoire du préfet de police piémontais. Xavier de Maistre a fait un *Voyage autour de sa chambre* en compagnie de son caprice. Notre auteur n'a guère d'autre compagnon pendant son séjour en Italie, mais ce compagnon, qui le tourmente sans cesse et qui l'ennuie quelquefois, nous amuse toujours, conformément à cette loi du cœur humain qui nous fait prendre plaisir au

spectacle et au récit des souffrances d'autrui, surtout quand elles sont risibles :

> L'homme se plaît à voir les maux qu'il ne sent pas.

Voilà pour la forme de l'ouvrage. Quant au fond, si j'ai raconté l'histoire des *souffrances* de M. Berlioz, c'est qu'en expliquant le désenchantement du voyageur, elles donnent jusqu'à un certain point la raison de l'étrange et prodigieux talent du symphoniste. Qui a lu son livre comprend son œuvre musicale. Ce n'est pas ma mission d'apprécier, comme musicien, l'auteur du *Voyage en Italie*. M. Berlioz déclinerait à bon droit ma compétence; mais en lui tout se tient, le touriste et le penseur, le compositeur et le critique, le virtuose et le poëte. Chez lui le rire est voisin des larmes, l'enthousiasme confine au délire. On découvre tous les contrastes dans sa nature, et ces contrastes se retrouvent dans son talent : une nature emportée, excessive avec la douceur d'un enfant; une obstination de fer avec une aimable facilité de caractère; un entraînement de passion qui n'exclut ni la justesse ni la sérénité de l'esprit. Vous l'avez vu un jour parlant de faire sauter le monde, et il pleure à chaudes larmes en lisant la mort de Turnus; jugement sain dans une intelligence exaltée. Il *crie d'admiration* en lisant Shakspeare, et il pousse jusqu'à l'idolâtrie le culte de la poésie classique dans l'inimitable auteur de l'*Énéide*. Il a des antipathies sans pitié, un goût intolérant, des préférences aveugles, avec un bon sens supérieur. C'est par ces qualités, peut-être par ces défauts qu'il a réussi, comme tous les hommes chez lesquels l'*excentricité* n'est que la forme brillante et pour ainsi dire la superficie du talent. Allez plus avant : vous trouvez un fonds solide, un sol vigoureux, des sources abondantes, une richesse inépuisable. M. Berlioz, avant d'être un des compositeurs renommés de

notre époque, avait amassé, à force de patience et de travail, des trésors d'érudition. Lisez ses *Études sur Beethoven*. Ce sont, au dire de tous les musiciens instruits, des chefs-d'œuvre de critique; la science n'y étouffe pas l'enthousiasme. On sait que, lorsque le jeune symphoniste débuta dans la carrière musicale, il y rencontra dès ses premiers pas l'inflexible opposition de son père. Il fut obligé, pour vivre, de figurer comme choriste au théâtre des Nouveautés. L'extrémité était dure, sa vocation était sauvée. Échappé à cette détresse glorieuse, M. Berlioz dut s'en souvenir avec délices le jour où Paganini tombait, à deux genoux et en versant des larmes, devant l'auteur de la symphonie d'*Harold*, et le jour aussi où le célèbre Mendelsshonn lui donnait, à Leipsick, après un admirable concert, son bâton de commandement !

C'est ainsi que M. Berlioz a réalisé, depuis dix ans [1], le grandiose qu'il rêvait si douloureusement en Italie. Depuis le temps où il étouffait à Rome entre les musiciens-rempailleurs de chaises du théâtre *Valle* et les trente-deux chanteurs asthmatiques de la chapelle Sixtine, il a pu donner l'essor à ce démon qui se démenait en lui et verser sur la foule les *cataractes d'harmonie* qu'il tenait suspendues sur nos têtes. On l'a vu ouvrir de vastes espaces à la multitude, diriger magistralement des masses de concertants innombrables, présider, le bâton de mesure à la main, à des obsèques presque royales et conduire des funérailles populaires. On l'a vu diriger l'orchestre, à la fois religieux et triomphal, qui escortait jusqu'à la Bastille les cercueils des morts de Juillet. Il y a deux ans, l'Allemagne couronnait en plein théâtre la plus dramatique de ses partitions; et hier encore, la symphonie de *Roméo* retentissait aux oreilles d'une foule

[1] Écrit en 1845. On sait les progrès et les triomphes de l'auteur d'*Harold* depuis cette époque.

nombreuse, dans la plus vaste enceinte scénique de ce Paris, qui a cent théâtres comme Thèbes avait cent portes. Tels sont les brillants succès de M. Berlioz. Voilà ses grands souhaits accomplis. Maintenant que lui manque-t-il, si ce n'est de faire exécuter son *Tuba mirum* sous les voûtes religieuses de Saint-Pierre et de donner un grand festival sur les ruines du Colisée?

Sterne raconte que, se trouvant en pension à Halifax, il vit un jour le plafond de l'école qui venait d'être reblanchi. L'échelle était restée appuyée contre le mur. L'enfant y monta et écrivit en majuscules triomphantes : *Laurent Sterne*. Le délit fut bientôt connu ; et de deux maîtres qu'avait l'écolier, l'un le fouetta vigoureusement, et l'autre mieux avisé lui dit : « Ce nom ne sera plus effacé, c'est celui d'un enfant de génie et qui parviendra. »

J'en dis autant à M. Berlioz. Je l'ai peut-être sévèrement jugé à l'époque où, voyageant en Italie, il devançait par des vœux stériles cette célébrité qu'il a atteinte plus tard par des œuvres sérieuses. Maintenant je lui dis : Votre ambition était légitime. Vous avez attaché votre nom à de belles œuvres, *et votre nom ne sera plus effacé*. Seulement, si vous avez jamais du loisir, repassez les Alpes..., et peut-être rendrez-vous cette fois plus de justice à la musique et aux chanteurs de la noble Italie.....

XIII

Voltaire et le président de Brosses.

Le 9 septembre 1758, Voltaire avait mal dormi. Il se leva avec la pensée d'acheter l'usufruit du domaine de Tournay; et, prenant la plume, il écrivit au président de Brosses ce qui suit :

« Voulez-vous me vendre à vie votre terre de Tournay? Je suis vieux et malade. Je sais que je fais un mauvais marché; mais ce marché vous sera utile et me sera agréable. Voici quelles seraient les conditions que ma fantaisie, qui m'a toujours conduit, soumet à votre prudence :

« Je m'engage à faire bâtir un joli pavillon des matériaux de votre très-vilain château, et je compte y mettre vingt-cinq mille livres. Je vous payerai comptant vingt-cinq autres mille livres. Tous les embellissements que je ferai à la terre, tous les bestiaux et les instruments d'agriculture dont je l'aurai pourvue vous appartiendront. Si je meurs avant d'avoir achevé le bâtiment, vous aurez par-devers vous mes vingt-cinq mille livres, et vous achèverez le bâtiment si vous voulez. Mais je tâcherai de ne pas mourir de deux ans, et alors vous serez joliment logé sans qu'il vous en coûte rien.

« De plus, je m'engage à ne pas vivre plus de quatre ou cinq ans, » etc. [1].

[1] *Correspondance inédite de Voltaire*, publiée d'après ses lettres autographes, avec des notes, par M. Th. Foisset. — Paris, édition de 1837. — L'étude dont cette publication nous inspira l'idée parut dans le *Journal des Débats* du 29 juillet 1837.

Je dis que Voltaire avait passé une bien mauvaise nuit et que sa fantaisie le conseillait bien mal quand il écrivit cette lettre; car le domaine de Tournay, situé entre Gex et Genève, était bien le plus maussade séjour qu'il pût choisir; le château était inhabitable, la forêt dans un état affreux; et la terre, affermée trois mille francs, avait ruiné maître Chouet, qui à l'inconvenient d'avoir fait une mauvaise affaire joignait celui d'être l'ivrogne le plus déterminé des treize cantons. Ce qu'il faut dire cependant à la décharge de Voltaire, c'est qu'il habitait depuis trois ans les Délices, tout près de Genève, et que le voisinage de cette république bigote et turbulente l'ennuyait. Il avait soixante-quatre ans, et il lui était bien permis de chercher le repos. Vous allez voir comment il le trouva à Tournay.

Le président de Brosses n'est pas assez connu. Tout le monde sait qu'il a écrit trois volumes d'érudition sur le septième siècle de la République romaine, et qu'il a composé un savant Traité sur les Fétiches; mais ceux qui n'ont pas lu ses curieuses lettres sur l'Italie [1] ne savent pas que c'était aussi un homme de beaucoup d'esprit. Voici donc comment il répondit à Voltaire :

« . . . . . .

. . . . . Je vous aurais, Monsieur, volontiers offert mon château, s'il avait été digne d'être la demeure ordinaire d'un homme si célèbre; mais il n'a pas même l'honneur d'être une antiquité; ce n'est qu'une vieillerie. Il vous vient en fantaisie de le rajeunir comme Memnon; j'approuve fort ce projet. »

Suit l'examen des propositions de Voltaire. Le président

[1] On sait que ces *Lettres* de la jeunesse de Charles de Brosses ont été récemment réimprimées avec un grand succès.

les approuve, *sauf* l'article de la démolition du vieux château et le prix d'acquisition de l'usufruit. M. de Brosses veut trente mille livres. Il termine ainsi :

« Vous vous obligez à ne vivre que quatre ou cinq ans; point de cet article, s'il vous plaît; sinon marché nul. J'exige, au contraire, après le traité conclu, que vous viviez le reste du siècle pour continuer à l'illustrer et à l'éclairer. La Providence se ferait de belles affaires si elle ne vous laissait ici-bas plus longtemps que Fontenelle. Elle n'est pas déjà si bien aujourd'hui avec le public. » (Le président conclut en demandant des *épingles* pour madame de Brosses.)

L'affaire en était là le 14 septembre 1758; en ce moment commence entre les deux correspondants un combat de petites subtilités et de grosses finesses, que rendent fort amusant la position grave et l'âge respectable (M. de Brosses était né en 1709) des deux antagonistes. C'est d'abord Voltaire qui répond aux objections du président par une longue lettre, fort peu explicite, si j'en excepte pourtant le *post-scriptum*, qui en dit plus qu'il n'est gros : « *Nota bene*, écrit Voltaire après le compliment final, que votre terre est dans un état déplorable et qu'on détruit votre forêt. » Le président riposte; il reproche à l habile écrivain d'embrouiller l'affaire et de reculer la conclusion : « Depuis l'horloge d'Achaz et le festin d'Atrée, on n'avait pas tant rétrogradé. » Mais passez cette lettre, qui est interminable, et allez droit au *post-scriptum;* toute la malice de M. de Brosses est là. « M. de Fautrière, retiré à Genève, me fait proposer un échange (de mon domaine de Tournay) contre sa terre plus voisine des miennes de Tresse; mais je n'ai pas une fort grande envie d'avoir affaire à lui... » Suivent deux lettres : l'une fort adroite de Voltaire, dans laquelle il ne paraît pas trop effrayé par le *post-scriptum* du président; l'autre de

M. de Brosses, qui fait une savante retraite, en laissant toutefois M. de Fautrière sur le champ de bataille. Voltaire le suit, l'épée dans les reins, et lâche son *ultimatum :* dix mille écus pour l'acquisition de l'usufruit viager, douze mille livres employées en réparations, et, pour épingles à madame de Brosses, *une belle charrue à semoir!* Tel est son dernier mot. C'est à prendre ou à laisser. Le président prend tout, excepté pourtant la charrue, singulier meuble de toilette offert à la coquetterie de madame de Brosses; et enfin, le 11 décembre présente année, les hautes parties contractantes se réunissent au château de Ferney; là, par-devant maître Girod, notaire royal au bailliage de Gex (et l'un des ancêtres de M. Girod de l'Ain), et en présence de deux paysans, témoins des parties, l'acte de bail à vie de la terre de Tournay est définitivement rédigé, lu, consenti et signé sur la minute : « *Brosses, de Voltaire, Jacque Brillon, Bernard Brillon,* et *Girod, notaire, le 15 décembre* 1758. *Reçu quatre-vingt-six livres huit sols.* » Comme vous voyez, rien n'y manque.

« J'ai fait mon entrée (à Tournay) comme Sancho Pança dans son île; il ne me manquait que son ventre, écrit Voltaire quelques jours après la signature du contrat. Votre curé m'a harangué. Chouet (l'ivrogne) m'a donné un repas splendide dans le goût de ceux d'Horace et de Boileau, fait par le traiteur des Paquis. Les sujets ont effrayé mes chevaux avec de la mousqueterie et des grenades; les filles m'ont apporté des oranges dans des corbeilles garnies de rubans. Le roi de Prusse me mande que je suis plus heureux que lui; il a raison. — Madame, ajoute Voltaire en s'adressant à madame de Brosses, je vous demande pardon de ne vous avoir présenté qu'un demi-cent d'épingles. Mais vous êtes la fille de mon intime ami, M. de Crèvecœur. Je n'ai plus le sou, et vous pardonnerez la liberté grande. »

Voilà donc Voltaire devenu, à quelques égards, le fermier de M. le président de Brosses; Voltaire le poëte, le bel esprit, le philosophe indiscipliné et chatouilleux, qui s'était réfugié à Genève pour ne pas obéir au roi de France et qui achetait Tournay sur la frontière pour n'être, disait-il, ni en France ni à Genève, le voilà soumis aux règles étroites et tracassières qui régissent l'usufruit, condamné à jouir en bon père de famille, engagé dans un bail à vie, c'est-à-dire dans un dédale d'obligations, de difficultés, de plaidoiries et de chicanes d'où il ne peut sortir que par le chemin du cimetière! Voltaire fermier! c'est là un titre qui manquait à l'homme universel, et sous lequel il est peu connu. Il nous reste donc à l'étudier dans sa nouvelle condition.

Voltaire, je me hâte de le dire, n'était pas né pour être le fermier, le locataire, l'usufruitier de quelque chose ou de quelqu'un. Sans parler de la susceptibilité intraitable de son caractère, qui l'avait, à la cour de Frédéric, brouillé avec tout le monde, mais surtout avec le roi, le grand homme était né avec des goûts singulièrement révolutionnaires en fait de propriété. Il aimait à détruire et à créer; ne pouvant changer le gouvernement, il se plaisait à tourmenter la terre; il traitait un champ comme on a depuis traité l'État; il le bouleversait de fond en comble, semant des prés où il trouvait des bois, plantant des arbres où il récoltait du sainfoin,

Diruit, ædificat, mutat quadrata rotundis;

en un mot, taillant, coupant, rognant, révolutionnant la terre, que c'était merveille! Tel était le passe-temps du vieux philosophe, devenu propriétaire; c'est ainsi qu'il dépensait toute l'activité que son esprit n'employait pas à agiter et à éclairer son siècle. Et en fin de compte ce-

pendant, après bien des soins, bien des fatigues, bien des colères, c'est ainsi que Voltaire avait créé Ferney, cette délicieuse résidence de sa longue vieillesse, ce séjour élégant et correct où les grands seigneurs retrouvaient le bon ton et quelquefois la magnificence de Versailles, cette métairie si bien gouvernée qui aurait mérité, de nos jours, le prix d'excellence à Roville ou à Grignon, cet illustre *cottage* qui était devenu le rendez-vous de l'Europe savante et philosophique. Ce qu'il faut donc conclure de tout ce qui précède, c'est que le mouvement est quelquefois bon à quelque chose : en politique, il produit des Chartes ; en agriculture, Ferney !

Le président de Brosses appartenait à l'École philosophique par ses goûts littéraires, ses prétentions et ses écrits ; mais, quand il s'agissait de propriété, surtout des siennes, le président de Brosses était éminemment conservateur. Ajoutez que M. de Brosses était un magistrat fort rigide, un légiste des mieux appris et qui ne bronchait pas sur son droit, tandis que Voltaire aimait à interpréter la loi comme il commentait Corneille, suivant le caprice qui conduisait sa plume ; et vous aurez une juste idée de l'admirable accord que leur préparait le marché du 11 décembre.

Au début de sa jouissance, dès le mois de janvier 1759, Voltaire écrit au président :

« .... Je lis et relis votre contrat, et plus je le relis, plus je vois que vous m'avez dicté la loi en vainqueur; mais j'en suis fort aise. J'aime à embellir les lieux que j'habite, et j'y fais à la fois votre bien et mon plaisir. J'ai déjà ordonné qu'on jetât à bas la moitié du château et qu'on changeât l'autre. Les fossés seront grands et réguliers. Nous aurons des ponts tournants, et vos arbres de Dodone seront mieux employés à ces embellissements qu'à chauffer la ville de Genève. Il vaudra mieux en abattre pour cinquante ou

soixante louis pour des réparations excellentes que d'en couper pour cent quarante louis, comme vous avez fait. Je me tiens meilleur père de famille que vous ; car je ne détruis que pour édifier ; et vous avez, ne vous déplaise, dévasté la moitié de votre forêt pour avoir de l'argent comptant. Vous avez négligé votre terre, et moi je la cultive, et vous serez un jour étonné d'avoir un château très-beau, très-peigné, et des campagnes fertiles, labourées et semées à la nouvelle mode, et de belles prairies qui sont aujourd'hui couvertes de taupes, et que vous verrez arrosées de petits ruisseaux... Je peuplerai le pays de Gex de perdrix ; je voudrais le peupler d'hommes... *Sed funerata est pars illa quâ numquam Achilles eram...* »

A tout cela que répond le président ? Il braque une lunette sur Tournay et il observe. Il n'y a guère plus trace d'un compliment dans ses lettres. Il est visiblement alarmé des bonnes intentions de Voltaire. Ce grand amour pour son bien l'épouvante. Il se met en garde, fronce le sourcil à toutes les politesses et à toutes les papelardises du malin poëte, ne répond plus à ses lettres, et se tient prêt à jouer serré avec le vieux renard qu'il a si imprudemment lâché sur sa terre chérie de Tournay.

Cependant Voltaire a une première querelle, non pas encore avec le président, mais avec le fisc. Un sieur Girard, receveur du domaine, a l'impertinence d'exiger de lui, Voltaire, le payement du centième denier de son bail. Mais la terre de Tournay est privilégiée, du fait de M. de Brosses, et elle ne doit rien au Trésor. C'est ce que notre philosophe expose au conseil des finances dans une requête bouffonne, qui se termine ainsi :

« ..... Girard exige le centième denier de l'*agréable*, de l'*utile* et de l'*honorable* de la seigneurie (ce sont ses termes).

Or ledit Voltaire proteste que le centième denier de tout cela est zéro, attendu que le centième denier de l'encens à la messe et des prééminences ne va pas à une obole ; le centième denier de l'agréable entre les Alpes et le mont Jura est au-dessous de rien ; et le centième denier de l'utile dans une terre délabrée est justement la racine cubique de rien du tout. Partant, il espère que nosseigneurs du conseil daigneront tirer ledit Voltaire des griffes du sieur Girard. »

Autre embarras : la terre de M. de Brosses avait des droits seigneuriaux, et Voltaire avait trouvé bon de les exercer; mais un jour il s'en repentit. Un de ses justiciables, nommé Panchaud, ayant donné un coup de sabre à un paysan qui volait ses noix, le voleur fait sa plainte. Procès. Panchaud est condamné au bannissement, et Voltaire au payement des frais comme seigneur haut justicier. Les frais se montaient à cent pistoles, le tout pour six noix et un coup de sabre donné à un maudit Savoyard « qui s'en portait fort bien. » Voltaire aurait bien voulu renoncer au droit de payer; mais le président tient bon. Le poëte écrit vingt lettres, il remue ciel et terre..... Mais il paye.

Cependant Voltaire continuait à *améliorer* la terre de Tournay. Il bâtissait un théâtre et y faisait jouer *Tancrède*. C'était bien. Mais en même temps il s'escrimait d'estoc et de taille contre les plus belles réserves du président, coupant ses arbres pour réparer ses granges, faisant sauter ses bois pour arrondir ses prés, ébranchant ses chênes pour radouber la carcasse du vieux château. « J'ai eu la patience, écrit Voltaire avec une incroyable ingénuité, de faire déraciner tous ces tronçons..... »

Poussé à bout, M. de Brosses prend l'offensive, et maître Girod reçoit l'ordre de faire une reconnaissance en règle de la terre de Tournay. Mais, de son côté, Voltaire se met en garde contre maître Girod, lui ferme malhonnêtement sa

porte au nez, et tâche d'amuser le président avec de belles promesses et des paroles dorées.

Auri sacra fames ! Le président est pris au piége... Voltaire lui propose d'acheter Tournay à perpétuité. Le président fait d'abord le difficile ; Voltaire insiste, et le digne magistrat donne en plein dans la proposition d'achat de l'insidieux fermier. Il envoie même à Tournay, le 10 janvier 1760, le projet du contrat de vente tout dressé ; il n'y manque plus que la signature de Voltaire. Mais celui-ci demande du temps, et la respectable pancarte demeure quatre mois et demi dans sa poche. Ces quatre mois sont l'époque d'une véritable suspension d'hostilités entre les deux correspondants ; ils la passent à s'écrire des riens charmants et d'admirables fadaises. Pendant ce temps-là, maître Girod attend à la porte ; l'encre sèche dans son écritoire, la lunette du président se rouille, et sa vigilance s'endort.

Mais attendez.....

Un matin le président se frotte les yeux, secoue sa perruque à marteaux, et, semblable à ce personnage du proverbe « qui croit que sa cuisinière le vole » : « Je crois, dit-il, que M. de Voltaire se..... moque de moi ! »

Et il avait bien raison, le cher homme !

Alors il écrit à Voltaire, et lui déclare nettement que l'inventaire se fera si la vente ne se fait pas. Plus de retard ! point d'affaires ! l'inventaire ou le contrat !

Le cas devenait embarrassant. Aussi vous allez voir comme le fermier de Tournay devient humble ! Quel style confit ! quelle plume de velours ! Oh ! le saint homme que Voltaire, quand il est pris la main dans le sac !

« ..... J'ai tout raccommodé chez vous, Monsieur, parce que j'aime l'ordre : j'ai planté des arbres dans votre forêt ; j'ai fait porter de la terre neuve et meuble dans le champ maudit, et j'ai rendu fertile une pièce de terre qui n'avait

pas produit un grain d'orge depuis le déluge. Vous ne m'en savez nul gré, je le sais bien, et je m'y suis très-bien attendu (pauvre Voltaire!); j'ai fait le bien pour l'amour du bien même, et le ciel m'en récompensera (pauvre Voltaire!). Je vivrai longtemps, parce que j'aime la justice. Les fermiers généraux ne l'aiment pas; aussi sont-ils maudits dans Saint-Mathieu et dans le *factum* de Ramponeau! »

Cette lettre est du 16 juillet 1760. C'était un signal de détresse; Voltaire était à bout de ruse et d'imagination. L'inventaire se fit, et la querelle s'envenima plus que jamais.

En 1761, c'était une guerre ouverte; mais voici à quelle occasion elle éclata. Quelque temps avant la cession de Tournay à titre d'usufruit, le président de Brosses avait vendu à un nommé Charlot Baudy une des coupes de bois de sa forêt. Quand Voltaire fut établi dans ce domaine, ayant besoin de bois de chauffage, il en demanda, sur l'avis du président consulté par lui, quatorze moules (voies) audit Charlot, et, bien entendu, ne paya pas. Deux ans après Charlot lui présente le compte de ces bûches, au prix de trois patagons le moule. Voltaire refuse le mémoire, sous prétexte que le président lui a fait l'abandon du bois qu'il a brûlé à Tournay. Alors Charlot s'adresse au président pour être payé; mais celui-ci le renvoie à Voltaire, qui l'envoie au diable. Charlot va chez le juge, et, quelques jours après, le poëte reçoit assignation à fin de comparaître à l'audience du bailliage de Gex. Tout ceci se passait à la fin de 1760, quelques jours après l'inventaire.

M. de Brosses avait-il réellement donné à Voltaire un bois qui ne lui appartenait plus, puisqu'il l'avait vendu à Baudy? Lui avait-il fait cadeau de quatorze moules de bûches à brûler, comme on envoie à un ami un panier de pêches ou une demi-douzaine de gelinottes? Ou bien Voltaire était-il de

mauvaise foi en affirmant que M. de Brosses l'avait engagé à prendre sur sa terre le bois que Baudy n'avait pas encore enlevé, l'acheteur n'étant que le prête-nom du président, et ayant fait avec lui un marché de clerc à maître? Je ne sais, et j'avoue même qu'après avoir lu toute cette correspondance j'ignore absolument de quel côté est le bon droit.

Mais c'est que vraiment, dans cette lutte épistolaire, la vivacité, la malice, la verve railleuse et mordante, sont égales des deux côtés, et je ne connais rien de plus amusant que cette dispute de deux hommes si graves, rien de divertissant comme ces bûches qui volent pendant dix mois de la tête de l'un à celle de l'autre, sans blesser personne, mais non sans faire un bruit abominable. C'est une bonne comédie, et Voltaire n'a rien fait de mieux dans ce genre: *Nanine* et *l'Écossaise* doivent céder le pas à Charlot; et quant au président, s'il n'est pas entré à l'Académie, c'est probablement que Voltaire a gardé pour lui ses charmantes lettres.

« ..... Vous me faites un procès, écrit Voltaire, dont les suites ne peuvent tomber que sur vous, quand même vous le gagneriez. Vous me faites assigner au nom d'un paysan de cette terre, à qui vous dites à présent avoir vendu les bois en question. Voilà donc ce gros marchand de Genève avec qui vous aviez contracté! Il est de notoriété publique que jamais vous n'aviez vendu vos bois à ce paysan, que vous les avez fait exploiter et vendre par lui à Genève pour votre compte; tout Genève le sait; vous lui donniez deux pièces de vingt et un sous par jour pour faire l'exploitation, avec un droit sur chaque moule de bois dont il vous rendait compte. Je crus le sieur Girod, votre agent, quand il me dit que vous aviez fait une vente réelle. Il n'y en a point, monsieur! Le sieur Girod a fait vendre en détail, pour votre compte, *mes propres bois*, dont vous me redemandez aujourd'hui douze moules!

. . . . . .

« S'il faut que M. le chancelier, et les ministres, et tout Paris, soient instruits de votre procédé, ils le seront; et, s'il se trouve dans votre compagnie respectable une personne qui vous approuve, je me condamne. »

M. de Brosses répond :

« Souvenez-vous, monsieur, des avis prudents que je vous ai ci-devant donnés en conversation, lorsqu'en me racontant les traverses de votre vie, vous ajoutâtes que vous étiez d'un caractère *naturellement insolent*. Je vous ai donné mon amitié. Une marque que je ne l'ai pas retirée, c'est l'avertissement que je vous donne encore de ne jamais écrire dans vos moments d'aliénation d'esprit, pour n'avoir pas à rougir dans votre bon sens de ce que vous avez fait pendant le délire.

. . . . . .

« Il faut être prophète pour savoir si un marché à vie est bon ou mauvais. Ceci dépend de l'événement. Je désire en vérité de tout mon cœur que votre jouissance soit longue, et que vous puissiez continuer encore trente ans à illustrer votre siècle; car, malgré vos faiblesses, vous resterez toujours un très-grand homme... dans vos écrits. Je voudrais seulement que vous missiez dans votre cœur le demi-quart de la morale et de la philosophie qu'ils contiennent.

. . . . . .

« C'est dans un autre temps qu'en nous promenant dans la campagne de Tournay vous me dites que vous manquiez actuellement de bois de chauffage; à quoi je vous répliquai que vous en trouveriez facilement de ceux de ma forêt vers Charles Baudy. Vous me priâtes de lui en parler; ce que je fis même en votre présence, autant que je m'en souviens, mais certainement d'une manière illimitée, ce qu'on ne fait pas quand il s'agit d'un présent. Je laisse à part la vileté d'un présent de cette espèce, qui ne se fait qu'aux pauvres

de la Miséricorde ou à un couvent de capucins. Je vous aurais, à coup sûr, donné comme présent quelques voies de bois de chauffage, si vous me les aviez demandées comme telles. Mais j'aurais cru vous insulter par une offre de cette espèce. Mais enfin, puisque vous ne la dédaignez pas, je vous le donne, et j'en tiendrai compte à Baudy, en par vous m'envoyant la reconnaissance suivante :

« *Je soussigné, François-Marie Arouet de Voltaire, chevalier, seigneur de Ferney, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, reconnais que M. de Brosses, président du Parlement, m'a fait présent de ..... voies de bois de moule, pour mon chauffage, en valeur de* 281 *livres; dont je le remercie.*

« A cela près je n'ai aucune affaire avec vous.

« Je vous fais, monsieur, en finissant, le souhait de Perse :

Mens sana in corpore sano. »

Comment finit ce singulier litige? Après bien des discussions, des protestations et surtout des injures, après assignations reçues et rendues, l'affaire appelée à l'audience du bailliage de Gex et renvoyée sans ajournement fixe, après nomination d'arbitres et entremise des amis, tout le Parlement remué par la querelle, M. le Bault, M. de Ruffey, M. de Fargès prenant parti, après tout ce bruit qui avait duré une année entière, qu'arriva-t-il? Une transaction eut lieu. L'argent fut remis au curé de Tournay pour les pauvres. Mais, hélas! ce fut le pauvre Voltaire qui paya!

Depuis cette époque (10 novembre 1761), Voltaire découragé ne songea plus guère à poursuivre les améliorations commencées à Tournay; on le récompensait si mal de son zèle! On le payait par une *reconnaissance* si peu de son goût! Il abandonna donc Tournay presque complètement. Mais Tournay ne l'abandonna pas. A chaque instant le mau-

dit usufruit lui revient en tête. Ce sont à chaque pas nouvelles difficultés, embarras imprévus, disputes surtout. Voltaire et le président ne s'écrivent plus, il est vrai, qu'à de longs intervalles, et leur colère de 1761 est calmée, leur ton est bien radouci; mais que d'ennuis, que de chicanes, que de soucis, que de dégoûts, que d'interminables affaires qui fatiguent leur plume, exaltent leur cerveau, usent leur vie!... Ils meurent enfin, M. de Brosses le premier, ensuite Voltaire, vieux de jours, mais jeunes encore par l'ardeur procédurière qui les anime jusqu'au dernier moment; ils meurent, et la mort même ne termine pas leurs démêlés. En 1781, la justice est obligée d'intervenir pour mettre d'accord ces infatigables plaideurs dans la personne de leurs héritiers; une transaction termine enfin ce procès, qui avait duré deux fois autant que le siége de Troie; et, moyennant que madame Denis consentît à payer quarante mille livres de dommages-intérêts « pour les dégradations et détériorations arrivées dans la terre de Tournay pendant la jouissance du sieur Voltaire » (ce sont les termes de l'acte), il fut décidé qu'on la laisserait tranquille, elle et la mémoire de son oncle. *Requiescat in pace!*

C'est toujours par là que finissent les hommes qui ont fait le plus de bruit dans le monde. Le supplice que Dieu leur inflige, c'est le repos et le silence.

XIV

M. Louis Veuillot romancier.

Voici, en peu de mots, l'histoire de cette *Honnête Femme*[1] dans laquelle M. Louis Veuillot a eu la prétention de résumer la moralité de notre société et de notre époque.

L'*honnête femme* de M. Veuillot habite une ville de province. Pauvre, coquette et fière, elle passe sa première jeunesse « à tristement compter les grains du long collier de refus dont elle se pare avec orgueil. » Ce qui veut dire qu'elle attend, pour se marier, qu'il lui tombe des nues un niais, tant soit peu bien situé en ce monde, qui consente à épouser une coquette pour sa bonne mine; car l'*honnête femme* est belle et séduisante. Le grand mérite d'être honnête si elle était laide ! Lucile (c'est le nom de l'héroïne) fait donc un mariage de raison ; elle épouse Cléante, gros fonctionnaire d'une petite ville, « bonhomme un peu bête, mais avec un fonds de bon sens dont une femme vraiment supérieure se serait fort accommodée. Mais Lucile, quoique ses yeux paisibles parussent quelquefois jeter la pensée comme le cratère d'un volcan jette les éclairs, » Lucile a le malheur de ne pas comprendre aussi bien que M. Veuillot comment le bon sens peut se concilier avec la bêtise, et elle ne tarde pas à toucher le fond dans l'esprit et la capacité de son mari. « Au

[1] L'*Honnête Femme*, roman, par M. Louis Veuillot. (1re édition. Paris. 1844. 2 vol. in-12.) — L'étude que j'ai consacrée à cet ouvrage du célèbre pamphlétaire remonte à l'année 1845. C'est au lecteur à juger si elle manque absolument d'à-propos.

bout de six mois, dit l'auteur, le mari était *moralement supprimé.* »

Cependant Lucile, comme toutes les femmes qui ont *moralement supprimé* leur mari, éprouvait le besoin d'avoir un amant. Avant de se marier, l'*honnête femme* avait laissé faire le siége de sa vertu par un certain nombre de prétendants qui, après avoir posé la première et quelquefois la deuxième parallèle autour de la place, avaient toujours fini par être éconduits, faute de ce *nerf de la guerre*, de l'amour et surtout du mariage qui leur manquait. A un capitaine de carabiniers avait succédé, je crois, un chef d'escadron de hussards. Lucile voulait mieux, elle avait poussé la vertu jusqu'à donner congé à un excellent jeune homme, aussi distingué par son éducation que par sa naissance, qui aimait Lucile, mais qui n'avait pas le sou. M. de Valère, désespéré, était allé chercher fortune à Paris.

Quelques années se passent, et la *suppression morale* du bon Cléante n'avait fait qu'augmenter. « Lucile jouait de son mari comme un organiste de son instrument; elle pouvait à son gré le fâcher ou l'apaiser, tirer de lui des roulements de tonnerre ou des *solo* de galoubet. Elle avait particulièrement certains mots en *mi bémol* avec quoi elle l'aurait mené se pendre du cœur le plus satisfait. » Mais un instrument si docile ne suffisait pas à cette reine de sous-préfecture « chez laquelle, dit notre auteur, *le col, le buste, les pieds, les mains et les bras*, tout avait l'exquise harmonie de la proportion antique. » A une femme si bien proportionnée il fallait un amant de choix comme la province n'en donne guère. Justement M. de Valère revint de Paris. Cet honnête jeune homme avait mené grand train sa destinée. Confident et chef de cabinet d'un ministre, il pouvait prétendre à tout, même au cœur de Lucile. Par malheur, s'il revenait à Chignac (c'est la ville où se passe le drame de M. Veuillot), ce n'était plus pour viser au cœur de la belle, mais à l'urne à scrutin du

chef-lieu. Mûri par le temps, M. de Valère ne se souciait plus d'être amoureux, mais député.

On se figure le désappointement de Lucile. « Lucile avait de la religion, nous dit quelque part M. Veuillot. Elle allait à la messe le dimanche, à moins de migraine, mangeait maigre le vendredi, dansait rarement en carême, assistait presque aux sermons, pleurait ses péchés le samedi saint, et finissait par faire ses pâques. » Malgré sa vertu, Lucile avait compté sur M. de Valère pour remplir le vide que Cléante n'avait pas su combler dans son existence; mais elle eut beau l'attaquer en *mi bémol*, « et l'attendre à l'église pour lui couler un regard *mixtionné* de dévotion, de tristesse et de langueur, » elle n'obtint de son ancien amant que des phrases à l'eau rose telles que celle-ci : « Ce qui était en bouton est maintenant en fleur; c'est toujours le printemps... » L'*honnête femme* voulait autre chose. Ne pouvant donc avoir raison de la résistance de Valère avec ses œillades dévotes et langoureuses, elle l'attaque à brûle-pourpoint. Désespérant de le séduire par insinuation, elle le provoque par des rendez-vous.

M. de Valère tient bon; car il est dévot, et son confesseur lui a défendu de revoir Lucile, encore bien qu'elle soit maîtresse de l'élection qui se prépare. En quoi je suis obligé de dire que l'abbé de Treillac donne un bon exemple qui mérite d'être suivi.

Cependant l'honnête Lucile, poussée à bout, imagine d'attendre au coin du bois voisin l'homme qui la dédaigne. Ce chapitre est intitulé : *Cléante apprend diverses choses*. En effet, le bon Cléante, qui croit à la vertu de sa femme et qui en conséquence s'est caché, la cravache à la main, derrière la charmille où elle attend, Cléante aperçoit Lucile au moment où elle provoque M. de Valère avec un langage, des yeux, des gestes et un accent de passion qui amènent cette judicieuse observation de l'auteur : « Cloué dans sa cachette

par une force supérieure à sa volonté et à sa colère, Cléante essuyait la sueur abondante qui coulait de son front. »

M. de Valère n'est guère plus à son aise : voyant Lucile, que « cette émotion rendait plus belle, il sentit ses genoux fléchir et se recommanda mentalement à Dieu, comme il l'aurait fait dans un grand danger. » Heureusement le souvenir de l'abbé de Treillac lui revient en aide. Il repousse cette femme et s'éloigne du bosquet. Le lendemain, il manque son élection et reçoit un charivari. Conclusion : il prend en dégoût la vie politique et se retire à Rome, après avoir donné son bien à une congrégation religieuse. Tel est le dénoûment de cette tragi-comédie. Mais encore un mot de Cléante : nous l'avons laissé une cravache à la main. « Il la fit siffler aux oreilles de sa femme. Tiens, dit-il, je m'en vais ! je ne veux pas me salir les mains ! Si je te touchais une fois, je te laisserais sur la place. *Nous avons du monde ; va t'habiller !* » Va t'habiller ! Le mot est sublime. Corneille avait dit : *Soyons amis, Cinna !* M. Veuillot dit : *Va t'habiller !* L'effet est le même. Cinna, qui a voulu tuer Auguste, reste un bon citoyen de Rome. Lucile, qui a voulu *supprimer moralement* Cléante, Lucile, habillée et pardonnée, continue à passer pour la plus honnête femme de Chignac.

Vous me demanderez peut-être sous quelle latitude M. Veuillot a pris Chignac, et dans quel pays il a trouvé ces mœurs qu'il a voulu peindre. « Je dis Chignac comme je dirais Angoulême, Cahors ou Saumur, » répond M. Veuillot. Grand merci ! nous savons maintenant où nous sommes ! « J'ai voulu, ajoute l'auteur, montrer dans un petit cadre ce que devient une société qui a pour ainsi dire chassé Dieu de ses mœurs et de ses lois. » Voyons donc ce que devient une pareille société. Cette étude est aussi curieuse qu'instructive. Le roman de M. Veuillot n'est rien du tout, comme vous avez vu ; sa morale et ses conclusions sont quelque chose ; car il n'est que trop vrai que l'auteur de l'*Honnête*

Femme représente cette petite faction absurde qui veut livrer l'instruction publique aux congrégations religieuses et mettre toute la France de Juillet au couvent ou au séminaire[1].

La ville de Chignac étant, de l'aveu de notre auteur, une sorte de France en raccourci, voyons de quels éléments se compose, en l'an de grâce 1844, cette société française dont M. Louis Veuillot a voulu retracer la physionomie. « Le monde français, dit-il, est habillé comme un Hercule de théâtre; sa beauté, sa force et sa fleur ne consistent qu'en fard, apparence et tromperie. » Cela fait, M. Veuillot démonte hardiment le pantin, et, sur chacune des pièces de la machine décomposée, il met l'étiquette que vous allez voir :

« *Un maire :* Amadis truffé, oiseau-bœuf; on ne comptait plus les romans où il avait figuré et dont plusieurs s'étaient dénoués *à coups de bâton sur son dos municipal.*

« *Un préfet :* ... N'étant distingué que par le ruban de la Légion d'honneur, il passerait fort aisément pour un sot.

« *Un avocat général :* Grand orateur, l'homme du monde qui a le plus de mépris pour lui-même... « J'avais trop de « talent, se dit-il, pour ne pas me vendre; mais je suis un « nigaud de *m'être mis à si bon marché.* »

« *Un principal de collége :* Expert chanteur de gaudrioles, effronté diseur de bons mots effrontés... N'approchez pas de lui, vous verriez qu'il a trop dîné... Le chef de l'instruction publique (à Chignac) se grise *coram populo* tous les jeudis; mais le cuistre est d'ailleurs si bonhomme, et il *aime tant la Révolution de juillet!*

« *Un lieutenant général :* Comte de l'Empire, grand officier de la Légion d'honneur, *pair de France;* soixante ans d'âge, quarante-cinq ans de service, *trente blessures;* son nom est sur l'arc de l'Étoile... Il traîne à Chignac une vieillesse déshonorée par les plus basses inclinations. Il est af-

[1] Écrit en 1845.

freux à voir, horrible à entendre; il se rit cyniquement de tout; il est le jouet des dernières malheureuses, le mépris des derniers garnements. Toute sa richesse passe à corrompre l'adolescence et la misère, et *l'on enverrait au bagne* le jeune homme qui, dans le délire du vin et des passions, oserait une fois la moitié des choses infâmes que *ce drôle illustre et sexagénaire* se permet tous les jours.

« *Les fonctionnaires publics :* Il y a encore ici quelques messieurs que je pourrais vous peindre : un substitut usurier, un juge de paix conspirateur, un président ivrogne... Mais quoi? à la différence près du vice dominant, par où chacun se caractérise, c'est toujours le *même imbécile*, chevalier du même ordre de la Légion d'honneur.

« *Le journaliste du gouvernement :* Dans le moindre salon bourgeois, il y a soixante ans, ce n'eût été qu'un *malotru*.

« *Le journaliste de l'opposition :* La plume des derniers gredins n'inventait rien, à Paris ni dans les provinces, d'outrageant, d'indigeste, d'immonde, que n'avalât comme baume et fleurette ce phénix des mangeurs de chardons... En somme, c'était la *crème de la canaille*.

« *Les légitimistes :* Ces gens-là ne s'appliquent pas à relever des institutions ; ils ne cherchent qu'à faire des *chambellans*.

« *Les conservateurs :* Coalition de revendeurs, qui d'une main défendent leur boutique et de l'autre *trompent sur le poids*.

« *Les républicains :* Ils n'ont d'autre moyen qu'un hideux désordre, et d'autre but qu'un despotisme fou.

« *Les élections :* Combats de vilénies où s'épuisent les forces de la France ; champs de mensonge ; stérile et outrageux labeur des plus lâches passions et des plus égoïstes intérêts ; *misère! turpitude! gâchis!*

« ... Une patrie abandonnée, des eunuques dans tous les emplois, des sophistes dans toutes les chaires ; partout des

orgies, partout des gémissements, partout des craquements sinistres, *partout les signes hideux d'une dissolution sans exemple...* »

J'ai choisi de préférence ces extraits du roman moral de M. Veuillot, parce qu'il est utile que la France voie quelle figure elle a dans le miroir des fanatiques. Que dites-vous, hommes de tous les états, écrivains de toutes les opinions, fonctionnaires de tous les dégrés, électeurs de toutes les nuances, soldats de tous les drapeaux, que dites-vous du portrait et de la ressemblance? N'est-ce pas que M. Veuillot est un homme prédestiné à vous convertir, et qu'il s'y prend comme il faut? N'est-ce pas qu'il est urgent de confier aux amis de ce romancier charitable l'éducation de vos enfants nés et à naître,

Et nati natorum et qui nascentur ab illis?

Refuserez-vous de vous humilier devant l'ascendant d'une pareille vocation et d'un pareil style? Courbe la tête, fier Sicambre! c'est ainsi que les prêtres chrétiens parlaient autrefois aux rois barbares. *Garde sur ta joue, ô ma patrie! ce chapitre de mon roman.* Voilà comment M. Veuillot parle à la France civilisée du dix-neuvième siècle.

Je ne discuterai pas sérieusement les conclusions d'un pareil livre; mais les voici : la France ne sera sauvée, dans l'ordre moral et politique, que le jour où les électeurs, « avant de passer par le scrutin, auront passé par le confessionnal. » Voulez-vous voter? montrez un billet de confession. Sinon, non. Voilà le remède aux *craquements sinistres...* N'est-il pas évident que M. Veuillot veut faire de la pénitence un instrument de pouvoir, *instrumentum regni?* La confession, cet acte d'humilité, d'abnégation et de repentir, on veut y trouver un moyen de gouvernement. On

veut que le prêtre, conseiller spirituel du pénitent, soit le guide politique de l'électeur. On met l'urne à scrutin sur le confessionnal, comme autrefois on y mettait la couronne. Ah! monsieur Veuillot, vous êtes, dit-on, un homme sincère, mais vous êtes surtout un ami dangereux. Mieux vaudrait... vous savez le reste.

L'auteur de l'*Honnête Femme* prétend connaître le cœur humain. « Tous les jours, dit-il, j'y descends; je m'y promène. » Il ne s'est donc jamais *promené* dans le cœur de ses amis. Depuis deux ans, il les compromet à plaisir; aujourd'hui il les démasque. Je sais bien que le parti fanatique se laisse faire et mener sur le terrain, et qu'il se jette, avec une sorte de complaisance, dans la mêlée des querelles politiques et religieuses. Pourtant M. Veuillot s'abuse s'il s'imagine que ce parti, qui comptait se glisser par une invasion souterraine au cœur de la société, lui sait toujours gré du bruit qu'il fait et des airs fanfarons qu'il affecte. Notre auteur ressemble à cet archidiacre d'Auxerre, qui disait du père Bourdaloue : « Il prêche fort bien et moi bien fort. » M. Veuillot crie bien fort et se croit habile. Il me semble entendre un avocat nommé d'office pour une cause perdue : ne pouvant sauver son client, il injurie son juge.

La colère est la muse de M. Veuillot. C'est elle qui inspire cette véhémence triviale, cette façon vulgaire et violente de défendre les choses saintes, cette fureur dans la dévotion, cette humilité hargneuse qui n'est pas d'un apôtre, mais d'un pamphlétaire, et qui, odieuse dans la polémique, est insupportable dans le roman. On disait de Perrault qu'à l'érudition près, c'était un bon académicien. M. Veuillot est un bon chrétien, moins la charité. Il ne suffit pas d'écrire : « Le premier devoir du chrétien, c'est de ne pas haïr; la haine est fille de l'orgueil. » Voilà un beau précepte, mais pratiquez-le! Vous me châtiez, dites-vous, par amour

du prochain. J'accepte le châtiment, mais non pas l'outrage. Humiliez-moi par la pénitence, non par l'infamie. Dirigez-moi vers l'autel sans me faire passer par le pilori. « *Un fumet de canaille* s'exhalait de leurs actions et de leurs discours... Voltaire et lui (il s'agit d'un gentilhomme philosophe) se ressemblent *comme deux galeux...* » etc. Voilà le style de l'*honnête femme*. M. Veuillot est-il bien venu à nous dire, après cela, qu'il a étudié les secrets de ce style sur les bords de la Montbarneaume, douce et limpide rivière où, tout enfant, il pêchait, non des étymologies, dit-il, mais des goujons? « On ne cite pas, ajoute l'auteur, un seul endroit où le limon ternisse le cristal de ses flots. » Si M. Veuillot avait bien suivi la leçon de rhétorique que lui donnait cette douce rivière, son style ressemblerait-il aujourd'hui au torrent débordé

. . . . . Qui d'un cours orageux
Roule, plein de gravier, sur un terrain fangeux?

L'*Honnête Femme* a été écrite en prison: que ce soit l'excuse de ce livre violent et absurde. Les premiers martyrs bénissaient leurs bourreaux. Ne demandez pas une pareille abnégation aux martyrs de 1844. En bonne conscience, c'est trop peu de vingt-quatre heures pour maudire ses juges, quand on se dit l'organe privilégié d'une religion qui prêche l'oubli des injures...

M. Veuillot fait des livres et des sermons. D'une main il dirige sa lanterne sur le monde frivole des salons, de l'autre il relève les ruines du temple. Il est profane par la licence de ses descriptions, trois fois saint par l'orthodoxie de ses mercuriales. Il assomme dans ses romans les pécheurs qu'il a manqués dans ses homélies,

Il dîne de l'église et soupe du théâtre.

Cette vocation doublement militante que s'est imposée

M. Veuillot honore son courage. Mais n'a-t-il pas trop consulté le zèle qui l'emporte? Est-il bien sûr de servir les intérêts qu'il veut défendre? En essayant de ressusciter chez nous la controverse religieuse et d'introduire en France le roman fanatique, a-t-il chance de réussir? J'adresse ces questions, peut-être indiscrètes, non pas tant à M. Veuillot lui-même qu'à ceux de ses amis qui n'ont pas perdu tout bon sens. Je sais d'avance la réponse. Elle m'était faite, il y a peu de jours, à propos de lui, par un de ces vertueux prêtres tels que le clergé français les compte en si grand nombre. « Ah! Monsieur, me disait-il, le clergé de France a des adversaires qui le conseillent admirablement et des amis qui lui font bien du mal! »

XV

Madame Agénor de Gasparin.

L'ESPRIT DE SECTE.

— 11 SEPTEMBRE 1853. —

Corruptio optimi...

Je me souviens du temps où M. Agénor de Gasparin, orateur ardent d'une bonne cause, faisait à la tribune de France des discours très-sensés ; et, à cette époque, madame de Gasparin faisait des livres qui avaient bien d'autres mérites, mais qui peut-être n'avaient pas celui-là. Aujourd'hui M. de Gasparin écrit des lettres sur les *tables tournantes*, et madame de Gasparin publie un livre raisonnable [1]. C'est ainsi que la compensation s'établit dans ce monde et que l'équilibre se fait dans les ménages. La raison aussi a son tour. Le tout est de l'attendre.

Qui le croirait? Voici un livre qui a pour but de signaler au public les défauts de l'esprit de secte, les vices de l'intolérance, les écueils de la *religiosité*, les mécomptes du prosélytisme, et ce livre est de madame de Gasparin ! Voici un livre qui met à jour la fausseté du formalisme religieux, l'iniquité des exclusions dévotes, les périlleuses faiblesses du mysticisme ; un livre qui nous introduit dans les *agapes* fraternelles, et qui nous montre ce que le fanatisme y apporte de prétentions impuissantes, d'utopies avortées, de

[1] *Quelques défauts des chrétiens d'aujourd'hui.* — Paris, 1853.

bavardage stérile, d'incurable uniformité ; et ce livre est de madame de Gasparin ! Madame de Gasparin n'y a pas seulement mis sa verve habituelle et ce style emporté qui caractérise sa manière ; elle y a mis sa raison, et c'est vraiment plaisir de la voir à l'œuvre, d'abord pour l'agrément d'une pareille surprise, puis pour le profit que la cause de la tolérance religieuse peut tirer d'une pareille leçon, en songeant à qui la donne ! Madame de Gasparin a bien de la peine à s'avouer à elle-même cette grande audace qui lui a inspiré son livre : « Une profonde conviction du mal que je devais signaler, dit-elle, de sérieuses et continuelles observations pouvaient seules m'autoriser à entreprendre une pareille œuvre... »

Si vous cherchez d'autres motifs à cette nouvelle publication de l'auteur du *Mariage au point de vue chrétien*, peu importe ; le livre est là, il est bien à nous ; et, si madame de Gasparin, en s'attaquant aux pécheurs de sa communion, n'a voulu faire que sa confession personnelle, ou si, dans sa personne, ce sont ses coreligionnaires qu'elle a voulu atteindre ; ou si même, par impossible, ce n'était qu'un besoin d'écrire qui lui eût mis la plume à la main, sans parler de *cette malice innée qui trouve sa satisfaction à soumettre le prochain au régime des pilules amères* ; encore une fois, qu'importe ? Orgueil ou contrition, confession ou satire, moralité ou pamphlet, homélie ou mercuriale, le costume n'y fait rien ; le livre de madame de Gasparin a un passe-port qui fait tomber toutes les barrières et qui répond à toutes les chicanes : il dit la vérité.

Ce livre est vrai. Il a ce cachet de sincérité que les esprits excessifs trouvent quelquefois en eux-mêmes, sans aucune excitation extérieure ; il a aussi cet accent de franchise un peu fougueuse des esprits faibles qui se sentent poussés à bout. « Si l'on m'objecte la liberté qu'a chacun de se taire, dit l'auteur, je répondrai que cette liberté-là est pour les

forts ; qu'il faut avoir un grand courage, une grande puissance de sincérité... pour garder un morne silence. — Je parle donc, je parle parce que je suis faible, parce que je suis timide *et que je n'ose pas ne pas parler...* » Madame de Gasparin parle donc. Oh ! qu'elle n'en rougisse pas ! elle parle à merveille.

Il est pourtant une réserve que je veux faire. Madame de Gasparin est visiblement irritée contre son Église. C'est là une passion que je ne ressens pas. Je ne la ressens, ni comme madame de Gasparin, pour vouloir trop de bien à ses coreligionnaires, ni comme les intolérants d'un autre bord, pour leur vouloir aucun mal. Je n'ai ni ce zèle de la confraternité qui s'échauffe jusqu'à la colère, ni cette aigreur de l'antagonisme qui est une source d'iniquité. Je me tiens entre deux, non par indifférence, mais par précaution et pour n'avoir pas, s'il est possible, ma part des gourmades qui sont distribuées. Comme spectateur du débat, je suis juge des coups, non des doctrines. Je fais de la critique ; je laisse aux habiles à faire de la controverse. J'ajoute qu'il faudrait être mal inspiré pour chercher dans ce livre l'occasion de triompher, contre une communion religieuse, d'une brouille passagère qui est plutôt faite pour l'honorer dans la sincérité même dont ce débat est la preuve. Si j'avais envie de tirer avantage du livre de madame de Gasparin, ce ne serait pas contre une secte en particulier, mais contre toutes les sectes. On voit que j'écarte du débat les religions mêmes L'esprit de secte est à l'esprit religieux ce que l'abus est à l'usage, ce que l'engouement est au sentiment, ce que la crédulité est à la croyance, ce que le métier est à l'inspiration, ce que la corruption du bien est au bien lui-même. « Folle sagesse, impure sainteté ! » C'est madame de Gasparin qui dit cela, marquant ainsi l'écueil où va échouer la vertu même.

La forme mise à la place du fond, la *livrée* du chrétien

remplaçant son vrai caractère, la contrition machinale substituée aux naturelles effusions du cœur, le parlage dévotieux suppléant aux entretiens évangéliques, le mot partout étouffant l'idée, — voilà ce que madame de Gasparin attaque, sous le nom de *formalisme*, comme le principal défaut de ce qu'elle appelle les *chrétiens d'aujourd'hui*. Nous sommes étroits, dit-elle, dans nos rapports sociaux, que nous aimons à borner à nos seules affinités religieuses; étroits quant à nos sujets de conversation, que nous arrêtons à la limite de nos croyances; étroits quant à notre extérieur lui-même et à l'habitude physique de notre personne, à laquelle nous donnons « un masque, des inflexions de voix, des façons de regard, une pose de tête, un langage, *qui sont nos phylactères à nous et nos longues franges ;* » — étroits, enfin, quant à notre langage, « véritable patois de Chanaan, » que Dieu entend sans doute (et encore n'est-ce pas bien sûr), mais que le monde ne comprend pas et auquel nous ne comprenons rien nous-mêmes. Tel est le *formalisme* à tous les degrés.

Ce qui choque le plus madame de Gasparin, dans le formalisme religieux, c'est l'esprit d'exclusion; l'auteur a, sur ce sujet, une page curieuse sous sa plume. Je veux la citer, quelque étrange que puisse paraître ce mélange qu'elle fait du rigorisme le plus inflexible et de la tolérance la plus adoucie.

« Ah ! se séparer du mal; *haïr même son père ou sa mère* quand il s'agit de choisir entre eux et Jésus; porter une main vigoureuse sur notre œil quand notre œil nous fait broncher, et le jeter loin de nous; regarder tout vrai chrétien comme un frère, l'aimer, le lui prouver; former avec l'ensemble des rachetés une sainte famille, c'est ce que Dieu veut de nous. Mais repousser notre prochain qu nous éloigner de lui parce que nous y voyons clair, et que Jésus n'a

pas encore ouvert ses yeux; refuser de manger avec un tel homme, le fuir et ses pareils; Dieu ne l'a pas voulu; Jésus, les apôtres, ont fait tout le contraire. »

On sait le mot de ce prédicateur à qui on objectait, comme preuve de la tolérance de Jésus-Christ à l'égard des plaisirs honnêtes, qu'il avait assisté aux noces de Cana : « Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux, » répondit le prêtre. Madame de Gasparin est moins sévère.

« Quand Notre-Seigneur Jésus se rendait avec ses disciples à l'invitation du nouveau marié, quand il s'asseyait à cette table où les convives ne restaient pas oisifs, puisque le vin manqua bientôt, quand il opérait un miracle *si inutile* en apparence, il savait ce qu'il faisait.

« Des noces ! N'allons pas nous représenter un repas morne, des figures allongées, un entretien sententieux. Pour celui qui a vu l'Orient, ces noces étalent une pompe admirable devant son imagination charmée; il entend les accents des musiciens et des chanteurs, il voit les largesses, il admire la profusion qui s'étend aux plus pauvres; c'est une fête, c'est bien une fête joyeuse, naïve, resplendissante de bonheur... Le Seigneur Jésus n'a pas secoué sur la tête des convives ce fouet redoutable dont il chassait les vendeurs du temple; il s'est assis, et sa divine présence, qui tient les excès à distance, a réjoui tous les cœurs; il change l'eau en vin, il ne veut pas que dans ce beau jour un souci vienne attrister les visages, il veut que le bonheur surabonde ! Eh bien, là où mon Sauveur allait je veux aller... »

On le voit, c'est un esprit d'accommodement presque mondain qui souffle dans ce livre, et qui semble l'avoir inspiré. Mais où sommes-nous donc ? Y a-t-il quelque part un mont Aventin religieux où toute une communion se soit re-

tirée? Les coreligionnaires de madame de Gasparin songent-ils à faire retraite? Aurons-nous des monastères protestants? Je l'ignore, et je crois qu'elle exagère beaucoup cette influence de quelques brebis solitaires sur le saint troupeau tout entier. Elle me semble, dans ce premier chapitre, trop préoccupée d'une seule chose : empêcher le divorce de sa religion avec le siècle; elle veut trop la mêler aux devoirs du monde, à ses relations, à ses épreuves, à ses arts, à ses plaisirs. Il y a peut-être là, qu'elle y prenne garde, plus de péril pour une croyance que dans le défaut contraire. Il faut que la règle religieuse soit le frein sérieux, non le jouet banal ou l'instrument commode de nos fantaisies et de nos passions; il faut que Dieu soit le maître, non le compagnon. Madame de Gasparin, et c'est une remarque que j'ai déjà faite ailleurs[1] en parlant d'elle, le prend sur un ton trop familier avec le Seigneur. On dirait que Dieu n'a qu'un attribut, l'obligeance. Madame de Gasparin l'inviterait volontiers à dîner, comme le fiancé de Cana. Je crains qu'elle ne se fasse quelque illusion sur l'étendue de la complaisance divine.

Le *mysticisme* est le second défaut que madame de Gasparin signale dans sa communion. — Dans le mysticisme c'est surtout la phraséologie religieuse dont elle relève la mignardise affectée, la tendresse débilitante, le sensualisme emprunté au langage des affections humaines, et qui, adressé à Jésus, dit-elle, « fait involontairement rougir. »

« ... On y respire comme de molles, comme d'énervantes bouffées d'un air qui n'est pas celui des saines hauteurs; on y entend trop parler du cœur de Jésus, du cœur de Dieu. On y dit au Seigneur : « Bien-aimé, mets-moi sur ton sein, que tes bras m'entourent. » On y attache ses yeux sur les yeux de Jésus, afin qu'ils

[1] A propos de son *Voyage au Levant*, dans mes *Voyages et Voyageurs*. — Paris, 1854.

Y boivent la douce lumière,
La douce flamme de l'amour!

« On s'y écrie :

Mêle ta vie avec ma vie,
Verse tout ton cœur dans mon cœur!...

« On y sonde d'un doigt quasi médical les plaies des mains et du côté. On s'y livre comme à d'étranges dissections du corps et des sentiments du Christ. On y serre de trop près et trop individuellement la ressemblance de l'union du Christ et de son Église avec l'union des époux. En même temps qu'on y perd une certaine sobriété de pensée, on y perd un certain respect; on y perd une certaine mesure hors de laquelle il n'y a plus de vérité; on y perd l'énergie du cœur; on s'affadit, on se déçoit; on échange les sublimes rapports établis entre l'Éternel et le pécheur sauvé contre je ne sais quelles relations langoureuses, je dirais presques sensuelles, inconnues aux saints de l'ancienne Alliance comme aux apôtres de Jésus. Cherchez dans les prières de ceux-ci, cherchez dans leurs entretiens avec le maître vainqueur et glorifié, cherchez des expressions pareilles, cherchez cette langue irrévérente à force de terrestre amour, cherchez ces ardeurs, ces défaillances, ces familiarités; essayez de faire parler cet idiome à un Pierre, à un Paul; essayez de le mettre dans la bouche du Seigneur lui-même, du Fils quand il s'adresse au Père, vous verrez quel frisson de scandale vous fera trembler!... »

J'éprouve ici, je l'avoue, beaucoup moins un frisson de scandale qu'un sentiment de surprise. Où sommes-nous donc? demanderai-je encore une fois. Qui sont ces docteurs de la religion réformée qui introduisirent l'extase dans le libre examen, la sentimentalité profane dans les plus austè-

res symboles, qui nous ramènent, en plein dix-neuvième siècle, aux ravissements de sainte Thérèse et de Marie Alacoque? Qui sont-ils? Madame de Gasparin, ici encore, n'est-elle pas dupe de quelque illusion? Y a-t-il, en effet, un mysticisme protestant comme il y a un mysticisme catholique? Celui-là, tout le monde le connaît, il fait partie de notre histoire; et je ne veux pas supposer que madame de Gasparin n'ait eu d'autre but, en le signalant dans ses frères en religion, que de le ridiculiser dans ses adversaires. Quoi qu'il en soit, ces défauts que l'auteur relève *dans les chrétiens d'aujourd'hui*, et qui se retrouvent à peu près au même degré sous toutes les formes qu'affecte l'exagération du sentiment religieux, sont de l'homme plus que de la secte. C'est à ce point de vue tout général que je recommande le remarquable chapitre consacré au *mysticisme* dans le livre de madame de Gasparin, et qu'il faut lire tout entier. Dans ce chapitre, l'auteur met résolûment le doigt sur cette plaie secrète du cœur humain qui aime à trouver, jusque dans les objets d'un culte sacré, un prétexte de s'admirer et de s'adorer lui-même, qui s'exalte non pour se purifier, mais pour s'assouvir, et pour qui les symboles, les assemblées, la liturgie, quelle qu'elle soit, les images, le sacrifice, l'encens qui fume et qui monte au ciel avec la prière ne sont que des occasions de sensuelle ivresse sous un masque de spiritualité; — semblable en cela à je ne sais plus quel disciple de Hegel qu'un camarade (c'est madame de Gasparin qui le raconte) trouva couché en travers de son lit, immobile, perdu dans l'extase, et qui, aux cris de son compagnon, se releva solennellement et lui dit : *Je m'adore!* Combien de croyants de toutes les communions qui s'adorent ainsi, pensant honorer Dieu! Combien qui perdent dans cette idolâtrie personnelle l'intelligence de leur destinée véritable! Combien, en laissant faire au Saint-Esprit toute la besogne chez eux, comme le dit spirituellement madame de Gasparin, combien

qui perdent le sentiment du devoir de tous les jours et l'instinct de la vertu pratique! « Égoïsme, égoïsme spirituel! le plus épouvantable de tous, s'écrie l'auteur, parce qu'il s'enveloppe des plis d'une robe immaculée! Égoïsme! c'est toi qui taris les yeux du mystique, qui mets ta main glacée sur son cœur, toi qui le fais passer solitaire au milieu de la multitude, célibataire au travers du mariage, stérile au sein des admirables enfantements du christianisme!... » Ce vice de l'âme éprise d'elle-même est aussi ancien que le monde, je le sais. L'erreur des hésychastes et des molinistes n'est pas d'hier; des chrétiens encore plus autorisés que madame de Gasparin l'avaient condamnée avant elle. Mais n'est-il pas curieux de voir le quiétisme reprendre, au dix-neuvième siècle, sous le manteau d'un ministre du saint Évangile, rang dans la polémique! et madame de Gasparin, échappée aux extases qui ont rempli ses livres, se tourner aujourd'hui contre les Molinos de sa communion avec la véhémence d'un Père de l'Église! Oh! que sommes-nous donc, adorateurs de Dieu sur la terre, si le sentiment qui devrait donner le plus de poids à nos âmes et le plus de solidité à nos cœurs, le sentiment religieux, nous condamne à ces retours, à cette mobilité et à ces combats! *Tradidit mundum disputationibus.*

« Le discours chrétien est devenu un spectacle. *Cette tristesse évangélique* qui en est l'âme ne s'y remarque plus... On n'écoute plus sérieusement la parole sainte; c'est une sorte d'amusement entre mille autres. » La Bruyère[1] disait cela il y a près de deux siècles; madame de Gasparin pourrait le répéter aujourd'hui, quand elle veut nous peindre dans sa communion le côté profane, intéressé, mondain, turbulent de la religiosité. Madame de Gasparin, on le voit, attaque l'ennemi par tous les points; elle entre dans la place

[1] *Caractères*, ch. xv.

par toutes les brèches. Sous ces deux titres : *Communisme sous prétexte de fraternité* et le *Radicalisme chez les chrétiens*, elle va nous montrer maintenant les abus qu'engendre, dans l'ordre des relations religieuses, cette manie de fraternisation illimitée, cette comédie d'égalité évangélique, cette mendicité sainte, « ce vagabondage chrétien, » comme elle le nomme, qui fait reculer la charité... Ici il serait permis de dire peut-être à madame de Gasparin qu'elle est bien difficile à contenter ! Que reprochait-elle, il n'y a qu'un instant, au chrétien mystique? De se retrancher dans sa contemplation, de s'enfoncer dans l'extase, de s'endormir (pardon de la métaphore ! madame de Gasparin en fait quelquefois de meilleures), de s'endormir, bien ouaté contre les bruits du dehors par l'épais matelas de son inspiration particulière ! » Maintenant que reproche-t-elle au chrétien affecté de fraternité? de s'oublier lui-même, de trop donner aux visites, aux conférences et aux réunions fraternelles, aux messages pieux, à la vie commune en un mot. Ah ! la vie commune ! C'est là ce qui inquiète surtout madame de Gasparin. *Communauté de vie*, dit-elle, *communauté de biens*... Je sais qu'en effet entre le quiétisme endormi et la fraternité turbulente, entre l'égoïste extase et l'activité *partageuse*, il y a un milieu où madame de Gasparin aimerait à se reposer. Hélas ! on y revient toujours, en religion comme en politique, à moins d'être un fou ou un méchant, à ce milieu tant décrié ! Mais avouez que madame de Gasparin se donne l'air ici de n'avoir pas beaucoup d'amis dans sa communion; et, en multipliant ainsi les catégories, n'est-ce pas elle à la fin qui s'isole, qui se fait mystique? « Je veux être esclave de la Bible, dit-elle, je veux être libre du joug humain. » D'accord, mais madame Guyon ne disait pas autre chose.

J'attache un grand prix à ne pas me mêler à ce débat entre madame de Gasparin et ses coreligionnaires. Je n'examine donc pas jusqu'à quel point elle a tort contre sa com-

munion, contre sa logique et contre elle-même. Ce sont là de petites satisfactions de critique que je me refuse, et à mes lecteurs aussi. Le sujet est trop sérieux. Mais, si madame de Gasparin n'a pas raison contre ses frères, avouons qu'elle donne bien largement carrière à ceux qui s'inquiètent des défauts de l'esprit de secte, et qu'il était impossible, après avoir mieux caractérisé son orgueilleuse faiblesse dans l'isolement, de donner une plus juste idée de sa périlleuse activité dans la vie commune. Je suppose que madame de Gasparin a commencé par être un partisan très-décidé et un fauteur très-actif de l'esprit d'association et de fraternité. On commence toujours par là, car dans une juste mesure rien n'est meilleur; — on finit aussi toujours plus ou moins par dire comme madame de Gasparin : « Cette chose (la fraternité), c'est au fond la haine de l'individualité, le dédain de la famille et le mépris de l'ordre établi, — tout cela sous le prétexte de réaliser le ciel sur la terre... »

Madame de Gasparin établit, par de très-bons exemples tirés de l'Écriture sainte, que ni la communauté absolue de vie ni celle des biens n'ont été prescrites et encore moins pratiquées par les chrétiens d'autrefois. Puis elle arrive aux pratiques *des chrétiens d'aujourd'hui*. Parmi ces pratiques, il en est une qui deplaît surtout à madame de Gasparin, c'est la lettre de change tirée au nom du Seigneur par l'oisiveté sur le travail, par la paresse indigente sur la richesse affairée, par la fraternité importune sur la charité complaisante. Elle n'aime pas ces escopettes amorcées de versets bibliques, « ces pistolets, comme elle dit, bourrés de textes sur l'aumône, » et elle fait mine d'y résister énergiquement. Serait-ce que la foi n'est pas prêteuse? A Dieu ne plaise! Mais la piété elle-même a ses révoltes légitimes.

« Laisser le rabot, la pioche ou le marteau, dit l'auteur, pour charger sur son épaule la besace de quêteur; se jeter

à corps perdu dans des spéculations hasardées, et venir après sommer les frères de boucher les trous; entreprendre un commerce sans avoir un sou en caisse, l'entreprendre malgré les conseillers de bon sens; ouvrir, quand la débâcle est accomplie, des emprunts à gueule béante qu'on impose aux frères en les actionnant par contingents proportionnels; une fois l'emprunt opéré, ne plus s'inquiéter de rendre, concevoir même quelque aigreur contre des créanciers, qui le sont devenus par charité; les fuir, recommencer en dépit de l'expérience, et s'émerveiller alors des refus; vivre encore dans une agitation vaine, dans un mouvement de corps et d'esprit stérile; se faire les bohèmes du réveil, passer d'un lieu à l'autre, essayer de tous les métiers pour en revenir toujours à la bourse des frères qui ont une bourse, à la table et au logis des frères qui n'ont rien d'autre à donner, c'est là un des caractères profondément tristes et parfaitement reconnus de notre moderne christianisme... Donnons beaucoup, mais donnons avec beaucoup de bon sens. Donnons comme fidèles dispensateurs des biens de Dieu, non comme ces intendants désaffectionnés qui jettent par poignées l'argent de leur maître... Donnons, mais sachons ne pas donner... et rappelons-nous que nous ne ferons ainsi que lorsque nous aurons des vues saines, bibliques, sur la parfaite légitimité de la propriété, sur le droit incontestable qu'a le Seigneur, maître des richesses, d'en remettre le fermage à qui il lui plaît... »

Il serait peut-être ici à propos de faire remarquer à madame de Gasparin qu'après avoir reproché à la pauvreté de se placer sous le patronage de la Bible, il n'est pas très-logique de réclamer pour la richesse le privilége de cette protection; car, au fait, et à ne regarder qu'à la Bible, Dieu y paraît plus occupé du pauvre que du riche. « Messieurs, » disait le père André, annonçant une quête pour former la

dot d'une jeune fille qui désirait se faire religieuse, « on recommande à vos charités une demoiselle qui n'a pas assez de bien pour faire vœu de pauvreté... » Tout le monde aujourd'hui fait vœu de pauvreté comme cette cliente du père André. Quoi qu'il en soit, entre l'indigence importune et la richesse dédaigneuse, mon parti serait bientôt pris, et je pardonne bien plus au pauvre son exigence qu'au riche sa dureté.

Je passe sur tout ce que madame de Gasparin dit encore de raisonnable, de pratique et d'excellent sur les inconvénients de la fraternité évangélique poussée à l'excès : — la dissipation de l'âme entraînée dans le tourbillon d'une activité stérile, l'oisiveté sous prétexte de prosélytisme, le gaspillage du temps, les indiscrétions, les médisances, le délabrement de l'esprit, le trouble des idées, le vide du cœur, le dégoût de la vie intime, l'abandon de la famille. « Il y a des femmes, dit-elle, qui, pour cause de fraternité outrée, vivent dans le mariage comme non mariées; il y a des enfants qui n'ont point de pères, des pères qui se voient privés d'enfants, et des maris veufs avec une femme très en vie... Est-ce pour visiter des malades et des pauvres, est-ce pour consoler des âmes en deuil, est-ce pour annoncer l'Évangile, que l'épouse, que la mère chrétienne, désertent ainsi la maison? — Oui, à quelque degré... mais c'est pour autre chose surtout, c'est pour céder aux entraînements communistes, c'est pour se trouver avec les frères, ici, et là, et partout, et, quand c'est pour cela, quand c'est avec une telle exagération, c'est mauvais!... » — Suivons donc madame de Gasparin *chez les frères;* entrons avec elle dans ces réunions où elle nous introduit. Assistons avec elle à une de ces fêtes intimes de l'égalité fraternelle dont elle nous fait l'histoire. Attablons-nous à une de ces *agapes* où elle nous convie. Ici le commentaire n'est rien : il y faut le texte. Ce ne serait rien d'analyser ces récits de madame de Gasparin : il faut la laisser parler.

« ..... Nos agapes, à nous chrétiens d'aujourd'hui, sont très-modérées, très-convenables..... On y lit la Bible, on y prie, on y cause..... Mais, sans qu'on s'en doute, le vrai but, la vraie fin, c'est le nivellement au nom du Christ, c'est la destruction des distinctions sociales..... Le but est moins de s'édifier ensemble que de boire du thé ensemble; — moins de s'agenouiller ensemble sur le même plancher devant Dieu que de jouer ensemble à l'égalité dans le même salon.

« ..... La cuisinière s'est assise à côté de la maîtresse; la boulangère et la couturière à côté de leurs pratiques; le cordonnier vis-à-vis de ses clients; ainsi du tailleur, ainsi du reste; on leur a dit à tous : Causez, vous êtes frères, vous êtes sœurs..... ne vous gênez pas, vous êtes égaux. Et l'on s'est frotté les mains, pensant que l'âge d'or allait redescendre sur la terre.

« Voici ce qui est arrivé : — On n'a pas, on a peu causé, cela va sans dire..... chacun s'est senti hors de sa place, chacun en a souffert, et là où l'on est parvenu à se faire l'illusion d'une égalité sociale de quelques heures, le lendemain avec ses réalités, la vie pratique avec ses lois invariables, sont venus rudement réveiller les rêveurs.

« ..... La grande dame qui, pour une soirée, s'est faite la *partner* de ses fournisseurs, a pu être un peu froissée de ci, de là, encore ne sais-je pas bien; au demeurant, cette révolution d'un moment et toute bénévole l'a intéressée. Elle se sait d'ailleurs bon gré de sa facilité à oublier son rang. Elle a été bienveillante, facile à ses inférieurs; et, certaine de rentrer dans le monde tel qu'il est, cette petite excursion dans le monde tel qu'il n'est pas lui procure l'émotion que nous trouvons aux choses nouvelles, et, faut-il dire, absurdes, à condition toutefois qu'elles ne durent pas.....

« ..... Pour les classes inférieures il y a une transition plus brusque et plus dangereuse..... Hier soir, il n'y avait dans ce salon que des frères, que des sœurs, pas autre

chose. Aujourd'hui, ce matin, chacun a repris sa position. Madame est toujours au salon..... mais la cuisinière est dans la cuisine, la femme de chambre est à son ouvrage, la marchande derrière son comptoir, le cordonnier tape son cuir, le tailleur coupe son drap, l'ouvrière tire son aiguille; et vous, vous, monsieur, ou vous, madame, si vous avez à vous adresser à eux, vous le ferez avec toute la politesse possible, mais vous le ferez en monsieur et en dame que vous êtes, et qu'il faut que vous soyez, puisque Dieu vous a faits tels.....

« ..... C'est cette chute qu'un humble et naïf chrétien, domestique de son état, exprimait en ces termes : Hélas! oui, hier soir nous étions tous *messieurs;* — ce matin il n'y a rien de changé; c'est encore : « Pierre, apportez-moi mes bottes! »

Cette citation ne donne qu'une faible idée de ces comédies *égalitaires* dont madame de Gasparin fait ici l'analyse très-complète, très-spirituelle et très-amère. Mais qu'y a-t il de vrai dans toutes ces scènes d'intérieur? Comme je n'ai nulle envie d'y aller voir, je suis bien obligé de croire madame de Gasparin sur parole; et, franchement, qui obtiendra créance en pareille matière, si ce n'est elle?

Voilà donc où aboutit l'esprit de secte, — tour à tour à l'exclusion des dissidents, sans couleur de formalisme, ou à l'exploitation des frères sous prétexte de fraternité; — tantôt le monde profane est mis hors la loi par l'orgueilleuse intolérance, tantôt il est ridiculement nivelé par un zèle mal entendu : les prédications communistes après les ravissements mystiques, les *agapes* après les extases.

La conclusion, direz-vous ? Ma conclusion est la plus simple du monde. Je n'ai de leçons à faire à personne, et en cette matière moins que dans aucune autre, s'il est possible. Mais la leçon qui sort de ce livre, tout le monde peut la

faire. Madame de Gasparin a passé longtemps pour un esprit exclusif en matière de foi, d'un zèle emporté, d'une sainteté irritable ; elle a fait des livres qui lui ont, à tort ou à raison, donné cette réputation dans le public ; moi-même j'ai pu contribuer, pour ma part, à l'entretenir et à la répandre. Maintenant madame de Gasparin trouve dans la Bible tout autre chose que ce qu'elle nous y avait montré autrefois, et elle la tourne contre les travers qu'elle avait encouragés et partagés. Qu'est-ce que cela prouve ? Est-ce par hasard que la Bible renferme volontiers le *pour* et le *contre*, suivant le courant qui pousse notre plume et emporte notre esprit ? A Dieu ne plaise ! Ou bien est ce que madame de Gasparin aurait changé de caractère, de conviction et de croyance ? Non, elle a changé son point de vue. Autrefois l'auteur du *Mariage au point de vue chrétien* était un peu plus mystique que de raison, elle péchait par le côté même où elle voit aujourd'hui le péché des autres Elle est aujourd'hui un peu plus pratique, c'est-à-dire un peu plus propriétaire, un peu plus maîtresse de maison, un peu plus comtesse qu'autrefois. « Celui à qui vous donnez, dit un proverbe espagnol, l'écrit sur le sable, et celui à qui vous ôtez le grave sur l'acier. » Madame de Gasparin a écrit sur l'acier le souvenir des menaces et des prophéties du communisme ; elle s'est rattachée à ce qu'on prétendait lui *ôter*, elle y a intéressé sa foi. Peut-être même exagère-t-elle à son tour, comme nous l'avons tous fait, le danger que la société a couru ; peut-être surfait-elle, pour se rassurer, cette protection qu'elle dit que Dieu accorde aux heureux du monde. « C'est de l'*aristocratie* que vous nous faites là, lui dit quelqu'un. — Oui, c'est l'aristocratie du bon sens, répond-elle. Il y a une aristocratie de la pensée, il y a une aristocratie du savoir, il y a une aristocratie de la naissance, il y a une aristocratie de la richesse, il y a une aristocratie de la saine élégance, etc., et toutes ces aristocraties sont

bonnes quand elles n'empêchent pas l'homme qu'elles élèvent au-dessus du niveau commun de reconnaître *qu'il est poudre comme les autres hommes...* » Soit ! ajoutons que cet aveu de notre infirmité ne nous coûte guère, quand nous gardons tout le reste. Quant à moi, qui ne prétends à aucune aristocratie quelconque, je n'en préfère pas moins, dans le livre de madame de Gasparin, son point de vue d'aujourd'hui à celui d'antrefois. Celui-là du moins est plus près de terre ; si Dieu nous y a mis, c'est pour y vivre, ce semble, et nous y tenir..... en attendant mieux.

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES

QUATRIÈME PARTIE

M. Thiers historien de l'empereur Napoléon.
I. La préface du XIIe volume. 1
II. Le déclin de l'Empire. 13
III. La campagne de 1812. 29
IV. La France et l'Empereur en 1813. 54

CINQUIÈME PARTIE

PORTRAITS DIVERS.

I. Le général Bonaparte et le Directoire. 95
II. Le duc de Raguse. 120
III. Le maréchal de Saint-Arnaud. 170
IV. Le général Atthalin. 201
V. Le président Laplagne-Barris. 212

VI. Une préface de M. de Lamartine. 224
VII. M. Véron publiciste. 235
VIII. Béranger peint par lui-même. 250
IX. Henri Heine. 284
X. Henri Beyle (M. de Stendhal). 303
XI. Madame de Tracy. 331
XII. M. Hector Berlioz en Italie. 346
XIII. Voltaire et le président de Brosses. 360
XIV. M. Louis Veuillot romancier. 374
XV. Madame Agénor de Gasparin — L'esprit de secte. 384

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND ET DERNIER